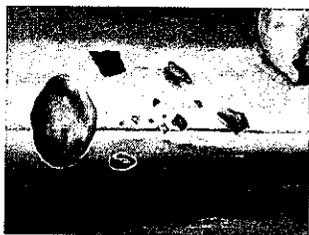


# LA GUERRE D'OSLO



Joël Fishman  
Ephraïm Karsh  
Préface de Shmuel Trigano

LES EDITIONS DE PASSY

COLLECTION L'OBSERVATOIRE



**LA GUERRE D'OSLO**

# LA GUERRE D'OSLO

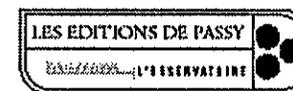
Ephraïm Karsh  
ANATOMIE D'UNE ILLUSION

Joel Fishman  
L'ÉTRANGE MÉSAVENTURE D'OSLO

*Préface de Shmuel TRIGANO*

ANATOMIE D'UNE ILLUSION  
Traduit de l'hébreu par Claire Darmon

L'ÉTRANGE MÉSAVENTURE D'OSLO  
Traduit de l'anglais par Claire Darmon et Jean-Pierre Bensimon



## PRÉFACE

Ephraïm Karsh, Anatomie d'une illusion

© 2003

**Centre de recherches stratégiques Begin-Sadate (BESA)**

Université de Bar-Ilan Ramat Gan, Israël

ISSN : 0793-1042

© 2005

**LES EDITIONS DE PASSY**

pour la version française

71, avenue Raymond-Poincaré – 75116 Paris

ISBN : 2-35146-000-6

## VIOLENCE SYMBOLIQUE ET RÉALITÉ POLITIQUE

*"Peace is war". George Orwell*

" La guerre d'Oslo ", la formule est aussi violente que celle de " processus de paix " qui a désigné cette guerre d'un type nouveau dans laquelle Israël s'est trouvé projeté depuis l'année 1993. L'expression de " processus de paix ", universellement employée encore aujourd'hui, impliquait bien en fait que " la paix ", ici désignée, pouvait connaître des éclipses meurtrières. Mais que " la paix " ait pu être évoquée pour définir la stratégie de guerre populaire révolutionnaire palestinienne, le cycle de terrorisme, la dissimulation des intentions, la mise en accusation systématique d'Israël, reste une des violences symboliques les plus grandes de ce début de XXIème siècle. La perception du conflit en est ressortie totalement brouillée sur la scène de l'opinion publique internationale. Les responsabilités ont été falsifiées, les catégories morales, perverties.

Une très étrange situation s'en est ensuivie où l'agresseur est devenu l'agressé, la légitime défense, un " terrorisme d'Etat ", l'information, un jugement. La passion collective qui a enfiévré l'opinion européenne a connu un début d'analyse. Avec le recul du temps, son décalage par rapport à la réalité n'en apparaîtra que plus grand lorsque l'historien établira les faits réels. C'est cette démarche qu'entame ce livre.

Joel Fishman avait, dès 2000, frayé la voie à une reconsidération bouleversante du concept de " processus de paix ", en discernant dans la guerre palestinienne la stratégie du " plan par étapes " visant à détruire Israël progressivement, à travers une

pacification simulée. Il donne à cette perspective ses bases intellectuelles et son explication. Ephraïm Karsh, quant à lui, en apporte la démonstration par les faits et les discours. Il prouve, de façon mathématique et avec une concision lapidaire, ce que fut l'intention guerrière de l'O.L.P. et d'Arafat dès la signature des Accords d'Oslo et comment elle fut mise en œuvre sur le terrain, dans une guerre autant psychologique et symbolique que militaire.

Mais le comportement des Israéliens et du monde juif doit aussi être l'objet d'une investigation, ce à quoi Joël Fishman consacre une étude extrêmement éclairante. Il faut prendre en effet la mesure de l'exception que représente la diplomatie israélienne des années Oslo dans l'histoire des relations internationales. Que l'on se représente bien les choses. Où a-t-on vu un Etat vainqueur d'une guerre d'agression (la Guerre des Six Jours) décrétée contre lui, remettre les gages de sa victoire (au demeurant des territoires ridiculement exigus) à son ennemi le plus invétéré, alors dans une position de grande faiblesse stratégique, lui donner des armes pour qu'il lève une " police ", avec pour seule demande la " prière " que cet ennemi daigne le reconnaître? N'est-on pas allé chercher Arafat et son armée, exilés à Tunis, pour les installer comme puissance au cœur d'Israël, dans des territoires qui ne furent jamais palestiniens sur le plan du droit international? Faut-il rappeler à l'amnésie ambiante que les Etats arabes avaient refusé le plan de partage de la Palestine du Mandat britannique – territoires autrefois ottomans où ne s'est jamais établie une entité politique spécifique – et que la Jordanie avait annexé la Judée-Samarie (devenue alors " Cisjordanie ") et l'Egypte, Gaza, à l'issue de la guerre décrétée en 1948 par les Etats arabes contre le jeune Etat d'Israël? La passation de territoires à l'O.L.P. est une donne radicalement nouvelle sur le plan du droit international qui n'est en rien une " remise " de territoires à des propriétaires originels mais la création *ex nihilo* d'une nouvelle entité. Ceci ne fait qu'accentuer le caractère exceptionnel du comportement israélien et le cynisme de l'accusation universelle. Le

comportement erratique d'Israël détonne au contraire dans l'assemblée des monstres froids que sont les Etats.

Ce qui se passe sur la scène internationale se trame aussi sur la scène interne au monde juif. Une société, en effet, ne ressort pas indemne, psychologiquement autant que politiquement, d'une telle aventure, au point où certains se demandent si la société israélienne ne s'est pas engouffrée dans une impasse qui pourrait remettre en question sa viabilité et sa continuité. Les chancelleries européennes bruissent même goulûment de cette éventualité. Les Israéliens se sont divisés et affrontés pour une paix qui couvrirait vertueusement la poursuite des buts de guerre des Palestiniens : la Grande Palestine, du Jourdain à la mer. Ils ont cru avec passion à la paix. Elle en est même devenue un messianisme qui a obscurci leur vision de la réalité et les a précipités dans une tragédie. On a beaucoup dénoncé le messianisme utopique du Gouch Emounim, mais l'utopie pacifiste sans laquelle on ne peut comprendre le syndrome d'Oslo s'est, jusqu'à présent, révélée aussi grave dans ses effets immédiats.

L'invocation de la paix est devenue un article de foi, un confort narcissique, comme s'il suffisait de psalmodier son air pour qu'elle se concrétise, avec le bénéfice secondaire de diaboliser ceux qui pensent différemment. Dans le contre-jour terrible de la période 2000-2004, les artisans d'Oslo s'avèrent n'avoir fait la paix qu'avec les Palestiniens de leur imagination, au point de refuser d'accepter la réalité (le terrorisme et les discours contradictoires) qui pourtant les bousculait dès les premiers jours. La mystique des uns a fait écho à la ruse des autres. La " paix " palestinienne a parfaitement répondu en effet à la définition qu'en donnait la stratégie communiste du temps de la " coexistence pacifique " : une situation conflictuelle dans laquelle des armes et des méthodes non militaires sont employées sans dépasser le seuil d'intensité qui en ferait une guerre ouverte. Dans 1984, Orwell avait bien épinglé cette perversion calculée du vocabulaire, avec l'équivalence : " Peace is war ".

L'aventurisme messianique d'Oslo a irrémédiablement engagé Israël dans un avenir mouvementé. Comment la société israélienne se récupèrera-t-elle au sortir d'une telle aventure dont on ne mesure pas encore les développements à venir et les conséquences ? Des divisions et des clivages durables pourraient s'installer, minant la confiance réciproque des familles qui la constituent. Les termes de démocratie et de paix se sont usés, investis par les élites du pouvoir d'un sens subliminal plus en rapport avec le *kulturkampf* propre à la société israélienne qu'avec la paix réelle. L'assassinat de Yitzhak Rabin fut le terrible sommet de ce divorce profond. C'est jusqu'au concept même de " démocratie " qui s'est trouvé frelaté au nom de " la paix ", par des politiciens qui, à plusieurs reprises, se sont sentis autorisés à malmener la déontologie de la démocratie au profit de manœuvres parlementaires. Durant la décennie d'Oslo, la diplomatie secrète et la politique du fait accompli, à l'insu de l'électorat, ont fait office de règle de fonctionnement en matière de politique étrangère.

L'examen rétrospectif du " processus d'Oslo " est une nécessité pour libérer l'avenir.

**ANATOMIE D'UNE ILLUSION**

**Ephraïm Karsh**

En août 1968, un an environ après la stupéfiante victoire d'Israël couronnant la guerre des Six Jours et quelques mois avant sa nomination à la présidence de l'OLP, Yasser Arafat avait défini l'objectif stratégique de l'organisation comme « le transfert de toutes les bases de la résistance » en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza, régions dont Israël venait de prendre le contrôle pendant la guerre, « afin de transformer par étapes l'opposition en une révolution populaire armée. » Ainsi, expliqua Arafat, l'OLP pourrait « empêcher l'immigration et encourager l'émigration des Israéliens du pays... ruiner le tourisme... affaiblir l'économie israélienne en contraignant les Israéliens à affecter une grande partie des ressources à des fins de sécurité... la création et l'entretien d'une atmosphère de tension et d'angoisse qui déterminerait les sionistes à comprendre qu'ils ne peuvent pas vivre en Israël » – en un mot, ébranler le mode de vie israélien<sup>1</sup>.

Lorsque ce scénario tarda à se réaliser, par suite du niveau de conscience nationale peu élevé parmi les Palestiniens et par suite des moyens préventifs efficaces mis en œuvre par Israël, l'OLP adopta en juin 1974 la « stratégie par étapes » (ou la théorie des étapes) et en a fait depuis lors son principe de base. En vertu de cette stratégie, les Palestiniens recevront tout territoire qu'Israël leur remettra, puis l'utiliseront comme tremplin pour procéder à d'autres gains territoriaux jusqu'à ce qu'ils obtiennent la « libération totale de la Palestine. » Les accords d'Oslo correspondaient parfaitement à cette stratégie en ce qu'ils permettaient à l'OLP d'obtenir d'emblée ce qu'elle avait été incapable d'obtenir en plusieurs années de violence et de terrorisme. Et voilà qu'Israël, onze ans seulement après avoir détruit l'infrastructure militaire de l'OLP au Liban, demandait à l'organisation palestinienne, qui se trouvait à l'un des points les plus bas de son histoire, d'établir les bases d'une solide présence politique et militaire – non pas dans un pays arabe voisin, mais à ses portes mêmes. Israël était en outre disposé à armer des milliers de terroristes (dans l'espoir qu'ils s'amenderaient) pour qu'ils s'intègrent dans les nouvelles forces de police et de sécurité placées sous l'autorité de l'OLP

1. Interview d'Arafat dans *al-Anouar*, Beyrouth, 2 août 1968.

dans les territoires. Selon Fayçal Husseini, Israël a introduit au cœur de son territoire, de plein gré, « un cheval de Troie » destiné à promouvoir l'objectif stratégique de l'OLP : « une Palestine s'étendant du Jourdain à la Méditerranée », c'est-à-dire une Palestine à la place d'Israël<sup>2</sup>.

Le jour même du 13 septembre 1993, dans un discours pré enregistré en arabe, diffusé à la télévision jordanienne, à peu près au moment de la cérémonie de signature du traité de paix sur la pelouse de la Maison blanche, Arafat annonça aux Palestiniens que « la Déclaration de principes » ne constituait qu'une partie de la mise en œuvre « stratégique par étapes » de l'OLP. Qui plus est, dès son arrivée à Gaza en juillet 1994, Arafat commença à reconstituer une importante infrastructure terroriste en violation flagrante des accords d'Oslo et en ignorant délibérément la raison principale de sa venue de Tunisie, à savoir la préparation de la souveraineté palestinienne. Arafat s'est systématiquement abstenu de leurs armes aux organisations terroristes Hamas, Djihad islamique, comme l'exigeaient les accords d'Oslo et, implicitement, donné son accord, voire son « feu vert », au meurtre de plusieurs centaines d'Israéliens par ces groupes. Il mit sur pied une armée palestinienne (sous couvert de constituer une force de police) considérablement plus importante que ne le permettaient les accords et restaura l'ancien réseau terroriste de l'OLP, principalement sous l'égide des Tanzim, le bras militaire du Fatah (la composante la plus importante de l'OLP et l'*alma mater* d'Arafat lui-même). Il s'adonna également avec fébrilité à l'acquisition d'armes interdites, utilisant à cette fin des sommes énormes offertes par la communauté internationale à l'Autorité palestinienne pour la population civile. Enfin, il eut ouvertement recours à la violence des foules : début septembre 1996, en s'efforçant publiquement de saper le crédit du nouveau premier ministre israélien Binyamin Netanyahu, puis en septembre 2000, en lançant sa guerre terroriste baptisée par euphémisme *intifada al-aqsa*, du nom de la célèbre mosquée de Jérusalem (et ce, peu après que le successeur de Netanyahu, Ehoud Barak, lui eut proposé de créer un État palestinien

2. *Al Arabi*, Le Caire, 24 juin.

indépendant sur 92% du territoire de la Cisjordanie et 100% de la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale).

Arafat put, en toute impunité, continuer ses préparatifs de guerre grâce à la conjonction de la sympathie internationale pour sa cause et de l'illusion des Israéliens. De nombreux Israéliens, épuisés par des décennies de guerre et aspirant à une normalité qui leur permettrait enfin de profiter de l'abondance obtenue dernièrement, adhèrent naïvement au processus d'Oslo, sans tenir compte du danger croissant tapi à leur porte. Binyamin Netanyahu lui-même, qui se livra à une critique acerbe d'Oslo, ne réussit pas à obtenir d'Arafat la réciprocité qu'il exigeait, et fut contraint de suivre, sans enthousiasme, les traces de ses deux prédécesseurs, Yitzhak Rabin et Shimon Pérès, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent, et de céder des territoires à l'Autorité palestinienne sans la moindre contrepartie tangible. Compte tenu de ces données, il était logique qu'Arafat rejette les propositions de Barak et déclenche en septembre 2000 une guerre terroriste. Non seulement la communauté internationale réagit à la recrudescence de la violence en exerçant des pressions sur Israël pour qu'il modère sa réaction et « accède davantage » aux exigences palestiniennes, mais le gouvernement Barak céda à la pression militaire palestinienne. En janvier 2001, au cours d'une rencontre au sommet à Taba, Israël accepta de céder 97% des territoires aux Palestiniens, ainsi qu'un territoire d'Israël dans les frontières de 1967 qui constitueraient un État palestinien plus étendu que toute la Cisjordanie et Gaza avant 1967. Il ajouta également des renoncements stupéfiants concernant Jérusalem et la question des réfugiés palestiniens<sup>3</sup>.

Si Arafat avait choisi d'accepter ces concessions israéliennes, l'État palestinien aurait vu le jour quelques mois plus tard. Mais Arafat, intensifiant sa rhétorique sur l'indépendance palestinienne, s'intéressait depuis toujours à la violence accompagnant « l'effort révolutionnaire » et non aux gains réels de la souveraineté. Dès 1978, il déclara à son ami et allié, le dictateur roumain Nicolas Ceausescu qu'il manquait aux Palestiniens la tradition, l'unité et la discipline nécessaires pour fonder un État en bonne et due forme et que l'État palestinien serait un échec dès le pre-

3. Voir par exemple l'article de Mamduh Nawfal dans *Majalat ad-Dirasat al-Filastiniya*, n° 48, automne 2001, p. 101.

mier jour<sup>4</sup>. La dernière décennie a confirmé ce pronostic et Palestiniens et Israéliens se sont retrouvés piégés dans un conflit plus sanglant qu'il ne l'a été depuis la tentative arabe d'empêcher la création de l'État juif en 1948.

---

4. Ion Pacepa, *Red Horizons*, Londres, Coronet Books, 1989, p. 28, 2001.

## Chapitre 1

### UN CHEVAL DE TROIE

Le 30 janvier 1996, discutant, au cours d'une réunion à huis clos, avec une quarantaine de diplomates arabes dans le luxueux salon Spiegel du Grand Hôtel de Stockholm, Arafat dévoila sa vision de la « paix » : « Nous nous préparons à liquider l'État d'Israël pour édifier un État palestinien pur, déclara-t-il. Nous allons rendre la vie impossible aux Juifs par une lutte psychologique et une explosion démographique. Les Juifs ne voudront pas vivre parmi les Arabes... Ils renonceront à leurs maisons et émigreront aux États-Unis. Nous, les Palestiniens, prendrons le contrôle de tout, y compris tout Jérusalem. [Le Premier ministre] Pérès et [le ministre Yossi] Beilin nous ont déjà promis la moitié de Jérusalem. Le plateau du Golan a déjà été cédé, sous réserve de quelques petits détails. Et lorsqu'il sera restitué, au moins un demi million de Juifs riches quittera Israël. »

« Je n'ai pas besoin des Juifs. Ils étaient et restent juifs, conclut Arafat. »

« Nous avons besoin maintenant de toute l'aide que nous pourrons recevoir de votre part pour notre guerre en faveur d'une Palestine unie sous domination arabe<sup>1</sup>. »

Ce n'était pas la première fois qu'Arafat expliquait à un public arabe que la série d'accords de paix conclus avec Israël depuis septembre 1993 n'étaient qu'un leurre stratégique ayant pour objectif ultime la liquidation de l'État juif. Il l'avait annoncé et répété à plusieurs reprises dès la publication des accords d'Oslo. Mais, jusqu'à son discours de Stockholm, il n'avait pas décrit sa vision de la « paix » avec une franchise aussi brutale. En général, Arafat avait recours à un certain nombre de formules métaphoriques, religieuses ou non, dont la signification était nette et sans ambiguïté pour les Arabes et les musulmans, mais totalement hermétique pour des auditeurs occidentaux. Deux des expressions

1. *Jerusalem Post*, 23 février 1996 ; *Jerusalem Post*, 21 mars 1996, p.12.

apparemment innocentes les plus fréquemment utilisés par Arafat étaient : « restituer tous leurs droits aux Palestiniens » et « une paix juste et globale. » Pour des oreilles occidentales, il n'est pas, semble-t-il, d'idéal plus élevé que la paix fondée sur la justice ou la restitution de droits confisqués. Mais dans le lexique arabe et palestinien, une telle « justice » signifie toujours « la restitution de toute la Palestine à ses propriétaires légitimes » – à savoir la création d'un État palestinien sur les ruines d'Israël – de même que l'engagement constant de « brandir le drapeau palestinien sur les murailles de Jérusalem. »

Un exemple non moins évident de l'instrumentalisation par Arafat du processus d'Oslo est fourni par son habitude de rappeler sans cesse la stratégie par étapes qu'il a adoptée en 1974. Au cours du seul mois de septembre 1993, il évoque la « stratégie par étapes » plus d'une douzaine de fois dans des émissions destinées au monde arabe<sup>6</sup> et – cela vaut la peine de le préciser – dans une annonce personnelle au peuple palestinien diffusée en arabe à la télévision jordanienne au moment de la cérémonie de signature de la Déclaration de principes sur la pelouse de la Maison blanche.

Il faut souligner que cette vision de la « paix » n'est mentionnée dans aucune des interviews d'Arafat publiées à cette époque dans les médias israéliens et occidentaux ; il a alors toujours fait l'éloge de la « paix des braves » qu'il avait signée. Une seule fois, au cours d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *HaOlam hazé*, le 8 septembre 1993, Arafat oublia un instant toute règle de prudence et reprit l'une des formules traditionnelles directes de l'OLP sur la destruction d'Israël : « Je n'aurai pas le mérite d'y assister, déclara-t-il au journaliste israélien venu lui rendre visite dans son QG à Tunis, mais je vous promets qu'à l'avenir, Israël et la Palestine seront un seul et même État unifié<sup>7</sup>. »

6. Cf. par exemple Radio Monte-Carlo en arabe, 1<sup>er</sup> et 3 septembre 1993 ; Agence de presse du Moyen-Orient, Le Caire, 3 septembre 1993 ; *Al-Hayat*, Londres, 12 septembre 1993 ; télévision ESC en arabe, Le Caire, 13 septembre 1993 ; télévision ENTV en arabe, Alger, 14 septembre 1993 ; télévision MBC, Londres, 13 septembre 1993 ; radio Le Caire, 11 septembre 1993.

7. Ouzi Mahnaïmi, « Arafat : j'ai appris qu'il y a un accord entre Israël et Damas », *HaOlam hazé*, 8 septembre 1993, pp. 3-4.

Au cours d'une rencontre à huis clos avec des dirigeants musulmans en Afrique du Sud, le 10 mai 1994, Arafat affirma que les accords d'Oslo étaient semblables au traité d'Hudaybia signé par le prophète Muhammad avec les habitants de La Mecque en 628 et violé au bout de deux ans seulement lorsque Muhammad se retrouva en position de force. Un Juif d'Afrique du Sud déguisé en musulman qui avait réussi à s'infiltrer dans cette réunion enregistra ces propos à l'insu d'Arafat<sup>8</sup>.

Les Israéliens furent sidérés. Une semaine auparavant, ils avaient signé l'accord sur Gaza et Jéricho concernant la mise sur pied d'une Autorité palestinienne dans ces territoires à titre de première étape de la Déclaration de principes, et voici que le cosignataire présentait l'accord comme un stratagème tactique dont on pourrait se dégager à la première occasion. Rabin, en colère, exigea qu'Arafat re-confirme son engagement concernant l'accord conclu avec Israël. C'est ce que fit également Yossi Sarid, ministre de la qualité de l'environnement : Arafat devait signifier qu'il renonçait totalement aux graves propos tenus à Johannesburg. Il devait exprimer son adhésion pleine et entière aux accords signés avec Israël et en donner la preuve en combattant fermement et ouvertement le terrorisme. Si Arafat s'en abstenait, ajouta Sarid, la crise de confiance à son égard perdurerait, et il pourrait choisir entre les deux fonctions suivantes : maire de Jéricho ou gouverneur de Gaza. Dans ces circonstances, promit Sarid, Gaza et Jéricho équivalaient à la fin du processus<sup>9</sup>.

Arafat ne s'émut guère de ce tollé. Trois semaines plus tard, il réitéra cette analogie, cette fois en public : « Ce que nous avons obtenu ne correspond pas à tout ce que nous souhaitons, mais c'est le mieux que nous pouvions obtenir au pire des moments, déclara-t-il à un groupe d'entrepreneurs palestiniens venus le voir à Tunis. »

« Le prophète Muhammad est parvenu à un accord [similaire] avec les infidèles à Hudaybia et l'accord vola en éclat au bout de deux ans<sup>10</sup>. »

8. *Jerusalem Post*, 23 mai 1994.

9. *Ibid.* 24 mai 1994 ; *Al haMishmar*, 24 mai 1994.

10. *Jerusalem Post*, 1er juin 1994.

La comparaison avec Hedaybia, le parallèle religieux de la « stratégie par étapes », sera définitivement la marque de la rhétorique publique d'Arafat dans les années 1990, ainsi que pendant la guerre terroriste déclenchée en septembre 2000<sup>11</sup>.

La vision du processus de paix conçu comme une grande imposture ayant pour objectif ultime la destruction d'Israël fut totalement adoptée par les dirigeants palestiniens : « Tous les Palestiniens s'accordent pour dire que les frontières exactes de la Palestine vont du Jourdain à la Méditerranée [c'est-à-dire la Palestine à la place d'Israël] », déclara par exemple Fayçal Husseini à la télévision syrienne, le 9 septembre 1996.

« De façon réaliste, il faut accepter tout ce qu'on peut obtenir maintenant [dans l'espoir que] les événements qui se produiront à l'avenir, peut-être dans les quinze ou vingt années à venir, nous donneront l'occasion d'obtenir les frontières correctes de la Palestine<sup>12</sup>. »

Husseini demeura fidèle à cette vision jusqu'à la fin de sa vie. En juin 2001, peu avant la soudaine crise cardiaque qui l'emporta, il déclara sans ambages à un journal égyptien que « lorsque nous demandons à toutes les forces et à tous les courants palestiniens de considérer l'accord d'Oslo et les autres accords comme des moyens transitoires, cela signifie que nous induisons en erreur les Israéliens ou que nous nous moquons d'eux. »

Hussein précisa : « Nous faisons une distinction entre les objectifs stratégiques de long terme et les objectifs intermédiaires que nous sommes contraints d'accepter temporairement à cause de la pression internationale... Certes, nous avons accepté de proclamer notre État dans un territoire qui ne représente à présent que 22% de la Palestine, c'est-à-dire la Cisjordanie et Gaza, mais notre objectif ultime était et est toujours la libération de

11. Voir par exemple la télévision de l'Autorité palestinienne, 21 août 1995 ; interview d'Arafat par des journalistes égyptiens, *Hatsav* (l'unité de contrôle médiatique de Tsahal), 23 août 1995, 1082/836 ; *al-Quds*, 10 mai 1998 ; télévision Orbite, Le Caire, 18 avril 1998 ; interview d'Arafat dans *Al-Hayat*, Londres, 5 octobre 2002.

12. Cité avec l'autorisation de l'agence de presse israélienne IMRA, 9 septembre 1996.

toute la Palestine historique depuis le fleuve jusqu'à la mer, même si cela implique de continuer le conflit pendant encore mille ans ou de nombreuses générations. »

Si les Israéliens et les Américains comprenaient que les accords d'Oslo n'étaient qu'un « cheval de Troie » destiné à promouvoir l'objectif suprême de la libération de la Palestine, affirma-t-il, « ils n'auraient pas ouvert leurs portes imprenables pour le faire entrer à l'intérieur de leurs murailles. » Comme ils ont été dupés et se sont retrouvés impliqués dans cette stupide erreur stratégique, les Palestiniens, comme les Grecs de l'Antiquité, finiront par l'emporter : « Les habitants de Troie... se réjouirent et exultèrent à l'idée que les soldats grecs étaient vaincus, et en se retirant, avaient laissé un butin de guerre sous la forme d'un inoffensif cheval de bois. Alors, ils ouvrirent les portes de la ville et introduisirent le cheval de bois. Tout le monde sait ce qui arriva ensuite<sup>13</sup>. »

D'autres dirigeants palestiniens s'exprimèrent tout aussi nettement. En juillet 1994, on cita la déclaration triomphale de Yasser Abed Rabo, responsable de la Culture, des Beaux-arts et de l'information au sein de l'Autorité palestinienne, selon laquelle les Palestiniens récupéreraient « la Palestine tout entière<sup>14</sup> », et un mois plus tard, Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'OLP, appela à la destruction d'Israël : « Il y a un État qui a été fondé par une force historique, dit-il, et c'est un devoir de le détruire. C'est la voie palestinienne<sup>15</sup>. » Même les plus modérés de la direction palestinienne, les artisans du processus d'Oslo – Muhammad Abass (connu également sous le nom d'Abou Mazen) et Ahmed Quorei (appelé aussi Abou Ala) – n'hésitèrent pas à exprimer l'espoir qu'Israël finirait par être détruit. Dans une interview publiée dans le quotidien israélien *Maariv* du 19 janvier 1996, Abou Mazen répéta plus finement la vieille formulation de l'OLP concernant un État démocratique sur

13. *El-Arabi*, Le Caire 24 juin 2001.

14. *Jerusalem Post*, 17 juillet 1994.

15. *Jerusalem Post*, 10 août 1994.

l'ensemble d'Eretz Israël ; quant à Abou Ala, il n'hésita pas à piétiner ostensiblement les morceaux d'un drapeau israélien auquel on venait de mettre le feu sous ses yeux. Au cours d'une autre manifestation, il déclara à une foule qui l'acclamait, « par la volonté d'Allah, le retour viendra bientôt<sup>16</sup>. »

La promesse formulée par Abou Ala touchait à l'une des expressions les plus fermes et les chargées sur le plan émotionnel du rejet d'Israël par les Palestiniens : « le droit au retour ». Dans le discours arabe et palestinien – mais pas devant un public occidental – l'exigence du retour des réfugiés de 1948 et de leurs descendants dans le territoire qui fait aujourd'hui partie de l'État d'Israël, ainsi que le versement d'indemnités financières pour les pertes et les souffrances constituent un autre aspect de la « stratégie par étapes » d'Arafat, en l'occurrence la destruction d'Israël par un ébranlement démographique.

En octobre 1949 déjà, le politicien égyptien Muhammad Salah a-din, qui devint rapidement le ministre des Affaires étrangères de son pays, écrivit dans le très influent quotidien égyptien *al-Misri*, que « les Arabes réclament le retour des réfugiés en Palestine dans l'intention de revenir en maîtres dans la patrie et non en esclaves. Et plus précisément, ils entendent liquider l'État d'Israël<sup>17</sup>. » Au cours des années suivantes, il n'y eut pratiquement aucun dirigeant arabe, qu'il s'agisse de Gamal Abd-el Nasser, de Hafez Assad ou de Yasser Arafat, qui ne reprît cette approche du « droit au retour. »

Malgré l'engagement formel de conclure la paix avec Israël, les responsables de l'OLP s'empressèrent de calmer leur public en expliquant que rien n'avait changé dans leur détermination inébranlable à concrétiser le « droit au retour ». Arafat lui-même insista sur cette question dans une série d'interviews en septembre 1993<sup>18</sup>, et, une semaine après la poignée de main historique sur la pelouse de la Maison blanche,

16. *Al-Itihad* (édition internet), 24 juin 1996 ; *Haaretz*, 13 juillet 1997 ; télévision israélienne, 23 décembre 1995.

17. *Al-Misri*, Le Caire, 11 octobre 1949.

18. Voir par exemple les annonces d'Arafat diffusées sur la Voix de la Palestine à Alger, les 3 et 8 septembre 1993 et les interviews qu'il a accordées à *Al-Hayat*, Londres 12 septembre 1993.

une « source proche d'Arafat » divulgua à un journal libanais un rapport émanant du département de l'information de l'OLP intitulé : « Les réfugiés palestiniens et le droit au retour. » « Le droit au retour est un droit inaliénable qui ne se mesure pas en argent, était-il écrit dans le document. »

« Aucune indemnité, quelle que soit son importance, n'aura de valeur tant que les réfugiés ne disposeront pas d'un État indépendant sur leur terre<sup>19</sup>. »

Une longue série de déclarations, d'articles et d'études publiées après la signature de la Déclaration de principes montre à maintes reprises que les Palestiniens considèrent le « droit au retour » comme faisant partie intégrante du processus d'Oslo<sup>20</sup>. Il est la règle dans les principes qui guident l'Autorité palestinienne, publiés peu après sa création à la mi-mai 1994. Ces principes, qui tracent une ligne directe entre le rejet par les Palestiniens de la souveraineté juive, en 1948, et les accords d'Oslo, utilisant abondamment la langue et la terminologie du « plan par étapes », obligent l'Autorité palestinienne « à œuvrer pour atteindre les objectifs palestiniens légitimes : indépendance, liberté, égalité et retour, par un processus progressif. »

Ce processus progressif n'est pas limité à la « libération » de la Cisjordanie et de Gaza. Le document évoque à maintes reprises la « légitimité internationale », en particulier la résolution 194 adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 11 décembre 1948, que les Arabes interprètent comme promettant le « droit au retour » des Palestiniens. En fait, la résolution ne recommande pas le retour des réfugiés palestiniens comme unique solution possible. Il y est dit qu'« il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins », mais qu'il faut également s'efforcer

19. *Al-Bayrak*, Beyrouth, 21-22 septembre 1993.

20. Voir par exemple les déclarations de Hanan Ashraoui et Nebil Shaat à *Haaretz*, 9 septembre 1993. Interview de Kadoumi à la télévision en arabe, Londres, 1<sup>er</sup> septembre 1993 ; Reuters, Le Caire, 1<sup>er</sup> juillet 1994 ; La Voix de la Palestine (Jéricho), 2 juillet 1994 ; MBC-ANAAR, Jérusalem, 2 juillet 1994 ; Ziyad Abou Hamada, « Le processus de paix d'Oslo », *Al Siassa al Falestiniya*, Naplouse, septembre 1994 ; *al-Qods*, 19 octobre 1994 ; *al-Dostour*, Amman, 30 octobre 1993 ; panel de militants politiques palestiniens, télévision israélienne, 1<sup>er</sup> février 1994.

de faciliter « la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés. »

En outre, les principes directeurs de l'Autorité palestinienne soulignent également « l'arabité de la Palestine », le fait qu'elle « fait partie intégrante de la nation arabe », ainsi que « l'identité palestinienne et arabe des membres de notre peuple en Galilée, dans le triangle et dans le Néguev (c'est-à-dire dans l'Israël à l'intérieur de la ligne verte<sup>21</sup>). » Au contraire, si le terme « occupation » décrit pour la majorité des observateurs occidentaux le contrôle exercé par Israël sur la bande de Gaza et en Cisjordanie, territoires conquis pendant la guerre des Six Jours, pour les Palestiniens et les Arabes, la présence israélienne dans ces territoires ne représente que le dernier chapitre d'une histoire ininterrompue d'« occupation » qui commence par la création même d'Israël sur une terre « volée ». Le « droit au retour » signifie donc l'annulation des conséquences de l'« occupation de 1948 », à savoir la création même de l'État d'Israël.

Une expression encore plus explicite du rejet total par l'OLP du droit d'Israël à l'existence figure dans la charte nationale palestinienne adoptée en juin 1964, l'un des deux documents fondateurs de l'organisation (l'autre document étant sa constitution) ; la charte fut amendée au bout de quatre ans pour traduire le militantisme croissant de l'organisation après que le Fatah et des petits groupes de guérilla en eurent pris le contrôle. La grande majorité des trente-trois articles de la charte concernent l'illégitimité de l'État juif et la nécessité de le détruire. La charte constitue une négation de l'autre, ainsi qu'une opération d'affirmation nationale, un document méprisant, mutilant l'image de l'homme, qui n'accorde aucun droit à l'adversaire, pas même le droit à une existence collective.

Il n'était donc pas surprenant que les Israéliens exigèrent, en préalable à tout accord de paix, l'amendement de la charte dès que s'ouvrirent les négociations d'Oslo. Après moult marchandages, Arafat accepta avec réticence d'annoncer à Rabin, dans une lettre personnelle datée du 9 septembre 1993 : « L'OLP confirme que les articles de la charte palestinienne niant

le droit d'Israël à l'existence, et les stipulations de la charte ne correspondant pas aux engagements contenus dans la présente lettre ne seront pas applicables pour l'instant et sont caducs. » En conséquence, « l'OLP s'engage à présenter à l'approbation officielle du Conseil national palestinien les changements requis concernant la charte palestinienne<sup>22</sup>. »

Mais peu de temps après, il s'avéra qu'Arafat n'avait nullement l'intention de respecter ses engagements. Au contraire, il entreprit de jouer au chat et à la souris avec les Israéliens à propos de cet amendement.

Le 7 avril 1994, au cours d'une rencontre avec Rabin et Pérès, quelques jours après son arrivée à Gaza, auréolé de victoire, Arafat promit de réunir le Conseil National Palestinien (CNP) « dans le plus proche avenir. » Rabin accepta d'attendre « un temps raisonnable », seulement pour entendre deux jours plus tard de la bouche du conseiller politique d'Arafat, Ahmed Tibi, qu'« il n'y aurait pas de réunion [du Conseil National Palestinien], mais que tous les membres du Conseil recevraient une convocation et se réuniraient [dans les territoires] de façon légale. » Rabin, qui ne voulait fournir aucun prétexte à l'OLP d'un nouveau rejet, annonça que tous les membres de Conseil National Palestinien seraient autorisés à participer à la réunion à Gaza, y compris ceux que le gouvernement d'Israël considérait comme des terroristes. Mais Arafat ne s'émut guère de cette annonce. Au cours d'une conférence de presse qu'il réunit à Gaza le même mois, après avoir rencontré Pérès et le ministre norvégien des Affaires étrangères, il accusa à nouveau Israël d'empêcher de nombreux membres du CNP de pénétrer à Gaza et à Jéricho. Les véhémentes dénégations de Pérès ne furent pas entendues, et Arafat affirma qu'il ne pouvait pas promettre que le Conseil national palestinien annulerait les articles de la charte appelant à la destruction d'Israël comme il s'y était engagé le 9 septembre 1993. « Je n'ai pas le droit de promettre cela, dit-il. Vous devez

22. Mahmoud Abbas, *Through Secret Channels*, Reading, Garnet, 1995, pp. 107-108, 208-209; Ouri Savir, *Le processus*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 1998, pp. 91-99, (en hébreu).

21. *Al-Dostour*, 29 mai 1994.

respecter notre démocratie. C'est l'affaire des membres du Conseil<sup>23</sup>. »

Le mois suivant, il fut décidé au cours d'une réunion du Comité central du Fatah à Tunis, sous l'égide d'Arafat, de différer à une date indéterminée la réunion du CNP. Le cheikh Abdul Hamid Sayih, président sortant du CNP, expliqua ainsi la décision : « Si Israël ne reconnaît pas la création d'un État palestinien ayant Jérusalem-Est pour capitale, il n'y aura aucune décision d'annuler des articles de la charte appelant à la libération de la Palestine<sup>24</sup>. »

Pérès, toujours optimiste, tenta de trouver un signe positif dans cette annonce. Nous n'avons pas signé un accord avec le président du CNP, expliqua-t-il. Nous avons signé un accord avec la direction de l'OLP et c'est à elle qu'incombe la responsabilité de son application.

Rabin, en revanche, fulmina contre la tactique d'esquive adoptée par Arafat. Tant que l'OLP n'amendera pas les articles de la charte appelant à la liquidation d'Israël, annonça-t-il, le gouvernement d'Israël ne permettra pas la tenue d'élections palestiniennes – condition préalable à un autre retrait israélien et à la création d'une Assemblée palestinienne<sup>25</sup>.

Comme cette menace n'influa nullement sur Arafat, Rabin fut contraint d'accepter le report de l'amendement de la charte après les élections palestiniennes. Mais il réussit à intégrer dans l'accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (aussi appelé Oslo II) un engagement net de l'OLP que, dans les deux mois à compter de la création de l'Assemblée législative, le Conseil national palestinien se réunirait et confirmerait formellement les modifications nécessaires concernant la charte palestinienne<sup>26</sup>.

Rabin fut assassiné le 4 novembre 1995 et son successeur

23. *Jerusalem Post*, 8, 11, 15, 21, 22, 23, 28 juillet 1994.

24 *Ibid.*, 22, 24 août 1994; *Al haMishmar*, 8 août 1994 ; *Al-Hayat*, Londres, 18 mai 1996.

25. *Maariv*, 15, 16 mars 1995 ; *Jerusalem Post*, 17 novembre 1994 ; *Al-haMishmar*, 16 août 1994.

26. Alinéa XXXI, 9 de l'accord intérimaire dans l'ouvrage de Geoffrey W. Watson, *The Oslo Accords: International Law and the Israeli-Palestinian Peace Agreements*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 366.

Shimon Pérès, confronté à un déclin considérable du soutien apporté par l'opinion publique au processus d'Oslo après la vague d'attentats-suicides perpétrés par les Palestiniens au début de 1996, décida de sauver le processus en promettant l'amendement de la charte palestinienne conformément à l'accord intérimaire signé en 1995. Mais, lorsque Pérès réalisa qu'Arafat tenterait d'extorquer l'approbation israélienne à la création d'un État palestinien en contrepartie d'un amendement de la charte, et vendrait en fait deux fois la même marchandise, il accepta que le CNP formule un nouveau document qui servirait de constitution à l'État palestinien, au lieu d'annuler les articles de la charte mentionnant explicitement ou implicitement la destruction d'Israël. Les sondages d'opinion montrèrent alors l'un après l'autre la marge étroite entre lui et Netanyahu, et toute personne sensée comprit qu'aller aux élections sans avoir amendé la charte causerait un tort irréversible au parti travailliste. Il ne fut pas étonnant que Pérès exultât lorsque Arafat lui annonça dans une lettre officielle, le 4 mai, que le CNP avait rectifié la charte lors de sa 21<sup>ème</sup> session à Gaza entre le 22 et le 25 avril 1996<sup>27</sup>. C'est l'événement le plus important du Moyen-Orient au cours des cents dernières années, proclama Pérès, tandis que l'administration américaine enchantée invitait Arafat à une première rencontre officielle avec le président Clinton, rencontre qui fut le prélude d'une longue amitié entre les deux hommes. À la fin de la présidence de Clinton, en janvier 2001, il s'avéra qu'Arafat s'était rendu dans le salon ovale plus souvent que tout autre dirigeant étranger.

On constata rapidement qu'Arafat avait de nouveau réussi à se moquer des Israéliens et des Américains, et que la charte palestinienne n'avait subi aucune modification. Dans la lettre adressée par Arafat à Pérès, figurait une traduction trompeuse de la décision du CNP. Dans l'original en arabe tel qu'il fut présenté à la radio officielle de l'Autorité palestinienne, il était dit que la décision avait été prise d'« amender la charte » à une date indéterminée. Mais Arafat donna une

27. Centre d'information d'Israël, en anglais (sur l'internet), 5 mai 1996.

interprétation fallacieuse de cette annonce générale en déclarant qu'« ainsi, la charte était amendée<sup>28</sup>. »

La question n'était pas purement technique. Le CNP s'était abstenu de spécifier les articles prétendument annulés, choisissant plutôt la formule générale : « annuler les articles contraires à l'échange de lettres entre l'OLP et le gouvernement d'Israël les 9 et 10 septembre 1993 » et chargeant sa commission juridique de « rédiger une charte nationale palestinienne afin de la soumettre [sous sa forme amendée] à la première séance du Comité central palestinien. »

Ce flou délibéré plongea dans la perplexité de nombreux participants à la séance du CNP quant à la nature des modifications qu'ils avaient soi-disant introduites dans la charte, la qualité des paragraphes amendés ou annulés et leur façon de procéder à des changements ; ils s'interrogèrent également sur la date d'entrée en vigueur des articles prétendument modifiés. Salim Zaanoun, le nouveau président du CNP, soutint qu'en fait, aucun article n'avait été annulé; Nabil Shaat déclara que, d'après son « intuition », sept articles avaient été annulés; quant à Sofian Abou Zaida, président du comité de liaison avec Israël dans l'Autorité palestinienne, il affirma que les 33 articles de la charte avaient été annulés. Fayçal Hamadi Hussein, président de la commission juridique du CNP, chargé de rédiger la charte, annonça le 5 mai que, dans les trois mois, il présenterait une nouvelle charte dans laquelle 21 articles seraient annulés ou modifiés, ce qui sous-entendait que, jusqu'à présent, aucun article n'avait été amendé<sup>29</sup>.

Le CNP lui-même ne mentionna pas du tout les prétendus changements apportés à la charte dans le communiqué de clôture de la 21<sup>ème</sup> session. Ce communiqué comprenait 19 décisions spécifiques dans divers domaines – Jérusalem, les activités de peuplement ou le problème des réfugiés. Israël était condamné pour avoir imposé aux Palestiniens le « tort

28. *La Voix de la Palestine*, 24 avril 1996 ; Centre d'information d'Israël en anglais (sur l'internet), 5 mai 1996 ; *Jerusalem Post*, 8 mai 1996.

29. Yehoshoua Porath, "Antisocial Text: The PLO Charter Scam", *New Republic*, 8 juillet 1996, p. 9. *Jerusalem Post*, 1, 6 mai 1996 ; *A-Nahar*, 16 mai 1996 ; *Kol Israël*, *La Voix d'Israël*, 25 avril 1996.

le plus sordide de l'histoire », pour la destruction de l'infrastructure économique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et pour ses tentatives de saboter les accords d'Oslo sous prétexte de sécurité. Mais il n'était pas question d'une quelconque décision d'amender la charte et des conséquences d'une grande portée induites par un tel changement. Les rédacteurs du communiqué final reprirent la vieille terminologie militante et exaltèrent le droit des Palestiniens à « fonder un État indépendant et à bénéficier d'une pleine souveraineté sur le sol de la patrie », euphémisme habituel désignant la création d'un État palestinien sur les ruines de l'État d'Israël<sup>30</sup>.

Arafat lui-même ne s'est jamais comporté comme si la charte avait été modifiée dans son texte et a fortiori dans son esprit. Dans une série d'interviews données à la veille de la réunion du CNP, il éluda toute approche sur l'amendement de la charte, choisissant de développer longuement sa vision de la « paix », notamment la création d'un État démocratique dans lequel « musulmans, chrétiens et Juifs pourront vivre ensemble » vieil euphémisme désignant la destruction d'Israël. Dans son discours d'ouverture de la séance du CNP, Arafat s'évertua à présenter l'ensemble du processus de paix dans le cadre du « plan par étapes », et précisa bien à ses auditeurs quels étaient les objectifs ultimes de l'OLP.

Ce ne fut que le 14 décembre 1998, après deux ans et demi de marchandage avec Binyamin Netanyahu devenu en juin 1996 le plus jeune premier ministre de l'État d'Israël, que les membres du CNP et les représentants de l'Assemblée législative se réunirent au centre culturel Rashad a-Shawa de Gaza, en présence du président des États-Unis Bill Clinton et, à main levée, mais sans vote formel, se prononcèrent en faveur des changements de la charte proposés par Arafat.

On ne conteste pas le symbolisme historique de cette cérémonie, mais le fait qu'il fallut plus de cinq ans de pressions pour venir à bout d'innombrables manœuvres d'esquive montre bien l'extrême répugnance de l'OLP à renoncer à sa tradition de haine et de rejet. Même en cet « ultime » moment de vérité, l'OLP fut incapable de

30. *La Voix de la Palestine*, 26 avril 1996.

procéder à la démarche requise pourtant inscrite dans la charte elle-même (à savoir, un vote en bonne et due forme à la majorité des deux-tiers), et préféra plutôt un processus, peut-être spectaculaire, mais qui laissa tels quels un grand nombre d'articles problématiques. L'OLP put ainsi, semble-t-il, respecter son engagement vis-à-vis d'Israël tout en donnant l'impression à la population palestinienne que le slogan historique « la lutte jusqu'à la victoire » exprimait l'objectif ultime.

Ce discours fut systématiquement renforcé par l'incitation à la violence dirigée par Arafat et son Autorité palestinienne. En violation flagrante des engagements pris en signant l'accord d'Oslo, ils inculquèrent à leur peuple, et en particulier à la jeune génération, une animosité inébranlable envers l'État d'Israël, les Juifs et le judaïsme.

Arafat donna le ton peu avant la signature de la Déclaration de principes, lorsqu'il qualifia Israël d'ennemi et non de partenaire de la paix. « La Judée et la Samarie n'existent plus, déclara-t-il à la radio le 1<sup>er</sup> septembre 1993. » « Il y a un territoire palestinien conquis dont l'ennemi, les Israéliens, se retirera progressivement<sup>31</sup>. »

En octobre 1993, il annonça qu'il n'y aurait pas de normalisation avec Israël avant le retrait complet des territoires, la restitution pleine et entière des droits palestiniens et une paix globale avec les pays arabes. Lors d'une visite au Sénégal, peu après la signature de la Déclaration de Principes, Arafat appela les pays africains à ne pas reconnaître Israël jusqu'à la création d'un État palestinien, et son adjoint Abou Mazen adressa une requête semblable aux pays arabes<sup>32</sup>.

Durant le trajet victorieux qui le conduisit dans les territoires en juillet 1994, Arafat ne fit pas l'éloge de l'accord qui permit cette évolution historique, mais profita de la tribune pour le tourner en dérision et calomnier son nouveau partenaire de paix : « Je sais que bon nombre d'entre vous ne

31. *Radio Monte-Carlo* en arabe, 1<sup>er</sup> septembre 1993.

32. *Maariv*, 28 octobre 1993 ; *La Voix de la Palestine* depuis l'Algérie, 18 septembre 1993 ; interview de Mahmoud Abass dans *al Shark al-Awsat*, Londres, 17 septembre 1993.

sont pas contents de l'accord que j'ai signé, lança-t-il à un groupe de jeunes activistes du camp de réfugiés à Gaza. Moi non plus, je n'en suis pas content. »

Dans le discours qu'il prononça à Jéricho, il alla encore plus loin. Devant le public qui scandait tout rompre « Par notre vie et par notre sang, nous libérerons la Palestine », il lança son venin contre Israël qui voulait et continuait à vouloir, affirma-t-il, « ...effacer le peuple palestinien de la carte<sup>33</sup>. »

Le discours d'Arafat à Gaza, deux jours plus tôt, que le président Moubarak avait pris soin d'atténuer considérablement pour éviter un affrontement direct avec Israël, eut une portée encore plus décisive et se termina par la promesse de « libérer » les citoyens arabes d'Israël – non pas les habitants de Cisjordanie et de Gaza – soi-disant réduits en esclavage. « Je le dis clairement, à voix haute, à tous nos frères depuis le Néguev jusqu'à la Galilée, proclama-t-il, et je cite la parole d'Allah : "Nous avons voulu combler de nos faveurs les habitants opprimés du pays ; nous avons voulu les choisir pour chefs de la religion et les établir héritiers du pays.<sup>34</sup>" »

Dès lors que l'Autorité palestinienne reçut le contrôle de la population palestinienne des territoires, les Israéliens et les Juifs en général, furent continuellement décrits comme la source du mal, comme étant responsables de tous les problèmes, réels ou supposés, dans les territoires, comme synonyme de malveillance, de corruption et dépravation. On parla aux Palestiniens des sataniques intrigues israéliennes destinées à leur nuire et à les détruire, intrigues qui correspondaient parfaitement aux mythes médiévaux sur les Juifs, éléments destructeurs qui empoisonnaient secrètement les puits. Ainsi, par exemple, Arafat accusa Israël de tuer des enfants palestiniens pour retirer leurs organes, et le responsable de la Santé de l'Autorité palestinienne Riad al-Zaanoun, accusa les médecins israéliens d'utiliser « des

33. *La Voix de la Palestine*, 7 juillet 1994 ; Agence France Presse, 2 juillet 1994.

34. *Radio Monte-Carlo* en arabe, 1<sup>er</sup> juillet 1994 ; *A-Nahar*, 3 juillet 1994. Le passage du Coran est extrait de la 28<sup>ème</sup> sourate, « L'histoire » [traduction Kasimirski].

patients palestiniens pour tester les médicaments. » Le représentant palestinien à la commission des droits de l'homme à Genève accusa Israël d'injecter le virus du sida aux enfants palestiniens, tandis que le directeur de la politique médicale du département de lutte contre la drogue au sein de l'Autorité palestinienne déclara qu'Israël diffusait de la drogue dans les territoires palestiniens pour détruire la société palestinienne, en y augmentant la délinquance et les problèmes sociaux parmi les jeunes. Youssef Abou Safia, chargé par l'Autorité palestinienne de l'environnement stigmatisa Israël pour « avoir jeté des eaux usées... dans les territoires palestiniens de Cisjordanie », accusation étayée, sembla-t-il, lorsqu'en novembre 1999, Suha Arafat raconta à un public très attentif à Gaza, en présence d'Hillary Clinton, que « les forces israéliennes font quotidiennement un usage massif de gaz toxique contre des membres de notre peuple, ce qui provoque de nombreux cas de cancers parmi les femmes et les enfants<sup>35</sup>. »

La théorie d'une conspiration juive organisée pour dominer le monde, telle qu'elle décrite dans le célèbre pamphlet *Les Protocoles des Sages de Sion*, est peut-être l'importation antisémite qui a le mieux réussi dans le monde arabo-musulman. L'Autorité palestinienne a évoqué à maintes reprises ce pamphlet et ses médias, soumis à un étroit contrôle, sont gorgés de reportages sur des « intrigues » et des « conspirations » juives. Arafat lui-même a puisé dans les *Protocoles* des thèmes du discours qu'il prononça à son arrivée pour la première fois à Jéricho en juillet 1994 et, à la fin de l'année 1997, lorsque éclata un conflit sur l'ampleur du redéploiement de Tsahal en Cisjordanie, le journal le plus important de l'Autorité palestinienne *Al-Hayat al-jadida*, qualifia ironiquement les cartes présentées par le gouvernement d'Israël comme la dernière expression du grand projet sioniste de s'étendre du Nil à l'Euphrate, tel qu'il était décrit dans les *Protocoles des Sages de Sion*. Par la suite, furent publiés des articles qui allaient encore plus loin, décrivant abondamment les projets sataniques présentés dans

35. *Al-Hayat al-jadida*, 26 septembre 2000, 25 décembre 1997 ; télévision Al Jazira 13 janvier 2002 ; Reuters, 11 novembre 1999.

les *Protocoles* pour manipuler l'opinion publique mondiale en faveur du sionisme.<sup>36</sup>

Cette incessante calomnie des Juifs s'accompagne d'un rejet systématique – de la part de l'Autorité palestinienne comme de la part de l'OLP – de la légitimité de l'État juif. Israël est fréquemment désigné par le mot arabe méprisant d'« entité sioniste », et brille par son absence sur les cartes palestiniennes. Le territoire est décrit sur ces cartes comme une partie de la « Grande Palestine » – du Jourdain à la Méditerranée. Lorsque le premier ministre Netanyahu protesta en 1998, la presse de l'Autorité palestinienne réagit par le mépris. « De quel Israël parle-t-il ? : celui de 1948, de 1967, de 1982 ou celui qui s'étend du Nil à l'Euphrate ? Qu'il nous définisse ce qu'est Israël, afin que nous puissions l'ajouter sur les cartes des dictatures apparues sur la scène de l'histoire, seulement pour disparaître ensuite sans laisser de traces<sup>37</sup>. »

Dans le cadre des efforts investis pour priver Israël de toute légitimité, l'Autorité palestinienne a l'habitude de fouler aux pieds l'histoire israélienne et l'histoire juive et même de nier tout lien entre les Juifs et le mont du Temple ou, implicitement, Eretz Israël. Même lors du sommet de Camp David en juillet 2000, certains participants palestiniens nièrent que le roi Salomon ait construit le Temple sur le mont du Temple. Arafat lui-même déclara à Clinton que le Temple se trouvait à Naplouse [le Sichem biblique, n.d.t.] et non à Jérusalem, ce à quoi le président américain répondit que « ce ne sont pas seulement les Juifs, moi aussi je crois que les vestiges du Temple de Salomon se trouvent là sous la terre<sup>38</sup>. »

Si le Temple apparaît aux Palestiniens comme le symbole le plus antique du lien entre les Juifs et Eretz Israël, la Shoah est considérée comme l'argument de l'époque moderne le plus puissant invoqué pour justifier l'existence d'un État juif, et,

36. Voir par exemple, *Al-Hayat al-jadida*, 30 novembre 1997, 21 décembre 1997, 2 juillet 1988, 7 novembre 1988.

37. *Ibid.*, 17 décembre 1988.

38. Benny Morris, "Camp David and After: An Exchange: An Interview with Ehud Barak," *New York Review of Books*, 13 juin 2001.

en conséquence, l'Autorité palestinienne donne dans le négationnisme. Les médias officiels de l'AP investissent d'immenses efforts, bien que de façon ambiguë et sans éviter des contradictions internes, pour minimiser l'importance de la Shoah, voire pour la nier totalement. En même temps, les Palestiniens sont décrits comme les victimes véritables de la Shoah en ce qu'ils sont, à première vue, contraints de payer le prix d'un prétendu acharnement de l'Occident à réparer ce phénomène de génocide en créant un État juif. (Indépendamment de l'absence d'une telle « politique de réparation » de la part des pays d'Europe – la Grande-Bretagne, la puissance occupante en Eretz Israël, s'opposa énergiquement à la création d'un État juif – si l'on accepte la négation de la Shoah par les Palestiniens, cela signifie que les pays d'Europe n'avaient aucune raison plausible d'avoir des remords pour quelque chose qui ne s'était même pas produit). Abou Mazen lui-même, le principal symbole de la réconciliation, affirma dans un livre publié dans les années 1980 que, pendant la Shoah, moins d'un million de Juifs avaient été assassinés et que le mouvement sioniste avait collaboré au génocide des Juifs<sup>39</sup>.

Une place de choix est réservée aux enfants dans la campagne de haine menée par l'Autorité palestinienne. Ils apprennent à connaître un personnage juif mauvais, qui a surgi à l'époque biblique et est responsable des persécutions juives dans le monde entier tout au long des générations. On leur inculque l'idée que les Juifs furent toujours, et sont encore, des ennemis jurés de l'islam, des gens qui « traitèrent Muhammad de menteur et ne crurent pas en lui, combattirent sa religion par tous les moyens possibles, une guerre qui n'est pas terminée aujourd'hui. »

Lorsque les enfants palestiniens grandissent, ils peuvent rejoindre divers mouvements de jeunesse qui entretiennent le lavage de cerveau idéologique raciste et antisémite. Dans cet endoctrinement, un rôle croissant est joué par le très large réseau de camps d'été organisés par l'Autorité palestinienne

39. Mahmoud Abass, *Al-Wajh Al-Akhar : Al-'Alaqa al-Sirriya Bayna-an Naziya wa-le-Sihyuniya*, Amman, Dar Ibn Rushd, 1984.

dès qu'elle reçut le contrôle de la population de Cisjordanie, début 1996. Ces camps, construits sur le modèle du mouvement de jeunesse nazi *Hitler Jugend*, apportent chaque année à plusieurs milliers de jeunes Palestiniens un mélange très étudié d'endoctrinement idéologique et d'entraînements militaires. Les camps portent les noms de *shahidim* (« martyrs ») ou de « superbes actes de sacrifice » (c'est-à-dire d'attentats terroristes), et les moniteurs inculquent à leurs élèves le désir de mourir en martyrs<sup>40</sup>.

Qui plus est, Arafat n'a pas hésité à exploiter le potentiel d'embrasement de l'islam, pilier de l'ordre social et politique au Moyen-Orient depuis plus de mille ans, comme un instrument de premier choix pour ébranler la confiance dans ses partenaires israéliens dans la paix, jusqu'à la destruction de la paix elle-même.

Semaine après semaine, les prédicateurs en chaire œuvrèrent pour ébranler le processus de paix et inculquer la haine des Israéliens et des Juifs. Les fidèles apprirent ainsi que les Juifs sont « les descendants des singes et des porcs », et furent mis en garde contre les intrigues sionistes visant à diviser le peuple palestinien et à susciter en son sein des querelles fatidiques. Israël fut souvent qualifié d'« ennemi » et les accords d'Oslo furent décrits plus d'une fois comme un stratagème délibéré pour humilier les Palestiniens. En décembre 1994, lorsque la police palestinienne tua 14 activistes du Hamas au cours du premier affrontement sanglant entre l'Autorité palestinienne et ses rivaux de l'intérieur, Ikrima Sabri, mufti de Jérusalem, s'empressa d'accuser Israël d'avoir perpétré un massacre pendant la prière<sup>41</sup>.

En formulant ces accusations sans fondement, il suivait les traces de son employeur principal, Yasser Arafat, qui soutint sans relâche qu'au sein de Tsahal et des services de sécurité israéliens, des militants inondaient les territoires d'armes, dans l'espoir de susciter une guerre civile palesti-

40. Voir par exemple, *Al-Hayat al-jadida*, 14, 16, 17 juillet 2000 ; *New York Times*, 3 août 2000.

41. Khaled Abou Toameh, "Sermons of Fire," *Jerusalem Report*, 23 mars 1995, p. 20-21.

nienne, préparaient et dirigeaient les attentats-suicides contre des citoyens israéliens<sup>42</sup>. On découvre aisément une corrélation entre les oscillations politiques de l'Autorité palestinienne et l'orientation donnée dans les prêches du vendredi dans les mosquées. À l'été 2000, lorsque Arafat décida de faire de la question de Jérusalem un prétexte pour conduire à un échec retentissant de la rencontre au sommet à Camp David, Sabri s'empressa de lancer une campagne de propagande enflammée visant à nier tout lien entre les Juifs et la ville. Quand Arafat déclencha sa guerre terroriste en septembre 2000, les prêches du vendredi abandonnèrent le dernier vestige de retenue et se transformèrent en orgie d'incitation effrénée à l'anti-judaïsme. « Ils pensent faire peur à notre peuple », déclara Sabri, le vendredi 25 mai 2001, une semaine avant qu'un terroriste commette un attentat-suicide tuant vingt jeunes à la discothèque Dolfinarium de Tel Aviv :

« Nous leur disons : autant vous aimez la vie – autant le musulman aime la mort et le martyr. Il y a une grande différence entre celui qui aime l'au-delà et celui qui aime ce monde-ci. Le musulman aime la mort [et aspire à] mourir en martyr. Il ne craint pas l'oppression de l'arrogant ni les armes de ceux qui versent le sang. Le sol béni et sacré de la Palestine qui a vomi tous les envahisseurs et tous les colonialistes à travers l'histoire et bientôt vomira, avec l'aide d'Allah, les occupants actuels<sup>43</sup>. »

Cet appel clair et net au meurtre aveugle de Juifs et à la destruction de l'État d'Israël a été lancé par la personnalité religieuse palestinienne du niveau le plus élevé, nommée par l'Autorité palestinienne, et a été diffusé, semaine après semaine, sur les chaînes de télévision et les stations de radio officielles de l'AP. La tonalité et le contenu du sermon de Sabri n'avaient rien de particulier. Ce sermon fournissait un autre exemple de la façon dont Arafat conçoit les accords d'Oslo : il y voit un cheval de Troie qui lui permettra de détruire l'État juif et non pas un moyen de faire la paix avec lui.

42. Voir par exemple, *Jerusalem Post*, 28 novembre 1994 ; *Maariv*, 2 mai 1995.

43. Télévision de l'Autorité palestinienne, MEMRI, série d'émissions spéciales, n° 226, 6 juin 2001.

## Chapitre 2

## TERRORISME JUSQU'À LA VICTOIRE

Yitzhak Rabin était connu en Israël comme « Monsieur sécurité » ; il était donc naturel qu'il demande de fonder le processus de paix à ses débuts sur l'engagement formel et irréversible de l'OLP de renoncer à la violence, en particulier au terrorisme, en tant qu'instrument politique. Arafat s'y était déjà engagé dans une lettre adressée à Rabin le 9 septembre 1993, document qui frayait la voie à la reconnaissance d'Israël par l'OLP et à la signature de la Déclaration de principes dans les quatre jours. « L'OLP s'engage dans le processus de paix du Proche-Orient et dans une résolution pacifique du conflit entre les deux parties et déclare que toutes les questions en suspens liées au statut permanent seront résolues par la négociation, écrivit Arafat. » L'OLP considère que la signature de la Déclaration de principes constitue un événement historique inaugurant une époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence et sans autre acte susceptible de mettre en danger la paix et la stabilité. C'est pourquoi, l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence et assumera la responsabilité de l'ensemble des éléments et personnels de l'OLP, afin d'assurer le respect (de cet engagement), d'en prévenir les violations et de châtier les contrevenant. Arafat revint sur cet engagement dans une autre lettre écrite à la même date au ministre norvégien des Affaires étrangères, Johan Jorgen Holst, dans laquelle il promettait qu'à la signature de la Déclaration de principes, il annoncerait publiquement que « l'OLP encourage et appelle le peuple palestinien de Cisjordanie et de la bande de Gaza à s'associer aux mesures conduisant à la normalisation des activités quotidiennes, à rejeter la violence et le terrorisme et à contribuer activement à la préparation de la reconstruction, du développement économique et de la coopération<sup>1</sup>. »

---

1. Geoffrey W. Watson, *The Oslo Accords: International Law and the Israeli Palestinian Peace Agreements*, Oxford, Oxford

Ces engagements disparurent comme s'ils n'avaient jamais existé après la signature de la Déclaration de principes, et les attentats terroristes en Israël continuèrent. « Personne n'a le droit d'arrêter l'intifada », déclara Arafat le 10 septembre 1993, le lendemain de l'engagement pris publiquement devant Rabin de renoncer à la violence.

Une semaine plus tard, il ajouta : « L'intifada prendra fin lorsque l'occupation prendra fin. »

« Entre temps, y aura-t-il des attentats, demanda l'interviewer ? »

« Il va de soi que nous devons nous attendre à des événements, nous n'avons pas de baguette magique, pas plus que les Israéliens. Nous devons considérer avec indulgence les attentats ici et là<sup>2</sup>. » De la même façon, il éluda la promesse qu'il avait faite à Holst d'appeler, dans un discours à la Maison blanche, à l'arrêt de la violence. Ce ne fut qu'au bout d'une semaine qu'il publia une telle annonce de son QG de Tunis, et seulement après de fortes pressions exercées par les Israéliens et les Norvégiens<sup>3</sup>.

La même approche se retrouve chez Abou Mazen, l'adjoint d'Arafat, l'homme qui signa la Déclaration de principes au nom de l'OLP. Il expliqua que l'intifada continuerait tant que l'occupation perdurerait. Hani al-Hassan, un proche d'Arafat et l'un des personnages principaux de l'OLP, déclara que l'organisation ne renoncerait pas au combat contre Israël avant la fin de l'occupation ; quant à Yasser Abed Rabo, il nia catégoriquement que « le document de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP confie le moindre engagement des Palestiniens à faire cesser la violence<sup>4</sup>. » Selon la Déclaration de principes, le retrait israélien des territoires était censé se poursuivre pendant quelques années, de sorte que ces annonces donnaient libre cours aux attentats terroristes pour une longue période, en violation flagrante de l'accord.

Lorsqu'on demanda à Arafat de condamner l'attentat perpétré par le Hamas début octobre 1993, au cours duquel une trentaine d'Israéliens avaient été blessés, il manifesta une

2. Interviews d'Arafat dans *Al-Massaouar*, Le Caire, 10 septembre 1993 ; chaîne de télévision TV5, Paris, 19 septembre 1993.

3. *Maariv* 23 septembre 1993.

4. La télévision jordanienne en arabe, 24 septembre 1993 ; *Al haMishmar*, 19, 26 septembre 1993.

extrême réticence : « Ai-je demandé à Rabin d'éradiquer son opposition ? S'il respecte les opposants de son côté, je dois moi aussi respecter l'opposition chez moi, soutint-il<sup>5</sup> », faisant totalement abstraction du fait qu'en Israël, l'opposition à l'accord s'exprimait par une protestation politique sans assassinats systématiques et planifiés d'innocents citoyens. Le mois suivant, il fallut la forte pression exercée par Clinton et Rabin pour contraindre Arafat à condamner, avec des grincements de dents, le meurtre d'un citoyen israélien perpétré par des membres du Fatah, la composante principale de l'OLP et l'organisation d'Arafat lui-même<sup>6</sup>. Deux jours plus tard, après le meurtre d'un autre citoyen israélien, un tract du Fatah à Ramallah appela à continuer à tuer des habitants juifs des territoires. Hanan Ashraoui déclara à ce sujet : « C'est la réaction authentique du peuple palestinien qui a commencé à remettre en cause la crédibilité des intentions d'Israël<sup>7</sup>. »

Au cours de leur première rencontre au Caire, en octobre 1993, Rabin jugea Arafat totalement obtus quant aux engagements sécuritaires de l'OLP. Selon la Déclaration de principes, après le retrait de Gaza et de Jéricho, Israël devait continuer à assumer la responsabilité de la sécurité extérieure, y compris le contrôle des points de passage frontaliers avec l'Égypte et la Jordanie, afin d'éviter la contrebande d'armes et des infiltrations hostiles. Là, Arafat annonça à Rabin que les Palestiniens seraient responsables de ces frontières et y placeraient leurs soldats<sup>8</sup>.

À en juger le comportement d'Arafat depuis son arrivée dans les territoires, s'il exige de recevoir le contrôle des frontières de son entité autonome, ce n'est pas pour y éviter l'infiltration d'armes, mais pour garantir que les armes afflueront sans entraves. Le jour de son entrée triomphale à Gaza en juillet 1994, il emmena avec lui, dissimulé dans le coffre de sa voiture, Mamduh Nawfal, l'homme qui avait

5. *New York Times*, 5 octobre 1993.

6. *Jerusalem Post* et *Maariv*, 14 novembre 1994.

7. *Maariv*, 18 novembre 1994.

8. Connie Bruck, "The Wounds of Peace", *New Yorker*, 14 octobre 1996, p. 74.

programmé le massacre de Maalot en 1974, au cours duquel vingt-sept écoliers avaient été assassinés. Trois ans plus tard, au cours d'une visite à Hébron, que Tsahal avait quitté en janvier 1997, on découvrit dans l'hélicoptère personnel d'Arafat des caisses de munitions et ses gardes du corps étaient armés de fusils Kalachnikov, d'un modèle perfectionné, introduits en fraude depuis l'Égypte, en violation des accords d'Oslo<sup>9</sup>.

Non seulement Arafat n'a rigoureusement rien fait pour mettre fin au terrorisme palestinien dans les territoires sous son contrôle, mais, après la création de l'Autorité palestinienne, à la mi-mai 1994, ce terrorisme a atteint de nouveaux sommets. Au cours des deux ans qui s'écoulèrent entre cette date et la chute du gouvernement travailliste en mai 1996, 161 Israéliens furent assassinés dans des attentats terroristes, contre 116 au cours des 24 mois précédents. Environ trois-quarts de ces victimes trouvèrent la mort en territoire israélien à l'intérieur de la Ligne verte, soit près de trois fois plus que le nombre de tués en Israël au cours des époques précédentes. Jusqu'au déclenchement de la guerre terroriste par Arafat en septembre 2000, on a enregistré chaque année entre 1994 et 1996 un nombre de tués dans des attentats plus important que depuis la conquête des territoires pendant la guerre des Six Jours en 1967 : 74 tués en 1994, 68 en 1996 et 51 en 1995<sup>10</sup>.

Arafat prétendait qu'il avait besoin de temps pour mobiliser un soutien public avant de pouvoir agir de façon plus énergique, argument qui est devenu le prétexte habituel de l'inaction palestinienne. Entre temps, il courtisait les chefs du Hamas et ne faisait rien pour faire cesser les attentats terroristes perpétrés par cette organisation, sans parler du démantèlement de son armement comme l'exigeaient les accords de paix ni même de la condamnation sans ambiguïté de ces atrocités. Au lieu de poursuivre les terroristes et de les arrêter comme il l'avait promis aux Israéliens, il les aidait à

9. *Ibid.*, p. 76 ; Dani Naveh, *Sodot memchala* (Secret de gouvernement), Tel Aviv, Yediot Aharonot, 1999, p. 139.

10. "The PLO's and the Palestinian Authority's Compliance with their Obligations to Prevent Terrorism during the Authority's First Two Years", Jerusalem, *Peace Watch*, 1996, pp. 17-20.

trouver refuge au Soudan, bastion de l'extrémisme islamique, chaque fois qu'Israël faisait pression sur lui pour éradiquer le terrorisme<sup>11</sup>. En même temps, il soulignait sans cesse la nécessité d'une « unité nationale » et s'efforçait de faire libérer les activistes du Hamas des prisons israéliennes, y compris le chef spirituel de l'organisation, le cheikh Ahmed Yacine.

En décembre 1995, l'OLP conclut un accord avec le Hamas, destiné à faciliter le retrait israélien des secteurs densément peuplés de Cisjordanie, mais ce développement n'interrompit pas le terrorisme au profit d'une solution politique. Cet accord permettait au Hamas de continuer à respecter son engagement dans la « lutte armée » contre Israël, mais l'obligeait à s'abstenir d'embarrasser l'Autorité palestinienne et à ne pas perpétrer d'attentats terroristes dans la zone A entièrement sous contrôle palestinien. En contrepartie, l'OLP, qui ne se considérait pas responsable des zones autres que celle-ci, s'engageait à ne rien faire contre le Hamas, à libérer les activistes de cette organisation incarcérés dans ses prisons et à exiger d'Israël la libération des membres du Hamas, notamment le cheikh Yacine<sup>12</sup>.

Dans ces circonstances les membres du Hamas se sentirent libres de continuer leurs attentats-suicides. En avril 1994, huit personnes furent assassinées dans un autobus à Afoula et, ainsi, les attentats-suicides firent partie du mode de relations entre Israéliens et Palestiniens. Arafat, sommé de réagir, refusa de condamner l'attentat<sup>13</sup>. De même, il manifesta son indifférence devant l'exigence de Rabin, après la mort de 21 Israéliens dans l'explosion d'un autobus à Tel Aviv, en 1994, de combattre plus énergiquement le terrorisme.

Le 22 janvier 1995, après la mort de dix-neuf Israéliens dans un autre attentat-suicide au carrefour Bet-Lid, des milliers de Palestiniens descendirent dans les rues de Gaza pour

11. *Jerusalem Post*, 4 avril 1996, p. 6.

12. Pour un résumé de l'accord, voir *al-Quds*, 22 décembre 1995. Voir également, Yigal Carmon, « So Now We All Know », *Jerusalem Post*, 5 janvier 1996.

13. Zeev Binyamin Begin, *Sipour Atsouv* (une histoire triste), Tel Aviv, Yediot Aharonot, 2000, p. 81.

fêter le massacre. Les membres du Hamas, les militants de l'OLP et les policiers de l'Autorité palestinienne tirèrent en l'air pour exprimer leur joie. Arafat lui-même fit l'éloge de l'attentat devant une foule en délire. Lorsqu'on apprit cela en Israël, Marouan Kanafani, le porte-parole d'Arafat, s'empressa de nier que le Raïs avait dit « nous sommes tous des candidats au suicide » et expliqua qu'Arafat « s'était contenté » de dire « nous sommes tous des *shahidim*<sup>14</sup>. »

Dans les mois qui suivirent, Rabin et Pérès rencontrèrent à plusieurs reprises Arafat pour tenter de le convaincre que, sans amélioration décisive dans les opérations des forces de sécurité palestinienne, l'accord intérimaire ne serait d'aucune utilité. Dès le 10 mai 1994, moins d'une semaine après la signature de l'accord sur Gaza et Jéricho, Arafat convoqua les dirigeants musulmans sud-africains à un rendez-vous à huis clos, pour soutenir le combat palestinien jusqu'à la victoire finale. « Le djihad se poursuivra et Jérusalem n'appartient qu'au peuple palestinien, lança-t-il. Jérusalem appartient à la nation musulmane tout entière. Vous êtes responsables de la Palestine et de Jérusalem... non, ce n'est pas leur capitale, c'est notre capitale<sup>15</sup>. »

Les adjoints et les proches d'Arafat s'exprimèrent non moins ouvertement que leur chef. Dans une allocution prononcée à l'université de Bir Zeit, le 23 octobre 1993, un mois seulement après la signature de la Déclaration de principes, Fayçal Husseini déclara : « Tout ce que vous voyez et tout ce que vous entendez aujourd'hui résulte d'impératifs tactiques et stratégiques. Nous n'avons pas renoncé au fusil. Nous avons toujours des groupes armés dans les territoires et, si nous ne recevons pas notre État, nous les sortirons de l'armoire et nous recommencerons à combattre<sup>16</sup>. » Deux ans plus tard, il réitéra la même menace et avertit que « si Israël continuait à miner la voie de la paix, nous n'aurons pas d'autres choix que d'adopter la voie recommandée par l'opposition palestinienne, à savoir, l'option militaire<sup>17</sup>. »

14. *Haaretz*, 25 janvier 1995.

15. *Jerusalem Post*, 18 mai 1994 ; *Time*, 30 mai 1994, p. 32.

16. *Maariv*, 24 novembre 1993.

17. APFL, mai 1995.

Nabil Shaat, considéré comme modéré et adepte du processus d'Oslo, menaça lui aussi de revenir à la « lutte armée » chaque fois qu'il estimerait qu'Israël n'accédait pas suffisamment aux exigences palestiniennes. « Si les négociations aboutissent à une impasse, nous reprendrons le combat et le conflit comme nous l'avons fait pendant 40 ans », déclara-t-il lors d'un colloque organisé à Naplouse en mars 1996 : « Tant qu'Israël progresse [dans le processus], il n'y a aucun problème, nous respectons les accords de paix et la non violence. Mais si Israël dit : c'est ainsi, nous ne parlerons pas de Jérusalem, nous ne ferons pas revenir les réfugiés, nous ne démantèlerons pas les implantations et nous ne nous retirerons pas des frontières, tous les actes de violence reprendront. Sauf que cette fois, nous aurons 30 000 soldats palestiniens armés et ils agiront dans les zones où nous disposons d'une liberté sans précédent<sup>18</sup>. »

Des déclarations de ce genre, intervenant après une vague d'attentats-suicides qui coûtèrent la vie à 58 Israéliens en une semaine, prouvèrent à la majorité des Israéliens l'absence totale de sincérité dans la façon dont l'OLP abordait le processus de paix. Même les arrestations en masse des activistes du Hamas après ces attentats, l'entreprise antiterroriste la plus importante de toute l'histoire de l'Autorité palestinienne, qui conduisit à un arrêt total des attentats meurtriers jusqu'après les élections de 1996, ne fut qu'un simulacre. Le 11 mars 1996, au plus fort de la répression du terrorisme, la presse palestinienne rapporta qu'Arafat avait décidé d'exonérer de l'impôt sur les nouvelles constructions les Palestiniens dont Tsahal avait détruit la maison<sup>19</sup>. Les maisons démolies à l'époque étaient uniquement celles d'auteurs d'attentats-suicides ou de terroristes du Hamas et du Djihad islamique, de sorte que la démarche d'Arafat parlait d'elle-même. Seuls quelques rares Israéliens s'émurent du flot d'actions d'Arafat. Le 29 mai 1996, Binyamin Netanyahu l'emporta de peu sur Shimon Pérès et devint premier ministre d'Israël.

D'une façon générale, l'élection de Netanyahu, et plus

18. *Jerusalem Post*, 15 mars 1996.

19. *Al Hayam*, 11 mars 1996.

particulièrement son insistance à réclamer la réciprocité dans la mise en œuvre des accords d'Oslo, irritèrent Arafat. Au bout de près de trois ans d'indulgence constante, Arafat fut prié de payer pour ce qu'auparavant il recevait gratuitement. Et, comme il considérait les accords d'Oslo comme un premier pas sur la voie de la liquidation définitive d'Israël, et non comme un moyen de garantir la paix, il n'avait aucunement l'intention de commencer à respecter les engagements signés. Il fallut alors inciter Netanyahu à adopter la politique de ses prédécesseurs et l'obliger à renoncer à des territoires sans contrepartie, même en recourant en terrorisme ou à d'autres formes de pression.

Les Palestiniens formulèrent des menaces de violence quelques jours après les élections en Israël et bien avant que Netanyahu ne soit parvenu à constituer un gouvernement. Le 2 juin, Hassan Asfour, l'un des négociateurs d'Oslo, annonça : « Le retour à la structure numéro un signifie le retour à un climat de guerre, d'intifada et de résistance. S'ils choisissent le conflit, nous ne demeurerons pas des observateurs passifs. Nous ne sommes pas faibles au point que quelqu'un puisse s'imaginer qu'il peut nous imposer sa politique<sup>20</sup>. »

Netanyahu demanda à son conseiller politique Dore Gold d'aviser Abou Mazen qu'Israël était totalement engagé dans le processus de paix, et cependant, par suite de la menace abruptement formulée par Asfour, quelques mesures prises sur le terrain montrèrent que les Palestiniens se préparaient à un conflit armé. Le 11 juin, une semaine avant que Netanyahu n'achève de constituer son gouvernement, le comité central du Fatah mit sur pied une équipe d'urgence de douze membres sous l'égide d'Arafat, destinée « à ressusciter les activités du mouvement et à trouver des moyens de réorganiser la situation à l'intérieur. » Les chefs des services de sécurité de l'Autorité palestinienne avertirent Netanyahu qu'ils suspendraient leur guerre contre le Hamas s'il ne changeait pas sa position d'ici quelques semaines, et, selon divers

20. Chaîne de télévision ARD, Munich, 31 mai 1996 ; *Al Hayam*, 3 juin 1996.

rapports, le mouvement de jeunesse du Fatah conclut un accord avec le Hamas sur la coordination des agressions contre les habitants juifs de Judée-Samarie. À la mi-juin, Arafat lui-même se rendit à la prison de Naplouse où étaient détenus un important activiste du Hamas. Il ordonna la libération de l'homme et l'accompagna à la prière du vendredi dans la grande mosquée de Naplouse. Début juillet 1996, quelque 700 terroristes furent libérés des prisons palestiniennes<sup>21</sup>.

À ce stade, au sein de la direction palestinienne, plusieurs membres – dont Abou Mazen, Abou Ala, Nabil Shaat et Yasser Abed Rabo – menaçaient de reprendre l'intifada et la violence, tandis que le mufti de Jérusalem, Ikrima Sabri, nommé par l'Autorité palestinienne, alla encore plus loin et appela les Palestiniens à agir sur le champ<sup>22</sup>. Le 28 juillet, Arafat exprima son soutien le plus énergique depuis l'élection de Netanyahu, à la poursuite des attentats terroristes, y compris les attentats-suicides. Dans le discours public qu'il prononça à Gaza pour le 25 anniversaire de la « mort des *shahidim* » (deux commandants du Fatah), il chanta les louanges de ces « martyrs tombés sur la route menant à Jérusalem » et fit l'éloge de Yehia Ayash (surnommé « l'ingénieur ») présenté comme « le dernier *shahid*. « Nous suivons les traces de ces *shahidim*. Nous marchons sur leurs traces vers Jérusalem, déclama-t-il avec ferveur », concluant par des propos inquiétants : « Je dis à mes frères, les *shahidim* : rien n'est trop cher pour Jérusalem<sup>23</sup>. »

Un mois plus tard, Arafat profita de sa visite fort médiatisée dans le camp de réfugiés de Balata pour transmettre un message particulièrement dur à Netanyahu avec lequel il devait avoir sa première rencontre dans la semaine : « Voici ce que je dis à Israël. Si vous ne respectez pas les accords signés, notre peuple n'aura pas le choix [en dehors de la violence]. » S'adressant plus particulièrement aux jeunes dans l'assistance,

21. La Voix de la Palestine, 11 juin 1996 ; *Yediot Aharonot*, 16 juin 1996.

22. Kol Israël, 13 juin, 4 juillet 1996 ; télévision israélienne, 1<sup>re</sup> chaîne, 18 juin 1996 ; *Jerusalem Post*, 14 juin 1996.

23. *Al-Hayat al-jadida*, 28 juillet 1996.

il poursuivit : « Israël a des avions, mais nous, nous avons les enfants palestiniens... par leur esprit et par leur sang, nos générations suivantes poursuivront la marche [vers Jérusalem] jusqu'à ce que le drapeau palestinien flotte sur ses murailles. »<sup>24</sup>

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la première rencontre Netanyahu-Arafat, le 4 septembre, se réduisit à un dialogue de sourds. Le Premier ministre d'Israël ne parvint pas à convaincre son interlocuteur que la paix signifiait l'instauration de relations dans lesquelles chacune des parties donne et reçoit, et non des relations dans lesquelles l'une partie se contente de recevoir. Quelques jours après cette rencontre, Arafat ordonna aux chefs des diverses organisations palestiniennes, en particulier le chef des Tanzim, de se préparer à un affrontement avec Israël. Il enjoignit également au comité de l'intifada de l'OLP d'insuffler une vie nouvelle à l'étude sur l'intensité du combat contre Israël, étude préparée durant l'été 91 et mise en réserve par la suite<sup>25</sup>.

Et, ce qui fut bien plus important, Arafat prit pour prétexte la réouverture du tunnel du Mur occidental pour susciter de l'effervescence et déclencher une vague de violence<sup>26</sup>. Ce tunnel, creusé à l'époque des Hasmonéens, n'avait aucun rapport historique ou géographique avec les mosquées situées sur le mont du Temple. Il se trouvait à plusieurs centaines de mètres de ces lieux de culte, et des dizaines de milliers de touristes l'avaient emprunté depuis son ouverture à la fin des années 1980, sans porter atteinte le moins du monde aux mosquées. L'ouverture de la nouvelle entrée permettait seulement aux touristes de continuer leur chemin dans le tunnel sans avoir à l'emprunter en sens inverse pour sortir, et elle était censée augmenter le nombre de visiteurs, et par conséquent, bénéficier aux commerçants palestiniens locaux. Qui plus est, l'ouverture d'une nouvelle porte à l'extrémité du tunnel s'effectua dans le cadre d'un accord israélo-palestinien conclu précédemment. Les dirigeants du Waqf

24. La Voix de la Palestine, 30 août 1996 ; Jerusalem Post, 1<sup>er</sup> septembre 1996.

25. *Al Hadati*, 9 septembre 1996.

26. La Voix de la Palestine, 24 septembre 1996.

exerçaient déjà des pressions depuis un certain temps pour recevoir un espace réservé à la prière dans les écuries du roi Salomon, salle située sous le mont du Temple, construite, selon certaines hypothèses, à l'initiative du roi Hérode durant la reconstruction du Temple. Dans l'accord conclu en janvier 1996, il était stipulé que les musulmans utiliseraient un espace déterminé pour la prière, tandis que les Israéliens pourraient ouvrir une porte au nord du tunnel du Mur occidental. Conformément à cet accord, les musulmans commencèrent à prier dans les écuries de Salomon les jours du jeûne du Ramadan (et y effectuèrent de nombreux travaux, en violation de l'accord). Lorsque Israël en vint à ouvrir le tunnel, l'Autorité palestinienne démentit ces faits, comme on pouvait s'y attendre, et appela la population à fomenter des troubles<sup>27</sup>.

Le 24 septembre, prononçant un discours devant un groupe de soldats et de policiers à Gaza, Arafat les exhorta à entreprendre le combat contre Israël. « Les croyants gagneront le paradis, déclama-t-il, ils lutteront pour Allah, tueront et seront tués. » « Les Palestiniens ne resteront pas les bras croisés lorsqu'on profane leurs lieux saints... Ô, nos purs shahidim. Reposez en paix, calmes et sereins. Notre sang ne vaut pas cher par rapport à l'objectif qui nous a unis par le passé... Par la volonté d'Allah nous nous retrouverons bientôt dans les hauteurs célestes<sup>28</sup>. »

Le discours enflammé d'Arafat fut diffusé le jour même sur les chaînes de télévision et les stations de radios placées sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, et il en fut de même pour la déclaration conjointe des diverses instances de la direction palestinienne – l'Autorité palestinienne, le comité exécutif de l'OLP et l'assemblée législative – déclaration qui appelait la population « à se dresser immédiatement et efficacement contre ce plan criminel. En ces pénibles circonstances, nous vous demandons à tous de remplir vos devoirs religieux et nationaux et vous dresser contre ces incidents douloureux et contre les tragiques dangers qui menacent la sainte Jérusalem<sup>29</sup>. »

27. Andrea Levin, "The Media's Tunnel Vision," *Middle East Quarterly*, décembre 1996, pp. 3, 5-6.

28. Télévision de l'Autorité palestinienne, 24 septembre 1996.

29. La Voix de la Palestine, 24 septembre 1996.

Cet appel officiel fit descendre dans la rue des foules palestiniennes, mais ne fournit pas les « dizaines de *shahidim* » souhaités par Arafat. Escomptant des émeutes, la police israélienne déploya de grands efforts pour calmer la situation, ce qui explique qu'il n'y eut pas de blessés le premier jour des troubles<sup>30</sup>.

Furieux, Arafat ordonna aux services de sécurité de l'OLP d'affronter les forces israéliennes. Des autobus remplis d'étudiants activistes se dirigèrent vers le barrage situé à l'extérieur de Ramallah et vers le carrefour de Netzarim, au sud de Gaza, et y rejoignirent des milliers d'émeutiers qui attaquaient les soldats à coups de pierre et de bouteilles incendiaires. Pour embraser davantage les esprits, le service palestinien de l'information publia un communiqué de protestation contre « le massacre sanglant » qu'auraient perpétré les forces israéliennes « parmi les participants aux marches silencieuses qui déferlèrent dans les villes et les villages palestiniens en réaction aux mesures prises par les Israéliens contre les lieux saints de l'islam et de la chrétienté dans la ville de Jérusalem. »

En réalité, au cours de ces affrontements, un seul policier palestinien fut tué, mais très rapidement, ses collègues ouvrirent le feu contre leurs homologues israéliens, avec l'aide de tireurs embusqués munis de lentilles télescopiques, postés à l'avance dans les endroits stratégiques. À la fin des combats du 27 septembre, quinze Israéliens et 58 Palestiniens avaient été tués. Plusieurs centaines avaient été blessés<sup>31</sup>. Pour Arafat, le prix était faible. Tout comme la grande action terroriste menée sous sa direction dans les années

30. Kol Israël, 24 septembre 1996 ; "Reconstruction of the Events of Late September 1996 in the West Bank and the Gaza Strip," Ramallah, al-Haq, West Bank Affiliate, 1996, p. 2.

31. La Voix de la Palestine, 25 septembre 1996, 13h50 (heure de Greenwich); radio Monte-Carlo en arabe, 28 septembre 1996 ; Ehoud Yaari, "Take Arafat at His Violent Word," *Jerusalem Report*, 28 novembre 1996 ; Graham Usher in *Middle East International*, 4 octobre 1996 ; La Voix de la Palestine, 25 septembre 1996, 13h50 GMT ; Radio Monte-Carlo en arabe, 25 septembre 1996, 15h gmt ; Kol Israël, 25 septembre 1996, 14h GMT ; Voice of Palestine, 28 septembre 1996.

1970 lui avait valu d'être reconnu et de mieux en mieux accepté sur la scène au lieu d'être condamné et ostracisé, cette nouvelle vague de violence organisée rapporta à son instigateur d'appréciables bénéfices. La presse internationale accueillit volontiers la présentation déformée de la crise et fit de l'agresseur une victime et de la victime un agresseur<sup>32</sup>, et le Conseil de sécurité adopta une résolution spéciale condamnant l'attitude israélienne. L'administration américaine n'imposa aucun veto à cette résolution et exigea d'Israël des gestes en faveur des Palestiniens et, en premier lieu, la fermeture du tunnel.

Tout aussi important fut le fait que la guerre du tunnel permit à Arafat de restaurer son statut constamment mis à mal par son peuple. Au cours des mois précédents, des expressions de mécontentement à l'égard du pouvoir tyrannique et corrompu de l'Autorité palestinienne s'étaient répandues dans les territoires et, en août 1996, des troubles sanglants avaient éclaté à Naplouse et à Tulkarem après que des policiers palestiniens eurent torturé à mort deux militants religieux. Arafat, paniqué, ordonna la libération immédiate de plusieurs dizaines de militants du Hamas incarcérés, exigea le jugement de trois policiers dans une procédure accélérée et leur condamnation à de longues peines de prison, et consacra *shahid* l'un des militants mort sous les balles des policiers palestiniens<sup>33</sup>. Désormais, alors qu'à première vue, il était à la tête du système de protection du lieu saint, le troisième de l'islam, et devait le défendre contre les « intrigues juives », il instaura une relation éperdue avec les dirigeants arabes et musulmans dans le monde entier et appela le Conseil de sécurité à condamner Israël – tous ces défis intérieurs ont été complètement oubliés.

Autre acquis non négligeable : Arafat réussit à marginaliser Netanyahu aussi bien dans son pays que sur la scène internationale. Nombre de gens, en Israël et dans le reste du monde ne comprirent pas les raisons réelles de l'embrasement et en arrivèrent à la conclusion que le premier ministre d'Israël était un mélange dangereux de dogmatisme idéologique et d'in-

32. Pour une excellente étude de la question, voir Levin, *The Media's Tunnel Vision*.

33. La Voix de la Palestine, 3, 5 août 1996; AKP, 2, 4, août 1996.

compétence politique, de vantardise et de manque d'assurance. Soutinrent ce genre de conception non seulement des partisans convaincus du processus d'Oslo, mais également des gens du camp de Netanyahu. Le président Ezer Weizman qui, dix-huit mois auparavant exhorta le gouvernement Rabin à stopper le processus d'Oslo en réaction au terrorisme palestinien, invita Arafat à son domicile, en signe de bonne volonté, et les responsables du Shabak (équivalent des Renseignements généraux), encore victimes de l'illusion d'une coopération israélo-palestinienne dans la guerre contre le terrorisme, rapportèrent aux médias leur prétendue opposition à l'ouverture du tunnel. Netanyahu ne prit pas de mesure contre la désobéissance flagrante des fonctionnaires de l'État, ce qui ne fit que renforcer le consensus concernant le caractère irrésolu du dirigeant, plus véhément en paroles qu'en actes.

La guerre du tunnel fut un important précédent qui allait se répéter chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. Plus le sujet controversé était important et plus la violence palestinienne se déchaînait. Le tunnel ne fut qu'un prétexte tout prêt qu'on ignora dès que son utilité eût été épuisée. La nouvelle porte du tunnel demeura ouverte à partir de septembre 1996, pour le plus grand profit des touristes et des commerçants locaux, et l'Autorité palestinienne retira toute l'affaire de son ordre du jour au bout de deux mois.

Le 10 octobre 1996, une semaine après son retour de la rencontre au sommet avec Netanyahu à Washington, au cours de laquelle tous deux s'étaient mis d'accord pour reprendre les négociations bilatérales, et seulement deux jours après avoir diffusé des propos apaisants à l'intention du public israélien depuis la résidence du président Weizman, Arafat prononça un discours belliqueux devant une réunion de l'assemblée législative palestinienne ; il enjoignit les membres de l'assemblée de se préparer à des épreuves encore plus pénibles à l'avenir. Dans le discours qu'il prononça le 21 octobre dans le camp de réfugiés de Dohaïshé, près de Bethléem, Arafat fut bien plus précis : « Nous ne connaissons qu'un seul mot : Djihad, djihad. [Les accords d'] Oslo I et II sont acceptés tant qu'ils conduisent à un État palestinien et en outre, toute les options sont ouvertes. » Quatre jours plus

tard, lorsque les services de sécurité d'Israël mirent en garde contre un éventuel attentat, Arafat lança à Gaza : « Prions Allah qu'il nous donne des *shahidim*<sup>34</sup>. »

Au bout de quelques mois, dans la nuit du 9 mars 1997, Arafat fit un pas important dans cette direction en réunissant dans son bureau les chefs du Hamas, pour la première fois depuis longtemps. De toute évidence, à cette occasion, il leur donna le feu vert pour renouveler les attentats-suicides contre Israël. Peu après, des dizaines de terroristes du Hamas furent libérés des prisons de l'Autorité palestinienne et les organisations de la sûreté préventive reçurent l'ordre de suspendre la coopération avec Israël. Les résultats furent quasi immédiats. Le 21 mars, un terroriste se fit exploser dans le café *À propos* de Tel Aviv, premier attentat de ce type depuis un an, qui tua 3 personnes et en blessa 48. Arafat ne s'en émut guère et partit pour une tournée de huit jours dans le monde arabe et dans le sud de l'Asie (y compris sa première visite depuis huit ans en Iran, patron du Hamas et du Djihad islamique). Marwan Barghouti, le commandant des Tanzim, la milice du Fatah, profita d'un discours prononcé devant l'assemblée législative pour exprimer ses condoléances à la famille du « *shahid* de Tel Aviv », déclenchant un tonnerre d'applaudissements chez ses collègues-membres de l'assemblée<sup>35</sup>.

Le 30 juillet 1997, 16 Israéliens furent assassinés et 178 autres blessés dans deux attentats-suicides perpétrés l'un après l'autre au marché de Mahané Yehouda à Jérusalem et, un mois plus tard, 5 personnes furent tuées et 181 furent blessées dans trois attentats simultanés dans la rue piétonnière Ben Yehouda à Jérusalem. Selon le général Moshé Yaalon, chef des services de renseignements de l'armée, rien ne prouvait qu'Arafat ait personnellement confirmé ces attentats en particulier, mais le fait qu'il s'abstienne ostensiblement de lutter

34. Ehoud Yaari, "Take Arafat at his Violent Word, op. cité.

35. *Yediot Aharonot*, 23 mars 1997 ; *Al-Hayat al-jadida*, 27 mars 1997 ; *Ashark al aousat*, Londres, 25 mars 1997 ; *Haaretz*, 25 mars et 10 avril 1997 ; télévision israélienne, première chaîne, 23 mars 1997 ; Peter Hirschberg, « Can Arafat Switch Off Terror? » *Jerusalem Report*, 17 avril 1997, pp. 12-14.

contre le terrorisme apparaissait aux Palestiniens comme une autorisation d'agir. À la mi-juillet, trois policiers palestiniens en route pour attaquer une localité de Cisjordanie, furent arrêtés. Au cours de l'interrogatoire, ils révélèrent l'existence d'autres préparatifs terroristes au sein de la police palestinienne et accusèrent des gradés des services de sécurité, notamment Razi Jabali, commandant de la police de la bande de Gaza. Djibril Rajoub, chef de la sûreté préventive en Cisjordanie, fut appréhendé alors qu'il infiltrait clandestinement des armes dans son véhicule privé, et quelques-uns de ses subordonnés furent arrêtés au moment où ils transportaient dans leurs voitures officielles des terroristes du Hamas<sup>36</sup>.

Entre-temps, Arafat continuait à se réconcilier avec le Hamas. Plusieurs terroristes libérés des prisons de l'Autorité palestinienne après l'accord sur Hébron, y compris des responsables qui avaient préparé de grands attentats-suicides, demeurèrent libres d'agir, et l'infrastructure terroriste de l'organisation se développa constamment. Pendant un congrès d'unité nationale de deux jours, réuni fin août 1997, avec la participation de divers groupes « d'opposition », Arafat étreignit amicalement Abdoul Aziz Rantissi, et Rajoub exprima sa sympathie pour le combat mené par le Hamas et le Djihad islamique contre Israël. Mohammad Dahlan rapporta fièrement que son organisation de sûreté préventive avait donné asile à de nombreux militants du Hamas figurant sur la liste des personnes recherchées par Israël<sup>37</sup>.

Dans un discours particulièrement agressif prononcé à Gaza le 5 août 1997, moins d'une semaine après les attentats meurtriers perpétrés à Jérusalem, Arafat ordonna ouvertement aux chefs du Fatah de se préparer à la guerre contre Israël : « En 1974, ce mouvement a reçu le flambeau de la révolution vietnamienne, lança-t-il fièrement en appelant ses auditeurs à se préparer à des défis encore plus astreignants. Il y a devant nous une guerre plus grande que tout ce que nous avons connu auparavant. Nous

36. *Haaretz*, 18 juillet, 8, 24 septembre, 11, 16 novembre 1997.

37. *al-Alim*, 30 août 1997, p. 18 ; *Jerusalem Post*, 21 août 1997 ; *Financial Times*, 29 août 1997, *Haaretz*, 2, 7 septembre 1997 ; "A Poorer Peace," *Newsweek*, 1<sup>er</sup> septembre 1997, p. 28.

sommes tous des *shahidim* vivants prêts à renouveler notre engagement sur la voie de la lutte armée que nous avons empruntée il y a plusieurs années. »

Dans le même esprit, Fayçal Hussein avertit que « pour commencer une guerre, il suffit d'un pas », et que les Palestiniens ne pourraient pas se retenir jusqu'à ce que l'actuel gouvernement israélien termine son mandat parce que « chaque jour, Netanyahu fait quelque chose de nouveau<sup>38</sup>. » L'évolution des choses montra que Hussein n'avait eu raison qu'en partie. Arafat allait certes prouver qu'il suffisait d'un pas pour déclencher une guerre, mais Netanyahu ne serait pas le dirigeant israélien qui allait y participer. Il fut contraint de procéder à des élections anticipées en mai 1999, par suite de l'affaiblissement du soutien que lui accordait le parlement, et dut céder la place au dirigeant travailliste Ehoud Barak, le quatrième chef de gouvernement en quatre ans seulement.

38. *Al-Hayat al-jadida*, 6 août 1997 ; *al-Itihad* (Abou Zeevi), 18 mai 1997.

### Chapitre 3

#### DANS LE SILLAGE DE CAMP DAVID

« Si les Israéliens peuvent faire des compromis et que vous ne le pouvez pas, il ne me reste plus qu'à rentrer chez moi », déclara le président des États-Unis, Bill Clinton, à Yasser Arafat en juillet 2000, peu avant la fin du sommet de Camp David. « Voici quatorze jours que vous êtes ici, et vous avez dit non à tout. Cela n'est pas sans conséquences ; l'échec, c'est la fin du processus de paix<sup>1</sup>. »

Environ un an après le sommet, et quelques mois après le déclenchement de la guerre terroriste par Arafat, des commentateurs arabes sympathisants de la cause palestinienne, ainsi que des Israéliens convaincus du bien-fondé du processus d'Oslo, concoctèrent une version « révisionniste » visant à exonérer Arafat de toute responsabilité dans l'échec du sommet. « C'est un terrible mythe que de dire qu'Arafat, et Arafat seul, a provoqué cet échec catastrophique », affirma Terje Larsen, l'un des architectes de l'accord d'Oslo, à l'envoyé spécial de l'ONU au Moyen-Orient. Les trois parties ont commis des erreurs, et dans des négociations aussi complexes, c'est inévitable. Mais aucune ne porte seule la responsabilité. » Puis il ajouta : « Ce fut un échec de la psychologie et du processus, mais pas du fond<sup>2</sup>. »

Le verdict de Larsen entre en contradiction avec le pronostic qu'il avait lui-même fait quatre ans plus tôt, communiqué secrètement à un négociateur israélien. Larsen affirmait alors qu'Arafat constituait le principal obstacle à la paix et que le processus serait bien plus stable et aurait bien plus de chances de réussir si Arafat disparaissait complètement du paysage politique<sup>3</sup>. Désormais, il innocentait

1. Hussein Agha & Robert Malley, "Camp David: the Tragedy of Errors", *New York Review of Books*, 9 août 2001.

2. Deborah Sontag, "Quest for Mideast Peace: How and Why It Failed", *New York Times*, 26 juillet 2001.

3. Ronen Bergman, *Étant donné l'Autorité*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 2002, p. 329 (en hébreu).

publiquement l'homme qu'il avait secrètement méprisé, joignant sa voix à la « version révisionniste » qui portait presque exclusivement sur les prétendues erreurs psychologiques commises par Barak, en particulier son comportement étrange, sans la moindre rigueur au cours du sommet, et sur son incapacité à instaurer des liens de proximité authentiques avec Arafat<sup>4</sup>.

Ces révisionnistes ont également tendance à minimiser l'ampleur et la signification des concessions proposées par Barak et présentent Arafat comme un personnage bien plus pragmatique qu'il ne l'est en réalité. « Il est difficile de trancher avec certitude jusqu'où Barak était disposé à aller véritablement », écrivirent Hussein Agha et Robert Malley en décrivant le principal révisionniste du sommet. « S'il fallait préciser, en fait, il n'y eut pas de proposition israélienne. Les Israéliens étaient déterminés à rester sur leurs positions en cas d'échec et décidèrent de ne pas laisser les Palestiniens profiter des compromis unilatéraux, et c'est pourquoi, ils reculèrent toujours d'un pas, sinon de plusieurs, avant la proposition. »

En revanche, Agha et Malley estimaient que les Palestiniens avaient fait preuve d'une grande souplesse : « Bien qu'ils aient insisté sur le droit des réfugiés palestiniens à revenir dans les maisons qu'ils avaient perdues en 1948, ils étaient disposés à lier ce droit à un système d'application fournissant aux réfugiés une solution de remplacement et à limiter le nombre de ceux qui reviendraient en Israël même. En dépit de leur insistance pour un retrait d'Israël de tous les territoires conquis en 1967, ils étaient ouverts sur la question du partage de Jérusalem-Est qui confèrerait à Israël la souveraineté sur les secteurs juifs (le quartier juif, le Mur occidental et les quartiers juifs) en nette contradiction avec ce principe<sup>5</sup>. »

Le problème de cette version révisionniste, c'est qu'elle contredit les descriptions fournies, après les entretiens, par les négociateurs palestiniens et les sources qui leur sont

4. Voir par exemple, Sontag, *op. cit.*, "Quest for Mideast Peace".

5. Agha & Malley, *op. cit.*, « Camp David ». Le journaliste israélien Amnon Kapéliouk présente une description révisionniste identique dans le *Monde diplomatique* de septembre 2000 (version internet), dans un article intitulé « Dialogues de Camp David ».

proches (en particulier Akram Haniyé, collègue proche d'Arafat, rédacteur du quotidien de l'Autorité palestinienne *Al-Hayam*, où fut publié ce qu'on peut considérer comme la description palestinienne officielle des négociations). Tous, sans exception, font l'éloge de l'inflexibilité d'Arafat soumis aux fortes pressions, américaines et israéliennes, et vantent les grandes concessions extorquées à Israël : « Arafat s'est révélé l'un des derniers dirigeants historiques, parce qu'il a dit 'non' à un moment où personne ne dit 'non' aux Américains, proclama Frey Abou Medin, responsable de la Justice dans l'Autorité palestinienne. »

Le cheikh Ahmed Yacine, chef spirituel du Hamas, communiqua ses félicitations à son ennemi politique : « Je le félicite pour la fermeté de sa position, déclara-t-il à Gaza. Il n'y a pas d'autre choix que de résister. Ce qui a été pris par la force sera restitué par la force<sup>6</sup>. »

« Nous avons obtenu certaines concessions de la part des Israéliens, mais nous n'avons manifesté aucune disposition à renoncer à quoi que ce soit en échange, s'enorgueillit Mahmoud Dahlan, qui participait aux négociations de Camp David. Nous n'avons aucune intention de faire des compromis sur quoi que ce soit de nos exigences fondamentales, en particulier sur les questions de Jérusalem et des réfugiés<sup>7</sup>. »

Hassan Asfour, collègue de Dahlan dans les négociations, confirma : « Nous avons travaillé très sérieusement durant les négociations et nous avons réussi à briser l'approche des Israéliens concernant Jérusalem. »

« C'est une réalisation politique des Palestiniens. Certes, elle ne satisfait pas nos aspirations ni nos droits, mais elle a brisé l'approche sur Jérusalem unifiée capitale éternelle d'Israël. C'est une réalisation politique. C'est l'un des résultats du premier combat – le combat pour Jérusalem. Le deuxième combat devra porter sur l'approche concernant les frontières palestiniennes et le retour des réfugiés palestiniens, notamment ceux qui habitent au Liban<sup>8</sup>. »

6. Joel Greenberg, "Arafat's Allies Say He Stands Taller at Home for Firmness at Talks", *New York Times*, 26 juillet 2000.

7. *Jerusalem Post*, 6 août 2000.

8. Interview avec Hassan Asfour dans *al Shark al-Awsat*, Londres, 1<sup>er</sup> août 2000.

Arafat lui-même s'exprima explicitement en ce sens : « Nous avons dit aux Israéliens : [nous exigeons] non seulement le *Haram Hasharif* [le mont du Temple], la basilique du Saint-Sépulcre ou le quartier arménien, mais également Jérusalem tout entière, tout Jérusalem, tout Jérusalem », déclara-t-il devant une foule à son retour de Camp David, en contradiction flagrante avec l'apologétique tardive de Agha et Malley. « Et ceux à qui cela ne plaît pas peuvent boire l'eau de la mer Morte<sup>9</sup>. » De même, Arafat contredit l'argumentation révisionniste sur la souplesse palestinienne concernant le « droit au retour », en tranchant que « le retour des réfugiés dans leur patrie et dans leurs maisons [en Israël], en vertu de la résolution 194, est sacré. » Abou Mazen se fit l'écho de cette approche : « Il faut souligner, et c'est ce que nous avons expliqué aux Israéliens, que le droit au retour signifie le retour en Israël, pas dans un État palestinien, écrivit-il dans le quotidien londonien *Al-Hayat*, en novembre 2000. » « Et ce, parce que c'est Israël qui les a expulsés et que leurs biens s'y trouvent<sup>10</sup>. »

Contrairement aux affirmations de Agha et Malley, les négociateurs palestiniens savaient exactement jusqu'où Barak était disposé à aller. Le rapport officiel palestinien sur le déroulement des négociations, publié un mois après le sommet de Camp David, détaille la proposition de Barak de se retirer de 85% de la Cisjordanie (ainsi que de 100% de la bande de Gaza) et sa demande de contrôle de la vallée du Jourdain pour une période ne dépassant pas 12 ans. En échange, Israël acceptait le contrôle palestinien complet des frontières et des points de passage de la frontière avec l'Égypte, ainsi que le démantèlement des localités de la bande de Gaza et l'évacuation par étapes de 63 localités de Cisjordanie (y compris les habitants juifs de Hébron). Selon ce rapport, l'équipe palestinienne rejeta d'emblée ces demandes et insista pour obtenir le retrait israélien complet des frontières d'avant juin 1967. Dès lors que ce principe fut

9. Télévision de l'Autorité palestinienne, 28 juillet 2000 ; *Al-Hayat al-jadida*, 28 juillet 2000.

10. *Al-Reï*, n° 33, 15 juillet-août 2000, p. 9 ; *Al-Hayat*, 23/24 novembre 2000.

acquis, il serait possible d'envisager de légères rectifications, jusqu'à 1,5% de la Cisjordanie, mais seulement en échange d'un territoire israélien deux fois plus grand, de manière que l'ensemble du futur territoire palestinien soit plus étendu que la Cisjordanie et la bande de Gaza réunies. En fait, il avait été question de 145 km (pour la bande de Gaza et 50 autres dans la région de Latrun et près de Qalqiliya, Toulkarem, Djénine et le Jourdain, en échange de 116 km qui seraient annexés à Israël. Au total, un gain de 79 km) du territoire palestinien comparé aux frontières de 1967.

Après un bref marchandage, les Israéliens acceptèrent le principe d'échange de territoires et d'augmentation du futur État palestinien qui passait de 85% à 92% de la Cisjordanie (y compris un élargissement de 1% de la bande de Gaza). Cette renonciation ne satisfait pas les exigences palestiniennes, mais fut cependant présentée dans le rapport comme un résultat substantiel, qui faisait voler en éclat, une fois pour toutes « l'histoire de la transformation du territoire de l'État palestinien en cantons et en réserves. »

Quant aux réfugiés, les Palestiniens présentèrent à la table des négociations, les revendications suivantes :

- Israël admettrait sa responsabilité politique, juridique et morale dans la création du problème des réfugiés et s'excuserait publiquement auprès du peuple palestinien;
- Israël reconnaîtrait le « droit au retour », y compris la nécessité d'accorder des indemnités à ceux qui ne souhaitent pas revenir, et accepterait de créer une structure dotée d'un calendrier pour appliquer ce droit;
- Israël indemniserait ceux qui reviennent pour les biens confisqués en vertu de la « loi sur les biens abandonnés »;
- une fondation internationale serait créée et les fonds versés par les pays donateurs indemniserait les réfugiés non désireux de revenir.

Selon le rapport, Israël refusa d'assumer la responsabilité politique ou morale du problème des réfugiés, mais consentit,

d'un point de vue humanitaire, à exprimer sa sympathie devant les souffrances. Israël accepta effectivement un retour limité des réfugiés dans le cadre de la réunification des familles, mais refusa de verser des indemnités à un fonds et en revanche, exigea que les centaines de milliers de Juifs expulsés des pays arabes par suite de la guerre d'Indépendance, reçoivent des compensations pour les biens qu'ils avaient perdus. Malgré cette polarisation des positions, le rapport présentait le débat sur la question des réfugiés comme un succès. En premier lieu, parce que le président Clinton avait soutenu l'option du retour des réfugiés et en second lieu, parce que « les compromis proposés, qui comprenaient la reconnaissance du droit au retour, s'étaient avérés efficaces pour entamer le refus traditionnel d'Israël concernant la question des réfugiés. »

Contrairement à la description relativement optimiste des questions de frontières et de réfugiés, le rapport présentait les discussions sur Jérusalem comme une pierre d'achoppement particulièrement coriace. Après le rejet par les Palestiniens de la requête israélienne de différer le débat sur cette question, les Israéliens exposèrent toutes sortes de propositions complexes dans le but de conserver le contrôle et la souveraineté sur cette ville. Ces propositions tournaient autour du partage de Jérusalem en arrondissements et en quartiers, et comprenaient des concepts confus et brumeux concernant la souveraineté, la tutelle et le partage des rôles. Elles allaient jusqu'au partage du contrôle sur le *Haram a-Sharif* (mont du Temple. Les Palestiniens recevraient la souveraineté sur le site lui-même, tandis qu'Israël recevrait des droits de souveraineté en sous-sol. Cette proposition était destinée à permettre aux Israéliens « de procéder à des fouilles dans les vestiges du soi-disant Temple, bien que les fouilles effectuées depuis 70 ans aient prouvé qu'il n'y en a pas trace. » La délégation palestinienne rejeta toutes ces propositions. Ses membres insistèrent pour que Jérusalem demeure ville ouverte, Israël contrôlant le quartier juif et le Mur occidental, et pour que les Palestiniens reçoivent la souveraineté pleine et entière sur la partie Est de la ville, y compris les quartiers juifs construits après la guerre des Six Jours<sup>11</sup>.

11. *Al-Qods*, 18 août 2000.

Les concessions israéliennes dans leur moindre détail et l'absence d'entente personnelle entre Arafat et Barak n'ont rien à voir avec l'échec ultime du sommet. Camp David aboutit à une impasse non par suite de préparatifs inadéquats ou de communication défectueuse entre Israéliens et Palestiniens, mais parce qu'il révéla l'ampleur du fossé entre les deux parties.

Même si Arafat et Barak avaient réussi à s'entendre immédiatement, ils seraient demeurés à une distance abyssale des problèmes centraux du conflit. Les Palestiniens savaient pertinemment jusqu'où Barak était prêt à aller. Mais, quels qu'eussent été ses efforts, il ne serait jamais allé assez loin pour satisfaire leurs « exigences minimales. »

« La question n'est pas de savoir si Arafat a commis des erreurs ou si elles étaient justifiées, soutiennent Agha et Malley. La question est : est-il possible d'expliquer son comportement par d'autres facteurs que son apparente incapacité à mettre fin au conflit<sup>12</sup> ? »

Un examen minutieux du comportement d'Arafat depuis le début du processus d'Oslo jusqu'à Camp David, enseigne que son échec à réaliser une avancée significative lors du sommet ne résulte pas de son incapacité à mettre fin au conflit, mais de son refus d'agir en ce sens à des conditions qui ne soient pas les siennes. Ces conditions dépassent de loin le retrait aux frontières de 1967 et la question de Jérusalem. Même si ces questions capitales avaient été résolues à Camp David, il n'aurait pas été possible de régler celle du « droit au retour ».

Aucun gouvernement israélien n'aurait pu céder à une exigence palestinienne sur cette question sans, *ipso facto*, signer l'arrêt de mort de l'existence de l'État. Quant à la direction palestinienne, elle n'a pas accepté et n'acceptera pas la fin du conflit sans fournir à des millions de réfugiés de 1948 et à leurs descendants le « droit au retour » sur le territoire qui constitue aujourd'hui une partie de l'État d'Israël, et sans leur procurer des indemnités financières pour les biens perdus et pour le préjudice moral. Si Arafat s'était auparavant efforcé de ne pas effrayer prématurément ses partenaires israéliens dans les discussions sur le « droit au retour », à Camp David et après, Israël se retrouva pour la première fois confronté à

12. Agha & Malley, "Camp David", op. cité

cette exigence dans toute son ampleur<sup>13</sup>. « Il ne s'agit pas seulement de la question de Jérusalem, déclara Abou Ala, principal négociateur d'Oslo et président de l'assemblée législative palestinienne. La question des réfugiés est en fait bien plus complexe que la question de Jérusalem. Jérusalem occupe une place profonde dans le cœur de chacun de nous, mais la question des réfugiés est un droit exigé par le citoyen palestinien<sup>14</sup>. »

Non seulement le « droit au retour » est sacré dans le projet de constitution palestinienne rédigé après Camp David dans l'espoir de proclamer unilatéralement l'indépendance<sup>15</sup>, mais dès la fin du sommet, pendant quelques mois, les Israéliens, surpris et inquiets, virent des autobus bondés de Palestiniens visiter leurs anciens quartiers et chercher les maisons d'où ils s'étaient enfuis 52 ans auparavant<sup>16</sup>. L'idée était claire. Il n'y aurait pas de fin au conflit sans mise en œuvre du « droit au retour » – la destruction d'Israël par un ébranlement démographique. D'où l'échec à Camp David.

Pour Arafat, le sommet n'était pas un moyen de trouver une solution au conflit, mais une nouvelle occasion d'appliquer sa « stratégie par étapes ». Arafat s'opposa au sommet dès le premier instant, mais pas parce que la rencontre n'avait pas été convenablement préparée. Après sept ans de négociations avec Israël, notamment quinze rencontres générales à Stockholm et en Israël peu avant Camp David, les Palestiniens connaissaient bien la position israélienne. Si Barak ne s'était pas obstiné à réclamer la fin du conflit israélo-palestinien, Arafat se serait empressé d'accepter ses concessions en échange d'autres promesses floues concernant

13. Voir par exemple les propos de N. Shaat à *Al-Qods*, 5 juillet 2000 ; interview d'Abou Mazen dans *Al-Hayat al-jadida*, 19 août 2000 ; interview d'Abou Ala dans *al-Hayam*, 12 août 2000 ; interview de Saeb Arekat dans *Al-Hayat al-jadida*, 11 août 2000 ; interview de Hanan Ashraoui à la radio, *Jerusalem Post*, 26 juillet 2000 ; interview de Yasser Abed Rabo à Radio Monte-Carlo en arabe, 20 septembre 2000 ; interview de Dahlan dans *al-Hayam*, 19 août 2000 ; interview avec Asfour dans *al Shark al-Awsat*, 7 juillet 2000.

14. *Al-Hayam*, 8 août 2000.

15. *Ibid.*, 16 septembre 2000.

16. Voir par exemple *Maariv*, 3 août 2000.

la « paix » palestino-israélienne. Mais Arafat ne pouvait en aucun cas confirmer par sa signature la fin du conflit par des voies pacifiques sans obtenir la destruction d'Israël par des moyens géographiques ou démographiques. Comme il était convaincu de ne pas y parvenir à Camp David, Arafat préféra éviter totalement la tenue d'un sommet. En revanche, il espérait placer Israël devant le fait accompli de la proclamation unilatérale de l'État palestinien dans les frontières de 1967, imposer à Israël de se retirer sur ces frontières sous la pression militaire et sous la pression internationale, puis entamer des négociations avec l'État juif vaincu sur le statut définitif. Lorsque Israël aurait été submergé par des millions de réfugiés, la fin du conflit serait synonyme de fin de l'État juif.

En ce qui concerne l'ébranlement géographique et démographique, les Palestiniens ne répugnèrent pas, au cours du sommet de Camp David, à saper la légitimité religieuse israélienne en niant la sainteté de Jérusalem pour le judaïsme et pour le peuple juif. Arafat lui-même déclara à Clinton que le Temple juif se trouvait à Naplouse et non à Jérusalem, et qu'en tant qu'homme religieux, il n'accepterait pas que son nom soit inscrit dans l'histoire comme celui qui « a confirmé l'existence, sous le mont, de ce qu'on appelle le Temple ». Saeb Arekat lui emboîta le pas en jetant le doute sur l'existence même du Temple, de même qu'Abou Ala qui expliqua que les revendications juives concernant le Temple n'était qu'un stratagème destiné à permettre à Israël d'obtenir la souveraineté sur le lieu saint pour détruire les mosquées<sup>17</sup>.

Ces dénégations enflammées des valeurs fondamentales du judaïsme ne constituaient pas seulement un moyen de pression dans le combat pour la souveraineté sur le mont du Temple. Elles reflètent le rejet radical de tout lien entre les Juifs et Eretz Israël (et d'une façon plus large, du droit à l'existence de l'État d'Israël). Dans le *Jerusalem Post*, il fut proposé d'écrire en épitaphe sur la pierre tombale du sommet : « De même que

1. *Al-Hayam*, 30 juillet 2000 ; *Al-Hayat al-jadida*, 12 août 2000 ; *Haaretz*, 27 juillet 2000 ; *Maariv*, 28 juillet 2000 ; Dennis Ross, "Letter to the Editors", *New York Review of Books*, 9 août 2001.

pendant 2 000 ans d'exil, Jérusalem symbolisa l'aspiration du peuple juif à revenir à Sion, de même la reconnaissance palestinienne concernant le lien entre les Juifs et l'antique Jérusalem renforcerait le droit moral et historique d'Israël à exister en Eretz Israël. Accepter le lien entre les Juifs et Jérusalem équivaut à abandonner l'approche arabe selon laquelle les Juifs se sont installés dans un pays qui ne leur appartenait pas, comme une sorte de croisés dotés d'ordinateurs qui s'en iront aussi vite qu'ils sont venus<sup>18</sup>. »

---

18. *Jerusalem Post*, 8 septembre 2000.

## Chapitre 4

### POURQUOI LA GUERRE ?

Les explications fournies par les Palestiniens sur les raisons de l'affrontement changent en fonction de l'identité du demandeur.

Chez eux, ainsi que dans les communautés arabes, l'affrontement est présenté comme une agression israélienne préméditée, dernière en date d'une chaîne d'atrocités perpétrées sans provocation, ayant pour objet de perpétuer l'occupation des terres arabes et palestiniennes.

Pour les publics occidentaux, qui risquent de manifester un certain scepticisme à l'égard d'Arafat après l'échec du sommet de Camp David, l'explosion de violence est décrite comme le résultat spontané de la colère déclenchée par la visite de Sharon sur le mont du Temple le 28 septembre 2000.

En réalité, la visite de Sharon ne surprit aucunement les Palestiniens, ne serait-ce que parce qu'elle intervenait en étroite coordination avec l'Autorité palestinienne. Selon Shlomo Ben-Ami, à l'époque ministre israélien de la Sécurité intérieure, Djibril Rajoub avait personnellement promis à ses interlocuteurs israéliens que la visite ne susciterait aucun problème, sous réserve que Sharon ne pénètre pas dans les mosquées. Peu après, Rajoub affirma que les troubles avaient commencé lorsque Sharon avait tenté de pénétrer dans le dôme du Rocher, avant d'y renoncer. En fait, Sharon ne tenta pas de pénétrer dans les mosquées, et il n'avait d'ailleurs aucune raison d'agir ainsi. Il respecta scrupuleusement les dispositions conclues avec les Palestiniens<sup>1</sup>.

• En outre, malgré l'incitation à la violence dans les médias palestiniens et malgré les appels lancés par les dirigeants du

1. *Jerusalem Post*, 4 octobre 2000 ; *Maariv*, 6 octobre 2000 ; Guilead Sher, *Bemer'hak naguia*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 2001, p. 287.

Fatah et du Hamas, ainsi que par les responsables du Waqf, pour organiser des manifestations monstres contre l'intention de « profaner le Haram a-Sharif<sup>2</sup> », le nombre des Palestiniens qui se présentèrent sur le mont du Temple fut bien inférieur au nombre escompté. Sur le terrain, des affrontements mineurs éclatèrent entre les policiers israéliens et de jeunes palestiniens lanceurs de pierres, mais ces incidents furent limités et se soldèrent par un bilan relativement modéré : 30 policiers israéliens légèrement blessés et 4 Palestiniens blessés. Aucun Palestinien ne fut tué<sup>3</sup>. Ce ne fut que le lendemain qu'éclatèrent des troubles violents qui n'avaient rien de spontané.

Lorsque Arafat eut vent de la faiblesse de la réaction à la visite de Sharon sur le mont du Temple (à ce moment-là, s'y trouvaient plusieurs dizaines de membres des services de sécurité palestiniens, y compris des membres de la Force 17, la garde personnelle d'Arafat<sup>4</sup>), il utilisa les prières du vendredi, scène traditionnelle de l'incitation à la haine des Juifs, comme un tremplin pour lancer sa nouvelle guerre. Dans un sermon particulièrement militant, le prêcheur de la mosquée al-Aqsa appela les fidèles à « déraciner les Juifs de la Palestine. » « Réagissons-nous [à la visite de Sharon] seulement par des jets de pierre ou [seulement] par une condamnation ? » Il présenta une question rhétorique avant d'envoyer les fidèles enflammés lapider les policiers israéliens en poste sur le mont avec des pierres préparées à l'avance. Pris sous un déluge de lourdes pierres, les policiers ouvrirent le feu, fournissant ainsi à Arafat son premier lot de « *shahidim* ». Entre-temps, la télévision palestinienne officielle avait eu le temps de projeter des séquences de films d'archives sur la première intifada (de la fin des années 1980 et du début des années 1990), et la Voix de la Palestine diffusa des chants de guerre appelant les Palestiniens à descendre dans la rue<sup>5</sup>.

2. *Al Hayam*, 27 septembre 2000.

3. *Jerusalem Post et Maariv*, 29 septembre 2000 ; *Economist*, 7 octobre 2000, p. 61.

4. *Kol Israël*, 29 septembre 2000.

5. Lee Hockstader, "Street Army Spearheads Arab Riots", *Washington Post*, 7-9 octobre 2000.

Avant la prière, Arafat ordonna directement à Marwan Barghouti et à son adjoint Hussein Shaykh d'armer leurs membres en leur fournissant des pierres, puis des fusils, afin d'ouvrir le feu sur les positions des soldats de Tsahal, sur les localités de Judée-Samarie et sur les véhicules empruntant les routes principales<sup>6</sup>. Il n'y eut pas besoin d'encouragements. Les Tanzim, qui avaient une grande expérience dans le déclenchement de violences, et leurs chefs, en particulier Barghouti, se réjouirent à la perspective de combats. Les membres de cette organisation jouèrent un rôle de premier plan dans la guerre du tunnel, en septembre 1996, de même que dans les affrontements violents de mai 2000, à l'occasion du 52<sup>ème</sup> anniversaire de la *Naqba*, terme utilisé par les Palestiniens pour désigner leur défaite en 1948<sup>7</sup>. Avec l'approbation d'Arafat, de nombreux militants des Tanzim allèrent affronter les soldats de Tsahal avec des pierres et des bouteilles incendiaires, tandis que des dizaines d'autres, accompagnés de policiers palestiniens, participaient à des échanges de tirs avec l'armée israélienne. Les efforts désespérés des Israéliens pour parvenir à un cessez-le-feu se heurtèrent à nouveau à l'ambiguïté du discours d'Arafat qui promit personnellement à Barak de faire tout ce qui était en son pouvoir pour calmer la situation tout en ordonnant à l'ensemble de ses commandants de tuer le plus grand nombre possible d'Israéliens. Il menaça Israël d'une guerre longue, mais nia toute participation de ses forces de sécurité au combat<sup>8</sup>.

Samedi soir 29 septembre, Barghouti convoqua les commandants des Tanzim dans son bureau d'El-Bireh pour préparer les incidents de la première journée et les moyens de les poursuivre. Puis, une annonce appelant au soulèvement général fut envoyée par fax dans les bureaux du Fatah de toute la Cisjordanie<sup>9</sup>.

6. Ehoud Yaari, "Super-Intifada", *Jerusalem Report*, 23 octobre 2000, p. 19 ; Khaled Abou Toameh, "Militia King", *Jerusalem Report*, 6 novembre 2000, p. 23.

7. Sur l'affrontement de la *Naqba* 2000, voir par exemple, *Yediot Aharonot*, 14, 15, 16, 18, 19, 21 mai 2000.

8. La Voix de la Palestine, 30 septembre 2002 ; *Maariv*, 2 octobre 2000 ; *Yediot Aharonot*, 4 octobre 2000.

9. Hockstader, "Street Army" .

Une semaine plus tard, au cours d'une réunion au QG d'Arafat à Ramallah, la direction du Fatah adopta une stratégie belliqueuse fondée, comme on pouvait s'y attendre, sur un affrontement prolongé s'inspirant du modèle libanais, destiné à affaiblir Israël. La guerre « ouverte » devait se dérouler sous les yeux des médias du monde entier et comprendre des affrontements entre des foules de manifestants palestiniens et des soldats israéliens, de façon à apparaître comme un soulèvement populaire de la nation opprimée contre un cruel occupant. La guerre « secrète », qui occuperait de plus en plus le devant de la scène, comprendrait des agressions armées contre des objectifs israéliens dans l'ensemble des territoires, par exemple, contre des véhicules civils et militaires, des localités de Judée-Samarie, etc. Les médias palestiniens continueraient à susciter des sentiments patriotiques et à inculquer le sens du sacrifice dans l'opinion publique en général, et parmi les jeunes en particulier<sup>10</sup>.

Barghouti, partisan des sacrifices, fit pression pour susciter une escalade dans le combat et proposa d'encourager les membres du Hamas à perpétrer des attentats-suicides en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza<sup>11</sup>. Rajoub, en général plus prudent, le soutint et rappela la possibilité de commettre des attentats terroristes en Israël même : « Je pense qu'il ne sera pas difficile de déplacer la guerre sur leur terrain et dans leurs régions peuplées », déclara-t-il au cours d'une interview à la télévision par satellite *Al-Jazira*, le lendemain du déclenchement des hostilités. « Nous étudions chaque mesure en temps voulu, en fonction des circonstances qui, selon nous, serviront la cause de notre peuple, ajouta-t-il<sup>12</sup>. »

Après la déclaration de Rajoub, les dirigeants du Hamas et du Djihad islamique se constituèrent en un nouvel organisme, le « Comité national islamique », fondé pour coordonner la lutte palestinienne. Il fut donc procédé à d'autres libérations

10. Roni Shaked, « Les ordres émanaient du bureau du Raïs », *Yediot Aharonot*, supplément du Shabbat, 13 octobre 2000.

11. Interview de Barghouti dans *La Repubblica*, Rome, cité par *Yediot Aharonot*, 16 octobre 2000.

12. *Al-Jazira*, Doha, Qatar, 1er octobre 2000.

de terroristes islamistes connus, incarcérés dans les prisons de l'Autorité palestinienne, et cette conjoncture en elle-même augurait mal des jours à venir<sup>13</sup>.

« Le déclenchement de l'intifada ne surprit guère la direction palestinienne », révéla Imad Faloudji, responsable de la Poste et des Communications dans l'AP. « L'Autorité palestinienne commença les préparatifs de l'actuelle intifada dès le retour de Camp David, à la demande du président Yasser Arafat qui considérait l'intifada comme un moyen de conforter la fermeté de l'attitude palestinienne dans les négociations et non comme une protestation contre la visite de Sharon sur le Haram a-Sharif<sup>14</sup>. »

Les deux principaux idéologues de l'OLP, Sakhr Habash et Othman Abou Gharbieh, confirmèrent eux aussi cette description. Habash présenta comme suit les réalisations d'Arafat à Camp David, moins de deux semaines avant qu'il n'entame sa guerre terroriste : « Le frère Abou Amar [nom de guerre d'Arafat] a tenu le langage d'un vrai croyant, d'un homme qui envisage l'option qui se présente à lui et au grand peuple palestinien : la confrontation. »

Pourquoi la confrontation ?

Parce qu'Arafat a compris que « les Israéliens ne sont pas capables de parvenir à une paix réelle, la paix des braves, qu'il a toujours souhaitée<sup>15</sup>. »

Deux mois après le déclenchement des hostilités, Habash expliqua à nouveau en détail pourquoi l'échec du sommet avait inévitablement conduit à l'intifada. Selon lui, le sommet de Camp David prouvait nettement que le gouvernement Barak n'était pas un véritable partenaire pour la paix et que les Américains n'exerceraient pas de pressions sur Israël pour qu'il agisse en faveur des Palestiniens. C'est pourquoi, l'AP et les principales organisations palestiniennes, et en premier lieu le Fatah, en étaient arrivées à la conclusion que la résistance armée était la seule option concrète

13. Interview de Barghouti dans *Al-Moussawar*, 10 novembre 2000 ; *Yediot Aharonot*, 11 octobre 2000.

14. *Al-Hayam*, 6 décembre 2002.

15. *Al-Hayat al-jadida*, 20 septembre 2000.

permettant d'atteindre leurs objectifs stratégiques. Habash et Abou Gharbich reconnurent volontiers que le nouvel affrontement n'était pas une réaction précipitée à la visite de Sharon. Loin de là, c'était « une guerre d'indépendance et du retour » programmée à l'avance et soigneusement préparée, le sommet d'un combat palestinien de longue durée et notamment de l'intifada des années 1980 : « Elle [l'intifada] s'est mûrie au plus profond de notre peuple et s'est acheminée jusqu'à l'explosion compte tenu des manœuvres dilatoires du gouvernement Barak pendant un an et demi, concernant le problème fondamental, celui de l'indépendance. L'indépendance était au cœur de l'intifada qui a éclaté à el-Aqsa pour s'étendre dans les autres villes, les camps et les villages de Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que dans les villes et les villages palestiniens à l'intérieur de la ligne verte [c'est-à-dire Israël dans les frontières de 1967]<sup>16</sup>. »

Mamduh Nawfal, l'un des responsables de l'OLP et conseiller d'Arafat, confirme lui aussi le rôle de l'Autorité palestinienne dans le déclenchement « spontané » : « L'intifada ne fut pas un mouvement de masse déconnecté de l'Autorité palestinienne, ni un soulèvement populaire instinctif. Bien au contraire. Elle fut déclenchée par une décision préméditée des principaux responsables de l'Autorité, et ce n'est qu'ultérieurement qu'elle se transforma en un mouvement populaire. Cela se produisit immédiatement après la visite de Sharon à el-Aqsa, à un moment où les instances politiques et sécuritaires de l'Autorité étaient réunies et décidèrent de protéger el-Aqsa. Yasser Arafat considéra la visite comme une étincelle susceptible d'embraser non seulement la patrie palestinienne, mais également la situation au-delà des frontières de la Palestine. En conséquence, il fut décidé de procéder à des préparatifs concrets, et les diverses forces de l'AP organisèrent des réunions au cours desquelles il fut décidé d'envoyer des combattants à el-Aqsa le vendredi. »

« Dès le premier jour, une tonalité militaire fut donnée à ce mouvement, poursuit Nawfal. »

16. *Ibid.*, 7 novembre et 7 décembre 2000.

« [L'intifada] débuta dans le sang et dans les balles sur l'esplanade d'el-Aqsa dès les 28 et 29 [septembre], et se poursuivit ainsi jusqu'à aujourd'hui. Si l'on reprend l'histoire du mouvement, on découvre qu'il ne se passa pas une journée sans armes ou sans individus armés qui contribuèrent à l'affrontement. Les affrontements armés commencèrent le vendredi 29 septembre, se poursuivirent avec l'apparition des combattants armés dans les manifestations et avec des tirs contre les localités juives situées à proximité des villages palestiniens, et évoluèrent constamment vers la participation pleine et entière de l'Autorité dans les combats. Mais, même les individus armés qui participaient aux combats depuis le début, n'étaient pas sans lien avec l'Autorité palestinienne, ses organisations ou le parti au pouvoir [c'est-à-dire le Fatah]. La raison en est que les armes se trouvaient principalement entre les mains de l'Autorité palestinienne et du parti au pouvoir, et n'étaient pas à la disposition de la population, à l'exception d'un nombre limité de gens qui reçurent des armes à telle ou telle date<sup>17</sup>. »

Marwan Barghouti, qui allait par la suite devenir, plus que tout autre, le symbole de la guerre terroriste d'Arafat, s'exprima avec la même franchise. En réponse à la question posée par un journaliste égyptien sur l'intention d'Arafat de cesser la guerre, il répondit : « La poursuite de l'intifada sert les intérêts de l'Autorité palestinienne qui est parvenue à un gel des discussions. L'expérience montre que les négociations ne sont pas efficaces en l'absence d'une opposition sur le terrain, parce que les Israéliens ne sont prêts à écouter qu'eux-mêmes, et parce que les États-Unis sont totalement partiaux en faveur de l'État juif<sup>18</sup>. »

Au cours d'une autre interview, Barghouti reconnut fièrement le rôle déterminant joué dans l'initiative de la guerre : « Je savais, dit-il, que fin septembre était la dernière date pour une explosion, mais, lorsque Sharon a visité la mosquée el-Aqsa, ce fut le moment le plus opportun pour déclencher l'intifada. »

17. « Point de vue sur le développement de l'intifada et ses objectifs », *Majalat al-dirassat al-filastiniya*, n° 47, été 2001, pp. 44-45.

18. *Al-Moussawar*, Le Caire, 10 novembre 2000.

« La veille au soir de la visite, j'ai participé à un débat diffusé par la chaîne de télévision locale et j'ai profité de l'occasion pour appeler la population à se rendre le matin à el-Aqsa, parce qu'il était inconcevable que Sharon visite le Haram a-Sharif comme si cela allait de soi et circule en paix. J'ai terminé, puis je me suis rendu à el-Aqsa, au matin... Nous avons tenté de susciter des affrontements, en vain, à cause des dissensions qui se firent jour avec des gens qui se trouvaient dans l'enceinte d'el-Aqsa au même moment... Lorsque Sharon est parti, je suis resté deux heures avec quelques autres personnes pour discuter du mode de réaction dans l'ensemble du pays, et pas seulement à Jérusalem. Nous avons téléphoné à toutes les factions [palestiniennes]... J'ai préparé un tract au nom du comité suprême du Fatah, en coordination avec les frères [par exemple, du Hamas], dans lequel nous appelions à réagir à ce qui s'était passé à Jérusalem<sup>19</sup>. »

La violence de la guerre menée par Arafat correspondait parfaitement au caractère total de ses objectifs. Contrairement aux efforts investis pour convaincre l'opinion publique mondiale que les objectifs de l'affrontement étaient limités – fin de « l'occupation » israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza – la direction palestinienne et les médias étroitement contrôlés œuvrèrent avec acharnement pour expliquer aux Palestiniens l'objectif ultime de la guerre : la destruction de l'État juif.

Entamé à Camp David, le flot ininterrompu de proclamations politiques, d'articles dans la presse et de messages dans les médias électroniques s'intensifia après le déclenchement des hostilités, incitant encore davantage les Palestiniens à sacrifier leur vie « dans l'intérêt général ». Israël fut diffamé quotidiennement, et présenté comme une menace terrifiante pour l'existence du peuple palestinien et, d'une façon générale, pour l'existence de la « nation arabe ». Des spots publicitaires faisant l'éloge de Saladin (Salah a-din) et contenant des images violentes d'affrontements entre des soldats de Tsahal et des émeutiers palestiniens passèrent chaque jour à la télévision de l'Autorité palestinienne qui, de plus en plus, parla d'un combat existentiel décisif entre deux communautés qui ne peuvent vivre côte à

19. *Al-Hayat*, Londres, 29 septembre 2001.

côte : « Depuis Omar [le calife qui conquiert Eretz Israël en 638] et Salah a-din, nous n'avons pas renoncé à nos droits originels sur Jérusalem et sur el-Aqsa, sur notre Jérusalem, notre Palestine, disait un extrait typique de la télévision officielle de l'Autorité palestinienne. »

« Si le temps est [un critère] d'existence, l'existence transitoire d'Israël ne dure que depuis cinquante-deux ans, alors que nous, les Arabes palestiniens, vivons ici depuis des milliers d'années, et nous, la population autochtone, finirons par repousser les envahisseurs, quel que soit le temps que cela prendra<sup>20</sup>. »

Dans des interviews fort travaillées avec des « gens simples » menées après l'échec des entretiens de Camp David, des expressions populaires furent diffusées toute la journée. Une partie consistait en d'obséquieuses louanges : « Nous disons à Arafat : 'Tu es notre chef. Continue dans la voie que tu as choisie jusqu'à la libération de Jérusalem et de toute la Palestine – de Roch Hanikra à Rafah'. » D'autres étaient plus explicites : « Nous voulons libérer les territoires palestiniens – ceux qui ont été conquis en 1967 et ceux qui ont été conquis en 1948 – ... tous les *shahidim* sont tombés pour que la Palestine vive et pour que le peuple palestinien puisse rejoindre sa terre et faire jouer ses droits... nous combattons jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour notre terre et pour notre patrie<sup>21</sup>. »

Arafat réussit à convaincre les habitants de Cisjordanie et de Gaza que les concessions mettaient en péril l'existence même des Palestiniens. Selon le projet de constitution qui lui fut soumis en juillet 2000, la Palestine était exclusivement réservée au peuple palestinien – « le dépôt du peuple palestinien pour les générations suivantes, et les droits nationaux sont le patrimoine commun des Palestiniens. Il est du devoir des Palestiniens de veiller sur elle, de la transmettre de génération en génération et de la protéger<sup>22</sup>. »

Sakhr Habash se donna la peine de préciser la signification de ses propos. « L'expérience enseigne que, sans la création d'un État démocratique dans l'ensemble de la Palestine, il n'y aura pas de paix », proclama-t-il dans un discours public prononcé au nom

20. La télévision de l'Autorité palestinienne, 2 octobre 2000.

21. *Ibid.*, 26 juillet 2000.

22. *Al-Hayat al-jadida*, 22 juillet 2000.

d'Arafat, deux mois après le déclenchement des hostilités : « Nous empruntons la voie des étapes du combat qui nous permettra de débarrasser la société sioniste du sionisme, car il ne peut y avoir de coexistence entre le sionisme et le mouvement national palestinien. Les Juifs doivent se débarrasser du sionisme qui les a enfoncés dans une série d'affrontements ne servant pas leurs intérêts. En échange de quoi, ils doivent être des citoyens de l'État palestinien démocratique qui sera créé à l'avenir<sup>23</sup>. »

---

23. *Al-Hayat al-jadida*, 30 janvier 2001.

## Chapitre 5

### ILS ONT DES YEUX POUR NE PAS VOIR

A posteriori, l'ampleur de la confiance aveugle investie par les Israéliens à Oslo semble véritablement stupéfiante. Aucun objectif final n'avait été fixé à l'équipe des négociateurs et aucune « feuille de route » ne leur avait été donnée pour les orienter. Il n'y eut pas de discussions sérieuses sur la direction d'ensemble du processus ; les membres de l'équipe israélienne et ceux qui les envoyaient n'étaient même pas conscients de la vision de paix de l'autre. « Les historiens qui étudieront à l'avenir les négociations après Oslo I découvriront que les membres de la délégation israélienne acceptèrent de ne pas connaître l'objectif escompté des négociations », écrit Yaïr Hirschfeld, l'homme de l'université de Haïfa qui dirigea les premières étapes des négociations d'Oslo. Et ce, contrairement à la délégation palestinienne qui savait fort bien quel était son but ultime : « une base pour le futur État palestinien<sup>1</sup>. »

Yossi Beilin fournit une information encore plus détaillée. Interrogé en 1997, au cours d'une interview sur la question de savoir si Rabin, Pérès ou lui-même avaient compris, au sortir des négociations d'Oslo, que ce processus conduirait inéluctablement à la création d'un État palestinien, il répondit : « Non. Il est intéressant de souligner que les négociations à cœur ouvert sur « où mène le processus » n'eurent lieu qu'entre les parties. Pas au sein de chacune d'elles. De telles négociations se déroulèrent entre nous et les Palestiniens, puis entre les membres du Likoud et les travaillistes. Mais, au sein du parti travailliste, dans le gouvernement et au sein de l'équipe des négociations, je ne me souviens d'aucune discussion réelle approfondie sur une solution définitive. »

L'interviewer était sidéré : « Je ne comprends pas. En 1992, le

---

1. Yaïr Hirschfeld, Oslo: *une formule de paix*, Tel Aviv, Am Oved et Centre Rabin, 2000, p. 153 (en hébreu).

gouvernement a été élu. En 1993, vous avez créé le processus d'Oslo. À aucun moment, vous ne vous êtes demandé où tout cela conduisait ?

- Non.

- Vous n'avez jamais discuté avec Rabin de la signification d'Oslo à long terme ?

- Jamais.

- Et avec Pérès ?

- Avec Pérès non plus, je n'en ai pas parlé.

- Autrement dit, vous allez à un processus historique spectaculaire et à aucun moment, vous ne dites : « un instant, réfléchissons », vérifions où nous allons véritablement ?

- Chez Rabin, l'absence de débat sur le règlement définitif constituait une sorte de politique. Il rejetait cela, il refoulait cela. Après sa mort, j'ai dit à Léa Rabin : si quelqu'un peut savoir à quel règlement définitif Rabin pensait, c'est bien vous. Elle m'a répondu : "Écoutez, je ne peux pas vous dire. Il était très pragmatique, il avait horreur de s'occuper de ce qui se passerait dans plusieurs années. Il pensait à ce qui se passerait maintenant, sous peu. Pour autant que je sache, il n'avait pas un tableau très net de ce que serait un règlement définitif."

- Et pourtant, lorsque le gouvernement a approuvé l'accord d'Oslo au cours d'un débat hâtif et superficiel, presque sans discussion, vous étiez inquiet ?

- C'était stupéfiant, stupéfiant. Car enfin, je parlais à ces gens depuis des dizaines d'années et ils s'opposaient comme des lions à toutes sortes de mes propositions concernant l'OLP... Et soudain, Rabin présentait l'accord avec l'OLP et tous étaient pour<sup>2</sup>. »

Arafat, l'homme et le chef, réussit par la violence depuis plus de quarante ans, et il profite de chaque occasion pour violer les accords de paix d'Oslo. S'il en est ainsi, pourquoi le gouvernement d'Israël s'est-il accommodé de ces violations délibérées et récurrentes des accords signés ? Comment l'OLP est-elle passée du statut d'ennemi juré d'Israël à celui de partenaire loyal dans la paix ? En Irlande du Nord, la remise

des armes de toutes les organisations paramilitaires fut une condition préalable à tout processus de paix. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le gouvernement d'Israël a considéré que l'octroi de plusieurs dizaines de milliers d'armes à l'OLP, en dépit de son passé terroriste bien plus grave, était une clé pour la paix et la sécurité. D'où vient cette confiance aveugle ?

Sur un certain plan, la réponse est que personne n'aime reconnaître un échec, et encore moins les hommes politiques, a fortiori les hommes politiques qui risquent d'apparaître comme ceux qui ont parié sur le sort de leur peuple. « Nous avons des recueils entiers remplis de violations, raconta un membre de l'équipe israélienne dépêchée à Oslo à des journalistes américains. J'ai vu Rabin et Pérès furieux à cause des couleuvres que leur faisaient avaler les Palestiniens. Mais, s'ils l'avaient reconnu en public, tout un chacun en Israël aurait dit : "Vous les avez choisis. Maintenant vous dites qu'ils ont violé les accords, qu'on ne peut pas compter sur eux. Bon. Vous avez commis une erreur. Alors avouez qu'il faut faire quelque chose<sup>3</sup>". »

Mais pour le ministre des Affaires étrangères, Pérès, un tel aveu eut été beaucoup plus que l'aveu d'une erreur dans la longue carrière politique commencée dans les années 1940. À ses yeux, l'accord d'Oslo ne constituait pas seulement la fin du conflit israélo-palestinien, il était destiné à instaurer la paix qui mettrait fin à toutes les guerres, il était le sanctuaire du « nouveau Moyen-Orient » qui serait édifié sur le modèle de la communauté européenne et dans lequel interviendraient la démocratisation, la coopération et la réussite personnelle, en lieu et place de la haine et de l'hostilité millénaire. Lorsque Arafat et l'OLP rejoignirent le processus d'Oslo, ils devinrent les partenaires d'Israël dans l'héroïque odyssée historique ; et s'ils oubliaient ce fait, ici et là, il fallait doucement les ramener sur le droit chemin. Tant qu'il avait devant les yeux la coopération, la réussite finale allait s'imposer. « Je pense que ce qui est véritablement important dans le processus de paix, c'est de produire un *partner*, plus

2. Interview de Yossi Beilin par Ari Shavit, supplément de Haaretz, 7 mars 1997.

3. Connie Bruck, "The Wounds of Peace", New Yorker, 14 octobre 1996, p. 76.

que de produire un programme, affirma Pérès. Les programmes ne créent pas de *partners*, mais s'il y a un partenaire, on peut discuter du programme<sup>4</sup>. » Et que se passe-t-il si le *partner* ne joue pas le rôle qui lui est attribué ? « Nous fermons les yeux. Nous ne formulons pas de critiques, car nous devons produire un partenaire dans l'intérêt de la paix<sup>5</sup>. »

Yossi Beilin, protégé de Pérès pendant de nombreuses années et architecte en chef du processus d'Oslo, eut lui aussi tendance à innocenter les Palestiniens dans leurs intentions et dans leurs objectifs, tout en ignorant délibérément les scandaleuses violations des accords signés ou en leur trouvant des prétextes. En mai 1994, lorsque Arafat déclara aux dirigeants musulmans réunis à Johannesburg que les accords d'Oslo étaient un arrangement transitoire destiné à conduire finalement la destruction d'Israël, Beilin refusa de prendre ces propos au sérieux et les qualifia de « billevesées » ; quant à Pérès, il les interpréta comme reflétant la difficulté qu'éprouvait Arafat à s'accommoder de la nouvelle réalité. « Contrairement à d'autres des deux côtés de la barricade, affirma Beilin, je ne me faisais aucune illusion sur Arafat. Je ne l'ai jamais considéré comme un dirigeant mondial important. Je pense qu'il a commis beaucoup d'erreurs. Il aurait pu obtenir de nombreux résultats pour son peuple, il y a plusieurs années, mais il peut réunir dans son histoire presque toutes les erreurs au monde. Et malgré tout, à mon grand regret, il n'a pas de remplaçant<sup>6</sup>. »

Cette approche fait du processus d'Oslo l'unique cas dans l'histoire diplomatique où l'une des parties cosignataires d'un accord de paix était déterminée à l'avance, dès le moment de la signature, à violer, dans une grande mesure, ledit accord. Certes, de nombreux accords bilatéraux furent conclus, alors que l'une des parties ou les deux, n'était pas de bonne foi. En septembre 1938, pour donner un exemple flagrant, Adolf Hitler, signa les accords de Munich dans l'intention expresse

4. *Ibid.*, p. 65.

5. Lettre à la rédaction, *Jerusalem Post*, 21 mai 1996.

6. Interview de Yossi Beilin, *Al-haMishmar*, 19 mai 1994 ; supplément de fin de semaine de *Maariv*, 15 septembre 1995.

de les utiliser comme « cheval de Troie » pour s'emparer de la Tchécoslovaquie. Cinquante-cinq ans plus tard, Arafat imita cette stratégie dans l'accord d'Oslo. Paradoxalement, si les Tchèques ne pouvaient pas faire grand-chose du fait de leur infériorité militaire et parce que la communauté internationale les avait trahis, à Oslo, ce fut la partie forte qui permit à la partie bien plus faible qu'elle de violer l'accord en toute impunité ; et elle agit ainsi uniquement pour « produire un partenaire » ou plus exactement pour conserver l'illusion du partenariat. Comme l'a formulé Pérès : « Il ne faut pas oublier qu'Arafat est le premier dirigeant palestinien à avoir accepté de conclure un accord de compromis, et sur le terrain, ce sont les faits qui comptent, pas les paroles<sup>7</sup>. »

Or, même au moment où « les faits sur le terrain » étaient en contradiction totale avec l'accord, on ne les laissa pas perturber le « partenariat. » Fin octobre 1993, lorsque des terroristes du Fatah, l'organisation d'Arafat, assassinèrent un citoyen israélien, Beilin qualifia ce meurtre de « chant du cygne du terrorisme palestinien. » Lorsqu'il s'avéra que ce meurtre annonçait le début d'une vague de terrorisme et non sa fin, Beilin modifia peu à peu son diagnostic optimiste en y introduisant du fatalisme : « Cet attentat à Jérusalem n'est ni le premier ni le dernier », déclara-t-il à un groupe de membres du Congrès américain en visite en Israël, après le meurtre de 4 personnes dans un attentat-suicide perpétré dans un autobus de Jérusalem en août 95. « Tous ceux qui disent que si nous arrêtons le processus de paix, le terrorisme cessera, ont oublié qu'entre 1956 et 1967, il y eut relativement moins de victimes du terrorisme que dans les années qui suivirent. Ces mêmes personnes soutiennent-elles pour autant la restitution des territoires<sup>8</sup> ? »

Beilin omit de dire à ses honorables hôtes que le calme relatif prévalant dans les années 1956 à 1967 s'expliquait par le fait qu'Israël avait détruit l'infrastructure terroriste à Gaza en

7. *Al-haMishmar*, 24 mai 1994.

8. *Maariv*, 14 novembre 1993 et 23 août 1995 ; *Haaretz*, 25 juillet 1995.

1956, au cours de la campagne du Sinaï (et les Égyptiens s'abstinrent de la reconstruire durant la décennie suivante), ainsi que par l'état embryonnaire des organisations terroristes palestiniennes qui commencèrent à agir seulement au milieu des années 1960. En ce qui concerne la violence, le nombre de victimes et la fréquence des infiltrations au cœur d'Israël, les attentats de l'époque d'Oslo furent sans précédent dans l'histoire de l'État. Avant 1967, des attentats terroristes se produisirent bien avant qu'Israël ait signé un accord de paix avec l'OLP, alors qu'aujourd'hui, l'État se trouve confronté à un système terroriste que son partenaire officiel dans la paix excuse et soutient tacitement.

Mais l'ignorance la plus délibérée concernant Oslo concerne le comportement du Premier ministre et ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, l'homme qui s'était consacré toute sa vie à la sécurité nationale d'Israël et sans l'accord duquel, le processus d'Oslo n'aurait pas existé. Contrairement à Beilin, Rabin ne se rendit pas à Oslo animé par l'idéologie qui prône l'obtention de la paix par la satisfaction de l'adversaire et le sacrifice. En matière de relations israélo-arabes, il représentait l'approche « activiste » selon laquelle la paix ne sera possible que lorsque les Arabes comprendront qu'ils ne peuvent pas détruire Israël par les armes. Sans se faire d'illusion sur le nouveau Moyen-Orient en préparation, il était fermement convaincu de l'existence d'une « occasion » particulière de parvenir à la paix entre Israël et ses voisins arabes, par suite de la fin de la guerre froide et de l'effondrement de l'Union soviétique, le principal soutien de l'extrémisme arabe. De tels accords, espérait Rabin, atténueraient considérablement les développements les plus dangereux pour Israël au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle : l'expansion du radicalisme islamique et la course régionale à l'arme nucléaire<sup>9</sup>.

Rabin préférait avant tout tenter d'obtenir un accord avec la Syrie qui lui semblait être la clé de la paix dans la région. Après la signature de l'accord de paix israélo-égyptien,

la Syrie demeurait l'ennemi le plus acharné aux frontières d'Israël, ainsi que le seul pays qui risquait de présenter une menace existentielle pour l'État juif. Son dirigeant, Hafez Assad, semblait être un homme dangereux, mais rationnel, et on pouvait donc escompter qu'il comprenne que la paix servirait les intérêts nationaux de son pays et qu'il tiendrait parole. Un accord avec la Syrie aurait tracé la voie à une paix avec le Liban, lequel se trouvait déjà *de facto* sous domination syrienne, et enfin, avec les Palestiniens censés s'aligner sur leur allié arabe le plus puissant.

Ce n'est que lorsque Rabin réalisa qu'Assad n'était pas disposé à ouvrir un nouveau chapitre et que les entretiens de Washington avec la délégation palestinienne des territoires débouchaient sur une impasse, qu'il accepta avec réticence d'accélérer les négociations d'Oslo. En outre, comme il ne faisait pas confiance à l'OLP, il fut conduit à investir de nombreux efforts en direction d'une communication directe avec la délégation palestinienne de « l'intérieur » à Washington (composée de représentants des territoires), mais Arafat ne cessa de la freiner<sup>10</sup>.

Même lorsque Rabin eut le sentiment qu'Oslo demeurait de l'ordre du « seul jeu possible », il demeura mécontent de la progression des entretiens au point de les suspendre pendant quelques jours, début juin 1993, sans donner d'explication à l'équipe israélienne à Oslo, afin de tenter d'obtenir par lui-même une meilleure transaction. Le député Efraïm Sneh, qui, au nom de Rabin, prenait des contacts secrets avec les Palestiniens, fut envoyé à Londres où il négocia, toujours en secret, une ébauche d'accord avec Nabil Shaat. Cette formule convenait mieux à Israël que celle d'Oslo et posait pour condition à la reconnaissance de l'OLP par Israël, entre autres, l'arrêt des attentats terroristes pendant six mois. Mais le refus d'Arafat fut total. Déçu, Rabin dut alors retourner aux négociations d'Oslo qui concoctèrent finalement la Déclaration de principes.

9. Ephraim Inbar, *Rabin and Israel's National Security*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999, pp. 138-141.

10. Mamduh Nawfal, *Kisat Itifaq Oslo : al-riouya al-hakikia al kamila*, Amman, al-Ailiya, 1995, p. 61-63.

Au cours de la campagne pour l'élection de la 13<sup>ème</sup> Knesset, en 1992, Rabin s'engagea à obtenir un accord israélo-palestinien dans les neuf mois. Comme Oslo lui offrait la seule possibilité de tenir sa promesse, il sauta sur l'occasion, sans tenir compte des dangers et des incertitudes. Dans son livre *Navigation dans des eaux dangereuses*, Snch écrit : « Ainsi, les Palestiniens arrivèrent devant le gouvernement d'Israël par une voie moins suspicieuse à leur égard, moins prudente, plus impatiente d'obtenir un quelconque accord, et plus encline aux concessions<sup>11</sup>. »

La méfiance de Rabin envers Oslo était également influencée par la profonde suspicion qu'il nourrissait à l'égard des deux principaux architectes de l'accord. L'hostilité profonde envers Shimon Pérès, qui allait durer jusqu'à sa mort, s'intensifia en 1974, lorsque tous deux entrèrent en compétition pour la fonction de Premier ministre qu'avait assumée Golda Méir avant d'être contrainte de démissionner par suite de la guerre de Kippour. Rabin l'emporta, mais Pérès, qui n'acceptait pas sa défaite, profita de son poste de ministre de la Défense pour trancher à toute occasion à la place du Premier ministre. Exaspéré, Rabin le qualifia dans ses mémoires intitulées *État de service*, d'« éternel saboteur », et ce surnom fut accolé à Pérès de nombreuses années. Rabin exprima le même mépris pour Beilin qu'il appelait « le caniche de Pérès », surnom qui, lui aussi, causa un grand tort à sa carrière politique.

Rabin, contraint de s'accommoder du fait que son rival, qui aspirait à la revanche, soit nommé le « numéro deux » du gouvernement, fut déterminé à réduire autant que possible le rôle de Pérès dans le processus de paix. Selon Beilin, Rabin approuva d'emblée les négociations d'Oslo comme un stratagème pour occuper Pérès pendant que lui-même se concentrait sur les négociations avec la Syrie<sup>12</sup>. Mais si telle était l'intention, elle sous-estimait la capacité de Pérès,

lequel s'empressa de faire d'Oslo la principale voie de négociations avec les Palestiniens. D'après Mamduh Nawfal, Pérès demanda à la direction de l'OLP de torpiller les négociations de Washington pour déterminer Rabin à approuver Oslo<sup>13</sup>.

Rabin participa sans enthousiasme au processus d'Oslo. Au début, il décida de ne pas se rendre à Washington à la cérémonie de signature, pour éviter de serrer la main d'Arafat. Lorsque le ministre américain des Affaires étrangères Warren Christopher lui téléphona pour lui dire que le président lui demandait personnellement d'y participer, il répondit : « Je viendrai ; je n'ai pas le choix<sup>14</sup>. »

Dans son discours à la Knesset, peu après son retour de la cérémonie de signature, Rabin reconnut que « nous ne savions pas que ce serait tellement pénible. Il y a des centaines de détails que nous n'avions pas envisagés. J'espère seulement qu'en matière de sécurité, qui est le domaine le plus important, nous parviendrons à des conclusions dans les deux mois<sup>15</sup>. »

Le scepticisme de Rabin s'intensifia considérablement, semble-t-il, après sa première rencontre de travail avec Arafat au Caire, le 6 octobre 1993. Au sortir des entretiens en tête à tête qui durèrent une heure et demi, tous deux poursuivirent la réunion avec les délégations au complet et avec le président Moubarak ; au cours de cette réunion, Rabin déclara qu'à sa grande surprise, il avait découvert que « nous avons deux versions différentes de l'accord d'Oslo. Nous sommes confrontés à des interprétations contradictoires de questions qui, auparavant, me paraissaient claires. Dommage que je ne vous ai pas rencontré [Arafat] avant la signature, parce qu'il y a des sujets qu'il aurait fallu vous préciser. Il y a des points sur lesquels je ne peux pas faire de compromis, car ils concernent la sécurité d'Israël<sup>16</sup>. »

13. Nawfal, *Kisat Itifaq*, op. cit., pp. 65-67.

14. Warren Christopher, *Chances of a Lifetime*, NY, Scribner, 2001, pp. 202, 204.

15. *Maariv*, 20 octobre 1993.

16. Mohamed Heikal, *Secret Channels: The Inside Story of Arab-Israeli Peace Negotiations*, Londres, Harper Collins, 1996, p. 473.

11. Efraïm Snch, *Navigation dans des eaux dangereuses*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 2002, pp. 22-24 (en hébreu).

12. Yossi Beilin, *S'approcher de la paix*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 1997, p. 153 (en hébreu).

Quelques semaines plus tard, en novembre 1993, Rabin exprima de nouvelles inquiétudes quant à son partenaire dans la paix : « L'OLP est une organisation politique et une organisation terroriste, et non un État souverain, dit-il. Même le Hamas est plus organisé et moins corrompu que l'OLP... l'OLP n'est pas une organisation nette parce qu'une partie des fonds reçus affluent dans les poches de particuliers. »

Quelques mois plus tard, Rabin tourna Arafat en dérision, le traitant de « grand bavard... artiste de la survie, mais, jusqu'à présent constructeur de rien <sup>17</sup>. » Même en février 1994, Rabin émit encore des doutes quant aux engagements pris par l'OLP en matière de paix. Il déclara à ses ministres que l'organisation avait accepté le processus, « mais Dieu seul sait combien de temps cela tiendra », et il ajouta que l'acceptation de l'OLP à participer au processus était la seule chose effectivement « accordée » par cette organisation, parce que jusqu'à cette date : « Pour tout le reste, c'est nous qui donnons et eux qui reçoivent <sup>18</sup>. »

Tout cela fit, qu'au cours des entretiens de paix, Rabin s'abstint de prendre conseil auprès de Tsahal ou d'autres services de sécurité, en particulier le Shabak (acronyme en hébreu de services de la sûreté générale). Rabin expliqua ensuite qu'il n'avait pas consulté l'armée parce qu'il estimait important que la décision soit prise au niveau purement politique <sup>19</sup>. Cet argument semble des plus douteux lorsqu'on sait que Rabin n'hésita pas du tout à impliquer l'armée, et dans les négociations suivantes sur l'accord de Gaza et Jéricho, et pour faire accepter l'accord dans la classe politique et dans l'ensemble de l'opinion publique israélienne. Par exemple, pour éviter que le parti Shass ne quitte la coalition en signe de protestation contre la Déclaration de principes, Rabin envoya le chef d'état-major Ehoud Barak et son adjoint le général Amnon Shahak convaincre le rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel de Shass, que l'accord d'Oslo

répondait aux besoins sécuritaires d'Israël. On comprend mal comment Barak réussit à faire accepter au rabbin ce qu'il appelait le « fromage suisse », mais nul doute qu'il le tranquillisa suffisamment pour laisser Shass dans la coalition <sup>20</sup>.

Alors qu'il était entré dans cette affaire avec un partenaire qu'il détestait et qui ne lui inspirait pas confiance, sans idée claire sur les objectifs ultimes ou les conséquences à long terme, Rabin continua à avancer comme s'il était en proie à une obsession. Il communiqua à plusieurs reprises son mécontentement, mais refusa de faire quoi que ce soit pour arrêter le processus.

Vers la mi-octobre 1993, le Premier ministre était « déçu, démoralisé. » Non seulement Arafat n'avait pas condamné la poursuite des meurtres d'Israéliens dans des attentats terroristes et n'avait pas pris ses distances vis-à-vis du Hamas, mais il s'efforçait de convaincre ses interlocuteurs israéliens de libérer le chef spirituel du Hamas, le cheikh Ahmed Yacine. Au lieu de faire pression sur Arafat pour qu'il respecte ses engagements formels, Rabin élaborait la thèse oxymore selon laquelle il serait possible d'obtenir l'assentiment palestinien par le non assentiment. Il pensait qu'Israël ne devait pas exiger d'Arafat le respect des engagements signés, a fortiori le critiquer publiquement pour cette raison, car ainsi, il ne ferait qu'affaiblir le dirigeant palestinien. Il estimait que le gouvernement d'Israël devait tenter de renforcer le statut d'Arafat par des concessions unilatérales, en plus de celles qui étaient prévues dans la Déclaration de principes, par exemple, libérer des prisonniers palestiniens en grands nombres et autoriser les réfugiés qui avaient fui pendant la guerre des Six Jours à revenir en Cisjordanie. Fin octobre et début novembre 1993, lorsque 3 Israéliens furent assassinés dans un attentat terroriste (perpétré par le Fatah, l'organisation d'Arafat), Rabin annonça qu'il ne considérait pas Arafat comme responsable des attentats terroristes commis par des Palestiniens opposés à l'accord de paix. De même, il excusa l'appel lancé par l'OLP de poursuivre le boycott arabe contre Israël qu'il

17. *Jerusalem Post*, 27 mai 1994.

18. *Maariv*, 7 février 1994.

19. Bruck, "The Wounds of Peace", op. cité, p. 72

20. "From here to eternity?", *US News & World Report*, 20 septembre 1993, p. 62.

présenta comme un effort compréhensible de relancer les négociations<sup>21</sup>. Profitant de cette approche conciliante, Arafat ne cessa de mettre à l'épreuve la patience de Rabin. En décembre 1993, par exemple, Rabin fulmina contre le comportement d'Arafat au point d'annoncer à la Knesset qu'Israël conserverait le droit de déjouer des attentats terroristes provenant des régions de Gaza et Jéricho, y compris par des poursuites, même après le retrait de Tsahal de ces territoires. Mais, lorsque les Palestiniens protestèrent en affirmant que cette annonce était contraire à la Déclaration de principes, Rabin s'empressa de la retirer et d'annoncer qu'il ne déjouerait pas les attentats terroristes<sup>22</sup>. Au printemps 1994, lorsque Tsahal sortit de Gaza et de Jéricho, Rabin ne croyait plus que l'OLP, « sans Bagatz ni Betsalem » [sans Haute cour de justice ni contrôle des droits de l'homme], s'occupait des terroristes du Hamas plus efficacement que l'État démocratique d'Israël n'était capable de le faire. À l'ouverture de la session d'été de la Knesset, il affirma que le terrorisme était le résultat naturel des accords d'Oslo, tout en exprimant sa confiance que d'autres actions terroristes ne mettraient pas fin au processus de paix. Au cours d'entretiens privés, il manifesta moins d'optimisme et reconnut même s'être trompé en estimant possible de parvenir à la paix avec Arafat, espérant cependant encore que le processus réussirait, malgré Arafat. Vous me demandez, dit-il au cours d'une réunion du groupe travailliste de la Knesset, si Arafat respectera ses engagements. Le problème est que l'OLP d'Arafat est notre seul partenaire parmi les Palestiniens<sup>23</sup>. Rabin accepta ainsi un « partenaire » pour la paix sans recevoir le moindre fruit réel de la paix. Après son fameux discours de Johannesburg, non seulement Arafat ignore la demande de Rabin de revenir sur ses propos, mais, à maintes reprises, il afficha son mépris pour Oslo ;

21. Dov Goldstein, *HaOlam hazé*, 13 octobre 1993 ; *Al haMishmar*, 16 novembre 1993 ; Zeev Begin, "Yasser Arafat's Lackey," *Jerusalem Post*, 28 octobre 1993.

22. Ze'ev Begin, "Revealing Mistakes," *Jerusalem Post*, 26 décembre 1993.

23. Begin, *Sipour atsouv* (Histoire triste), p. 77 ; *Jerusalem Post*, 18, 19 et 27 mai 1994.

Rabin s'abstint d'exprimer son mécontentement. En août 1994, lorsque Arafat ne condamna pas l'appel à la destruction d'Israël lancé par Kadoumi, Rabin réagit vertement, mais se réfugia ensuite dans le silence : « Ces propos sont contraires à l'accord il ne viendrait pas à l'idée de passer à l'ordre du jour », protesta-t-il, ajoutant qu'Israël poserait pour condition à un autre progrès du processus de paix l'amendement de la charte palestinienne. Il avertit aussi que le fait que les Palestiniens ne combattaient pas le terrorisme remettait en question l'ensemble du processus, et en particulier les négociations sur l'accord de transfert des compétences.

À l'automne 1994, après que des membres du Hamas eurent kidnappé le soldat Nahshon Wachsmann et menacé de l'exécuter si le gouvernement d'Israël n'accédait pas à leurs revendications, Rabin lança sa mise en garde la plus énergique depuis le début des accords d'Oslo. Ce fut un ultimatum transmis par le ministre américain des Affaires étrangères Warren Christopher : Arafat devait déclarer la guerre au Hamas et s'efforcer sérieusement de neutraliser sa branche militaire, les Brigades Azzadin el-Qassam, sinon le gouvernement d'Israël ne le considérerait plus comme un partenaire pour la paix<sup>24</sup>.

Les menaces ne servirent à rien. L'accord préliminaire sur le transfert des compétences, qui avait conféré aux Palestiniens des pouvoirs civils dans l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, fut signé le 29 août 1994, deux semaines après que Rabin eut menacé de le différer. L'accord intérimaire de septembre 1995 fut lui aussi signé, bien que l'Autorité palestinienne n'ait pas amendé la charte et n'ait pas déclaré la guerre au Hamas. Fin 1994, des sources militaires israéliennes de haut rang annoncèrent publiquement que les territoires palestiniens autonomes subissaient un rapide processus de « levantinisation » et que de nombreux groupes armés dans Gaza épaulaient de jour en jour l'organisation et ses compétences. Les infiltrations d'armes par voie

24. *Al haMishmar*, 11 et 16 août et 1<sup>er</sup> septembre 1994 ; *Jerusalem Post*, 14 octobre 1994.

de terre et par mer en provenance d'Égypte, quasiment nulles lorsque Israël contrôlait la région, se multipliaient. Avec l'approbation tacite de l'Autorité palestinienne, les contrebandiers avaient transformé la bande de Gaza en un gigantesque entrepôt d'armes, et le nombre de fusils non autorisés était passé de quelques centaines à plusieurs milliers. (Arafat reconnut l'existence de 26 000 armes à feu, mais accusa Israël de les avoir infiltrées à Gaza pour y fomenter une guerre civile). Les terroristes qui, l'année précédente, utilisaient des bombes artisanales primitives et rudimentaires, se servaient désormais d'explosifs sophistiqués et d'autres produits militaires qui quintuplèrent le nombre de blessés. Selon le chef des renseignements militaires, le général Ouri Sagui, de nuisance douloureuse qu'il était, le terrorisme palestinien faisait désormais peser une menace stratégique de premier ordre et constituait un danger pour le processus de paix<sup>25</sup>.

Le 20 octobre 1994, une semaine après avoir posé son ultimatum le plus énergique à Arafat, Rabin annonça que ce serait une erreur d'accuser l'Autorité palestinienne de la poursuite du terrorisme. Il fallait définir l'ennemi, ajouta-t-il. Il ne s'agissait pas de la Jordanie, ni des Palestiniens qui veulent vivre en paix avec nous, mais d'extrémistes islamiques qui aspirent à détruire Israël. Au cours d'une conférence de presse avec Arafat, le 19 janvier 1995, Rabin fit un pas de plus, expliquant qu'Israël n'escomptait pas un arrêt total des attentats venant des territoires sous contrôle palestinien parce qu'il ne parvenait pas à liquider complètement le terrorisme, même dans les territoires sous son contrôle. En revanche, ajouta-t-il, Israël espérait que s'instaureraient des conditions plus propices pour déjouer le terrorisme, en coopération avec les Palestiniens. Arafat, de toute évidence soulagé, accepta avec enthousiasme. Nous n'avons pas de baguette magique pour la guerre contre le terrorisme, dit-il, mais nous faisons de notre mieux<sup>26</sup>.

25. Ehud Ya'ari, "Slow Down on the Oslo Track", *Jerusalem Report*, 27 janvier 1995; *Maariv*, 1<sup>er</sup> novembre 1995.

26. *Jerusalem Post*, 20 octobre 1994; *Haaretz*, 20 janvier 1995.

Rien n'était plus éloigné de la vérité. Depuis la création de l'Autorité palestinienne en mai 1994, le nombre d'attentats terroristes dans la bande de Gaza avait quadruplé. Dans la première quinzaine de janvier 1995, seulement, on enregistra plus de vingt attentats, dont certains avaient été perpétrés avec des armes remises par Tsahal à la police palestinienne. Trois jours après la rencontre entre Rabin et Arafat, 19 Israéliens furent assassinés dans un attentat-suicide perpétré au carrefour Bet-Lid, et Arafat proclama devant une foule en liesse : « Nous sommes tous des *shahidim*. »

Rabin, choqué au dernier degré, réagit en imposant le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza et annonça son intention de construire une clôture destinée à séparer Israël et les Palestiniens, mais pas le long des lignes de 1967. Le terrorisme islamique, soutint-il, et en particulier les attentats-suicides, faisaient peser une menace stratégique sur Israël. Il exigea d'Arafat qu'il empêche la transformation de Gaza en un refuge pour les terroristes, sinon « nous ne pourrions pas progresser à moins de savoir que la sécurité personnelle des Israéliens n'est pas en péril. »

Pères lui-même, optimiste invétéré, se demanda s'il était permis de négocier avec Arafat, compte tenu de son incapacité à exercer son autorité sur les auteurs d'attentats terroristes : « S'il est trop faible pour faire cela ou s'il ne le veut pas, pourquoi négocierions-nous avec lui, déclara-t-il à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*<sup>27</sup>? » Mais, bien que furieux contre Arafat, Rabin ne fut pas capable de couper toute relation avec le dirigeant palestinien qui lui semblait, par une étrange distorsion logique, et soutenir tacitement le terrorisme et faire la paix. Tout en reconnaissant qu'Arafat n'avait pas sérieusement entrepris de lutter contre le terrorisme ou de faire régner la loi et l'ordre à Gaza, il affirma qu'il n'y avait aucun partenaire disposé à faire la paix. Nous devons respecter nos engagements, ajouta-t-il, à condition toutefois qu'Arafat puisse freiner le terrorisme qui émane des territoires sous son contrôle<sup>28</sup>.

27. *Haaretz*, 24, 29 janvier 1995; *Maariv*, 24, 27 janvier 1995; *Jerusalem Post*, 5 mars 1995.

28. *Ibid.*, 17 avril 1995.

Le 14 avril 1995, Shaul Mofaz, le général commandant la région sud, qualifia la bande de Gaza de « foyer du terrorisme », ajoutant que si c'était là le niveau maximum de détermination et de compétence dont Arafat et la police palestinienne pouvaient faire preuve, il y avait lieu de poser un immense point d'interrogation quant à leur capacité à combattre à l'avenir le terrorisme en Cisjordanie. Le directeur du département de la recherche des services de renseignements de l'armée estima que, dès lors que Tsahal se retirerait des villes et villages de Cisjordanie, l'Autorité palestinienne perdrait la motivation qui lui restait à combattre le terrorisme. « Il n'y a personne à Tsahal qui croit que, cette fois, Arafat soit sérieux », déclara un responsable de la sécurité en réaction à l'arrestation de plusieurs centaines de militants islamistes, début avril 1995, après les deux premiers attentats-suicides perpétrés à l'intérieur d'Israël depuis la signature de la Déclaration de principes. « Toutes ces paroles sur l'affrontement décisif ne sont destinées qu'à des oreilles israéliennes ou américaines. » Un officier de police palestinien de Gaza le confirma en révélant que les arrestations n'étaient qu'une « vaste mise en scène » et que la plupart des personnes arrêtées avaient été libérées après leur arrestation, contre la promesse de ne plus s'adonner au terrorisme à l'avenir<sup>29</sup>.

En dépit de toutes ces mises en garde, Rabin soumit l'accord intérimaire à l'approbation du gouvernement où il se heurta à une critique acerbe dirigée par le ministre le plus récent, Ehoud Barak, qui avait rejoint le gouvernement quelques mois auparavant, à la demande de Rabin. Barak soutint qu'Israël commettrait une grave erreur s'il ne prolongeait pas le redéploiement de Tsahal en Cisjordanie jusqu'en 1999, c'est-à-dire jusqu'à la dernière étape des négociations sur le statut définitif. Rabin s'emporta contre ce qui lui apparaissait comme une trahison de la part de son protégé le plus en vue. Les

29. *Maariv*, supplément de fin de semaine, 13 avril 1995 ; *Maariv*, 16 avril et 7 juin 1995 ; *Jerusalem Post*, 14 avril 1995.

Palestiniens resteront-ils tranquilles jusque-là ? rétorqua-t-il avec colère<sup>30</sup>.

Cette explosion reflétait les doutes profonds de Rabin concernant sa dernière démarche, et non une assurance inébranlable. Quelques semaines plus tard, il révéla au lauréat du prix Nobel Élie Wiesel qu'au début, il avait pensé qu'Arafat constituait la solution au conflit israélo-palestinien et que désormais, il était évident pour lui que le problème, c'était Arafat<sup>31</sup>.

\*

Le processus d'Oslo fut l'erreur stratégique la plus grave commise par un gouvernement d'Israël depuis l'indépendance de l'État. Vingt ans exactement après n'avoir pas réalisé qu'Anouar Sadate souhaitait emprunter la voie de la paix, ce qui déclencha la guerre de Kippour, le gouvernement d'Israël a de nouveau échoué dans sa lecture de la carte politique et en adoptant comme partenaire pour la paix un dirigeant arabe acharné à détruire l'État d'Israël.

Cet échec est considérablement plus grave que le précédent parce que la guerre de Kippour, pour pénible et douloureuse qu'elle ait été, comportait des objectifs limités du point de vue de Sadate (pas du point de vue de son allié syrien), principalement la rupture de l'immobilisme politique qui régnait dans la région depuis un certain nombre d'années. La guerre d'Oslo, elle, est une guerre totale visant à l'anéantissement de l'État d'Israël conformément à la stratégie déterminée par Arafat en 1968 : perturbation de la vie quotidienne des Israéliens, paralysie sociale d'Israël par un terrorisme incessant qui conduira à une émigration en masse de l'État et à l'acceptation par Israël du « droit au retour », lequel induira un effondrement progressif grâce à un

30. *Maariv*, 14 août 1994.

31. *Haaretz*, 2 août 2002.

ébranlement démographique.

Non que cette éventualité angoissante ait complètement disparu pour les architectes d'Oslo. « Je ne dors pas tranquille, la nuit », révéla Yossi Beilin dans une interview accordée au journal *Maariv*, environ deux mois après la signature des accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison blanche, « et la plus grande épreuve pour cet accord ne sera pas d'ordre intellectuel, ce sera l'épreuve du sang<sup>32</sup>. »

- C'est-à-dire ?

- Si cela conduit à la possibilité de réduire considérablement le niveau de violence et de terrorisme, ce sera une très grande réussite. Si, à Dieu ne plaise, cela n'aboutit pas, ce sera un échec cuisant. C'est pourquoi, je ne suis pas complètement favorable à l'accord.

- Pour l'instant, il ne réduit pas [le terrorisme], au contraire ?

- L'épreuve interviendra dans quelques mois et un an ou deux après la mise en œuvre de l'autonomie à Gaza et à Jéricho, ainsi qu'après la création de la police palestinienne. C'est une période de blocage des allégations. Si, Dieu préserve, il s'écoule un temps raisonnable et qu'il est impossible de venir à bout du terrorisme, les Palestiniens ne pourront pas prétendre : « nous ne pouvons pas, de Tunis, empêcher le terrorisme, d'ailleurs, nous n'avons pas de police. »

- Et ensuite ?

- S'il s'avère qu'ils ne viennent pas à bout du terrorisme – c'est un arrangement transitoire. Et si difficile que ce soit, il n'y aura pas d'autre choix que de faire marche arrière. Cela ne se fera qu'en dernier. Mais s'il apparaît que le niveau de violence ne baisse pas, nous ne pourrons pas aller de l'avant et, bien évidemment, nous ne procéderons pas à la mise en œuvre du règlement définitif. S'il n'y a pas le choix, Tsahal retournera dans les endroits qu'il s'apprête à quitter dans les prochains mois. »

Après que les Palestiniens eurent constitué, à la faveur d'Oslo, leur infrastructure terroriste et fait subir à Israël « l'épreuve du sang », des milliers de personnes partagèrent

les craintes de l'architecte d'Oslo, qu'il ne reste à Israël d'autre choix, s'il voulait vivre, que d'adopter une solution draconienne, dans l'esprit des propos tenus par Beilin : se couper de l'AP disqualifiée en tant que partenaire d'un accord et prendre la décision catégorique de mener une guerre en vue de détruire l'infrastructure terroriste – tant celle du Hamas et du Djihad islamique que celle de l'OLP et de ses diverses organisations.

De même que la création de sociétés démocratiques et libres en Allemagne et au Japon après la Seconde Guerre mondiale nécessita non seulement une décision militaire et l'extirpation des partis au pouvoir, mais également un processus sur le long terme de socialisation des élites politiques et des entreprises en général, s'impose ici une réforme globale du système politique et social palestinien qui détruira l'Autorité palestinienne dans ses diverses instances, sans parler de l'infrastructure terroriste ; qui libérera les habitants des territoires de la domination prolongée et de l'oppression exercée par l'OLP et de l'influence nocive des associations religieuses ; qui extirpera la violence organisée du système politique et social palestinien ; qui éduquera la population des territoires à la coexistence pacifique avec ses voisins israéliens.

De toute évidence, des changements de ce type constituent une tâche ardue et de longue haleine ; ils nécessiteront une aide internationale avisée et éclairée. Mais, si l'on peut apprendre quelque chose de l'histoire, toute autre solution constitue une formule sûre pour déboucher sur une catastrophe.

32. *Maariv*, 26 novembre 1993.

ANATOMIE D'UNE ILLUSION

**L'ÉTRANGE MÉSAVENTURE D'OSLO**

**Joël Fishman**

Les accords d'Oslo signés le 13 septembre 1993 étaient porteurs de la promesse d'une paix future entre l'État d'Israël et l'OLP. Lorsque le Premier ministre Rabin et Yasser Arafat signèrent la Déclaration de principes sur la pelouse de la Maison blanche, cet acte public avait pour objectif proclamé d'initier un processus qui amènerait la paix aux deux parties en guerre. En dépit des nombreuses déclarations d'espoir portant sur un nouveau début, ces accords inaugurèrent une époque au cours de laquelle les terroristes palestiniens assassinèrent un nombre sans précédent de civils israéliens innocents et menèrent campagne, au niveau international, contre la légitimité d'Israël.

Une décennie après cet événement, la question centrale qui se pose à nous est la suivante : pourquoi ce projet n'a-t-il pas été à la hauteur de l'objectif annoncé ? Il faut donc examiner la façon dont chacune des parties interpréta l'accord et dont elle le présenta à son opinion publique. La confusion des idées, en particulier le déséquilibre entre l'illusion de la paix et la réalité de la violence, traduit la dimension culturelle du sujet et présente un intérêt historique considérable.

### **L'évolution des attitudes derrière Oslo**

Situer un sujet dans un contexte culturel nécessite de procéder à une estimation de l'évolution de certaines idées qui ont précédé certaines décisions politiques. Il arrive souvent qu'un individu se sente obligé d'afficher les attitudes prévalant dans son environnement culturel, afin d'être accepté dans la société. Après la guerre du Vietnam, de nombreux Américains estimaient que les pays devaient régler leurs différends sans avoir recours à la force. Pour les personnes cultivées, réaliser la paix devint un impératif, et cette idée exerça une influence considérable durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut souligner l'émergence de cette attitude dans un échange de propos qui eut lieu en 1976, pendant la visite du défunt premier ministre Yitzhak Rabin au président Jimmy Carter à la Maison blanche. Dans ses *Mémoires*, Rabin décrit la façon dont Tip O'Neill, le président

de la Chambre des Représentants, l'un des meilleurs amis d'Israël de tous les temps, le prit à partie : « Ce soir-là, une soixantaine de personnes assistaient à un dîner de travail à la Maison blanche. Au cours de la discussion, le président de la Chambre des Représentants Thomas (Tip) O'Neill me lança un défi par une question percutante qui sonnait presque comme une accusation : « Pourquoi ne négociez-vous pas avec l'OLP ? Pourquoi ne pouvons-nous pas vous demander ce que nous avons fait ? Nous avons discuté avec le Vietcong, pas seulement avec les Nord-Vietnamiens. Si nous l'avons fait, nous les représentants d'une grande puissance ? Pourquoi ne pouvez-vous pas faire de même ? Pourquoi les Français ont-ils pu négocier avec le FLN algérien et conclure un accord ? Pourquoi les Britanniques ont-ils été capables de négocier avec des mouvements de résistance à travers le monde – alors que vous êtes incapables de négocier avec l'OLP ? »

Rabin répondit à Tip O'Neill par une autre question : « Le Vietcong a-t-il refusé de reconnaître l'existence des États-Unis et a-t-il appelé à son extermination ? ». « Son programme fondamental consistait-il en une "charte du Vietcong" par laquelle les États-Unis devaient être remplacés par un État vietnamien ? Le FLN planifiait-il l'ancantissement de la France ? Les organisations de résistance en Israël et ailleurs remettaient-elles en question l'existence de la Grande-Bretagne ? Quelle base y a-t-il pour des négociations avec l'OLP dont la raison d'être est de détruire Israël pour le remplacer par un État palestinien<sup>1</sup> ? »

Cet entretien se déroula pendant la Détente, une époque où prévalait le sentiment qu'on pouvait négocier avec tout le monde pour ignorer toutes sortes d'inhibitions. Le point de vue de Tip O'Neill présente un intérêt en ce qu'il traduit le mode de pensée de l'époque, mais les événements ne lui ont pas nécessairement donné raison. En 1970, Sir Robert Thompson, qui traita avec bonheur de la guerre des insurgés appelée « état d'urgence de Malaisie » (1948-1960) et exerça les fonctions de directeur de la mission consultative britannique au Vietnam, analysa la faiblesse d'un tel point de vue : « Ambiguïté et partialité font partie intégrante de cet argument. Un terroriste peut éventrer une

1. Yitzhak Rabin, *Mémoires*, Buchet Chastel, 1980.

femme enceinte, mais un gouvernement ne peut détenir un suspect sans procès. Tout cela a contribué à semer la confusion dans l'opinion publique en Occident où les attitudes ont déjà été conditionnées par des idées de conciliation, de compromis et de négociation comme moyens de règlement des conflits. Il est donc difficile de comprendre une forme de guerre [guerre révolutionnaire populaire] acharnée et totale, dans laquelle l'une ou l'autre des parties doit vaincre avant que la lutte ne prenne fin<sup>2</sup>. »

Au moment de l'échange de propos entre Rabin et O'Neill, Yehoshafat Harkabi, l'ancien chef des renseignements de Tsahal (les Forces de défenses d'Israël), décrit succinctement la nature de l'intransigeance arabe et les méthodes utilisées par les Palestiniens pour donner l'apparence d'une attitude conciliante, alors qu'en fait, ils aspiraient à la destruction d'Israël. Le vrai problème n'était pas celui des bonnes dispositions, mais celui de l'existence même d'Israël. « Les Arabes peuvent présenter leur cause sous forme de slogans simplistes. Tout au plus, ils doivent essayer de cacher que les torts subis dont le redressement serait, selon eux, une question de justice, sont des torts *illimités* que l'adversaire ne peut redresser à sa guise tout en demeurant en vie. Selon l'analyse d'Harkabi, la réticence d'Israël à accéder à leurs exigences est présentée par eux comme un caprice, alors qu'il s'agit en fait d'un impératif existentiel<sup>3</sup> ». Ainsi, l'autre partie encourage l'illusion d'une paix à portée de main, si seulement les Israéliens faisaient preuve d'assez de bonne volonté. Soigneusement entretenue au cours des années, cette duperie perdue depuis fort longtemps parce qu'elle s'est avérée commode et efficace. Alors même que Tip O'Neill affrontait Yitzhak Rabin, certains groupes de Juifs de diaspora, et par la suite des Israéliens, menaient une discussion parallèle. Bien que le débat ait commencé sérieusement au début des années 1970, au cours du temps il a conservé les mêmes thèmes

2. Robert Thompson, *Revolutionary War in World Strategy, 1945 - 1969*, Londres, Secker & Warburg, 1970, p.25.

3. Yehoshafat Harkabi, *Arab Strategies and Israel's Response*, New York: Free Press, 1977, p. 101.

fondamentaux. Certains interlocuteurs espéraient que les bonnes intentions finiraient par aboutir à des actions honorables et généreuses, lesquelles à leur tour induiraient une réciprocité. Le débat portait principalement sur les questions de savoir s'il était possible de parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens et si Israël était dans l'obligation de prendre l'initiative d'un tel processus. Ces discussions se caractérisaient à l'occasion par une intensité qui érodait le consensus public en faveur de l'État d'Israël et de sa mission nationale traditionnellement acceptée.

L'un des facteurs affectant les Juifs de la diaspora était le désir d'être acceptés par leurs pairs libéraux. Lorsque, immédiatement après la guerre des Six Jours, l'Union soviétique et les États arabes, rejoints par la France, lancèrent une grande offensive dans les domaines de la propagande et de la diplomatie, de nombreux intellectuels juifs libéraux commencèrent à trouver que la défense d'Israël était devenue un intolérable fardeau. Certains eurent recours à des arguments moraux afin d'atténuer leur inconfort et cherchèrent des moyens de se dissocier de la cause d'Israël. L'une des premières manifestations de cette tendance fut l'apparition d'une organisation américaine appelée Breira qui, en 1974, se désolidarisa de la communauté juive. Lorsque Yasser Arafat prit la parole aux Nations unies en novembre 1974, ce groupe manifesta ouvertement en sa faveur<sup>4</sup>. Real Jean Isaac, une politologue américaine, a écrit une brochure sur Breira<sup>5</sup>, et Joseph Shattan, mentionnant l'étude de R. Isaac dans son article « Pourquoi Breira ? » (*Commentary*, avril 1977) analysa ses conclusions : « Ce qui, avant tout, frappe l'observateur dans de telles manœuvres mentales, c'est le désir inexprimé, provenant peut-être du sentiment qu'Israël est devenu un fardeau intolérable, de prendre, en tant que Juif, ses distances vis-à-vis du sort d'Israël. Parce que ce désir ne peut être affronté honnêtement, la réalité est niée ou refaçonnée, les intentions sont

4. Steven T. Rosenthal, *Irreconcilable Differences?*, Hanovre, N. H., Brandeis University Press, 2001, pp. 36-41.

5. Real Jean Isaac, *Breira; Counsel for Judaism*, New York, Americans for a Safe Israel, 1977.

camouflées dans le langage moral de la rectitude, et la conviction s'installe que la « solution » au dilemme d'Israël est à la fois simple et à portée de main<sup>6</sup>.»

Avec le temps, un type de raisonnement assez similaire à celui que décrit Harkabi trouva des partisans notamment parmi les intellectuels d'extrême gauche qui proclamèrent leur supériorité en exprimant publiquement leur profonde inquiétude pour l'intégrité morale d'Israël. Presque au même moment, un certain nombre d'intellectuels et de dirigeants politiques israéliens adoptèrent le même mode de pensée et de rationalisation.

Ruth Wisse, dans son article « Israël & les intellectuels : un manque de courage » (*Commentary*, mai 1988) expliqua ce type de désaccord comme un manque de courage qui reflétait le besoin des intellectuels d'être acceptés dans leurs sociétés respectives. En fin de compte, ce changement d'attitude allait fournir une rationalisation aux dirigeants israéliens qui s'efforçaient d'être acceptés grâce à des concessions. À cet égard, les perceptions d'un certain public dans la diaspora et en Israël ont peut-être progressivement coïncidé. R. Wisse écrit :

« Mais, derrière le phénomène de « dissension », il y a une autre raison plus simple qui a trait à la déplaisante vérité qu'un pays juif assiégé exerce une forte pression sur d'autres Juifs pour qu'ils le protègent, pression que les Juifs marginaux n'apprécient guère et que même certains Juifs de la communauté regrettent lorsque cela entrave leur confort et leur bien-être. Dans une large mesure, les sentiments des Juifs à propos d'Israël proviennent non pas de telle ou telle action du pays, mais la façon dont il est perçu dans l'opinion américaine, et notamment l'opinion de la gauche américaine<sup>7</sup>. »

À un certain stade, cette tendance a commencé à attirer davantage de partisans parmi l'élite de la diaspora et les intellectuels israéliens. La croyance se répandit qu'avec l'encouragement et le soutien financier de l'étranger, une certaine coopération de la part des Palestiniens et des concessions adéquates de la part d'Israël, la paix pourrait s'instaurer entre ce pays et ses

6. "Why Breira?", *Commentary* 63, n° 4, avril 1977, p. 65.

7. Ruth R. Wisse, "Israel & the Intellectuals: A Failure of Nerve?", *Commentary* 85, n° 5, mai 1988, p. 24.

voisins. Atteindre cet objectif serait « une bonne chose en soi » et assurerait également l'approbation étrangère. Et, bien sûr, pour bon nombre, la perspective d'un conflit de longue durée était devenue impensable. Peut-être les observations de George Orwell sur l'intelligentsia anglaise pendant la Seconde Guerre mondiale, s'appliquent-elles aux intellectuels juifs de la diaspora et à l'élite politique et littéraire d'Israël : « Dans l'ensemble, l'intelligentsia anglaise était plus défaitiste que la population en général – et certains de ses membres continuèrent à être défaitistes à une époque où la guerre était manifestement gagnée – en partie parce qu'ils étaient plus aptes à se représenter les tristes années de guerre qui se présentaient à eux. Leur moral était au plus bas parce que leur imagination était plus vive. Le moyen le plus rapide de mettre fin à une guerre est de la perdre, et si l'on estime intolérable la perspective d'une longue guerre, il est naturel de ne pas croire à la possibilité d'une victoire<sup>8</sup>. »

### Objectifs nationaux : Israéliens et Palestiniens

#### La perspective israélienne

Pour l'élite laïque d'Israël du début des années 1990, le rêve de « la Paix » revêtait des dimensions quasiment messianiques parce qu'il était porteur de plusieurs promesses : la perspective d'être accepté par les nations, une solution aux exigences sécuritaires et un moyen d'échapper à la destinée juive. Cette conception était si séduisante que, pendant près d'une décennie, elle aveugla les dirigeants d'Israël, occultant la réalité du terrorisme, l'incitation à la violence, la propagande et la haine raciste.

Les accords d'Oslo donnèrent âme à un certain nombre d'idées qui se répandirent rapidement dans la société. Elles apparurent d'abord, apparemment sans rapport entre elles, certaines étant spécifiées, les autres pas. Il est plus que vraisemblable que les architectes de la « Paix » conçurent leur propre « stratégie par étapes » et introduisirent peu à peu les éléments d'un program-

8. "James Burnham and the Managerial Revolution", été 1946, George Orwell, *The Collected Essays, vol. 4, In Front of Your Nose 1945-1950*, eds. Sonia Orwell and Ian Angus Harmondsworth, Penguin, 1970, p.206.

me social, politique et culturel général visant à une « transformation » d'Israël, équivalant à un véritable coup d'État, dont les implications pleines et entières ne seraient pas immédiatement appréhendées<sup>9</sup>. On peut néanmoins tenter de reconstruire les éléments fondamentaux de l'idée de « Paix » telle que la concevaient à l'époque ses partisans :

1. Le processus de paix lui-même – distinct des questions de fond en négociation – rapprocherait la paix ;
2. Un nouveau début dans l'histoire signifierait que les leçons de l'expérience historique, en particulier les guerres israélo-arabes, seraient écartées<sup>10</sup>. L'OLP cesserait d'être une organisation terroriste et, avec la paix, l'implacable haine du monde arabe disparaîtrait.

Un immense « saut dans la confiance » disqualifierait les leçons de l'expérience du passé. (Shimon Pérès proclama que « le continuum historique de l'expérience humaine déroulé jusqu'à présent avait été interrompu, et une nouvelle réalité était en formation sous nos yeux<sup>11</sup>. »)

9. Voir en particulier l'ouvrage de David Makovsky, *Making Peace with the PLO*, Boulder, Colorado, Westview, 1996, p. 97 dans lequel il décrit comment Pérès présenta à Rabin des idées et des rapports concernant les négociations, élément par élément, sans fournir un tableau général. L'analyse probablement la meilleure et la plus complète de la pensée post-sioniste avec ses implications à l'extérieur et à l'intérieur du pays se trouve dans l'article de Yoram Hazony, « The Political Struggle for a Post-Jewish State », dans *The Jewish State*, New York, Basic Books, 2000, pp. 39-73.

10. Natan Sharansky, "From Helsinki to Oslo," *Journal of International Security Affairs* 1, no. 1, été 2001, p. 28 : « D'abord, comme Shimon Pérès l'a affirmé à maintes reprises, Oslo partait de l'hypothèse qu'il faudrait franchir l'abîme qui nous sépare des Palestiniens avec un gigantesque élan de foi. Selon ce point de vue, la reconnaissance mutuelle réclamée dans l'accord devait déclencher, dans les domaines politiques et économiques, une réaction en chaîne qui allait transformer rapidement notre relation avec les Palestiniens et inaugurer rapidement un « nouveau Moyen-Orient ». Alors que n'importe quel accord avec les Palestiniens aurait exigé qu'on franchisse un Rubicon psychologique, je croyais que le meilleur moyen de surmonter notre méfiance réciproque était de voir des changements concrets dans le présent et non pas qu'on nous dise simplement d'oublier le passé. »

11. Golan Lahat, *Ha-Pitoui Ha-Meshichi* [La tentation messianique], Tel-Aviv, Am Oved, 2004, p.55 et sq., et Vered Kelner "Mashiach lo-ba," *Maariv*, 9 février 2004.

Si l'on accepte l'idée d'une discontinuité du passé historique, toute expérience du passé, en particulier le conseil des spécialistes de la défense et du droit deviennent superflus<sup>12</sup>.

3. On supposa que l'opinion publique israélienne ne possédait plus la volonté de persévérer dans sa longue lutte contre les nations arabes<sup>13</sup> ; comme « il n'y a pas de solution militaire », Israël pourrait parvenir à un règlement en échangeant « des territoires contre la paix. » En renonçant à des territoires, Israël parviendrait à la paix avec les Palestiniens, puis avec le monde arabe.
4. L'acceptation d'Israël par le monde arabe résoudrait les problèmes d'antisémitisme et de sécurité nationale.
5. L'OLP était le seul « partenaire pour la paix. » « Miser sur la paix » était un bon pari. L'OLP aurait à la fois la volonté et la capacité de combattre les extrémistes du Hamas et du Jihad islamique, ce qui protégerait Israël du terrorisme<sup>14</sup> ».
6. Les Arabes adopteraient la traditionnelle conception libérale occidentale de l'intérêt personnel et, en coopération avec Israël, apporteraient les avantages matériels de la prospérité aux deux parties ; la force d'Israël se fonderait désormais sur son économie plutôt que sur son territoire. Les questions de souveraineté et de frontières deviendraient secondaires.
7. La dispersion et la dépossession des habitants juifs des localités suivraient, non comme un corollaire du retrait de Judée et de Samarie, mais expressément et intentionnellement pour neutraliser leur influence en tant que groupe, altérant ainsi l'équilibre politique intérieur israélien.

12. Dore Gold, "Where is the Peace process going?" in Neal Kozodoy, ed. *The Mideast Peace Process; An Autopsy*, San Francisco, Encounter Books, 2002, pp. 37, 38.

13. Ben Shani, « Rabin, portrait du défunt premier ministre », documentaire télévisé, 2003.

14. David Makovsky, *Making Peace with the PLO*, cité par Dore Gold, "Where is the Peace Process going?" *The Mideast Peace Process; An Autopsy*, p. 39.

8. Le rejet de l'idéologie sioniste impliquait une dégradation radicale des relations entre les Juifs de la diaspora et ceux d'Israël ; l'abolition de la loi du Retour ; l'entretien d'un état d'esprit de renonciation au rêve du « Pays d'Israël » et à des pans entiers de Jérusalem ; la déconstruction de l'identité d'Israël en tant qu'État juif<sup>15</sup>, et la création d'un État post-sioniste, post-moderne « de tous ses citoyens », associé à une « révolution laïque ».
9. Une nouvelle réalité serait fabriquée en recréant le passé, en réécrivant l'histoire d'Israël et modifiant le contenu des programmes éducatifs, ce qui instaurerait l'hégémonie des idées (et du pouvoir) laïc, post-sioniste<sup>16</sup>.
10. Une immigration sur une grande échelle d'Arabes palestiniens créerait un précédent pour de futurs transferts ;
11. Dans la mesure où le financement des élections le permettrait, l'opinion publique serait manipulée pour accepter des concessions précédemment inconcevables ; une influence serait exercée grâce au financement massif et au patronage d'éléments de l'étranger comme l'Union européenne, certains pays et les ONG<sup>17</sup>.

15. John Fonte, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Future of Ideological Civil War Within the West », *Orbis*, été 2002, p. 5.

16. Ibid., « Why There is a Culture War : Gramsci and Tocqueville in America » *Policy Review*, décembre 2000-janvier 2001. Selon Fonte, en Amérique, les militants de l'élite suivaient la doctrine marxiste d'Antonio Gramsci (1891-1937), selon laquelle : « Le pouvoir...est exercé par des groupes ou des classes privilégiés de deux façons : par la domination, la force, ou la coercition et par quelque chose qu'on appelle « l'hégémonie », et qui signifie la suprématie idéologique d'un système de valeurs favorisant les intérêts des classes ou des groupes dominants... Gramsci croyait qu'il était d'abord nécessaire de délégitimer les systèmes de valeurs appartenant aux groupes dominants et de créer une « contre hégémonie » (c'est-à-dire un nouveau système de valeurs pour les groupes subordonnés) avant que les marginalisés prennent le pouvoir.

17. Il existe une littérature considérable sur ce sujet mais surtout sous forme d'articles de journaux. Voir en particulier : Judy Lash Balint, « Not Help, But Interference », *Jerusalem Report*, 27 août 2001, p. 54 et par le même auteur, « Europeans in the ME : Assistance or Interference? », *Emunah*, printemps/été 2002, pp. 12-15. Le Jerusalem Center for Public Affairs étudie actuellement les ONG et on peut suivre les nouveaux développements sur le site internet de NGO Watch : <http://www.ngo-monitor.org/>

Si l'on examine les points ci-dessus, il devient évident que le gouvernement Rabin modifia du tout au tout sa conception stratégique, investissant sa confiance dans une tierce partie, l'OLP, pour protéger Israël du terrorisme, et espérant assurer la sécurité de l'État grâce à des accords régionaux. La logique de cette idée se fondait sur un programme de politique intérieure et extérieure entièrement nouveau, comprenant une redistribution du pouvoir et des ressources au sein de la classe politique d'Israël. Ce programme ne concernait qu'en partie les voisins arabes d'Israël et les Palestiniens. On peut affirmer, en fait, que l'ensemble des éléments de « la Paix » constituaient le programme d'une élite militante minoritaire sur le déclin, qui se hâta d'instaurer une hégémonie laïque dans le pays. C'est l'une des raisons pour lesquelles, on exigea peu des Palestiniens et le débat, à gauche fut essentiellement intériorisé. On put demander des gestes et des actes seulement à Israël, mais sans nécessairement réclamer des relations réciproques de dignité et de respect de son partenaire dans le « processus de paix. »

Hannah Arendt a décrit cette dynamique en ces termes : « Une idéologie est quasi littéralement ce que son nom implique : elle est la logique d'une idée. Son objet est l'histoire, à laquelle l'« idée » est appliquée ; il en résulte non pas un ensemble de déclarations sur quelque chose de réel, mais le déroulement d'un processus en évolution constante. L'idéologie traite du cours des événements comme s'il suivait la même « loi » que l'exposition logique de son « idée ». Les idéologies prétendent connaître les mystères de l'ensemble du processus historique – les secrets du passé, la complexité du présent, les incertitudes de l'avenir – du fait de la logique intrinsèque de leurs idées respectives<sup>18</sup>. »

Le nouveau programme s'est associé à l'idée de « processus » plus précisément désigné sous le nom de « processus de paix ». L'association d'une idée et d'un processus indique généralement la présence d'une idéologie, ce qui, pour Israël

18. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, 2<sup>ème</sup> édition, New York, Meridian, 1958, p. 469.

signifie que le processus conduisant à la paix revêt les caractéristiques d'un programme idéologique cohérent. Intégré à une idéologie, ce corpus de réflexions nouvelles se développe de façon indépendante, au-delà du réel et de la pensée rationnelle. En l'occurrence, l'« idée », c'était « la Paix ». L'explication de Hannah Arendt sur la façon dont la pensée idéologique se déconnecte du monde réel permet de comprendre ce qui est arrivé à l'idéologie de « la Paix » : « Comme les idéologies n'ont aucun pouvoir de transformer la réalité, elles réalisent cette émancipation de la pensée à partir de l'expérience par certaines méthodes de démonstration. La pensée idéologique ordonne les faits dans une prémisse axiomatiquement acceptée, dont tout le reste est déduit ; elle procède ainsi avec une cohérence qui n'existe nulle part dans le domaine du réel<sup>19</sup>. »

En dépit de « clignotants » et de violations avérées, l'amour porté au rêve d'Oslo, associé à l'espoir de profits matériels, aveugla l'élite laïque d'Israël qui ignora la réalité, à savoir que les choses n'allaient pas fonctionner selon les plans. Il est évident que la pensée idéologique affaiblit l'analyse empirique du réel, mine les bases d'une politique saine, et les conséquences pourraient être terribles.

Lorsque Israël signa les accords d'Oslo, plusieurs hypothèses non vérifiées constituaient le fondement de la nouvelle politique. Au-delà de ces réflexions collectives, le changement d'optique de Yitzhak Rabin joua un rôle déterminant dans cette évolution. Rétrospectivement, plusieurs facteurs communément

19. Ibid., p. 471 ; Voir de même : George Orwell, *The Collected Papers*, Vol. 4, *In Front of Your Nose, 1945-1950*, eds. Sonia Orwell and Ian Angus, Harmondsworth, Penguin, 1970, p. 153. Comme le rappelait G. Orwell : « ... nous sommes tous capables de croire en certaines choses que nous savons fausses, puis, lorsque nous réalisons finalement que nous avons tort, nous sommes aussi capables, sans vergogne, de changer les faits pour montrer que nous avons raison. Intellectuellement il est possible de prolonger ce procédé pendant un temps infini : le seul frein, c'est que tôt ou tard la mauvaise foi bute contre une dure réalité, habituellement sur un champ de bataille.

reconnus ont évidemment joué un rôle historique plus important qu'on ne le pensait à l'origine. L'un de ces facteurs fut l'impact démoralisateur du premier soulèvement armé, l'intifada, qui commença en décembre 1987. Norman Podhoretz écrivit que l'incapacité de Rabin à traiter efficacement de l'intifada ébranla profondément sa confiance. « À la fin, ce fut Rabin lui-même et une importante partie de la population israélienne qui furent brisés par l'intifada : brisés dans leur courage et dans leur moral<sup>20</sup> ». De même, Uri Sagie, chef des renseignements de l'armée de 1991 à 1995, écrivit que l'impact de l'intifada s'exerça bien plus fortement sur l'élite israélienne et l'opinion publique en général, lesquelles avaient perdu le contact avec l'histoire de la lutte prolongée pour la Terre d'Israël<sup>21</sup>.

Eitan Haber, chef de cabinet du premier ministre et confident personnel de Rabin, révéla un autre épisode. Pendant la guerre du Golfe en 1991, lorsque l'Irak lança des missiles sur Tel Aviv, Rabin regarda par la fenêtre de son appartement à Ramat Aviv et vit les habitants de Tel Aviv se dirigeant en longues files vers le nord, en direction de Haïfa. Ce spectacle le convainquit que la nation avait perdu la fermeté dont elle avait fait preuve pendant la guerre d'Indépendance<sup>22</sup>.

Cette information suggère nettement que la volonté de Rabin était brisée, ce qui traduit le même « manque de courage » que les intellectuels. Cependant, la perte de volonté au niveau des dirigeants revêt une signification militaire. Comme la guerre est un « duel entre deux volontés », la question mérite considération. Le Prussien Carl von Clausewitz (1780-1831), théoricien des questions militaires, décrit l'importance des facteurs moraux, par exemple, comment la défaite au combat provoque une démoralisation plus profonde et dévastatrice, ce qui conforte la probabilité que le revers de l'intifada ait été bien plus important qu'on ne le reconnaît. « L'issue d'un combat

20. Norman Podhoretz, "Intifada II: Death of an Illusion?", *Mideast Peace Process*, p. 89.

21. Uri Sagie, *Lights in the Fog*, Tel Aviv, Yediot Aharonot, 1998, p. 189.

22. Ben Shani, "Rabin, Profile of the Late Prime Minister", documentaire télévisé, 2003).

majeur exerce un impact psychologique plus grand sur le vaincu que sur le vainqueur. Ceci, à son tour, entraîne une autre perte de force matérielle qui se reflète dans la démoralisation ; tous deux agissent l'un sur l'autre, chacun renforçant et intensifiant l'autre... Tandis que la force du vaincu est sapée, la vigueur et l'énergie du vainqueur sont renforcées<sup>23</sup>. » Une génération plus tard, le théoricien militaire français Ardant du Picq (1831-1870) dont les idées influencèrent le maréchal Foch, affirma la prépondérance du facteur moral : que la défaite menace le parti dont la cohésion morale s'est effondrée. « Un combat est une confrontation entre deux volontés opposées, un affrontement entre deux puissances morales, et non, ou du moins dans une certaine mesure, un conflit entre des forces physiques. » Selon du Picq, la question est tranchée avant même que les deux parties engagent le combat<sup>24</sup>.

Après avoir examiné les principes présentés ci-dessus, il est possible de réévaluer leur importance et de proposer une nouvelle interprétation, à savoir : à l'époque de la guerre du Golfe, Rabin, le soldat et l'homme politique, était devenu un être dont la volonté était brisée. Cela expliquerait la décision de ne pas réagir à la campagne de terrorisme menée par Arafat contre Israël après Oslo ou de ne pas insister pour que les Palestiniens respectent leurs obligations. Rabin était incapable de tenir tête aux Palestiniens et ne croyait pas pouvoir compter sur le citoyen israélien. Fondamentalement, sa volonté était brisée et il était démoralisé.

Un deuxième domaine externe et surtout culturel nécessite une explication : l'absence de réactions aux déclarations publiques et actes de mauvaise foi de l'autre partie. Dans un article capital intitulé « Intifada II : la mort d'une illusion », Norman Podhoretz concluait que les dirigeants israéliens étaient fondamentalement incapables d'affronter la haine du monde

23. Carl von Clausewitz, *On War*, (De la guerre) ed. and tr. Michael Howard and Peter Paret, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 253. [Livre IV, chapitre 10].

24. Stephan T. Possony and Etienne Mantoux, "Du Picq and Foch : The French School," in Edward Mead Earle, ed. *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1943 et 1971, p. 211. [Possony est l'auteur de l'article sur du Picq.]

arabe : « En l'occurrence, l'insupportable réalité éludée était que l'aspiration d'Israël à la paix n'était partagée ni par le monde arabe en général, ni par les Palestiniens en particulier – que leur opposition n'avait rien à voir avec ce qu'avait fait ou n'avait pas fait Israël, mais avec son existence même. Puis, au fil du temps, divers épisodes, l'un après l'autre, révélant l'illusion d'Oslo et ce qu'il était, il fallut inventer davantage de rationalisations, prononcer davantage de mensonges pour le conserver vivant. Trop d'espoir – et trop de capital politique – avait été investi dans le « processus de paix » pour permettre que s'ouvrent des yeux aveuglés et des esprits fermés par le mirage éblouissant sur la pelouse de la Maison blanche<sup>25</sup>. »

Si l'on considère les dimensions du problème, l'interprétation de Podhoretz identifie ce qui constitue probablement l'incompatibilité culturelle la plus importante entre les deux parties. Le refus arabe d'accepter l'*existence* même d'Israël a fait de la paix une illusion, un objectif inaccessible, mais l'élite israélienne élaborant la politique n'a pas eu le courage de l'affronter et a trouvé refuge dans une idéologie de sa fabrication. L'un des grands pionniers de l'étude de la Shoah, le professeur Louis de Jong, des Pays-Bas, avait l'habitude de citer le moraliste français La Rochefoucauld qui écrivait : « le soleil ni la mort ne se peuvent regarder fixement<sup>26</sup> ». De même, le fardeau de la haine arabe est devenu insupportable pour l'élite israélienne moderne et progressiste qui a perdu toute volonté de persévérer. On peut donc affirmer que les Palestiniens ont réussi à tromper les décideurs israéliens qui, parce qu'ils aspiraient à être acceptés et nourrissaient des sentiments de vulnérabilité « empruntèrent avec insouciance la voie sur laquelle ils souhaitaient être conduits », se trompant eux-mêmes et abusant le public israélien<sup>27</sup>.

25. *Ibid.*, pp. 87, 88.

26. Louis de Jong, *The Netherlands and Nazi Germany*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1990, p. 24.

27. Voir Joel Fishman, "Perception Failure and Self-Deception; Israel's Quest for Peace in the Context of Related Historical Cases," *Jerusalem Center for Public Affairs, Jerusalem Viewpoints*, n° 450, 15 mars 2001.

## La perspective palestinienne

Si cette description du débat en Israël et dans le monde juif reflète une certaine diversité et un certain degré d'évolution en ce qui concerne les faits empiriques, les Palestiniens adhèrent constamment à un seul objectif nettement formulé, qu'on trouve dans la charte palestinienne : le politicide d'Israël et l'éradication de toute trace d'une existence juive souveraine<sup>28</sup>. En 1968, la revue de l'OLP *Filastin al-Thawra* décrit le caractère total de ce programme : « ... tout aspect et tout membre de la société israélienne est une cible légitime. L'OLP a pour objectif "non pas d'imposer notre volonté à l'ennemi, ... mais de le détruire en vue de prendre sa place... non pas de soumettre l'ennemi, mais de le détruire<sup>29</sup>" », ce qui, au pied de la lettre, est un appel au génocide. Rétrospectivement, on peut observer que les Palestiniens ont également élaboré une stratégie politique soigneusement planifiée concernant les futures négociations. Dans le journal koweïtien *A-Siyassa* du 18 décembre 1988, Abou Iyad [Salah Khalaf] déclara : « Un État palestinien sur une partie du territoire de la Palestine constitue une étape vers l'objectif ultime – la création d'un État sur toute la Palestine<sup>30</sup>. »

Fayçal Husseini, aujourd'hui décédé, que les médias qualifiaient volontiers de « modéré », communiqua le même message dans une interview publiée après sa mort dans le journal égyptien (nassérien) *Al Arabi* du 24 juin 2001 : « Notre objectif ultime est toujours la libération de toute la Palestine historique du Jourdain à la mer [Méditerranée], même si cela signifie que le conflit durera encore mille ans ou pendant plusieurs générations<sup>31</sup>. »

En public, il déclara fièrement que les accords d'Oslo étaient

28. Voir en particulier, Bernard Lewis, "The Palestinians and the PLO; A Historical Approach," *Commentary* 59, janvier 1975, pp. 32-48.

29. Barry Rubin, *Revolution until Victory? The Politics and History of the PLO*, Cambridge, Mass., H.U.P., 1994, p. 24.

30. Mordechai Nisan, "The PLO and Vietnam: National Liberation Models For Palestinian Struggle," in *Small Wars and Insurgencies* 4, n° 2, automne 1993, p. 203.

31. <http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP23601>.

un cheval de Troie : « Lorsque nous demandons à toutes les forces et factions palestiniennes de considérer l'accord d'Oslo et les autres accords comme des procédures "temporaires" ou comme des objectifs par étape, cela signifie que nous tendons un piège aux Israéliens et que nous les dupons<sup>32</sup> »

Yasser Arafat a, lui aussi, fait preuve de la même logique dans ses intentions :

1. Le 1<sup>er</sup> septembre 1993, avant même l'échange de lettres avec Rabin (du 9 septembre) et la signature de la Déclaration de principes (du 13 septembre), s'exprimant sur radio Monte-Carlo, il déclare que l'accord à venir "serait à la base d'un État palestinien indépendant en accord avec la résolution de 1974 du Conseil national Palestinien". »
2. Prenant la parole en arabe à la télévision jordanienne, le 13 septembre 1993, le jour de la signature à Washington de la Déclaration de principes, il déclara aux auditeurs que sa politique de paix faisait véritablement partie du plan par étapes<sup>33</sup> ;
3. Devant des fidèles réunis dans la mosquée de Johannesburg, le 10 mai 1994, Arafat compara l'accord d'Oslo à la trêve d'Hudaibiya conclue par Muhammad en 628 de l'ère chrétienne avec la tribu de Quraysh qui contrôlait La Mecque. « Muhammad... a signé l'accord avec l'intention de le rompre dès que son pouvoir serait consolidé. » Il appela également les musulmans à mener un *djihad* (guerre sainte) pour Jérusalem<sup>34</sup> ;
4. Le 21 décembre 1995, Salim Zaanoun, président du Conseil national palestinien [et principal négociateur avec le Hamas au nom d'Arafat], conclut un accord avec le bureau politique du Hamas, Haled Mashal, permettant à cette organisation de poursuivre ses attentats terro-

32. *Ibid.*

33. Douglas J. Feith, "Land for No Peace," in *The Mideast Peace Process*, p. 27.

34. Yossi Melman, "Don't Confuse Us with the Facts," *Haaretz*, 16 août 2002 et David Makovsky, *Making Peace with the PLO*, op. cité, pp. 147, 148.

ristes... contre Israël tant que "l'Autorité palestinienne n'en serait pas gênée"<sup>35</sup> ; »

5. En janvier 1996, Arafat déclara à des diplomates arabes à Stockholm : « Nous planifions l'élimination de l'État d'Israël et la création d'un État palestinien pur. Nous rendrons la vie impossible aux Juifs par une guerre psychologique et une explosion démographique ; les Juifs ne voudront pas vivre parmi nous, les Arabes<sup>36</sup>. »

La comparaison des prémisses israéliennes et palestiniennes met en évidence des perceptions et des objectifs stratégiques divergents. Les personnalités, l'entente personnelle, les ingénieuses techniques de négociations et divers encouragements doivent être considérés comme des *facteurs* accessoires, et non comme des facteurs historiques *de causalité*. En fait, fondamentalement, l'échec d'Oslo s'explique par l'incompatibilité radicale entre les deux visions : d'un côté, la haine tenace des Arabes à l'égard d'Israël, de l'autre la vulnérabilité de l'élite d'Israël qui manifestait des tendances à la démoralisation et croyait pouvoir se concilier les bonnes grâces de l'interlocuteur, y compris peut-être même en acquérant le statut de minorité protégée, en tant que *dhimmi*. L'élite israélienne, cependant, n'était pas complètement seule à partager de telles aspirations, un certain nombre d'autres États de premier plan fondant leurs politiques nationales respectives sur une approche similaire.

### Oslo dans une perspective universelle

La réalité des accords d'Oslo et leurs conséquences

35. Yohoshua Porath, "Ten Years On," *Jerusalem Post*, 12 septembre 2003. Porath écrivait que « Shimon Pérès a d'abord nié l'existence de l'accord depuis la tribune de la Knesset, avant de garder le silence sur cette question. Au lieu de le considérer comme une violation et annulation de l'accord, Pérès laissa les Palestiniens comprendre qu'ils pouvaient poursuivre leur double jeu... »

36. Discours prononcé par Arafat à Stockholm devant des diplomates arabes, le 30 janvier 1996.  
[http://israel-arab\\_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm](http://israel-arab_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm)

historiques doivent être comprises dans une dimension plus large et plus universelle, celle des relations internationales. Cette perspective fournit les termes de référence permettant de comprendre ce conflit. Le fait que ceux-ci ne soient pas stables, mais fonction des réalités géopolitiques elles-mêmes mouvantes présente un intérêt particulier. Fondamentalement, étaient en jeu des perspectives américaines, européennes et russes présentant certaines similitudes.

À cet égard, l'attitude des États-Unis, de l'Union européenne et, dans une moindre mesure, de l'Union soviétique, jouèrent un rôle, le tournant décisif dans ces politiques de l'époque post-coloniale étant la guerre des Six Jours. Chacun de ces groupes formula une politique ayant pour objectif d'étendre son influence dans la région sur le long terme en gagnant la faveur du monde arabe. Entre autres intérêts en jeu : trouver de nouveaux marchés et assurer l'approvisionnement en pétrole de la région en garantissant un prix peu élevé. L'Union soviétique, pour sa part, exploita le conflit israélo-arabe pour affaiblir la position de l'Occident au Moyen-Orient et renforcer la sienne<sup>37</sup>.

Le gouvernement français adopta une politique similaire annoncée par le général de Gaulle dans sa fameuse conférence de presse du 27 novembre 1967<sup>38</sup>. Peu auparavant, de Gaulle avait confié à l'un de ses ministres, Alain Peyrefitte, qu'un marché potentiel, cent fois plus important que celui d'Israël, justifiait une réorientation de politique<sup>39</sup>. (C'était une adaptation pour le XX<sup>e</sup> siècle de l'exclamation d'Henri IV, « Paris vaut bien une messe »). Selon Henry Weinberg, ce qu'il faut souligner à propos du « sermon » de de Gaulle aux Juifs, c'est que, ne se contentant pas de les accuser d'être un peuple d'« élite, dominateur et sûr de lui », « il [de Gaulle]

37. Itamar Rabinovich, *Waging Peace*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 5.

38. *Le Monde*, 29 novembre 1967. Le texte est également disponible sur le site internet [www.abecedaire.net](http://www.abecedaire.net).

39. Henry H. Weinberg, *The Myth of the Jew in France; 1967-1982*, Oakville, Ontario, Mosaic Press, 1987, pp. 22, 31.

devint le premier grand chef d'État occidental de l'après Shoah à établir un lien entre la critique de l'État d'Israël et des images stéréotypées du Juif<sup>40</sup>. » Par la suite, les neuf pays de la Communauté européenne suivirent l'exemple donné par la France. Au cours d'une réunion du 6 novembre 1973, à Bruxelles, ils publièrent une résolution commune entérinant la nouvelle politique franco-arabe à l'égard d'Israël. Au-delà de la tendance fondamentale en direction du monde arabe, les attitudes russes et européennes comportaient également une certaine dose d'antisémitisme traditionnel.

Si, dans sa fameuse conférence de presse de novembre 1967, le général de Gaulle, pour la première fois après la Seconde Guerre mondiale, conféra de la respectabilité à l'expression publique d'accusations antisémites, l'Union soviétique y apporta une substantielle contribution. Juste après la guerre des Six Jours, en octobre 1967, elle lança une énergique campagne antisémite de longue durée qui culmina avec la résolution n° 3379 adoptée le 10 novembre 1975 par l'Assemblée générale de l'Onu et assimilant le sionisme au racisme. L'Union soviétique et ses partisans arabes réussirent ainsi à convertir un slogan antisémite en une « vérité » internationalement acceptée. Bien que cette résolution de l'Onu ait fini par être abrogée le 16 décembre 1991, le tort causé à Israël fut considérable. En réduisant un problème international complexe en slogans et stéréotypes simplistes, les Soviétiques et les Français brouillèrent les faits historiques sous-jacents aux problèmes et créèrent une situation empêchant une approche rationnelle des problèmes réels du Moyen-Orient. À une époque de mass médias où l'étude du passé est plus que négligée, les slogans comme « sionisme égale racisme » ont pénétré l'idiome populaire général, ainsi que la conscience d'une opinion publique internationale en grande partie dépourvue d'esprit critique.

La politique américaine exerce une influence conceptuelle considérable sur l'élaboration de la pensée européenne au regard du Moyen-Orient, en particulier du conflit israélo-

40. *Ibid.*, p. 32 et Henry Zvi Weinberg, lettre au rédacteur en chef, *International Herald Tribune*, p. 8, octobre 2004.

arabe. L'une des hypothèses de base était que le conflit israélo-arabe était de nature territoriale, comme le présenta pour la première fois le plan Rogers de décembre 1969. Le Département d'État décida d'« encourager les Arabes à accepter une paix permanente fondée sur un accord contraignant et de faire pression sur les Israéliens pour qu'ils se retirent de territoires occupés, leur intégrité territoriale devant être assurée conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité<sup>41</sup>. » L'étape suivante dans l'évolution de la pensée américaine était la publication du rapport publié en 1975 par Brookings Institution intitulé « Vers la paix au Moyen-Orient<sup>42</sup> », dont Zbigniew Brzezinski était co-auteur. Le rapport Brookings adoptait le point de vue selon lequel l'ensemble du problème d'Israël et de ses voisins devait être résolu *globalement* (écologie des *comprehensivists*), la question palestinienne était le problème central<sup>43</sup>, et le conflit devait être résolu par étapes dans le cadre d'un *processus*<sup>44</sup>. Ce rapport exerça une influence considérable parce que le président Carter fit de Brzezinski son assistant pour les questions de sécurité nationale et parce que son gouvernement adopta ses lignes directrices et ses principes<sup>45</sup>.

Environ cinq ans plus tard, le 13 juin 1980, les chefs de gouvernement européens réunis à Venise publièrent une déclaration formulant cette doctrine globale. Ils affirmèrent la nécessité d'entraîner l'OLP dans de futures négociations et réitérèrent le soutien de la CEE au « droit d'Israël à la sécurité ». Il faut préciser que, pour les Européens, l'un des

41. Yehudah Lukacs, *Documents on the Israeli-Palestinian Conflict, 1967-1983*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 20.

42. *Report of the Brookings Institution Middle East Study Group*, décembre 1975.

43. Itamar Rabinovitch précisa qu'à l'époque de Kissinger (octobre 1975), un haut responsable du Département d'État, Harold Saunders, déclara au cours d'une séance au Congrès que la question palestinienne était « au cœur du problème ». *Waging Peace*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 22.

44. Le Rapport Brookings Report est résumé dans ses grandes lignes dans Conor Cruise O'Brien, *The Siege*, New York, Simon & Schuster, 1986, pp. 562-564.

45. *The Siege*, op. cité, p. 561.

objectifs majeurs était de jouer un « rôle privilégié » dans le futur règlement du conflit israélo-palestinien<sup>46</sup>. La quatrième clause de la Déclaration de Venise établissait une symétrie entre la nécessité de reconnaître les « droits légitimes du peuple palestinien », et la « préservation de l'existence d'Israël<sup>47</sup>. « Le moment est venu de favoriser la reconnaissance et la mise en œuvre des deux principes universellement admis par la communauté internationale : le droit à l'existence et à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. » Cette approche devint par la suite un élément généralement accepté de la politique occidentale, mais à cette époque, l'existence d'une nationalité palestinienne n'allait pas de soi pour tout le monde, comme on le constate dans une déclaration de Zuhair Muhsein, chef de l'organisation terroriste pro syrienne *Al Saika*, chef de la section militaire et membre du Conseil exécutif de l'OLP. Dans une interview accordée depuis Le Caire au journal néerlandais *Trouw* en mars 1977, il expliqua qu'il n'existait pas de peuple palestinien et que cette affirmation dénuée de fondement était avancée pour des raisons de pure opportunisme :

« Il n'existe pas de différences entre Jordaniens, Palestiniens, Syriens et Libanais. Nous faisons partie d'un seul peuple, la nation arabe... Ce n'est que pour des raisons

46. *Ibid.*, p. 598. (Le président Carter assistait à cette rencontre). Voir Déclaration de Venise sur le Moyen-Orient, Conseil européen, 12-13 juin 1980, [http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/mepp/decl/#10](http://europa.eu.int/comm/external_relations/mepp/decl/#10).

47. Jamie Glazov, "Eurabia," interview avec Bat Ye'or, *FrontPage Magazine.com*, 21 septembre 2004. Bat Ye'or explique la signification du terme « culte palestinien euro-arabe », en le présentant comme la centralité palestinienne promue en Europe comme la clé de la paix mondiale. Cependant le culte palestinien euro-arabe va bien plus loin qu'un instrument politique utilisé pour une politique de partenariat euro-arabe contre l'Amérique et Israël. Il est lié aux courants théologiques de judéophobie et à la théorie de substitution fondée sur la palestinisation de la Bible et le rejet de ses racines juives afin de délégitimer l'histoire d'Israël et son droit sur sa terre... »

politiques que nous veillons à mettre l'accent sur notre identité palestinienne. Le fait est qu'il est dans l'intérêt national d'encourager les Palestiniens contre le sionisme. En fait, l'existence d'une identité palestinienne distincte ne s'explique que par des raisons tactiques. La création d'un État palestinien est un nouveau moyen de mener la lutte contre Israël et pour l'unité arabe... Lorsque nous aurons conquis nos droits sur l'ensemble de la Palestine, nous ne devons pas différer d'un instant la réunification de la Jordanie et de la Palestine<sup>48</sup>. »

Durant la période de gestation, de 1967 à 1980 environ, la communauté internationale adopta un corpus d'« idées reçues » conformes aux revendications arabes, dans l'espoir que cette démarche servirait leurs intérêts. Entre autres articles de foi :

1. La solution du conflit israélo-arabe passe par un règlement territorial (axiome qui ignorait la dimension existentielle du problème, notamment la haine arabe aveugle et le refus inconditionnel d'accepter l'existence d'Israël).
2. Cette solution doit être globale [école *comprehensivist*].
3. Il existe un peuple palestinien et la solution de son problème est un élément majeur de la question ;
4. Les États arabes « raisonnables » souhaiteront une solution à la question palestinienne.
5. La culpabilité était imputée à Israël dans le débat public par la formulation et la répétition des accusations portées par de Gaulle contre Israël et le peuple juif, thèmes largement adoptés en Europe dans le sillage de la campagne antisémite soviétique et européenne, notamment la résolution de l'Onu assimilant le sionisme au racisme.

Ce corpus d'idées reçues, constitué, dans le meilleur des cas, par des propositions non avérées, fut confronté à l'épreuve du

48. James Dorsey, "Zoehair Mohsen vertrouwt alleen op Syrie; 'Wij zijn alleen Palestijn om politieke reden'", *Trouw*, 31 mars 1977, p. 7.

réel le 11 septembre 2001. Pour les Américains, l'un des plus grands chocs que causa cet acte de guerre fut l'intensité de la haine ressentie par les Arabes à l'égard de leur pays et de l'Occident<sup>49</sup>. Pourquoi, par exemple, après le 11 septembre, les Palestiniens (et d'autres dans le monde arabe et en France même) dansèrent-ils dans les rues ? Plus fondamentalement, le choc du 11 septembre remet en question l'ensemble des relations entre l'Occident et le monde arabe (ainsi que les présupposés sur lesquels elles se fondaient). Pour sa part, le gouvernement américain alloua des ressources considérables pour publier le *Rapport de la commission sur le 11 septembre*, afin de découvrir ce qui s'était passé et pourquoi<sup>50</sup>. Les implications du 11 septembre ne sont encore complètement manifestes ni pour les États-Unis ni pour l'Europe, mais elles ont introduit un certain nombre de questions dans l'ordre du jour mondial.

L'hypothèse selon laquelle des États arabes rationnels et responsables joueraient un rôle international constructif n'avait pas surgi *ex nihilo*, en particulier dans le cas de l'Arabie saoudite et de l'Égypte. De façon plus significative, il est maintenant devenu évident que l'attaque arabe contre l'Occident et la guerre contre Israël ne sont qu'une seule et même chose. Dans ce contexte, les propos de Zohar Muhsein cités ci-dessus revêtent une signification supplémentaire : « Il n'y a pas de différences entre Jordaniens, Palestiniens, Syriens et Libanais. Nous faisons partie d'un seul peuple, la nation arabe... » Saul Singer, qui participe depuis longtemps au *Jerusalem Post*, a décrit l'importance de la prise de conscience du caractère absolu et intégral du terrorisme islamique, un article intitulé « L'illusion des deux conflits ». Cette analyse, étroitement liée à l'idée de Bernard Lewis sur le « choc des civilisations », présente des implications pour le conflit israélo-arabe : « Lier les deux [conflits] est considéré

49. Voir en particulier Norman Podhoretz, "World War IV: How it Started, What it Means, and Why We Have to Win," *Commentary*, septembre 2004.

50. Commission nationale sur les attentats terroristes perpétrés contre les États-Unis, *The 9/11 Commission Report*, New York, Norton, 2004.

comme un abandon des perspectives d'une paix israélo-arabe négociée. Si Yasser Arafat est notre Taliban et le cheikh Yacine avait été notre Ben Laden, comment la paix est-elle possible ? Rejetons le modèle des deux conflits et la solution des deux États disparaît<sup>51</sup>. »

Ce réajustement de perspective comporte des implications d'une grande portée parce qu'il indique l'urgence d'un réexamen des prémisses sur lesquelles la communauté internationale a fondé son approche, en particulier au regard de la centralité et de l'urgence de la question palestinienne. Dans une perspective plus universelle, ce développement a aussi des implications en Europe où, par suite d'un processus progressif, la politique étrangère a conduit à des conséquences intérieures imprévues, entre autres, la crise culturelle et politique de long terme résultant de l'immigration arabe sur une grande échelle. L'Espagne a dû affronter la réalité du 11 mars 2004. Et la Russie – autrefois exportatrice de terrorisme à grande échelle – doit aujourd'hui subir les conséquences du terrorisme islamique à grande échelle, comme elle l'a appris à Beslan. Le monde a changé et le conflit arabe avec l'Occident est venu interpeller ceux qui pensaient que cela n'arrivait qu'aux autres. Le conflit ne peut plus être considéré comme « une querelle dans un pays éloigné entre des peuples dont nous ne connaissons rien<sup>52</sup>. » Il concerne aujourd'hui tout le monde. Comme ce développement douloureux remet en question nombre des prémisses sur lesquelles se fonde le processus de paix, le moment présent est particulièrement propice à un examen en profondeur des accords d'Oslo et des illusions sur lesquelles ils ont été édifiés.

51. Saul Singer, "The two-conflict delusion," *Jerusalem Post*, 14 mai 2004.

52. Propos de Neville Chamberlain, cités par Harold Nicolson, *Why Britain is at War*, Harmondsworth, Penguin, réédition d'avril 1940, p. 86.

## Chapitre 1

### Défaut de perception et aveuglement : la quête de paix d'Israël dans le contexte d'exemples historiques similaires

L'examen des documents historiques révèle de nombreux exemples de défauts de perception, de dirigeants ou de gouvernements qui refusent de tenir compte d'informations incontestables, d'une importance capitale. Il est essentiel pour les relations de l'homme avec son environnement de tenir compte des nouvelles informations et de répondre aux changements de circonstances. Lorsque se produit un dysfonctionnement dans le processus d'intégration de nouvelles connaissances importantes et de correction des erreurs, la faculté de jugement rationnel peut être détériorée de manière fatidique. Si l'attitude d'une société peut être définie collectivement comme la somme des attitudes individuelles, il arrive parfois que la perception d'un seul individu, occupant un poste d'influence, soit suffisante pour déterminer la politique d'un gouvernement.

Le processus d'apprentissage et d'intégration de nouvelles informations intéresse habituellement les psychologues, les éducateurs et les philosophes, mais cet aspect du comportement humain peut également être examiné dans une perspective historique. Le grand historien français Marc Bloch a écrit que « la mauvaise compréhension du présent est la conséquence inévitable de l'ignorance du passé »<sup>1</sup>. Dans cet esprit, il est utile d'identifier et de décrire certains exemples tirés de l'histoire récente du vingtième siècle, qui présentent des similarités remarquables.

Dans cet article nous examinerons le refus systématique de Staline de croire qu'Hitler allait déclencher l'invasion de la Russie (Opération Barbarossa, 22 juin 1941) ; deux exemples de réaction des dirigeants juifs à la réalité de la destruction de

1. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Armand Colin 1997.

leur peuple ; et plus récemment, la « conception erronée » du plan stratégique d'Israël ayant entraîné sa vulnérabilité et de lourdes pertes au cours de la guerre de Kippour (1973).

Les erreurs d'appréciation militaires et politiques sont en général similaires, toutefois les premières peuvent souvent être corrigées en temps de guerre, après qu'une erreur de calcul militaire se soit produite. Les erreurs politiques, par contre, peuvent persister pendant des périodes de temps prolongées sans que leur importance ne soit reconnue, et elles sont par conséquent beaucoup plus difficiles à corriger. En règle générale, une perception erronée de la réalité, lorsqu'elle touche à une question politique, n'attire l'attention des spécialistes qu'après un échec désastreux.

### L'erreur de Staline

L'erreur la plus considérable de tous les temps fut probablement le refus de Staline de croire que l'Allemagne nazie allait attaquer l'Union soviétique. Cette défaillance fut si coûteuse que les chiffres des pertes en Union soviétique ont été supprimés jusqu'à récemment. On estime qu'elles atteignirent entre trente et quarante millions de personnes. Pour cette raison, les autorités soviétiques n'ont pas autorisé la publication de journaux de la période de la guerre, et par crainte de donner une trop large expression aux sentiments des vétérans, elles eurent une attitude ambivalente envers les commémorations publiques de la Grande Guerre patriotique et les honneurs rendus au courage des combattants. En Russie, l'effondrement du régime communiste fut nécessaire pour permettre l'accès aux sources indispensables.

Au cours du printemps et de l'été 1941, Staline reçut au moins une centaine d'avertissements de l'imminence de l'opération Barbarossa, émanant du NKVD, de sources alliées - y compris Churchill, et même directement de l'ambassadeur d'Allemagne en Russie, le comte Von der Schulenberg. Les observations de Staline dans son journal, en réaction à cer-

tains des rapports du NKVD, étaient tout simplement indécentes<sup>2</sup>. Levrenti Pavlovich Beria, souhaitant renforcer sa position à la tête du NKVD, menaça de punition ceux qui oseraient envoyer de l'étranger des rapports sur une invasion allemande, et à la veille de celle-ci, il écrivit ce qui suit à Staline : « Je demande à nouveau que l'on rappelle et punisse notre ambassadeur à Berlin, Dekanozov, qui continue de me bombarder de « rapports » sur les préparatifs présumés de Hitler pour attaquer l'URSS. Il a rapporté que cette attaque commencerait demain... Mais moi et mon peuple, Iosif Vissarionovich, avons fermement gravé dans notre mémoire votre sage conclusion : Hitler ne nous attaquera pas en 1941. »

Dans ce contexte, il faut dire un mot des « consommateurs » d'informations. Il est clair que le fournisseur d'informations opère dans un environnement qui a parfois des opinions particulières. Il n'est pas rare que le désir de plaire au « consommateur » l'emporte sur l'obligation de fournir des données valables au contenu gênant. Cette dimension des relations revêt une importance considérable, car elle exprime la dichotomie entre la présentation d'informations sérieuses et le refus de les accepter, qui peut se traduire par l'attitude extrême consistant à « supprimer le message ». De fait, le 21 juin 1941, Beria ordonna que quatre fonctionnaires du NKVD qui avaient persisté à envoyer de tels rapports soient « confinés dans la poussière des camps de travail »<sup>4</sup>.

### Le Conseil juif d'Amsterdam

Dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, l'incapacité à intégrer des informations vitales était telle que l'historien national hollandais, Lou de Jong, se consacra tout particulièrement à cette question, notamment dans le cas du Conseil juif

2. Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Sword and the Shield ; The Mitrokhin Archive and the Secret History of the K.G.B.* (New York : Basic Books, 1999), p.93.

3. *Ibid.*, p.94.

4. *Ibid.*

d'Amsterdam<sup>5</sup>. Un des grands défis pour l'historien écrivant sur les Pays-Bas sous l'occupation allemande, était d'expliquer pourquoi le nombre de victimes fut tellement élevé au sein de la communauté juive hollandaise. Sur une population de 140 000 personnes avant-guerre, 102 000 Juifs hollandais furent assassinés. Ce taux est terriblement élevé pour l'Europe occidentale, et peut s'expliquer par plusieurs facteurs, l'un d'entre eux étant le niveau de collaboration très poussé de la part des autorités civiles hollandaises et de la population dans son ensemble.

Tout aussi importante fut l'incapacité des dirigeants du judaïsme hollandais à reconnaître les intentions hostiles des Allemands. Ils furent induits en erreur par leurs idées préconçues, et notamment par l'idée que l'hostilité des Allemands était dirigée contre les Juifs d'Europe orientale mais certainement pas contre eux. Une autre idée préconçue répandue à l'été 1942, au plus fort des déportations, était la croyance erronée selon laquelle les Alliés allaient rapidement intervenir, et l'Allemagne serait vite défaite<sup>6</sup>. Ces croyances empêchèrent de nombreux Juifs hollandais de tirer la conclusion qu'ils étaient en danger mortel et qu'ils pouvaient augmenter leurs chances de survie en se cachant.

### L'incrédulité du Juge Frankfurter

Ayant consacré une étude systématique au même sujet, Walter Laqueur développa ce thème dans son livre *Le terrifiant Secret*<sup>7</sup>. Il observe que « la désintégration de l'intelligence rationnelle est l'un des thèmes récurrents pour tous ceux qui ont écrit sur cette période en connaissant bien le sujet ». Dans son étude, il donne un exemple particulièrement dramatique de défaut de perception, à travers le compte-rendu d'une conversation ayant eu lieu à la fin 1942, à Washington, entre Jan

5. L. de Jong, *Een Sterfgeval te Auschwitz* (Amsterdam : Querido, 1967).

6. J.S. Fishman, « On Jewish Survival during the Occupation : The Vision of Jacob van Amerongen », *Studia Rosenthaliana* 33, 2 (1999) : 167.

7. Walter Laqueur, *The Terrible Secret : Suppression of the Truth about Hitler's Final Solution* (Middlesex : Penguin, 1982), p. 205. Traduction française : *Le terrifiant Secret*, Gallimard 1981.

Karski, membre haut-placé de la résistance polonaise, et le juge à la Cour suprême Felix Frankfurter. Une partie de la mission de Karski consistait à avertir les dirigeants américains de la destruction du judaïsme européen, qui battait son plein. Walter Laqueur l'interrogea de manière approfondie, et il rapporte ainsi les faits : « Karski raconta au juge Frankfurter tout ce qu'il savait de la situation des Juifs, et après avoir terminé, il eut droit à quelques compliments de la part du juge, qui déclara ensuite « je ne puis vous croire ». Ciechanowski [l'ambassadeur de Pologne à Washington] qui était de nouveau avec lui affirma à Frankfurter que Karski était mandaté par le gouvernement polonais, et qu'il était absolument impossible qu'il y ait dans ses paroles autre chose que la pure et simple vérité. Le juge répondit : « je n'ai pas dit que ce jeune homme avait menti. J'ai dit que je ne pouvais pas le croire. Il y a une différence. »<sup>8</sup>

La réponse de Frankfurter exprime une étape importante du processus de cognition : afin d'intégrer et de « connaître » des faits, il est nécessaire que le destinataire les accepte comme plausibles. Dans le contexte du débat philosophique médiéval, pour savoir si l'on doit « croire afin de savoir » ou « savoir afin de croire », cet exemple donne des indications : il faut vraiment croire pour savoir. La question comporte également des implications pratiques car, s'il avait accepté la validité du compte-rendu de Karski, Frankfurter aurait été obligé d'adopter une certaine ligne d'action découlant de ses responsabilités de dirigeant. A cette époque, il était sans doute très mal vu d'être considéré comme un défenseur de la cause juive dans les cercles dirigeants de Washington, et il est tout à fait possible que de tels sentiments aient eu une certaine influence sur la décision personnelle du juge.

### Golda Meir ne tient pas compte d'un avertissement

Une rencontre similaire se produisit près de trente et un ans plus tard, lorsque le Roi Hussein, accompagné du Premier ministre Zayd al-Rafai, rendit visite à Golda Meir pour l'avertir

8. *Ibid.*, p. 237.

de la guerre imminente. Ils vinrent douze jours avant le déclenchement des hostilités, aux environs du 25 septembre 1973 <sup>9</sup>. Nous n'avons pas de compte-rendu du dialogue, mais nous savons d'après le contexte factuel que Golda Meir ne tint aucun compte de cet avertissement. L'opinion largement répandue au sein des milieux de l'armée et de la défense israélienne, qui fut désignée plus tard comme « la Conception », a été décrite par la commission Agranat dans ces termes : « 1) l'Égypte n'entamerait pas une guerre tant qu'elle ne disposerait pas de la capacité de frapper les principales bases de l'aviation israélienne ; et 2) la Syrie n'attaquerait Israël que de manière conjointe avec l'Égypte » <sup>10</sup>.

La rencontre entre Golda Meir et le roi Hussein eut lieu dans un contexte où, selon un rapport publié par *Yediot Aharonot*, plus de 1 500 avertissements faisant état d'accumulation de troupes avaient été envoyés à Israël avant octobre 1973 <sup>11</sup>. Les étapes successives des préparatifs de guerre, les premiers indicateurs d'alerte et les avertissements stratégiques <sup>12</sup> furent transmis de manière détaillée, mais ne furent pas suivis d'effet. Une des raisons qui explique cette terrible défaillance fut le rôle d'Éli Zeira, chef des renseignements militaires, qui supprima les informations ne correspondant pas à sa compréhension de la situation. « Le vendredi matin, environ 28 heures avant le début de la guerre, le général Zeira résuma son estimation : "tous les indicateurs montrent que les Égyptiens et les Syriens ne vont pas nous attaquer, mais qu'ils ont peur de nous" » <sup>13</sup>. Un spécialiste de science politique, Uri Bar Yosef, a décrit sans équivoque cette suppression d'informations comme « contraire à l'éthique » <sup>14</sup>. Néanmoins, dans un contexte historique, il faudrait réfléchir sur la communauté

9. Uri Bar-Joseph, « The Wealth of Information and the Poverty of Comprehension : Israel's Intelligence Failure of 1973 Revisited », *Intelligence and National Security* 10 (Octobre 1995) : 234.

10. *Ibid.*, p. 229.

11. 28 septembre 1998.

12. Bar-Joseph, *passim*.

13. *Ibid.*, p. 233.

14. *Ibid.*, p. 236.

des « consommateurs de renseignements » et le type d'informations qu'ils souhaitaient entendre. Dans notre tentative pour comprendre ce qui est arrivé, nous devons aussi tenir compte de ce facteur. Lorsqu'on les compare, les rapports de Beria et de Zeira présentent une remarquable similarité, en dépit des différences de circonstances et de systèmes politiques au sein desquels ils agissaient.

### Des informations gênantes

L'histoire contemporaine ne manque pas d'exemples de dirigeants qui, confrontés à des informations « gênantes » d'une importance vitale, refusent d'en tenir compte. Dans les faits, une information « gênante » devient telle parce que l'intégration d'une telle connaissance exige en général de choisir une ligne d'action inopportune. Lorsque de telles défaillances se produisent, le préjudice peut être aggravé par une tromperie active de la part d'un ennemi ingénieux ou par l'introduction de perfectionnements techniques ou tactiques. Lorsque la signification de tels développements est comprise, il est trop tard. Pendant la guerre de Kippour, l'introduction par l'Égypte de batteries de missiles mobiles sur le champs de bataille et dans les systèmes de défense antiaérienne fut une surprise très désagréable. Pour citer un autre exemple, le cas de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, Marc Bloch avait constaté « l'opportunisme méthodique » <sup>15</sup> de l'armée allemande, et notamment sa capacité à se déplacer rapidement sur le terrain, entre autres choses, qui était devenu un avantage imprévu : « Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a en lui de plus grave <sup>16</sup>. »

15. Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Gallimard 1990.

16. *Ibid.*, p. 49.

Les défauts de perception peuvent se produire même en présence d'avertissements et d'indications abondants et répétés, comme ce fut le cas pour l'Opération Barbarossa et la guerre de Kippour. Après les faits, les puissances en place n'encouragent pas l'investigation objective de telles défaillances. Comme nous l'avons mentionné, ce n'est qu'après l'effondrement de l'Union soviétique que les archives furent ouvertes dans ce pays. Une investigation exhaustive et approfondie de la défaillance des renseignements israéliens au cours de la guerre de Kippour n'a pas encore été réalisée.

### Prendre des risques pour la paix

Le 26 mars 1995, le défunt Premier ministre Yitzhak Rabin reçut une délégation œcuménique américaine, conduite par Joseph Cardinal Bernardin de Chicago. Lors de cette réunion amicale et détendue, Rabin décrivit les éléments essentiels de l'initiative de paix de son gouvernement. Il mentionna tout d'abord la supériorité économique grandissante d'Israël sur les autres pays de la région, qui devenait une source de préoccupation pour eux. Rabin expliqua qu'après les tirs de missiles irakiens sur les centres de population israéliens pendant la guerre du Golfe (1991), la meilleure garantie de sécurité serait de faire la paix avec ses voisins. Il estimait que les deux ennemis les plus dangereux pour Israël étaient l'Irak et l'Iran. En conséquence, Israël devait s'efforcer de faire la paix avec la Syrie et avec les Palestiniens. Tout en expliquant ceci, il avança l'opinion selon laquelle « les Palestiniens [n'étaient] pas nos ennemis »<sup>17</sup>, et affirma qu'il était si déterminé à mettre en œuvre sa politique, qu'il serait prêt à faire adopter par la Knesset un accord de paix avec la majorité d'une voix dont bénéficierait son gouvernement.

17. Rabin s'exprima dans les mêmes termes dans son dernier discours, mais les passages de la transcription officielle furent mystérieusement supprimés. Rabin affirma : « Je veux dire simplement : nous avons trouvé un partenaire pour la paix chez les Palestiniens - l'OLP, qui était autrefois un ennemi et qui a abandonné le terrorisme ». Akiva Eldar, « PLO and Syria Cut Out of Rabin's Last Speech », *Ha'aretz* (édition en anglais), 8 novembre 2000.

Non seulement Rabin considérait que les Palestiniens n'étaient plus des ennemis, mais il espérait aussi que l'OLP pourrait tenir lieu d'allié d'Israël dans sa guerre contre le terrorisme du Hamas et du Djihad islamique. Au milieu des années 1990, une lutte opposait les forces montantes du fondamentalisme islamique au sein du monde arabe et l'ancien leadership nationaliste arabe. Le combat escompté d'Arafat contre le Hamas était supposé refléter, au sein du microcosme palestinien, le drame qui se déroulait à l'échelle du Moyen Orient tout entier en Algérie, en Egypte et même en Syrie. Sur le fondement de cette théorie, Rabin entreprit de prendre des risques pour la paix.

Cette approche était conforme à l'opinion qu'il avait exprimée plus tôt au cours de sa carrière, au lendemain de la guerre de Kippour, à savoir qu'il était souhaitable de prendre des risques pour parvenir à la paix, et que de tels efforts seraient justifiés même en cas d'échec<sup>18</sup>. Par ailleurs, depuis 1993 le Président Clinton avait clairement fait savoir que les Etats-Unis compenseraient tous les risques assumés par Israël, vraisemblablement par un accroissement de leur aide. De toute évidence, Rabin estimait prendre un risque calculé et limité en concluant les accords d'Oslo avec l'OLP en 1993. Il ne considérait pas les Palestiniens comme une *menace stratégique* pour l'Etat d'Israël, au même titre que l'Iran ou l'Irak, susceptible de mettre en danger l'existence d'Israël. Pour Rabin, le terrorisme palestinien était uniquement un *problème tactique*, de sorte que même si le processus d'Oslo échouait, le risque pour Israël serait minimal.

Plusieurs aspects de la politique de Rabin se révélèrent problématiques. En premier lieu, si l'hypothèse principale selon laquelle « les Palestiniens ne sont pas nos ennemis » s'avérait erronée, toutes les décisions politiques découlant de cette hypothèse seraient dénuées de fondement - et au premier chef, l'objectif politique fondamental de mettre fin au conflit de longue date entre Israël et les Palestiniens. En fait, les attentats-

18. Discours du Premier ministre Rabin lors du dîner des anciens étudiants de l'université Columbia, Migdal Shalom, Tel-Aviv, 16 janvier 1975.

suicides commis par des terroristes au cœur des villes d'Israël augmentèrent de manière drastique, au point que le nombre d'Israéliens qui périrent dans des attaques terroristes palestiniennes fut plus élevé pendant les trois premières années qui suivirent les accords d'Oslo de 1993 que pendant la décennie précédente. Arafat ne combattit pas contre le terrorisme fondamentaliste islamique comme prévu ; et le chef des renseignements militaires israéliens, le général Moshé Yahalon, le reconnut : « Malheureusement, je ne peux pas dire que l'Autorité palestinienne, depuis qu'elle est entrée dans les Territoires en mai 1994, ait agi à un moment quelconque de manière nette et décisive contre la capacité terroriste opérationnelle du Hamas ou du Djihad islamique »<sup>19</sup>. A une autre occasion, Moshé Yahalon expliqua qu'en réalité, Arafat bénéficiait du potentiel militaire de son opposition islamique. Ce potentiel militaire pouvait être employé comme moyen de pression sur Israël : « Arafat préserve cette situation en vue des négociations sur le statut définitif avec Israël »<sup>20</sup>. Le prédécesseur de Yahalon, le général Uri Saguy, avait averti les dirigeants politiques israéliens qu'une situation « à la libanaise » se développait à Gaza, ce à quoi le ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès avait rétorqué : « vous détruisez ma paix »<sup>21</sup>.

En second lieu, il existait une autre hypothèse, non exprimée mais implicite, selon laquelle, si la paix avec la Syrie ou avec les Palestiniens exigeait des concessions territoriales, incluant le sacrifice de nombreuses implantations, le Premier ministre se servirait de la majorité parlementaire la plus restreinte possible. On peut s'interroger sur le coût et les risques politiques intérieurs découlant de l'application d'une mesure tellement traumatisante, en l'absence de consensus national. A cette époque, le Premier ministre Rabin avait sous-estimé et mal évalué les convictions profondes des habitants des implantations

19. *Ma'ariv*, 16 avril 1998.

20. Yahalon a fait cette analyse devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset en janvier 1996. Voir Dore Gold, « No Security, No Peace », *New York Times*, 29 mars 1997.

21. Voir Manfred Gerstenfeld, « Those Who Are Guilty », *Jerusalem Post*, 27 mars 1996.

et d'autres secteurs de la société israélienne qui sympathisaient avec eux, en déclarant avec mépris : « ils peuvent tourner comme des hélices ». Cette approche contribua grandement à la polarisation de la société israélienne.

De nombreux éléments fondamentaux de la politique de Rabin continuent d'être acceptés implicitement jusqu'à ce jour. Au risque de simplifier excessivement la situation, on peut dire que seules l'extrême-droite et l'extrême-gauche paraissaient avoir pleinement saisi le prix véritable d'un accord intégral entre Israël et les Palestiniens - à savoir la renonciation à la quasi-totalité de la terre et à plus de 100 implantations en faveur des Palestiniens - alors que le centre de l'échiquier politique israélien demeurait inerte. Le gouvernement d'Ehoud Barak s'abstint d'aborder ce prix à payer (au cours de la campagne électorale de 1999), préférant se focaliser sur le retrait du Liban.

Avec l'échec des négociations de Camp David à l'été 2000 et le déclenchement de la récente vague de violences à la veille du nouvel an juif 5761 (29 septembre 2000), tant la justesse du processus de paix que la volonté réelle des Palestiniens de conclure un accord définitif firent l'objet d'un débat public urgent. Des organisations placées sous le contrôle direct de Yasser Arafat comme les *Tanzim* du Fatah et la garde présidentielle (Force 17) ouvrirent le feu sur des civils israéliens et sur des soldats ; les violences furent perpétrées par les organes centraux de l'Autorité palestinienne et pas seulement par l'opposition fondamentaliste à Yasser Arafat. Il est désormais possible d'affirmer que la nature du débat avait été transformée, et que les « consommateurs d'information » étaient devenus dans ce cas la nation elle-même. Ceci constitue en principe un développement sain pour une démocratie.

Il existe encore une autre possibilité troublante pouvant découler des prémisses discutées ci-dessus : le sentiment - jusqu'alors non exprimé - qu'un Etat d'Israël isolé ne serait pas en mesure de vaincre militairement ses ennemis et que le meilleur moyen de parvenir à la sécurité était de les apaiser. L'ancien président de la Cour suprême d'Israël, Moshe Landau, n'a pas employé le terme d'« apaisement », mais l'a décrit en substance dans le *Ha'aretz Magazine* du 6 octobre 2000. Il a également fait référence à la « stratégie des étapes » palestinienne, qui sera abordée ultérieurement : « Je crains pour la sur-

vic de l'Etat... De grands dangers extérieurs nous menacent. Mais les dangers intérieurs sont plus graves encore : le sentiment général de confusion, la confusion des concepts, la désintégration sociale, la faiblesse de la volonté nationale, le manque de détermination à défendre nos vies, et l'illusion selon laquelle la paix supprimera la nécessité de nous battre et de nous défendre. Cela ne me laisse aucun répit... J'affirme que c'est en réalité parmi ceux qui croient en une « paix des braves » que se trouvent les véritables lâches... C'est pourquoi ils courent derrière Arafat en le suppliant d'accepter nos énormes concessions, car ils essaient de sauver ce qui peut l'être, de sauver une sorte d'enclave, une espèce de canton comme Singapour autour de la région de Tel Aviv. Mais bien sûr, c'est une illusion... Je pense que nous faisons face à des adversaires beaucoup plus intelligents que nous, des adversaires qui savent qu'ils doivent procéder par étapes. En ce qui les concerne, les choses sont tout à fait claires : ils ne veulent pas de nous ici, mais en attendant, ils acceptent de se contenter de ce qu'ils pourront obtenir à chaque étape qui les rapproche de leur objectif ultime...<sup>22</sup> »

Une des raisons pour lesquelles le Premier ministre Barak refusa de constituer un gouvernement d'unité nationale était sa croyance obstinée dans le processus de paix, même dans une situation de terrorisme grandissant et de guerre ouverte. La députée à la Knesset Dalia Itzik, fervent soutien de Barak, qui l'utilisait pour présenter ses idées au public<sup>23</sup>, déclara ainsi à la télévision : « Il n'existe pas de solution militaire, mais uniquement une solution politique », affirmation qui ne dépendait pas entièrement d'Israël. Là encore, ce qui permit de laisser l'initiative diplomatique sur les rails fut l'idée répandue selon laquelle le soulèvement de septembre 2000 n'était qu'un problème tactique, et non une menace stratégique. L'expérience historique montre pourtant que ce type de terrorisme de faible intensité

22. Interview du ministre de la Justice, Moshe Landau, *Ha'aretz Magazine* (édition en anglais), 6 octobre 2000. Cette citation a été légèrement modifiée dans la forme.

23. Aluf Benn et Danna Harman, « Camp David Dispatch ; No », *The New Republic* (édition Internet), 7 août 2000.

conduit à une escalade, comme ce fut le cas lors des guerres israélo-arabes de 1948, 1956, 1967 et 1982. En 2001, l'exemple de ce nouveau terrorisme, diffusé sur la télévision par satellite arabe, réussit à mobiliser la rue arabe dans les pays voisins, menaçant de transformer cette violence à faible intensité en défi stratégique majeur pour Israël. Tant que le gouvernement Barak percevait la violence palestinienne comme un problème purement tactique, pouvant être résolu par des moyens diplomatiques, il n'a pas envisagé sérieusement les options militaires pour affronter cette menace.

En outre, le débat s'est transformé partiellement en une question de politique intérieure israélienne, sans trop d'égard pour les faits, ce qui constitue un développement dangereux. Le Premier ministre Barak a adopté sans aucune réserve la politique de Rabin consistant à prendre des risques considérables pour la paix, d'une manière qui frôlait l'inconscience, se précipitant à Camp David après avoir essuyé une défaite lors du vote de la motion de censure à la Knesset. Il avait espéré réussir à faire adopter un accord de paix au moyen d'un référendum national, au lieu d'un vote normal à la Knesset, où ses chances de réussite étaient réduites. A Camp David, Barak engagea les négociations en divulguant la position maximale d'Israël (à cette époque !), chose qu'un négociateur expérimenté n'aurait jamais faite<sup>24</sup>. Le résultat montre que les choses ne se sont pas déroulées comme il l'avait prévu, et qu'il a commis une erreur de calcul dont les implications restent encore à analyser<sup>25</sup>. En réalité, le Ministre des communications de l'Autorité palestinienne Imad Faluji a révélé que la récente Intifada n'était pas une réaction spontanée à la visite sur le Mont du Temple

24. Ce fut la conclusion d'Ariel Sharon, qui observa dans une interview, « N'ayant pas l'expérience des négociations, il [Barak] pensa qu'il allait arriver à Camp David et mettre toutes les concessions sur la table, et qu'Arafat allait l'enlacer, le remercier, l'embrasser et l'aimer. Mais Arafat est expérimenté. Il a immédiatement pris tout ce qu'on lui offrait et demandé plus ». « Q & A : Ariel Sharon », *Washington Post* (édition Internet), 8 octobre 2000.

25. Voir en particulier Aluf Benn et Danna Harman, « Camp David Dispatch ; No », *The New Republic* (édition Internet), 7 août 2000. Cet article apporte des éclaircissements et une description de l'état d'esprit qui régnait pendant et après cette rencontre.

d'Ariel Sharon, alors chef de l'opposition, en septembre, mais qu'elle avait été planifiée après l'échec des négociations de paix en juillet 2000 <sup>26</sup>.

Plusieurs possibilités viennent à l'esprit : 1) rien de ce que Barak aurait pu proposer n'aurait été suffisant ; 2) la partie adverse ne voulait pas que les négociations aboutissent ; et 3) au lendemain du retrait unilatéral et désordonné du Liban, les Palestiniens pressentaient la faiblesse d'Israël et avaient décidé d'employer la violence et le terrorisme comme instruments de négociation. Sans doute ont-ils pensé qu'ils pouvaient obtenir ce qu'ils voulaient sans conclure aucun accord.

### Affronter la nouvelle réalité

La question de cette réalité nouvelle et déplaisante qu'il fallait affronter s'est manifestée à nouveau, lors du débat au sein du gouvernement Barak, concernant la publication d'un Livre blanc établissant par écrit les violations palestiniennes des précédents accords. Bien que le gouvernement ait parrainé sa publication, son existence et son contenu ont suscité une large hostilité interne, et tout porte à croire que le Département d'Etat américain ne l'a pas du tout apprécié.

« Sa préparation et sa publication ont suscité une vive controverse au sein même du gouvernement. Les différences d'opinion internes ont retardé la divulgation du document pendant un mois et entraîné certaines modifications de ses aspects les plus incisifs... Le Ministre des Affaires étrangères Shlomo Ben-Ami éprouvait des doutes sérieux quant au bien-fondé d'un volte-face politique, destiné à rejeter sur Arafat toute la responsabilité, et son ministère refusa initialement de diffuser le Livre blanc au sein des missions diplomatiques à l'étranger <sup>27</sup>. »

26. Lamia Lahoud, « PA Minister : Intifada Planned Since July », *Jerusalem Post*, 4 mars 2001.

27. Aluf Benn, « White Paper Tiger Unleashed », *Ha'aretz* (édition en anglais), 24 novembre 2000.

Le Livre blanc n'indique ni son auteur (désigné dans la presse comme étant le colonel Eran Lerner des services de renseignements de l'armée) ni le fait qu'il s'agit d'un document gouvernemental. <sup>28</sup> Il énumère les violations palestiniennes des accords conclus comme suit :

1. Recours direct à la violence ;
2. attitudes ambivalentes envers le terrorisme et, à certains moments, complicité totale ;
3. absence de saisie des armes illégales ;
4. incitation à la haine ;
5. effectifs des forces de police palestiniennes ;
6. forces de sécurité palestiniennes agissant en dehors des zones convenues ;
7. utilisation illégale de l'aéroport de Gaza ;
8. conduite de relations étrangères en violation des accords sur le statut intérimaire ;
9. violation des accords sur l'infrastructure économique ;
10. activités criminelles à grande échelle, incluant le vol de voitures et la fraude fiscale.
11. absence de protection des lieux saints juifs de Naplouse et Jéricho <sup>29</sup>.

La publication classait les différentes catégories de violations qui, considérées dans leur ensemble, constituent les éléments d'un programme cohérent. Certaines sont très préoccupantes, comme les effectifs des forces de police, la contrebande d'armes, l'incitation et la propagande, la politique systématique de violation des accords et la tolérance vis-à-vis de la criminalité généralisée. En violation des accords intérimaires, le nombre de policiers palestiniens dépassait de 10000 hommes l'effectif autorisé de

28. *Ibid.* Le colonel Eran Lerman des renseignements militaires a été chargé de compiler les données et de rédiger le document en anglais.

29. «Le non respect par l'Autorité palestinienne et l'OLP des accords signés et des engagements : une tradition de mauvaise foi et de mauvaise conduite» (Jérusalem : Government Press Office, 2000), pp. 5-6. Le style des titres ci-dessus a été légèrement modifié. Ce document sera désigné ci-dessous le Livre blanc.

30 000 à la date de publication du Livre blanc <sup>30</sup>. L'OLP s'était abstenue de collecter les armes illégales <sup>31</sup> et elle était soupçonnée de passer en contrebande des armes supplémentaires par l'aéroport de Dahaniyyah à Gaza <sup>32</sup>. Tout porte à croire qu'une accumulation d'armements importante avait lieu, incluant l'introduction de catégories d'armes illégales <sup>33</sup>. En outre, l'OLP utilisait la propagande comme moyen d'incitation à la haine, par le biais du système éducatif et des médias, dans le but de mobiliser la population de tous les âges.

Le Livre blanc ne fait qu'effleurer le sujet, cependant la criminalité à grande échelle atteint les proportions d'une guerre économique, se traduisant par la perte et par la destruction de biens. En 1997, 46 018 voitures ont été volées ; en 1998, 41 962 ; en 1999, 30 824 ; et en 2000, le chiffre est estimé à 28 300. Récemment, la tendance est de voler des voitures plus récentes, dont la valeur moyenne atteint environ 12 500 \$. La valeur moyenne perdue par l'économie israélienne au cours des quatre dernières années approche les 46 millions de dollars par an, qui n'incluent pas les produits de leur revente en Israël sous forme de véhicules refaits à neuf ou de pièces détachées. A la perte directe, s'ajoutent les dommages indirects, comme les heures de travail perdues par les propriétaires des véhicules volés, la main d'œuvre consacrée par la police à ce problème et les ressources dépensées pour les mesures de sécurité préventive <sup>34</sup>. Ces chiffres n'incluent pas les autres catégories privilégiées de biens volés, comme les équipements agricoles, les machines et le bétail.

### La diplomatie comme instrument de guerre

Un autre aspect remarquable de la politique palestinienne réside dans l'utilisation de la diplomatie comme instrument de

30. *Ibid.*, p. 38.

31. *Ibid.*, pp. 28-31.

32. *Ibid.*, p. 38.

33. *Ibid.*

34. Entretien personnel avec Shmuel Malkis, économiste de la fédération des compagnies d'assurances israéliennes, 31 décembre 2000.

guerre par d'autres moyens, pour reprendre la citation de Clausewitz en la renversant. Nous faisons allusion à la technique de violation systématique des accords conclus, à la « stratégie des étapes » et aux références favorables faites par Arafat au Traité de Hodaybiyyah <sup>35</sup>, conclu par Mohammed en 628 avec les tribus qui dirigeaient la Mecque, et qu'il viola plus tard lorsqu'il jugea que c'était opportun. Selon cette doctrine, on peut conclure un traité avec son ennemi, lorsqu'on est en situation de faiblesse. Lorsqu'on se trouve en position de force, on peut tout à fait violer les engagements pris, suivant l'exemple du Prophète. Dans le cadre de la stratégie palestinienne, la guerre et la négociation vont de pair et s'inscrivent dans le « djihad palestinien permanent » <sup>36</sup>. Les violations mentionnées ci-dessus, s'ajoutant à cette habitude, traduisent un effort important pour mobiliser tous les secteurs de la société palestinienne dans la guerre contre Israël. En janvier 1996, Nabil Sha'ath décrit cette stratégie lors d'une conférence à Naplouse : « Nous avons décidé de libérer notre patrie petit à petit... Si Israël poursuit dans cette voie - il n'y aura aucun problème. Nous respecterons les traités de paix et l'engagement de non-violence... Mais si et quand Israël dira « stop », alors nous reprendrons la violence. Mais cette fois, ce sera avec 30000 soldats palestiniens armés et dans un pays jouissant de certaines libertés... Si nous parvenons à une impasse, nous reprendrons notre guerre et notre lutte comme nous l'avons fait depuis quarante ans <sup>37</sup>. »

De fait, comme nous l'avons remarqué, l'Autorité palestinienne s'est engagée dans d'intenses efforts de réarmement en prévision d'une telle éventualité. Le chef d'état-major israélien, le général Shaul Mofaz, a déclaré le 28 février 2001 que l'Autorité palestinienne était engagée dans une campagne de réarmement massif, comprenant des armes légères, des armes antichar et antiaériennes, ainsi que des mortiers : « les Palestiniens font des efforts énormes pour introduire des muni-

35. Livre blanc, p. 10.

36. *Ibid.*, p. 11.

37. *Ibid.*

tions et des armes dans les territoires, en particulier dans la Bande de Gaza, par la mer et par les tunnels depuis l'Égypte à Rafiah »<sup>38</sup>. Dans le même temps, la direction palestinienne a fait comprendre que ses intentions hostiles envers Israël demeureraient inchangées. Bien que le Conseil national palestinien (PNC) ait adopté à deux reprises (en 1996 et 1998) une décision officielle pour modifier la Charte nationale palestinienne - appelant à la destruction d'Israël - le Président du PNC, Salim Za'anoun, a affirmé le 3 février 2001 dans l'organe officiel de l'Autorité palestinienne, que la Charte palestinienne demeurait inchangée et qu'elle était toujours en vigueur.

### Une analogie historique

Un étudiant se penchant sur l'histoire du vingtième siècle trouvera sans peine le livre auquel l'Autorité palestinienne a emprunté une page (ou deux). S'il est vrai que tout événement historique est unique, il y a plus qu'une similitude fortuite entre la mobilisation palestinienne et le réarmement secret de l'Allemagne et ses préparatifs de guerre, entamés au début des années 1920, plus d'une décennie avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler. L'analogie entre l'Allemagne de l'entre-deux-guerres et l'OLP d'après Oslo n'est sans doute pas parfaite, mais les similitudes sont remarquables. C'est l'Allemagne nazie qui a apporté au monde moderne le prototype de l'Etat criminel totalitaire, défi qui a contraint les Etats démocratiques à trouver une réponse appropriée. En premier lieu, les Etats démocratiques doivent insister sur le respect des accords signés - le Traité de Versailles et les accords d'Oslo - à l'égard des niveaux d'armement autorisés. Deuxièmement, les dirigeants des Etats démocratiques doivent comprendre que le défaut d'insistance sur le respect des limitations conventionnelles des armements ne fait qu'augmenter les chances d'un conflit armé.

L'élément fondamental de l'effort allemand, qui mérite d'être rappelé, fut le recyclage discret des soldats : « En premier lieu les soldats et officiers démobilisés désireux d'aider furent gardés au sein de l'armée. Ils furent d'abord regroupés au sein de « corps francs »

38. *Al-Hayat Al-Jadida*, 3 février 2001, traduction de MEMRI.

éparpillés qui, sous différents titres d'apparence anodine, et sous couvert d'organisations sportives, de clubs de randonnées, voire d'entreprises commerciales, menaient une existence de gangsters, entrecoupée d'entraînements militaires réguliers. Plus tard, ils furent structurés avec une direction centrale et constituèrent la « Milice brune ». Numériquement, elle n'était pas très importante ; elle n'atteignit probablement jamais plus de trente mille hommes. Mais ces hommes étaient entraînés et organisés pour constituer le noyau de la future armée allemande ; ils devaient fournir le cadre militaire et idéologique dans lequel des millions de jeunes et d'adultes allemands s'intégreraient, lorsque le moment serait venu d'apparaître au grand jour<sup>39</sup>. »

Les autres éléments du programme étaient la dissimulation d'armes et leur production secrète. L'état-major était financé au moyen de donations de l'industrie allemande, et le gouvernement octroyait des subventions secrètes à différentes industries pour la production d'armes<sup>40</sup>.

Ultérieurement, après que les nazis se furent emparés du pouvoir, la propagande et l'endoctrinement furent utilisés comme instruments pour préparer la population à la guerre : « Les masses allemandes étaient éduquées à agir et à penser comme si elles étaient déjà en guerre. Pour les jeunes hommes et femmes, cela se traduisait par la conscription et des travaux civils effectués selon une discipline militaire. Pour les enfants, cela signifiait d'une part les activités paramilitaires des Jeunesses hitlériennes et de la Ligue des jeunes filles allemandes, et d'autre part l'endoctrinement à l'école, avec l'idée que la guerre était l'état naturel des choses, tant qu'un des adversaires de l'Allemagne survivait encore... Il n'est pas exagéré de dire qu'au moment de la crise de Munich [1938], l'Allemand moyen avait déjà appris à se considérer comme un membre d'une forteresse armée, acceptant les privations et les restrictions à sa liberté comme allant de soi, et prêt à subir de nouvelles privations et restrictions dès que son chef lui en donnerait l'ordre<sup>41</sup>. »

39. Lindley Fraser, *Germany between Two Wars ; A study of Propaganda and War-Guilt* (Londres : OUP, 1944), p. 78.

40. *Ibid.*, pp. 79-80.

41. *Ibid.*, pp. 98-99.

Un autre élément de la diplomatie allemande était la « stratégie des étapes », fondée sur la violation systématique des traités : « Pour Hitler, en fait, un traité était simplement -et littéralement - une ruse de guerre. Il le reconnut lui-même à plusieurs occasions. Il déclara ainsi à une occasion : « nous interprétons les traités de la manière qui nous convient et sans tenir compte de l'opinion des autres ». Dans une apostrophe à M. Chamberlain, qui avait fait remarquer que l'invasion de la Tchécoslovaquie en mars 1939 constituait une violation d'un engagement librement et solennellement pris, il déclara avec une raillerie acerbe : « Je vous remercie, Herr Chamberlain, de ne pas penser que je pourrais être traître envers mon peuple ». En d'autres termes, aucun traité contraire aux intérêts nationaux immédiats de l'Allemagne n'était contraignant. [Hitler] se porterait garant de quelque frontière que ce soit et conclurait un pacte de non-agression avec qui que ce soit ; mais rien de tout cela ne restreindrait sa liberté d'action le moment venu <sup>42</sup>. »

Le modèle allemand d'utilisation de la propagande pour mobiliser une société toute entière, en la préparant aux privations et à la guerre, permet de mieux comprendre l'incitation systématique à la haine des Juifs et d'Israël qui s'exprime au sein du système éducatif et des médias palestiniens - ainsi que l'utilisation des enfants dans les confrontations violentes. Il ne s'agit pas d'événements fortuits, mais d'éléments d'un programme. De plus, la technique consistant à violer les accords conclus, utilisée comme un outil politique, s'inspire sans doute de l'exemple allemand, même si le principe existe également dans la tradition culturelle islamique. Un autre élément de comparaison qui n'est pas mentionné dans le Livre blanc, mais qui est néanmoins pertinent pour notre discussion, est l'emploi de la minorité allemande des Sudètes comme instrument de déstabilisation de la Tchécoslovaquie.

### La fin de l'ère Barak

Le 6 février 2001 prit fin l'ère Barak dans la politique israélienne. Ehoud Barak, qui avait reçu le plus large mandat

42. Ibid., p. 107.

jamais obtenu dans une élection israélienne avant cette date, subit une défaite sans précédent et quitta son poste discrédité. La principale priorité de tout son mandat avait été la recherche d'un accord de paix, qu'il avait poursuivi au détriment des programmes que les gouvernements entreprennent normalement pour promouvoir le bien-être de leurs citoyens, comme le développement des services sociaux et la continuité de l'approvisionnement en eau potable. Si Ehoud Barak ne fut pas réélu, ce ne fut pas à cause de la pénurie nationale en lits d'hôpitaux, ni parce que les enfants des villes de développement n'avaient pas de repas chauds. C'est parce que l'Israélien moyen ne ressentait plus de sécurité physique, dans sa personne et dans ses biens. Une détérioration intolérable de la sécurité avait eu lieu, tant du point de vue objectif que subjectif : dans les villes, sur les routes et à la campagne. Les habitants de Jérusalem ne savaient pas si leur ville allait être divisée. Les habitants des localités et des kibboutzim de la vallée du Jourdain, du Golan, de Judée, Samarie et de Gaza, tout comme ceux du Néguev, étaient laissés dans l'ignorance de ce que l'avenir leur réservait et du soutien que leur apporterait le gouvernement. Il convient de souligner que l'obligation principale et la plus sacrée de tout gouvernement est d'assurer la sécurité de ses citoyens et la continuité de l'Etat. L'électorat israélien, et jusqu'à son propre parti, ont décidé que Barak n'avait pas fait son travail et l'ont renvoyé chez lui.

La décision de l'électorat israélien, replacée dans le contexte de ses préoccupations de sécurité, nous ramène au sujet de cet article. Le gouvernement sortant a commis une grave erreur de perception, qui confine à l'aveuglement. Les conséquences ont été désastreuses. Les hypothèses de base sur lesquelles se fondait le processus de paix israélien se sont avérées mal fondées, à savoir :

1. que l'OLP n'était pas hostile et pouvait constituer un partenaire potentiel ;
2. qu'il était possible de préserver la sécurité sans aucune force de dissuasion ;
3. qu'il était possible de mettre fin au terrorisme en « supprimant ses causes » ;
4. que le conflit entre les Palestiniens et Israël pouvait être résolu par la négociation.

Cette erreur politique a été démultipliée par le refus du gouvernement de tenir compte des nombreux avertissements et indications que sa politique ne marchait pas. Ce refus d'affronter une réalité gênante s'est exprimé dans sa dissociation des conclusions de son propre Livre blanc, qui établissait les violations par les Palestiniens de leurs obligations contractuelles et leur mauvaise foi.

Les grandes affaires publiques comportent également une dimension morale : le climat mental dans lequel se produit le défaut de perception. Une de ses caractéristiques était une vision du monde disposée à accepter des victimes civiles et à faire des concessions territoriales, en s'écartant des traditions nationales établies (et des engagements gouvernementaux affirmés publiquement). Il régnait un état d'esprit idéologique, mélange d'immaturation politique et d'arrogance, qui avait renoncé à l'objectif fondamental et aux racines historiques de l'Etat juif, consistant à créer un Etat souverain dans lequel les Juifs pourraient vivre en sécurité. C'est seulement dans un monde où l'opportunisme avait remplacé les principes qu'il était possible d'accepter chaque jour de nouvelles victimes du terrorisme. Il régnait un sentiment que seul un petit cercle d'élus savait réellement comment faire la paix. Dans le même temps, certains pensaient que la paix était une affaire qui dépendait uniquement des Israéliens. Lorsque le Premier ministre Barak démissionna pour convoquer des élections, certains membres de ce groupe lui présentèrent un ultimatum, exigeant qu'il fasse la paix en quelques semaines - comme si cela était possible ! Un autre élément de ce système était l'incapacité à accepter le fait que ses voisins pouvaient nourrir des intentions hostiles envers l'Etat juif, ou que ses citoyens pouvaient être détestés simplement parce qu'ils étaient juifs. L'incapacité d'affronter l'antisémitisme dans ses manifestations diverses, occidentales et arabes, permet également d'expliquer la désastreuse impuissance à défendre Israël dans la guerre médiatique et contre la campagne arabe d'incitation à la haine. Si l'on ne parvenait pas à comprendre la raison d'être d'un Etat juif, alors il était impossible de le défendre.

Si l'on étudie la question de manière pragmatique, l'efficacité d'une politique peut se mesurer en fonction des espoirs et des attentes de ses architectes. L'objectif de leurs tentatives était de garantir la sécurité d'Israël en mettant fin au conflit avec ses voisins. On peut se demander si cet objectif a été atteint, ne serait-ce que partiellement. La réponse est certainement négative. Bien au contraire, ceux qui se voulaient artisans de la paix ont permis à un ennemi, à présent bien armé, d'établir une base territoriale à proximité des centres de population et d'exploiter cet avantage pour transformer en victimes les citoyens de leur propre Etat. Le gouvernement Sharon a été contraint de faire face à cette réalité complexe, en trouvant de nouvelles réponses.

Si la période 1993-2001 comporte une leçon pour le nouveau gouvernement israélien, c'est qu'il y a un besoin urgent de réexaminer les hypothèses sur lesquelles reposait l'initiative diplomatique désignée sous le nom de « processus d'Oslo ». Les graves erreurs d'appréciation dans la prise de décision au vingtième siècle sont généralement liées à des erreurs de calcul militaires, notamment celles de la Grande Bretagne et de l'Union soviétique au début de la Seconde Guerre mondiale. Bien que la communauté du renseignement israélien ait été en grande partie avertie des erreurs commises par l'échelon politique, le grave préjudice pour la sécurité d'Israël n'est pas devenu évident en raison d'une attaque surprise, mais en conséquence d'un processus d'érosion qui s'est étalé sur presque une décennie. Ayant fait l'expérience d'un revers presque équivalent à une attaque surprise de manière progressive, Israël fait à présent face à la conjoncture probablement la plus critique et la plus difficile de son histoire. De même que Churchill a renversé la situation de la Grande Bretagne il y a plus d'un demi-siècle, il incombe aujourd'hui au Premier ministre Sharon de sauver l'Etat d'Israël des effets cumulés d'années de diplomatie erronée dans ses fondements.

Ce texte est paru pour la première fois en langue anglaise sous le titre: "Perception Failure and Self-Deception; Israel's Quest for Peace in the Context of Related Historical Cases" in *Jerusalem Viewpoints* No. 450, 15 March 2001, © Jerusalem Center for Public Affairs

## Chapitre 2

### La paix démocratique : une promesse rompue Israël et l'Autorité palestinienne

Bien que non explicitement formulée, l'idée de paix démocratique constituait un élément essentiel des accords d'Oslo. L'expression « paix démocratique » est en général comprise en tenant compte de ses deux composantes, à savoir : l'affirmation que les démocraties sont, par nature, pacifiques et, qu'en général, elles ne déclarent pas la guerre à d'autres démocraties. Cet idéal aurait présenté le type d'accord permanent le plus souhaitable pour résoudre le conflit israélo-palestinien parce qu'il présuppose un contexte de valeurs communes, de stabilité politique, sociale et économique. La paix démocratique est également une question de sécurité car, en dernière analyse, la présence ou l'absence de ses éléments essentiels pourraient bien déterminer son succès ou son échec, la paix ou la guerre.

La démocratie se définit comme un gouvernement dont les dirigeants sont élus lors d'élections libres<sup>1</sup>. Autres avantages de la vie dans une démocratie moderne : société civile libre, politique compétitive, transparence fiscale, égalité en droit, pluralisme culturel, respect des droits de l'homme et prise en compte des droits de la femme<sup>2</sup>. Dernièrement, les intellectuels affirment que le concept d'égalité implique une certaine égalité de conditions matérielles et reconnaissent l'existence d'un lien entre revenu et stabilité politique<sup>3</sup>.

---

1. « La procédure centrale dans une démocratie consiste dans le choix de dirigeants au cours d'élections entre plusieurs candidats par le peuple qu'ils gouvernent. » Samuel P. Huntington, *The Third Wave; Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, Université d'Oklahoma Press, 1991, p. 6.

2. Voir Emmanuel Sivan, « Illusions of Change », *Journal of Democracy* 11:3, juillet 2000, pp. 78-82.

3. Seymour Martin Lipset, entre autres, a souligné l'importance de cette corrélation : Depuis Aristote jusqu'à nos jours, les hommes affirment que ce n'est que

Selon une hypothèse moderne voisine, largement soutenue, en démocratie, il devrait se produire une constante augmentation du niveau de vie général. Winston Churchill par exemple, était fermement convaincu que, de plus en plus, toutes les couches de la société devaient partager de tels avantages matériels. John Colville, son secrétaire personnel, rappela qu'« il [Churchill] partageait la conviction de Disraeli concernant l'accroissement progressif des bienfaits matériels et sociaux pour un nombre toujours plus important de personnes qui bénéficieraient d'avantages réservés auparavant à quelques-uns. L'avenir dépendait, non de doctrines politiques, mais avant tout, du fait que tout homme disposerait de ce dont il a besoin, et ensuite du cœur et de l'âme de chacun<sup>4</sup>. »

L'idée de promouvoir la paix en encourageant de nouvelles démocraties est préconisée depuis un certain temps. Après la Première Guerre mondiale, Woodrow Wilson envisageait la diffusion de la démocratie en remplacement de la politique d'équilibre des pouvoirs<sup>5</sup>. Plus récemment, entre 1974 et 1990, l'idée de paix démocratique s'est répandue lorsqu'une trentaine de pays d'Europe orientale, d'Asie et d'Amérique latine aux régimes non démocratiques adoptèrent la démocratie. Samuel P. Huntington, qui a étudié ce processus, l'a appelé « troisième vague », et a souligné que « le mouvement vers la démocratie semblait prendre le caractère d'une vague mondiale irrésistible remportant victoire sur victoire<sup>6</sup>. » James Baker III expliqua que l'expression « paix démocratique » signifiait pour lui à

---

dans une société prospère comportant un nombre relativement restreint de citoyens véritablement pauvres que peut se produire une situation où la masse de la population participe intelligemment à la vie politique et manifeste la retenue nécessaire pour éviter de succomber aux appels de démagogues irresponsables. » Seymour Martin Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics*, rev. ed., Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1981, cité in Henry S. Rowen, "The Tide Underneath the 'Third Wave'", *Journal of Democracy* 6, no. 1, janvier 1996, p. 53.

4. John Colville, in *Action This Day; Working with Churchill*, Sir John Wheeler-Bennett, Londres, Macmillan, 1968, p. 74.

5. Voir Michael H. Hunt, *Ideology and U.S. Foreign Policy*, New Haven, Yale University Press, 1987.

6. Huntington, op. cité, p. 21.

l'époque : « Nous estimions que la défaite du communisme et l'essor des démocraties offrait une occasion sans précédent. Nous espérions instaurer nos relations avec la Russie, l'Ukraine et d'autres États ayant récemment acquis leur indépendance sur la base de la démocratie et des marchés libres : ce que nous avions appelé une « paix démocratique », le type de paix dont nous bénéficierions avec l'Allemagne et le Japon. Cette paix se fonderait sur des valeurs démocratiques partagées et pas seulement sur des intérêts convergents. Si la poussée démocratique en Russie et dans la plupart des nouveaux États indépendants de la Communauté était authentique, ces nations possédaient peu de traditions démocratiques et nous étions loin d'être sûrs que la démocratie prendrait racine. Mais nous ne souhaitions pas jouer les Cassandra et donner dans le défaitisme en insistant sur une pure politique d'équilibre des pouvoirs, ce qui aurait supposé d'emblée que ces États allaient revenir à l'autoritarisme<sup>7</sup>. »

On remarquera avec intérêt que Baker cite l'Allemagne et le Japon comme des exemples de démocraties. On rappellera que tous deux furent totalement vaincus pendant la guerre par les États Unis et leurs alliés. Lorsque ces pays se retrouvèrent sous occupation militaire, ils reçurent tous deux de nouvelles structures civiles et politiques qui allaient appuyer la forme démocratique du gouvernement.

Au début des années 1990, l'optimisme et l'espoir furent de rigueur. Dans un accès de bons sentiments, nombreux furent ceux qui voulurent croire en un nouveau début et espérer que les sérieuses incompatibilités culturelles entre Israël et les Palestiniens allaient être résolues. Les négociations d'Oslo se produisirent à la fin de la « troisième vague » à un moment où l'influence de l'Union soviétique était en déclin et après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe (1991). Trouvant un intérêt particulier à encourager un environnement mondial favorable à la démocratie, les pays occidentaux (et le Japon) investirent dans des projets économiques et sociaux conjoints en vue de contribuer à la nouvelle paix. Plus précisément, une

---

7. James A. Baker, III, with Thomas M. DeFrank, *The Politics of Diplomacy: Revolution, War, and Peace*, New York: G.P. Putnam's Sons, 1995, p. 654.

économique développée devait apporter à la région les profits matériels de la paix.

La nouvelle entité palestinienne était censée devenir la première démocratie arabe de la région dotée de quelques caractéristiques de la société moderne occidentale. Dans son étude *Ivory Towers on Sand*<sup>8</sup>, (*Tours d'ivoire sur du sable*), Martin Kramer souligne que l'« exception palestinienne » était l'un des paradigmes prévalant dans les milieux universitaires américains. Les Palestiniens « étaient considérés comme une "société civile" dynamique, tant en Palestine qu'à l'extérieur. Ils disposaient d'institutions représentatives, de syndicats et d'associations. Leurs dirigeants étaient politiquement responsables. Qu'on leur accorde seulement l'autonomie et les Palestiniens prouveraient que le monde arabe est capable d'entretenir la démocratie<sup>9</sup>. »

Lorsqu'on examine la paix démocratique et ses composantes, se pose la question fondamentale de la qualité de la paix que les accords d'Oslo entendaient induire et de ce qu'il en est advenu. Point de repère des développements à moyen et long terme, l'état de la démocratie dans l'Autorité palestinienne pourrait être bien plus instructif que les événements au jour le jour. La présente étude part de l'hypothèse que l'Autorité palestinienne, officiellement engagée à se démocratiser, et dont un grand nombre avait espéré qu'elle entretiendrait des rapports de bon voisinage, est devenu un régime moyen-oriental autoritaire qui plonge sa propre population dans la guerre et les souffrances, et qui suscite de graves tensions dans le système démocratique d'Israël. L'examen des conditions concrètes, notamment la réorientation structurelle qui s'est produite au sein de l'AP, permet de comprendre à quel point nous nous sommes écartés de l'objectif d'origine : l'édification d'une paix entre deux solides démocraties.

### L'« Intifada al-Aqsa » et la nouvelle réalité

Dans ce processus, l'événement central fut la décision stratégique d'Arafat de lancer le soulèvement armé de septembre

8. Washington, D.C.: Washington Institute for Near East Policy, 2001.

9. *Ibid.*, p. 70.

2000, communément appelé « Intifada al-Aqsa », tant dans les territoires que dans l'État d'Israël<sup>10</sup>. Ces troubles, qui intervinrent après l'échec des négociations de Camp David en juillet 2000, signifiaient qu'Arafat rejetait un règlement négocié. Avant même cet événement, d'autres faits inquiétants s'étaient manifestés indiquant que les dirigeants de l'OLP s'étaient politiquement prononcés contre la création d'une société démocratique et contre la poursuite des relations économiques avec Israël, l'un des principaux piliers des accords d'Oslo. Le modèle européen initié par Jean Monnet (1888-1979) consistant à « transformer la haine mutuelle de la France et de l'Allemagne en un réseau de relations économiques interdépendantes<sup>11</sup> », constituait l'un des éléments centraux de la paix envisagée. La seconde intifada eut de graves conséquences politiques et économiques, qui, entre autres, ruinèrent les projets d'investissements conjoints destinés à fournir aux Palestiniens des moyens de subsistance. À son départ à la retraite, le général Yaacov Orr, le coordinateur de Tshal pour les Territoires, déclara qu'un énorme capital de bonne volonté et de confiance, qui pourrait bien n'être plus jamais retrouvé, vola en éclat lorsque l'AP lança un soulèvement armé. Il déclara qu'Arafat avait trahi non seulement Israël, mais également son propre peuple<sup>12</sup>. De toute évidence, la classe moyenne palestinienne qui aurait pu favoriser l'émergence d'une société démocratique ouverte et qui aurait pu contribuer à la stabilité générale – ne serait-ce que pour des raisons économiques, est une grande perdante dans ce processus.

Si on devait évaluer les signes, apparus pour la première fois sous formes de bribes d'information isolées, l'AP est devenue un régime autoritaire (influencé par les doctrines islamiques) dotée des caractéristiques connues comme la

10. Pour des preuves accablantes du fait que l'Intifada fut planifiée et ne fut pas une réaction populaire spontanée à la visite de Sharon sur le mont du Temple, voir « One Year of Yasser Arafat's Intifada: How It Started and How It Might End », *Jerusalem IssueBrief*, 1:4, 1er octobre 2001.

11. David Makovsky, *Making Peace with the PLO; The Rabin Government's Road to the Oslo Accord*, Boulder: Westview Press, 1996, p. 15.

12. Amos Harel, « Major General Yaakov Orr », *Haaretz*, 13 juillet 2001.

corruption à grande échelle<sup>13</sup>, le mépris des droits des individus, la distorsion du système juridique, le crime commandité par l'État, l'arbitraire généralisé et l'intimidation. Cela a entraîné une réorientation de la vie publique, ainsi que l'érosion de la société civile<sup>14</sup>. Dans une société civile saine, le gouvernement ne monopolise pas tous les aspects de la vie publique. Du fait de la nature dramatique des événements quotidiens, la signification réelle de ce processus et la réalité des changements structurels intervenus dans l'AP ont peut-être échappé à un examen approfondi.

En prenant la décision stratégique de lancer l'« Intifada El Aqsa », l'AP a déclenché des conséquences économiques et politiques qui ont modifié l'orientation de sa propre société. La nouvelle réalité économique – même si les statistiques datent peut-être légèrement – montre d'emblée les difficultés considérables suscitées par l'AP pour sa propre population. Certaines données proviennent du rapport de l'*Economist Intelligence Unit* d'octobre 2001 :

Le taux de chômage s'est stabilisé à 23,7%, mais ce chiffre ne prend pas en compte un grand nombre de Palestiniens qui cherchent un emploi<sup>15</sup>... Lorsque les travailleurs découragés sont ajoutés au chiffre officiel des chômeurs, le taux de chômage atteint 35,3% durant le deuxième trimestre de 2001<sup>16</sup>.

Selon les prévisions, le taux de pauvreté devrait atteindre 50% d'ici la fin de 2001... La Banque mondiale estime que 35% de la population palestinienne subsiste avec moins de 2,1 dollars

13. Le rapport sur la corruption du CLP de 1998 dénonçait plusieurs ministres dans des cas particulièrement graves, notamment la disparition de plus de 300 millions de dollars des caisses de l'AP. David Schenker, « Democracy and the Palestinian Authority; Is Good Governance Essential for Peace? » in *Peacewatch Policywatch; Scattered Pieces, Scattered Peace*, Washington D.C.: Washington Institute for Near East Policy, 2001, p. 27.

14. Le terme « société civile » désigne la partie de la vie publique se trouvant entre le domaine privé de la famille, d'une part, et le domaine officiel de l'État, de l'autre. *New Fontana Dictionary of Modern Thought*, 3<sup>ème</sup> édition, s.v. « Civil Society », par Krishan Kumar.

15. *Economist Intelligence Unit*, Israel, *Palestinian Territories*, London: Economist Intelligence Unit, octobre, 2001, p. 47.

16. *Ibid.*, p. 58.

US par jour, montant considéré comme le seuil de pauvreté – soit une augmentation de 50% du nombre de Palestiniens pauvres depuis le début du soulèvement, bien que les taux de pauvreté varient dans les différentes parties des territoires<sup>17</sup>.

La Banque mondiale a calculé que le PNB par habitant (produit national brut) en 2001 sera de 30% inférieur à ce qu'il était en 1994, au début du processus d'Oslo... En 2001, la Banque mondiale s'attend à un autre déclin de 10% du PIB en valeur réelle. L'estimation du déclin du PIB est encore plus importante – 14% – dans la mesure où le volume de l'activité des travailleurs à l'étranger devrait être inférieur de plus de 30% à celui de l'an 2000<sup>18</sup>.

L'*Economist* estime en outre la perte du potentiel de l'économie palestinienne de 2,4 à 3,2 milliards de dollars US entre le 1<sup>er</sup> octobre 2000 et le 30 septembre 2001, alors que le GIP s'élevait à quelque 4,3 milliards de dollars en 1999<sup>19</sup>. Ces données donnent un tableau sombre et sans complaisance d'un échec économique et social considérable.

Par ailleurs, l'AP engage 115000 employés. Le paiement de leurs salaires représentait 55% des dépenses de l'AP en 1999. (Depuis octobre 2000, cependant, l'AP a ajouté au moins 5000 fonctionnaires à son personnel<sup>20</sup>.) Selon Patrick Clawson, directeur de recherches à l'Institut de Washington sur la politique au Moyen-Orient et ancien économiste au Fonds monétaire international, « le déboursement mensuel de l'aide d'urgence "équivalent par hasard" à la masse salariale destinée aux fonctionnaires du gouvernement. Les employés travaillant dans les services de sécurité sont "bien mieux lotis que les Palestiniens", parce qu'Arafat a besoin d'entretenir leur fidélité<sup>21</sup>. »

17. *Ibid.*, pp. 47, 55.

18. *Ibid.*, p. 52.

19. *Ibid.*, p. 54.

20. *Ibid.*, p. 56. Selon Yezid Sayigh, « un élément important expliquant que l'AP ait réussi à maintenir la cohésion réside dans sa capacité à payer des salaires à plus de 120 000 fonctionnaires, dont 40 000 policiers, et à fournir des subventions indirectes à des milliers d'activistes du Fatah. » « Arafat and the Anatomy of a Revolt », *Survival*, 43, 3, automne 2001, p. 57.

21. Julie Ziegler, "Palestinian Economy Shrinks 40% Since Violence Broke Out, Costing Some 2.46 B, Says World Bank," *Jerusalem Post*, 21 décembre 2001, A11.

### La corrélation entre la crise économique et la radicalisation politique

Ces données économiques décrivent une société en guerre (par sa propre volonté, il faut le souligner<sup>22</sup>), une société dont le régime a en fait monopolisé les ressources économiques. Au-delà de la question de la forme de gouvernement, il est hautement improbable qu'une population subissant une telle adversité puisse entretenir des rapports de bon voisinage avec une population dotée d'un niveau de vie nettement supérieur – et c'est exactement ce qui était voulu. Au sens le plus élémentaire, les vols commis le long de la « ligne verte » en sont la preuve. En effet, une telle situation aboutit, sur le plan politique, à un niveau de radicalisation exerçant des tensions proches de la « situation ultime » dans les relations, toutes nuances disparaissant, ainsi que dans les rapports de civilité élémentaire entre individus, civilité qui rendrait supportable la vie quotidienne.

L'analyste Yezid Sayigh en a conclu que les conséquences économiques et politiques de « l'intifada al-Aqsa » pourraient bien signifier qu'Arafat a détruit toute possibilité de créer un État palestinien<sup>23</sup>. Il faut souligner que le phénomène d'un gouvernement devenant quasiment la seule source de soutien d'une économie en situation d'échec et l'absence d'une société civile développée font partie des caractéristiques de « l'autoritarisme stérile qui prévaut dans la majeure partie du monde arabe<sup>24</sup>. » L'historien tunisien Mohamed Talbi décrit les relations traditionnelles appartenant à cette culture : « La corruption et la dictature vont de pair. Non pas que la corruption soit toujours nécessaire, d'ailleurs. Il suffit d'offrir des promotions et des postes mieux payés, des missions diplomatiques à l'étranger, des voitures, des honneurs, des récompenses, même des licences de chauffeurs de

22. Voir note 10.

23. Yezid Sayigh, p. 57.

24. Voir William Harris, "The Crisis of Democracy in Twentieth Century Syria and Lebanon," Princeton Papers; *Interdisciplinary Journal of Middle Eastern Studies* 5 automne 1996, p. 19.

taxi, aux plus méritants et aux plus inconditionnellement fidèles – privilèges qui, tous, peuvent être refusés ou retirés aux autres pour leur manque de zèle, puis redistribués. Tous les auteurs arabes du *Nasihah al-Muluk* (conseil des rois) insistent sur le fait que le roi a perpétuellement<sup>25</sup> besoin d'avoir quelque chose à donner, à retirer ou, si besoin est, à confisquer, afin de conserver une forte emprise sur ce monde<sup>26</sup>. »

Khaled Abu Toameh rapporte comment Arafat administre personnellement ce système de patronage traditionnel : « Arafat détient tous les rênes du pouvoir. Il prend, seul, les décisions les plus infimes, refusant de déléguer la moindre fonction à un subordonné pour éviter de lui conférer un quelconque pouvoir. Par exemple, un Palestinien de Jérusalem-Est qui recherche une assistance financière pour payer une dette à la municipalité israélienne doit s'adresser au *raïs* en personne. Arafat procède également à la plupart des nominations importantes au sein de l'AP ; il change souvent les postes des responsables afin de récompenser les partisans, d'empêcher les titulaires de devenir trop puissants ou de montrer leur propre autorité. Il est même arrivé qu'on lui demande de « nommer » un réceptionniste dans l'un des ministères<sup>27</sup>. »

David Shenker donne un autre exemple de la façon dont les relations décrites ci-dessus, consistant à prodiguer et à retirer des faveurs, contribuent à miner l'efficacité du Conseil législatif palestinien. Sa description ne montre guère un bon fonctionnement de l'équilibre des pouvoirs :

« L'influence d'Arafat sur les échelons supérieurs du

25. Pour plus ample information sur ce genre de littérature, consulter C.E. Bosworth, « *Nasihah al-Muluk* », *EI2* [CD-ROM] édition v.1.0, et notamment les principes de *Siyasat-nama* (1091-2) par Nizam al-Mulk.

26. Mohamad Talbi, « A Record of Failure », *Journal of Democracy* 11:3, juillet 2000, p. 60.

27. Khaled Abu Toameh, « Stepping into Giant Shoes », in Robert B. Satloff, *After Arafat? The Future of Palestinian Politics*, Washington, D.C.: Washington Institute for Near East Policy, 2001, p. 25. La méthode d'Arafat peut également être observée dans les instructions de paiement détaillées du document intitulé « Facture des martyrs el Aqsa », Corinna de Fonseca-Wollheim et Herb Keinon, « IDF: Documents Show Arafat Approved Payments to Terrorists », *Jerusalem Post*, 5 avril 2002.

conseil a contribué à limiter l'indépendance du CLP. Son président Abou Ala [Ahmed Qari'] en offre un bon exemple. Le rôle principal du président consiste à défendre le CLP dans ses relations avec l'exécutif, mais Abou Ala est plus fidèle à Arafat qu'au Conseil législatif ; il sait qu'Arafat peut le licencier à tout moment. En outre, Abou Ala espérant succéder à Arafat, est intéressé par un pouvoir exécutif relativement puissant par rapport au CLP<sup>28</sup>. »

L'un des faits les plus significatifs concernant la situation de la démocratie dans l'AP est un événement qui ne s'est pas produit : des élections libres et honnêtes. Le mandat d'Arafat a expiré il y a trois ans (le 4 mai 1999), et le président ne s'est pas présenté à une réélection<sup>29</sup>. D'après la définition de Samuel Huntington, l'AP n'est pas une démocratie qui fonctionne<sup>30</sup> et Arafat n'est tout simplement pas le président démocratiquement élu de l'AP, contrairement à ce qu'ont affirmé le président Carter et d'autres. Ceux qui sont prêts à abaisser la barre pour l'AP, comme l'ancien président Carter, non seulement font deux poids, deux mesures, mais en outre tournent le dos aux Palestiniens qui ont été privés de leur droit de choisir démocratiquement leur gouvernement. (Qui profitera du fait que des Palestiniens de la classe moyenne, privé du droit de vote, dont bon nombre sont chrétiens, partent s'installer à Orlando, en Floride ou à Santiago du Chili ?) Ils nient également l'inopportune réalité, à savoir que l'AP viole sa promesse non seulement envers Israël, mais en particulier envers son propre peuple. Contrairement aux grandes espérances de bon nombre de personnes, l'AP n'est pas devenue la première démocratie du monde arabe,

28. David Schenker, « Democracy and the Palestinian Authority; Is Good Governance Essential for Peace? » in *Peacewatch*, p. 28.

29. L'accord intérimaire israélo-palestinien signé à Washington le 28 septembre 1995, portant sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, précise dans le chapitre I, article III, alinéa 4 : « Le conseil et le raïs (président) de l'exécutif du conseil seront élu pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans à compter de la signature de l'accord Gaza-Jéricho du 4 mai 1994. » Voir également Kramer, p. 75.

30. Voir note 1.

et il n'existe aucune « exception palestinienne<sup>31</sup> »

Khalil Shikaki, un spécialiste de l'opinion publique palestinienne, a fait état d'une corrélation entre le progrès de la démocratie et le soutien au processus de paix au sein du courant dominant de la communauté palestinienne. Son analyse date quelque peu, mais elle présente toujours un intérêt, parce qu'elle montre ce que l'élite palestinienne a peut-être pensé un jour (et pourrait penser à l'avenir) : « Dans la communauté palestinienne, le soutien au processus de paix au sein du camp nationaliste dominant s'explique en partie par l'espoir que ce processus conduira à [la création d'un État palestinien démocratique. Dans le monde arabe en général, les sondages d'opinion montrent que les éléments les plus éduqués de la population se prononcent moins en faveur du processus de paix, parce qu'ils ont le sentiment qu'il encourage l'autoritarisme. Mais s'il s'avérait que le processus de paix conduit à un renforcement de la démocratie, le soutien des élites arabes instruites pourrait se développer. Par contre, si la démocratie décline dans l'AP, tandis que la corruption s'intensifie, le soutien au processus de paix pourrait corollairement s'affaiblir et le soutien à la violence se renforcer<sup>32</sup>. »

Bien que la société dans l'AP se soit désorganisée, la situation actuelle n'est peut-être pas permanente et la démocratie pourrait redevenir un thème important. La mise en pratique de la démocratie constitue une question décisive sur le plan politique

31. L'échec de la démocratie dans l'Autorité palestinienne et sa signification relèvent d'un débat plus large sur la question de savoir si une forme de gouvernement est compatible avec la culture politique du monde arabe. Cette question fait l'objet d'une abondante littérature parce qu'un nombre considérable d'intellectuels arabes – et pas seulement palestiniens – souhaiteraient bénéficier dans leurs pays respectifs des avantages de la démocratie et d'une société ouverte et moderne. Voir par exemple : Saliba Sarsar, « Arab Politics; Can Democracy Prevail? » *Middle East Quarterly* 5:1 mars 2000, pp. 39-47 ; Liath Kubba, « Arabs and Democracy; The Awakening of Civil Society », *Journal of Democracy* 11:3, juillet 2000, pp. 84-90 ; Mohamed Talbi, « A Record Failure », *Journal of Democracy* 11:3, juillet 2000, pp. 84-90.

32. Khalil Shikaki, « Democracy and the Palestinian Authority: Is Good Governance Essential for Peace? » in Washington Institute for Near East Policy, *Peace Watch*, p. 20.

tant pour l'AP que pour nous-mêmes, dans la mesure où ce qui se passe dans le voisinage nous affecte directement.

Au-delà des questions de nationalisme, l'instabilité structurelle et la violence endémique prévalant au sein de l'Autorité palestinienne ont porté atteinte à la situation intérieure d'Israël, induisant inflation, perspective de croissance négative, déclin des exportations et creusement du déficit commercial, perte des investissements de l'étranger, augmentation du chômage, faillites d'entreprises, déclin des rentrées fiscales, dette par suite du coût direct de la guerre, coûts de sécurité accrus et nouvelles taxes. Il importe d'analyser cette nouvelle situation et de réagir en conséquence, parce que la crise résultant de la réorientation de la société palestinienne n'est pas temporaire, mais endémique.

### L'impact de la structure sociale et politique sur les événements

Bien que notre sujet porte sur la paix démocratique, il faut également appréhender l'environnement sous-jacent de la structure sociale et politique, sinon comme une cause directe, du moins en tant que facteur central dans la nouvelle réalité qu'affrontent les responsables politiques. Examinons deux séries d'exemples parallèles afin d'envisager ces questions dans une perspective plus large.

L'analyste français Jean-François Revel a mis en évidence le fait qu'en négociant avec des systèmes totalitaires, l'Occident attache trop d'importance au dirigeant du moment<sup>33</sup>. Il existe certes une différence entre un régime autoritaire et un régime totalitaire. Bien que la situation décrite par Revel ne soit pas exactement identique aux circonstances prévalant dans notre région, sa réflexion sur les éléments de continuité dans les régimes communistes s'y applique en partie : « Ce qui doit continuer, ce qui ne doit pas changer, ce sont les deux piliers du système : son idéologie et sa structure. Ce qui change effectivement ? Les hommes. Tôt ou tard, les hommes au pouvoir doivent être remplacés. Malheureusement, l'Occident considère exclusivement les hommes ; l'importance décisive que revêt la person-

33. Jean-François Revel, *Comment les démocraties finissent*, Grasset, 1983.

nalité dans la carrière d'un homme politique démocratique nous conduit à l'erreur de plaquer ce modèle sur les systèmes totalitaires dans lesquels les hommes atteignent le sommet non pas grâce à l'impact de leur personnalité sur l'opinion publique, mais via l'appareil, c'est-à-dire, via la structure et l'idéologie de l'État<sup>34</sup>. » [traduit de l'anglais]

Plus proche de notre situation, les éléments transcendant la stabilité et la continuité dans cette région, que Robert B. Satloff décrit comme suit, dans un essai sur l'avenir de la politique palestinienne après Arafat : « Quant à la succession dans le monde arabe, traditionnellement, les États arabes ont procédé par coups de force et assassinats, mais pas par des révolutions et, lorsqu'elles étaient confrontées à la perspective d'un changement radical qui renverserait le système de gouvernement tout entier, les élites ont, la plupart du temps, trouvé un moyen de produire des successeurs appropriés (ou du moins viables) plutôt que de risquer de s'exposer, elles et leur classe, à un changement politique général. Ce fut le cas dans des républiques comme l'Égypte, comme dans des monarchies comme l'Arabie saoudite. Il n'existe pas de contre-exemple – le cas d'un État arabe se désintégrant lorsque le dirigeant, même le dirigeant suprême, quitte la scène<sup>35</sup>. »

Du point de vue du débat historique en cours, la question du « grand homme » en tant que force motrice dans l'histoire ne s'applique pas. La question des élites et de la structure de la société palestinienne, en tant qu'éléments de continuité, mérite une attention soutenue.

L'observation de la situation actuelle permet également d'avoir une vue plus large des événements. Écrivant en sa qualité de conseiller en politique étrangère du Premier ministre Tony Blair, Robert Cooper, diplomate britannique chevronné, a proposé quelques idées originales, mais quelque peu « politiquement incorrectes. » Dans un récent article intitulé « *The New Liberal Imperialism*<sup>36</sup> », Cooper affirme que les pays développés ont

34. *Ibid.*, passim.

35. Robert B. Satloff, « Introduction », *The Future of Palestinian Politics*, p. 2.

36. *L'Observer*, 7 avril 2002.

besoin d'une nouvelle forme d'impérialisme libéral pour maintenir l'ordre mondial et se protéger, « parce que les faibles ont encore besoin des forts, et les forts ont encore besoin d'un monde ordonné. » Il distingue trois catégories d'États : pré-modernes, souvent d'anciennes colonies comme la Somalie et l'Afghanistan ; post-impériaux, États post-modernes qui « ne pensent plus la sécurité en termes de conquêtes » comme les membres de l'Union européenne ; et les États « modernes » traditionnels comme l'Inde, le Pakistan ou la Chine qui se comportent comme l'ont toujours fait les États, en fonction des intérêts, du pouvoir et de la raison d'État. » Il considère que les groupes modernes et pré-modernes constituent une menace pour la sécurité des États post-modernes : « Le défi posé par le monde pré-moderne est d'un type nouveau. Le monde pré-moderne est un monde d'États qui ont échoué. Ici, l'État ne répond plus au critère de Weber, à savoir, détenir le monopole de l'usage légitime de la force. Soit il a perdu sa légitimité, soit il a perdu le monopole de l'usage de la force ; et souvent les deux ensemble... Dans de telles régions, le chaos est la norme et la guerre un mode de vie. Dans la mesure où un gouvernement est en place, il fonctionne comme un syndicat du crime organisé. »

Cooper mettait en lumière un légitime intérêt des États post-modernes à agir pour leur propre défense, parce que l'instabilité chez l'un de ses voisins pose des menaces qu'aucun État ne peut ignorer : « Il est dangereux qu'un État voisin soit, d'une façon ou d'une autre, la proie du crime organisé ou non – ce qui revient en général à l'effondrement de l'État. Mais Osama bin Laden a maintenant démontré à ceux qui n'en ont pas encore pris conscience qu'aujourd'hui, le monde entier est, du moins potentiellement, notre voisin. »

Il n'est pas nécessaire d'être entièrement d'accord avec toutes les doctrines et exemples de Cooper. Cependant, l'idée de reconnaître un intérêt sécuritaire dans ce qui se passe dans un pays voisin constitue une précieuse affirmation d'un vieux principe. Selon ce schéma, bien qu'elle ne le dise pas expressément, l'AP appartiendrait à la catégorie des États ayant échoué et, dans l'intérêt de tous ceux qui concernés, devrait être placée sous une forme d'administration judiciaire, par exemple, un protectorat, probablement sous un autre nom aujourd'hui.

Ayant perdu sa légitimité, elle ne peut certainement pas prétendre au statut d'État.

Si Robert Cooper prône un nouvel impérialisme libéral, certains aspects humains du colonialisme classique ont apporté des bienfaits considérables aux populations concernées. Considérée par ses premiers partisans, la doctrine française faisait du colonialisme un processus de construction. Au début de sa carrière, le maréchal Lyautey (Louis Hubert Gonzalve, 1854-1934), célèbre pour les succès remportés dans la colonisation du Maroc, développa ces points de vue dans son article devenu un classique : « Du rôle colonial de l'armée » paru en 1900<sup>37</sup>. Il citait un rapport rédigé en 1895 par le général Duchemin (Auguste Paul Albert, 1837-1907), commandant en chef des forces d'occupation, et adressé au gouverneur général d'Indochine dans lequel il décrivait les meilleurs moyens de réduire les « pirates », terme générique désignant les hors-la-loi et les bandits :

« Il n'y a pas de pirates dans des pays complètement organisés. En revanche, il y en a, même en Europe, sous d'autres noms, dans des pays tels que la Turquie, la Grèce et l'Italie du Sud qui n'offrent qu'une voirie incomplète, une organisation administrative rudimentaire, ou une population clairsemée. Si j'ose continuer ma comparaison, je dirai que, lorsqu'il s'agit de mettre en culture une partie d'un terrain envahi par les herbes sauvages, il ne suffit pas d'arracher celles-ci, sous peine de recommencer le lendemain, mais qu'il faut, après avoir passé la charrue, isoler le sol conquis, l'enclôtre, puis y semer le bon grain qui seul le rendra réfractaire à l'ivraie. De même de la terre livrée à la piraterie ; l'occupation armée, avec ou sans combat, y passe le soc ; l'établissement d'une ceinture militaire l'enclôt et l'isole ; enfin, la reconstitution de la population, son armement, l'installation des marchés et des cultures, le percement des routes, y sèment le bon grain et rendent la région conquise réfractaire au pirate, si même ce n'est ce dernier qui, transformé, coopè-

37. Lieutenant-colonel Lyautey, « Du rôle colonial de l'Armée », *Revue des deux Mondes*, CLVII, 15 février 1900, pp. 308-328, citation p. 313.

re à cette évolution<sup>38</sup>. »

Les analogies ci-dessus ne constituent pas des recommandations *ad hoc*. Elles montrent cependant comment d'autres penseurs ont abordé des problèmes analogues, notamment ceux pour lesquels la structure sociale et politique constitue un facteur important.

Plus que jamais, le défi à relever aujourd'hui consiste à élaborer une politique de long terme saine, adaptée à la nouvelle réalité : vivre à proximité d'un régime autoritaire, hostile et politiquement radicalisé. Savoir ce qu'est devenue l'Autorité palestinienne donne une idée raisonnable de ce qu'on peut en attendre à l'avenir, au cas où l'on ne trouverait pas de remède adéquat. Le problème étant structurel, son remède doit l'être également. Pour l'instant, parvenir à la paix démocratique suppose la défense de la démocratie d'Israël par tous les moyens possibles. Israël est actuellement une démocratie en guerre. Dans cette perspective, des questions comme les affinités personnelles, les techniques de négociations, les cessez-le-feu et même un règlement négocié deviennent secondaires. Il faut partir du type de paix à laquelle on peut vouloir parvenir finalement, à savoir la paix démocratique qui tient la promesse d'une stabilité de long terme, puis trouver les moyens d'y parvenir. Si l'on y parvient, il sera possible de développer cet atout décisif qui permettra à Israël d'assurer sa sécurité, de sauvegarder sa démocratie et d'en faire profiter ceux de ses voisins qui sont de bonne foi.

### La promesse violée : une question politique

L'échec de la démocratie dans l'Autorité palestinienne comporte plusieurs conséquences pratiques. Comme la promesse d'une paix démocratique n'a pas été tenue, l'État d'Israël peut revendiquer devant le monde entier un droit moral. Dans le cadre de la politique d'information, il importe d'insister vigoureusement sur ce droit, tant d'un point de vue éducatif (présenter les faits aux médias) que pour éviter que la cause

38. Ibid., p. 313. Voir Jean Gottmann, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in Edward Mead Earl, *Makers of Modern Strategy*, Princeton: Princeton University Press, 1943; réédition, 1973, pp. 234-259.

d'Israël ne soit considérée comme l'équivalent moral de celle de l'AP. En insistant pour que ces droits soient respectés, il faut préciser qu'Israël est un État qui se respecte et cela équivaut à une force de dissuasion. Il est impératif pour Israël de présenter sa cause avec exactitude et vigueur afin de fournir à ses amis de bonnes raisons d'apporter leur soutien et afin d'empêcher le brouillage entre l'idéologie la connaissance factuelle. Inversement, la passivité crée un vide que les ignorants, les faussaires et les charlatans – tant Juifs que non Juifs – s'empresseront de combler.

La politique d'information d'Israël a remporté récemment un succès avec le « discours de Tchécoslovaquie » du Premier ministre Sharon, le 4 octobre 2001, une réfutation vigoureuse, fondée sur des principes, de la fallacieuse distinction entre « bon » et « mauvais » terrorisme. Son affirmation a été diffusée parce qu'elle est fondamentalement vraie<sup>39</sup>. Sa crédibilité et sa logique simple ont été à même de faire voler en éclat l'attitude consistant à faire deux poids, deux mesures, tout en affaiblissant la position des partisans d'autres points de vue. Un certain nombre d'autres points identiques, se fondant sur la simple vérité, peuvent également être pris en considération : Israël, État de droit, mérite de ce fait considération et respect.

Seule démocratie du Moyen-Orient, Israël constitue une exception dans la région. L'AP a fortement entamé la confiance qu'elle aurait pu inspirer.

Israël, démocratie, est juridiquement et moralement habilitée à se défendre.

Ce texte est paru pour la première fois en langue anglaise sous le titre : "The Broken Promise of the Democratic Peace: Israel and the Palestinian Authority", in *Jerusalem Viewpoints* No. 477, 1 May 2002, © Jerusalem Center for Public Affairs.

39. Tom De Lay, responsable de la discipline du parti de la majorité à la Chambre des Représentants, a utilisé l'argument de Sharon dans son discours du 2 mai 2002. L'auteur remercie M. Yoash Tsiddon-Chatto de lui avoir fourni ce texte.

### Chapitre 3

#### Dix ans après Oslo La stratégie de « guerre populaire » de l'OLP et la riposte inadéquate d'Israël

*Ce qui est d'une importance capitale,  
c'est de s'en prendre à la stratégie de l'ennemi.  
L'Art de la guerre, Sun Tse<sup>1</sup>*

Le 13 septembre 1993, le Premier ministre Yitzak Rabin et le président Yasser Arafat se serrèrent la main sur la pelouse de la Maison Blanche. Shimon Peres pour le gouvernement d'Israël, et Mahmoud Abbas (Abou Mazen) pour l'OLP signèrent la Déclaration de Principes (DP) paraphée par le président Clinton, le secrétaire d'Etat Christopher et le ministre russe des Affaires étrangères Kozyrev. La Déclaration de Principes devait lancer un processus de paix entre l'Etat d'Israël et l'OLP. Dix ans ont passé depuis cet événement porteur d'espoir, et Israël compte 1080 morts : 256 de la signature de la DP à septembre 2000 et 824 de septembre 2000 au 1<sup>er</sup> juin 2003<sup>2</sup>. En proportion, cela représenterait pour les EU des pertes d'environ 49000 citoyens. Pour Israël, le coût humain de l'aventure d'Oslo a dépassé celui de la Guerre d'Usure sur le canal de Suez (1968-1970). L'état de guerre prolongé a porté des coups dévastateurs à l'économie d'Israël. Il a scellé pour toujours de nombreux destins individuels et aggravé les tensions sociales. Tout cela nous oblige à nous poser des questions

- 
1. Sun Tzu, *Art of War*; Samuel B. Griffith, tr. and ed. (New York: Oxford University Press, 1963), p. 77.
  2. <http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0cc40>. Entre le 29 septembre 2000, et le 1 Juin 2003, Magen David Adom a pris en charge 5 456 personnes qui se sont réparties de la façon suivante: 688 morts, 478 gravement blessés, 685 moyennement blessés, et 3 605 légèrement blessés, et parmi eux 11 cadres de Magen David Adom; <http://www.mfa.gov.il/mfa/go.asp?MFAH0ia50>.

fondamentales. Pour s'être engagé dans ce processus, Israël va-t-il mieux ou moins bien ? A-t-il essuyé un échec politique ? Si nous n'avons pas la paix, qu'est-ce que nous avons à la place et où tout cela nous mène-t-il ?

Les déboires d'Israël proviennent de son incapacité à comprendre les buts stratégiques de l'ennemi, ses moyens et ses méthodes. Il est évident, rétrospectivement, que le leadership israélien a gravement sous-estimé la détermination et la conviction de l'adversaire. Plusieurs dirigeants palestiniens, s'exprimant ouvertement et en public, avaient déclaré qu'ils s'engageaient dans le processus de paix, de mauvaise foi.<sup>3</sup> Un exemple suffira. Le défunt Faysal Husseini, présenté naïvement par les médias comme un « palestinien modéré », soutenait dans une interview au journal égyptien pro nasserien *Al Arabi*, publiée après décès le 24 juin 2001, que les accords d'Oslo étaient un « cheval de Troie », conçu pour mystifier l'adversaire. Il disait tout à fait clairement que l'OLP avait passé ces accords pour prendre pied sur la terre d'Israël, d'où elle pourrait lancer une guerre de guérilla capable de détruire l'État juif et de le remplacer par une Palestine arabe. A cette occasion, Husseini reformulait de façon cohérente la politique des étapes que l'OLP avait adoptée en 1974. Ce programme, connu sous le nom de « Stratégie des Étapes » était basé sur l'implantation d'un État palestinien sur une fraction quelconque du territoire qui deviendrait disponible, si nécessaire, à l'issue d'une négociation<sup>4</sup>.

« Vous m'invitez à parler de ce que nous appelons nos buts « stratégiques » où nos objectifs « politiques », où *nos objectifs échelonnés dans le temps*. [l'auteur insiste sur ce point]. Les buts « stratégiques » sont les objectifs les plus « élevés », les objectifs « à long terme », ou encore les « objectifs irrévocables » qui sont enracinés sur les solides principes et les droits historiques des peuples arabes. Les objectifs « politiques », eux, sont définis sur une échelle de temps, qui prend en considération [les contraintes] de la situation

3. E.g., Arafat's speech of May 10, 1994, in a Johannesburg mosque. Yossi Melman, "Don't Confuse Us with the Facts," *Haaretz*, August 16, 2002. Also, Yael Yehoshua, "Abu-Mazen: A Political Profile," *MEMRI Special Report* 16 (April 30, 2003).

4. Yossef Bodansky, Arafat's "Peace Process," *ACPR Policy Paper* 18 (1977):4.

internationale, le rapport des forces, nos propres aptitudes et d'autres paramètres qui « varient » d'une période à l'autre. »

« Quand nous demandons aux forces et aux groupes palestiniens de considérer les accords d'Oslo et les autres accords comme des engagements « provisoires », où des objectifs d'étape, cela signifie que nous précipitons les israéliens dans un guet-apens, que nous les mystifions [l'auteur souligne ce point]. »

« Notre but ultime est [toujours] la libération de toute la Palestine historique, de la rivière [le Jourdain] à la mer [Méditerranée], même s'il faudra le payer par un conflit pendant mille ans ou sur de nombreuses générations<sup>5</sup>. »

On ne trouve ici aucune intention de devenir des « partenaires pour la paix » ou de bons « voisins ». Il est remarquable que la proclamation ouverte de la mauvaise foi n'ait pas provoqué une sérieuse discussion en Israël, ni un changement radical de la stratégie du pays. D'un côté les responsables politiques israéliens, faute de prendre de telles déclarations au pied de la lettre, ont fait la politique de l'autruche. De l'autre, on a avancé le mode de fonctionnement de l'A.P. pour expliquer un discours de ce genre. Or, l'A.P. n'est pas une organisation démocratique mais plutôt un état totalitaire en gestation<sup>6</sup>. Hanna Arendt a écrit qu'une des marques de ce type de régime, est de ne pas hésiter à exprimer ouvertement ses véritables objectifs tout en fonctionnant, à maints égards, comme une société secrète.<sup>7</sup>

En dépit d'événements troublants, comme des bombes dans des autobus ou la poursuite de l'incitation à la haine des Juifs, on

5. <http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP23601>.

6. L'A.P. n'a pas tenu d'élections générales depuis 1996. L'accord intérimaire israélo-palestinien sur la Rive Occidentale et la bande de Gaza, signé à Washington le 28 septembre 1995, prévoit au Chapitre I, Article III, Paragraphe 4 : « Le Conseil et le Président de l'Exécutif du Conseil doivent être élus pour une période transitoire qui ne dépassera pas 5 années, à compter de l'accord Gaza Jericho du 4 mai 1994. » On doit noter qu'en janvier 1996, Arafat fut élu avec 87,3% des voix, ce qui est exactement le même score que celui du parti communiste polonais en janvier 1947. Après sa prise de pouvoir en 1959, Fidel Castro promit aussi des élections démocratiques dans les trois ans.

7. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, 2nd ed. (New York: Meridian Books, 1959), p. 378.

considérerait majoritairement qu'en signant la Déclaration de Principes de 1993, l'OLP était entrée dans une ère nouvelle, marquée par l'abandon de la terreur et l'édification d'un État. Les dirigeants israéliens et américains ne pouvaient pas tirer les leçons des manifestations périodiques du terrorisme, car ils les considéraient comme des catastrophes naturelles, des ouragans ou des tremblements de terre, contre lesquels personne ne peut rien faire. Nul ne peut reconnaître formellement la « dérangeante réalité » du terrorisme, sans remettre en question le « processus de paix » dans son ensemble. Si l'on veut prendre en compte la réalité, on doit adopter des orientations incompatibles avec le statu quo. C'est parce que les certitudes inébranlables du « politiquement correct » sont la règle, qu'on n'osa pas soutenir en public l'hypothèse que ces actes de terrorisme et de violence, perpétrés contre la société et la population civile d'Israël, étaient au cœur de la stratégie palestinienne, qu'ils étaient la règle plutôt que l'exception.

A l'époque de ce qu'elle définissait comme la phase de « Libération Totale » (1969-1974), l'OLP avait trouvé sa place au sein des mouvements de libération anti colonialistes d'inspiration socialiste.<sup>8</sup> Comme l'a montré Barry Rubin, l'OLP désirait lancer une « guerre populaire », sur le modèle des guérillas marxistes-léninistes de Chine, de Cuba, et du Vietnam. Rubin décrit les objectifs de la guerre populaire et la façon dont l'OLP comprenait ses buts stratégiques à cette époque. Les citations suivantes sont remarquablement cohérentes avec les analyses de Faysal Husseini évoquées plus haut.

« La cible de l'OLP en Israël, n'était pas simplement la mise en place d'un gouvernement, mais le peuple lui-même. Ainsi, puisque l'OLP était en guerre contre une société – et non pas l'armée ou l'occupation qui a suivi 1967 –, tous les aspects et tous les membres de la société israélienne devenaient des cibles légitimes. Le but de l'OLP « n'est pas d'imposer notre volonté à l'ennemi » expliquait le magazine *Filastin al-Thawra* en 1968,

8. Hussam Mohammad, "PLO Strategy: From Total Liberation to Coexistence"; <http://pij.org/site/vhome.htm?g=a&aid=4282>. Voir also Gerard Chaliand, *The Palestinian Resistance*, trans. Michael Perl (Harmondsworth: Penguin, 1972).

« mais de le détruire pour prendre sa place... non pas soumettre l'ennemi mais le détruire »<sup>9</sup>

### Les leçons des mouvements de libération socialisants

L'OLP prenait exemple sur les autres mouvements de libération dans l'intention de trouver des alliés, de l'expertise et des armes, surtout dans le camp socialiste. Les expériences de la Chine, de Cuba et du Vietnam revêtaient une importance particulière. L'OLP s'inspira aussi de l'expérience révolutionnaire de l'Algérie dont elle reçut des conseils avisés quand elle lui présenta son projet.<sup>10</sup> Avant la consultation des Algériens, le thème principal de la propagande palestinienne était « jeter les Juifs à la mer ». Les Algériens conseillèrent d'employer une autre terminologie et de mettre en avant des thèmes de propagande nouveaux. Bien que l'armée française ait gagné sa guerre contre l'Algérie, « la victoire algérienne sur la France fut, pour une bonne part le résultat de l'opinion publique, en France même, et dans la plupart des pays de l'OTAN. L'opinion fut retournée contre la présence de la France en Algérie à l'issue d'une campagne de propagande terriblement habile menée par le FLN ».<sup>11</sup> On a là un exemple d'utilisation efficace de la propagande, comme outil de guerre politique (qui ressemble beaucoup au modèle vietnamien présenté par la suite). Après la guerre des 6 jours, Mohamed Yazid, qui fut ministre de l'information dans deux gouvernements algériens à l'époque de la guerre (1958-1962), enseignait les règles suivantes aux architectes de la propagande palestinienne : « Finissez-en avec l'argument selon lequel Israël est un petit État donc l'existence est menacée par les États arabes, et avec votre façon de réduire le problème palestinien à un simple problème de réfugiés ; présentez plutôt la lutte palestinienne comme une lutte de libération comme les autres. « Cessez de donner l'impression ... que dans la lutte entre les

9. Barry Rubin, *Revolution until Victory? The Politics and History of the PLO* (Cambridge, Mass.: H.U.P., 1994), p. 24.

10. Raphael Danziger, "Algeria and the Palestinian Organizations," in *The Palestinians and the Middle East Conflict*, Gabriel Ben-Dor, ed., (Tel Aviv: Turtledove, 1979), p. 348.

11. *Ibid.*

Palestiniens et les Sionistes, les Sionistes sont les opprimés. A présent, ce sont les Arabes qui sont opprimés et victimes dans leur existence, parce qu'ils ne sont pas seulement confrontés aux Sionistes, mais aussi au monde impérialiste.<sup>12</sup> »

Dans les années 70 et 80, l'état major de l'OLP tissa des liens étroits avec l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est, comme la République Démocratique d'Allemagne et la Roumanie.<sup>13</sup> Les relations entre l'OLP et l'Union soviétique furent de nature un peu différente, du fait de la volonté de Moscou de pénétrer dans la région et d'y accroître son influence.<sup>14</sup> Bien que les relations entre l'OLP et l'URSS aient été établies dans les années 60, il fallut attendre 1974 pour que l'OLP ouvre une représentation à Moscou. En contrepartie de son aide, l'OLP s'aligna sur Moscou, jusqu'à approuver publiquement, bien plus tard, l'invasion de l'Afghanistan en 1979.<sup>15</sup> De nombreux palestiniens reçurent un entraînement militaire, apprirent l'espionnage et furent endoctrinés dans des pays communistes<sup>16</sup>. Mahmoud Abbas (Abou Mazen) en est un exemple fameux. C'est l'Université du Monde Oriental de Moscou qui décerna son doctorat à l'actuel Premier ministre de l'A.P., en 1982.<sup>17</sup> Il n'est pas possible de décrire avec précision le

12. *Ibid.*, pp. 364-365. Voir en particulier la sous section, "Some Diplomatic and Propaganda Techniques," of Richard Pipe's chapter, "Some Operational Principles of Soviet Foreign Policy," in M. Confino and S. Shamir, *The USSR and the Middle East* (Jerusalem: Israel Universities Press, 1973), pp. 18-20.

13. Voir Baruch Hazan, "Involvement by Proxy: Eastern Europe and the PLO, 1971-1975," *ibid.*, pp. 321-40.

14. Voir Ion Mihai Pacepa, "The Arafat I Know," *Wall Street Journal*, January 10, 2002, et *ibid.*, "The KGB's Man," *WSJ* September 22, 2003. Voir Lawrence Kohn, "Comrade Arafat," *Midstream* (Juin/Juillet 1997), pp. 2-4.

15. Neil C. Livingston and David Halevy, *Inside the PLO* (New York: Morrow, 1990), p. 141.

16. Yuval Arnon-Ohana, *The PLO: Portrait of an Organization* (Hebrew) (Tel Aviv, 1985), p. 107. "Muhammad A-Sha'ar, représentant de l'A.P. à Moscou, déclarait en Février 1981, 'plusieurs centaines d'officiers palestiniens du rang de commandants de division, sont diplômés des académies militaires soviétiques' »

17. Voir "Palestinian Leader: Number of Jewish Victims in the Holocaust Might be 'Even Less Than a Million...'," *MEMRI Inquiry and Analysis Series* 95, May 30, 2002; <http://memri.org/bin/opener.cgi?Page=archives&ID=IA9502>.

type de formation que chaque individu a pu recevoir dans les pays socialistes, mais les militants concernés ont tiré de cette expérience collective une doctrine militaire commune, qu'ils continuent à partager.

En 1970, alors que les relations avec l'Union soviétique « étaient devenues distantes et empreintes de suspicion », la Chine et le Vietnam « allongèrent le bras » en direction de l'OLP. Yasser Arafat et Abou Ayad furent invités à faire une visite discrète. Zou En Lai (Chou En Lai) les reçut et leur donna l'appui total de son pays<sup>18</sup>. Au Vietnam, où ils restèrent deux semaines, leur hôte fut le général Vo Nguyen Giap (né en 1912), le grand maître de la guerre révolutionnaire de sa génération. On raconte que Abou Ayad demanda aux Vietnamiens pourquoi l'opinion publique occidentale tenait la lutte armée des palestiniens pour du terrorisme, alors que la lutte du Vietnam recueillait, elle, louanges et soutiens.

En guise de réponse, les vietnamiens conseillèrent à l'OLP de se fixer des objectifs par étapes, de dissimuler leurs véritables buts selon la stratégie de mystification de l'adversaire, et de se donner une apparence de modération.<sup>19</sup> Ils enseignèrent aussi aux Palestiniens les méthodes de manipulation des nouveaux média américains.<sup>20</sup> Giap tança Arafat. « Combattez avec toutes les méthodes susceptibles d'aboutir à la victoire... Si c'est la guerre classique, faites la. Si vous ne pouvez pas vaincre avec la guerre classique, ne l'engagez pas. La bonne méthode, c'est la méthode qui conduit à la victoire. Nous combattons par des moyens politiques et militaires, en mobilisant les appuis extérieurs. »<sup>21</sup> En

18. Abu Iyad [Salah Khalaf] with Eric Rouleau, *My Home, My Land*, trans. Linda Butler Koseoglu (New York: Times Books, 1978), pp. 65-67.

19. *Ibid.*, 69, and Yossef Bodansky, "Arafat's 'Peace Process,'" p. 4. En juin 1974, l'OLP adopta la "Programme par étapes" dans une série de résolutions du Conseil National de la Palestine tenu au Caire. Bernard Lewis, "The Palestinians and the PLO; A Historical Approach," *Commentary* 59 (January 1975):45, 48.

20. Abu-Iyad, p. 69, as quoted by Yossef Bodansky, p. 4.

21. *Al-Dustur* (Amman, Jordan), April 14, 1970, quoted by Cecil B. Currey, *Victory at Any Cost; The Genius of Viet Nam's Gen. Vo Nguyen Giap* (Washington: Brassey's, 1997), p. 277. Voir also Joseph Farah, "Vietnam All Over Again in Mideast?" *WorldNetDaily*, December 17, 2002; [http://worldnetdaily.com/news/article.asp?ARTICLE\\_ID=30025](http://worldnetdaily.com/news/article.asp?ARTICLE_ID=30025).

quelques mots, le général Giap avait décrit l'essentiel de la *guerre du peuple*.

Ce ne fut pas la seule visite de Palestiniens de haut niveau au Nord Vietnam. En 1964, avant qu'il ne se transforme en OLP, le Fatah envoya Abou Jihad, qui devait prendre la tête des opérations militaires, en Chine et au Nord Vietnam où il étudia les tactiques de la guerre de guérilla. Ce dernier a attesté que ces séjours avaient mis en cause ses certitudes en matière militaire acquises depuis des années, tant et si bien qu'il devint par la suite, l'apôtre de la « guerre populaire de libération ». <sup>22</sup> On soulignera que le Fatah traduisit les écrits du général Giap en Arabe, mais aussi les œuvres de Mao et de Che Guevara. <sup>23</sup> De même, le FPLP, qui adhèrera aussi à l'OLP, mettait déjà, dans les années 60, les écrits de Mao et de Giap dans les programmes de formation militaire des *fedayin*. <sup>24</sup>

### La guerre du peuple : les opérations militaires subordonnées au politique

Selon le très influent stratège américain, Stefan Possony, une guerre populaire est un « choc de sociétés » qui inclut des dimensions politiques et militaires, avec des phases violentes et non violentes. Possony eut à l'époque une grande influence sur le président Ronald Reagan parce qu'il découvrit en quoi consistait la vulnérabilité stratégique de l'Union soviétique et comment on pouvait l'exploiter (voir Annexe). Sa clairvoyance fut d'analyser « la "guerre populaire" comme un conflit politique, comportant des opérations militaires subordonnées au politique » <sup>25</sup>

22. Voir le début de Khalil al-Wazir in Guy Bechor, ed., *The PLO Lexicon* (Tel Aviv: Ministry of Defense, 1991), p. 90. Voir also "Biography of Khalil al-Wazir (Abu Jihad)," *Encyclopedia of the Palestinians*, Philip Mattar, ed. (New York: Facts on File, 2000).

23. Y. Harkabi, "Al Fatah's Doctrine," in *The Israel-Arab Reader: A Documentary History of the Middle East Conflict*, Walter Laqueur and Barry Rubin, eds. (New York: Penguin Books, 1991), p. 395.

24. Chaliand, *The Palestinian Resistance*, p. 158.

25. Stefan T. Possony, *People's War; The Art of Combining Partisan-Military, Psycho-Social, and Political Conquest Techniques* (Taipei: World Anti-Communist League, 1970), p. 85 [Hereinafter, *P.W.*].

Les moyens et les méthodes d'une guerre populaire sont probablement les plus adaptées dans un conflit asymétrique, où un mouvement insurrectionnel ne peut pas affronter directement un adversaire militairement supérieur. Il est d'une importance décisive que les responsables politiques israéliens en comprennent les principes et la doctrine opérationnelle, parce que c'est ce type de guerre que l'A.P. a engagé contre Israël. La signature des accords d'Oslo n'a pas mis un terme à la violence palestinienne passée mais ils ont plutôt démontré la continuité de ses objectifs, de ses modes de pensée et de sa tactique. Dans ce débat sur la guerre du peuple, il faudra accorder une attention toute particulière à l'évaluation, de part et d'autre, des forces et des faiblesses relatives. <sup>26</sup>

### L'arrière plan historique de la guerre populaire

Pour comprendre la nature de la guerre du peuple, il est indispensable d'en rappeler l'origine et l'évolution. La théorie de la guerre populaire constitue la base de la doctrine militaire soviétique à laquelle les stratèges asiatiques ont ajouté leurs propres apports. La victoire des communistes chinois sur les nationalistes et la naissance de la République Populaire de Chine résultent, en dernière analyse, d'une application réussie de cette doctrine. La génération suivante, celle du général Vo Nguyen Giap, qui a vaincu les français et les américains, y a introduit certains perfectionnements.

Harriet Fast Scott et William F. Scott ont étudié la théorie militaire soviétique (marxiste-léniniste) et sa terminologie originale. <sup>27</sup> Ce corps de pensée fournit un cadre idéologique

26. Voir Sun Tzu, *Art of War*, p. 84, "Offensive Strategy," verset 31: "Je dis, par conséquent: 'Connais ton ennemi et connais toi toi-même et tu pourras engager cent batailles sans crainte' »

27. Harriet Fast Scott and William F. Scott, eds., *The Soviet Art of War; Doctrine, Strategy and Tactics* (Boulder, Colo.: Westview Press, 1982. Pour une histoire récente de l'Union Soviétique, voir Mikhail Heller and Alexandr Nekrich, *Utopia in Power; The History of the Soviet Union from 1917 to the Present*, trans. Phylis B. Carlos (New York: Summit Books, 1986).

qui réunit en un tout les principaux objectifs politiques et leurs conditions militaires de réalisation. Dans la théorie soviétique, la catégorie conceptuelle la plus large, appelée « doctrine », est le fondement idéologique à partir duquel sont définies les politiques et leur mise en œuvre.<sup>28</sup> Bien que ce système de pensée ait été appliqué dès le début des années 20, il est encore à la base de sa doctrine militaire, même après que l'Union soviétique est devenue une superpuissance dotée d'un grand arsenal conventionnel et nucléaire. Même si le communisme soviétique n'est plus aujourd'hui une force à l'échelle mondiale, la filiation de sa doctrine militaire est bel et bien vivante. La doctrine militaire soviétique unifiée, bâtie sous l'influence de la pensée militaire allemande,<sup>29</sup> se développe dans deux directions : *politique et militaire*, le politique ayant la priorité sur le militaire. Son principal objectif politique, on doit le répéter, était la victoire du communisme sur le capitalisme. Quand, dans les années 20, l'Union soviétique exporta sa doctrine militaire, elle se proposait de mobiliser le soutien du prolétariat urbain. Cette approche n'était pas judicieuse pour la Chine où ce groupe social était peu nombreux. Le gouvernement nationaliste (KMT – Kuomintang), avait l'avantage d'une armée

28. Marshal A. A. Grechko a donné une définition de la doctrine militaire, « le système officiel de concepts d'un Etat donné et de ses forces armées sur la nature de la guerre, sur la façon de la conduire et sur la préparation à la guerre du pays et de l'armée » Scott, *Soviet Art of War*; p. 4.

29. Mikhail V. Frunze (1885-1925), qui devint chef d'état major de l'Armée Rouge en Mai 1924, a présenté la doctrine militaire unifiée dans une publication éditée pour la première fois en juin 1921. Scott rapporte qu'il a été très influencé par les écrits des généraux allemands Paul von Hindenburg et Erich Ludendorff, *ibid.*, p. 28. Voir aussi, "Some Soviet Techniques of Negotiation," in Philip E. Mosely, *The Kremlin in World Politics; Studies in Soviet Policy and Action* (New York: Vintage, 1960), p. 40. Mosely écrivait en 1951: "Grâce à Lénine et Staline, la pensée soviétique a pleinement intégré le principe de Clausewitz selon lequel la puissance de la nation et des alliances fortes déterminent l'efficacité de la politique nationale en temps de paix, et, en temps de guerre, on ne doit jamais perdre de vue les but politiques pour lesquels les hostilités ont été engagées. »

conventionnelle bien entraînée (avec des conseillers allemands). Il était en général capable de tenir les villes importantes. Après avoir essuyé des pertes sérieuses dans le Hounan, en août et septembre 1930, Mao Tse-Tung prit « l'unique décision réellement vitale dans l'histoire du parti communiste chinois ». Il s'affranchit de la ligne tracée par Moscou pour une approche nouvelle.<sup>30</sup> Étant incapable d'affronter ses adversaires par des moyens conventionnels, Mao Tse-tung résolut de mobiliser les paysans, transporta la guerre dans les campagnes et empêcha la destruction de ses forces par la mobilité et la retraite tactique.

Mao était partisan de la guerre prolongée « parce qu'il n'y avait pas d'autres moyens dignes de confiance d'épuiser un adversaire plus puissant ». <sup>31</sup> Ici, la dimension humaine devient capitale. Une bonne stratégie et une bonne tactique compenseraient une relative faiblesse, et les initiatives d'un général talentueux pourraient faire pencher la balance. A l'opposé, on a tendance à mesurer en Occident l'avantage militaire en termes de moyens matériels et de puissance de feu, lesquels ne sont pas toujours des indicateurs fiables de la puissance effective.<sup>32</sup> Lin Piao (1907-1971), qui fut jusqu'à sa mort le successeur désigné de Mao, développa par la suite le concept de guerre du peuple et proposa l'application de ses principes à l'échelle de la planète, à savoir l'encerclement des pays capitalistes par les campagnes du monde. Dans ce schéma, l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest représentaient les villes du monde, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine, les campagnes du monde.<sup>33</sup>

30. *Mao Tse-tung on Guerilla Warfare*, trans and ed., Samuel B. Griffith (New York: Praeger, 1961), p. 16-17, and *Art of War*, p. 47. Mao et Chu The, avec qui il fonda l'Armée Rouge chinoise, prirent la décision ensemble.

31. Stefan T. Possony, *A Century of Conflict* (Chicago: Regnery, 1953), p. 235. Pour ce qui concerne ce principe, Mao puisa dans la pensée de Mikhail V. Frunze et de Mikhail N. Tukhachevsky, un maréchal de l'Union Soviétique (1882-1945).

32. Scott, *Soviet Art of War*, p. ix.

33. "Lin Piao on "Strategy and Tactics of a People's War" (1965), in Martin Ebon, *The Life and Writings of China's New Ruler; Lin Piao* (New York:

Les Vietnamiens, surtout à l'époque du général Giap, agissaient dans la tradition de la guerre de guérilla, mais en plus pragmatique. Giap ne souscrivait pas automatiquement à l'approche chinoise, ni à l'obligation idéologique de lui obéir.<sup>34</sup> Dans une interview portant sur l'histoire de la libération du Vietnam, il déclara que la guerre de guérilla n'était qu'un aspect de la guerre du peuple. Selon son interprétation personnelle, « une guerre populaire se définit par une stratégie qui n'est pas réduite à sa dimension militaire. On peut trouver toujours une expression synthétique de la stratégie. Notre stratégie était à la fois militaire, politique, économique et diplomatique, bien que la composante militaire fût la plus importante »<sup>35</sup>

Une des innovations de Giap touchait à la manipulation des nouveaux média occidentaux pour retourner, à son profit, la liberté et la vulnérabilité des sociétés ouvertes démocratiques. Il comprit que l'impact des événements, vus à travers le prisme des média, pouvait jouer un rôle décisif. Par exemple, en 1954, les Français perdirent seulement 4 % de leurs forces à Dien Bien Phu. Cependant, le choc de ce revers en France métropolitaine – sans rapport avec l'événement lui-même – anéantit le soutien du pays à l'effort de guerre français.

Le matin du 8 mai, juste au moment où les Français, chez eux, s'apprêtaient à célébrer le neuvième anniversaire de la fin victorieuse de la Seconde Guerre mondiale, les manchettes de leurs journaux annonçaient la nouvelle du désastre en Indochine.

Stein and Day, 1970), pp. 228-29. On peut trouver ce passage dans le discours clé de Lin Piao sur la politique, "Longue vie à la guerre populaire" (1965) Sun Tzu a écrit : « Attaquer les villes est la pire des politiques. Il faut attaquer les villes si on n'a pas d'autre choix » *Art of War*, p. 78. Voir aussi Conor Cruise O'Brien's comments on Lin Piao, *On the Eve of the Millennium; The Future of Democracy Through an Age of Unreason* (New York: Free Press, 1994), p. 138.

34. Currey, *Giap*, pp. 319-21. Pour l'arrière-plan historique, voir Ho Chi Minh, "The Party's Military Work among the Peasants; Revolutionary Guerilla Methods," in *Armed Insurrection*, A. Neuberger [pseud.], ed. (New York: St. Martin's 1970), pp. 255-71. Ce document a été publié pour la première fois en 1928 sous le titre *Der bewaffnete Aufstand*.

35. "Interview avec Vo Nyugen Giap, commandant du Viet Minh" <http://www.pbs.org/wgbh/peoplescentury/episodes/guerillawars/giap-transcript/html>.

La réaction des citoyens fut quasiment unanime. À Paris, la foule attaqua le cortège des ministres en route pour les célébrations officielles et jetèrent des pierres sur les véhicules. Dans l'ensemble du pays, des milliers de rassemblements spontanés s'organisèrent réclamant la paix à cor et à cri. Le gouvernement Laniel-Bidault avait auparavant appelé à poursuivre le combat jusqu'au bout contre le Vietminh et avait parlé d'« internationaliser la guerre d'Indochine. » Il se retrouva désormais privé de soutien. Dans les clameurs, les députés... votèrent une motion de censure et le gouvernement Laniel démissionna quelques jours plus tard. Un nouveau gouvernement allait représenter la France à la conférence de Genève.<sup>36</sup>

Bien que l'offensive du Tet se soit conclue par une défaite du Vietcong et un taux de pertes américaines relativement faible, la manipulation des média eut un impact stratégique très comparable à celui de Dien Bien Phu.<sup>37</sup> Plus tard, le général Giap utilisa de façon experte la télévision (avec l'aide enthousiaste de ses partisans américains) pour miner le soutien de l'opinion à la guerre de Vietnam. Il déclarait : « En 1968, j'ai compris que je ne pourrais pas vaincre les 500 000 hommes des troupes américaines qui étaient déployées au Vietnam ; je serais incapable de couler la 7<sup>ème</sup> Flotte et ses centaines d'avions, mais je parviendrais à introduire dans les foyers des américains, des images qui leur donneraient l'envie folle de stopper cette guerre ».<sup>38</sup> Dans cet aperçu de la pensée militaire marxiste-léniniste, nous avons souligné la priorité du politique sur la doctrine militaire. Comme on l'a dit plus haut, le principal objectif du système qui produit ce type de guerre est d'assurer la victoire du capitalisme sur le communisme. Cependant, en 1988, l'Union soviétique

36. Currey, *Giap*, p. 204.

37. "Quand il était à Hanoi, Abou Ayad reçut aussi une formation sur l'impact stratégique de l'offensive du Tet en 1968, une importante défaite militaire du Vietcong et du Nord Vietnam qui fut transformée en une victoire stratégique majeure par la manipulation habile des média et de l'opinion publique occidentale et en particulier américaine » Yossef Bodansky, "Arafat's 'Peace Process,'" p. 4.

38. Raanan Gissin, "Low Intensity Conflict with High Resolution: Can We Win?" *Justice* 31 (March 2002):15-16.

décida officiellement de modifier son image publique et de dissimuler ses principaux objectifs politiques. On ne devait plus parler de « lutte des classes ». A la place, une nouvelle formule élégante et trompeuse devrait s'imposer pour désigner la même chose : « la lutte pour la paix »<sup>39</sup>.

### La guerre populaire et sa doctrine opérationnelle

En 1970, Stefan Possony énonça de la façon suivante les caractéristiques de la guerre populaire :<sup>40</sup>

- 1 La guerre populaire est une révolution de longue durée. Sa durée inévitable est exploitée par la guérilla pour anéantir l'adversaire, politiquement, moralement et économiquement.<sup>41</sup> L'objectif pratique de la guerre de guérilla est de créer le chaos dans le pays cible et de le rendre ingouvernable.
- 2 *Le concept clé d'une guerre populaire est l'édification d'un double pouvoir grâce à la guérilla.* Un double pouvoir signifie qu'il existe deux instances de pouvoir, d'institutions, d'autorités et de gouvernement, fonctionnant côte à côte de façon concurrente.
- 3 La transition du pouvoir du gouvernement 1 au gouvernement 2 s'opère par le transfert de la souveraineté sur la population, du gouvernement pré existant vers le pouvoir émergent, ce qui lui confère instantanément sa légitimité. Cette transition est constitutive du processus révolutionnaire.
- 4 *La victoire signifie que le nouveau gouvernement a triomphé. La défaite signifie que l'un des deux pouvoirs (ou régime) disparaît* [l'auteur souligne ce point]. Le transfert de souveraineté dépend dans une bonne mesure du succès des opérations violentes de la guérilla.<sup>42</sup>

39. David Binder, "Soviet and Allies Shift on Doctrine," *New York Times*, May 25, 1988.

40. Stefan T. Possony, *People's War*.

41. *Ibid.*, p. 86.

42. *Ibid.*, pp. 87-88. "Dans ce sens, une guerre du peuple est moins une prise de pouvoir que la construction d'un pouvoir révolutionnaire et l'affaiblissement progressif, peut-être la destruction des forces contre révolutionnaires, au particulier de sa puissance armée » (*ibid.*, p. 39).

Les procédés tactiques courants de cette guerre comportent :

1. *L'utilisation de la propagande pour priver l'ennemi de sa légitimité et de ses soutiens extérieurs...La propagande, surtout si elle s'accompagne de conquêtes, est la principale méthode par laquelle la légitimité est transférée à la nouvelle élite au pouvoir.*<sup>43</sup> Dans ce cadre, la propagande a un but particulier : « Comme la guerre fait rage durant des années, mais qu'elle surgit et disparaît de l'actualité périodiquement, l'opinion publique doit être conditionnée à croire que la victoire des rebelles est inéluctable. »<sup>44</sup>
2. La destruction de l'économie de l'ennemi.
3. La promotion de l'anti militarisme, l'encouragement des désertions et des mutineries dans l'armée.<sup>45</sup>
4. L'utilisation du terrorisme de masse comme moyen psychologique pour affaiblir les forces morales de l'armée et renforcer la guérilla.<sup>46</sup>
5. La collecte de renseignements et la privation de l'ennemi de ses sources d'information.<sup>47</sup>

Au-delà de ces procédés tactiques, un groupe révolutionnaire doit obéir à quelques principes de base : 1) ne pas être détruit ; 2) être en mesure de peser sur le rythme des affrontements et 3) sécuriser certains sanctuaires et garder son potentiel de mobilité. Le but principal d'une force rebelle, qu'elle utilise la violence ou non, est d'éviter l'annihilation, et pour cela, elle doit dissimuler son organisation, ses concentrations de forces et ses moyens de combat. Les

43. *Ibid.*, p. 44. Pour des informations sur le contexte de la propagande, voir E. H. Carr, "Propaganda in International Politics," *Oxford Pamphlets on World Affairs* 16 (Oxford: Clarendon, 1939); and Philip M. Taylor, "Propaganda from Thucydides to Thatcher," <http://www.leeds.ac.uk/ics/arts-pt1.htm>.

44. *P.W.*, p. 44.

45. L'anti-militarisme comprend les manquements à la discipline militaire, la désobéissance, la désertion, et la mutinerie, *ibid.*, p. 34.

46. *Ibid.*, p. 21. Voir Richard Pipes, "Some Operational Principles of Soviet Foreign Policy," pp. 13-15.

47. *Ibid.*, p. 22.

rebelles ne recherchent pas des résultats immédiats ; ils cherchent à survivre et à croître sur le long terme – qu'on doit évaluer en décennies. <sup>48</sup> Pour ce qui concerne le rythme du combat, « la guerre connaît des avancées et des reculs. La conduite stratégique des hostilités est plus efficace quand on alterne les phases, - escalade et déscalade, diversions nombreuses, changements de cible -, et quand on utilise à fond la dissimulation et la propagande. » <sup>49</sup>

### En quoi les Palestiniens mènent une « guerre populaire »

Le conflit actuel avec les Palestiniens présente les caractéristiques fondamentales d'une guerre populaire. C'est un aspect de la stratégie des étapes. Conçue sur le long terme, cette méthode se propose d'infliger une défaite à Israël. Démoraliser ses citoyens, réduire sa capacité de combat, attaquer ses arrières (la société civile), détruire son économie, provoquer des affrontements intérieurs, en sont les ingrédients, le tout convergant dans la désintégration de son moral et de sa cohésion interne. Il faut donc analyser les divers effets de la guerre du peuple sur la société israélienne, et la capacité de celle-ci à résister à ce type d'insurrection.

### *L'utilisation de la guerre économique pour provoquer la faillite de l'adversaire*

Si les difficultés attestant la détresse économique d'Israël sont étalées tous les jours dans l'actualité, on a trop peu conscience que ces difficultés ne proviennent qu'en partie de la crise économique mondiale ou des erreurs de politique économique, mais qu'elles sont plutôt l'effet d'une volonté délibérée. Des rapports récents mettent en garde contre un effondrement du système de santé, tandis que le nombre de chômeurs augmente. Il y a dix ans, on pensait que le « processus de paix » produirait

48. Stefan T. Possony, *Waking up the Giant* (New Rochelle: Arlington House, 1974), pp. 679-80. "Tous les principes directeurs des opérations militaires dérivent d'un principe de base: tout faire pour préserver ses forces et détruire celles de l'ennemi" *Selected Works of Mao Tse-tung*, vol. 2 (Peking: Foreign Languages Press, 1967), p. 81.

49. *P.W.*, p. 45.

des interdépendances économiques (emulating the vision of Jean Monnet) qui ouvriraient la voie à un avenir de paix et de prospérité. La violence palestinienne qui a débuté en septembre 2000 a eu de sérieuses conséquences économiques, avec des fermetures d'entreprises, un quasi effondrement du tourisme, et la ruine de projets d'investissement conjoints qui devaient fournir des moyens d'existence aux salariés palestiniens.<sup>50</sup>

### *Terrorisme et mobilisation intérieure*

Selon Possony, « le terrorisme vient en second dans les modes opératoires de la guérilla. Le terrorisme sélectif porte des coups aux muscles, aux nerfs et au cerveau de l'ennemi. Terroriser la population civile, dans sa masse, permet d'obtenir des collaborations, des appuis et de profiter d'un flux de nouvelles recrues. La terreur de masse est un procédé psychologique qui affaiblit les forces et le moral de l'ennemi, mais qui fortifie la guérilla. » <sup>51</sup>

Lors de la mise en œuvre des accords d'Oslo dans les années 90, les Israéliens déploraient souvent les incitations à la violence des médias palestiniens et la haine d'Israël qui suintait des manuels scolaires palestiniens. Dans l'optique de la « guerre populaire », l'incitation des médias et des manuels scolaires à la violence sont des armes pour mobiliser la société palestinienne dans une guerre de longue durée et la préparer aux sacrifices prévisibles. Les incitations palestiniennes à la violence et les manuels scolaires étaient donc la preuve que le leadership palestinien engageait un conflit sur

50. Amos Harel, "Major General Yaakov Orr," *Haaretz*, July 13, 2001. Voir J. S. Fishman, "The Broken Promise of the Democratic Peace: Israel and the Palestinian Authority," *Jerusalem Viewpoints* 477, May 1, 2002.

51. *P.W.*, p. 21. "La propagande est une partie intégrante de la 'guerre psychologique', mais la terreur l'est davantage encore. La terreur continue d'être utilisée par les régimes totalitaires, même quand leurs buts psychologiques sont atteints, ce qui fait sin horreur car elle s'applique à une population totalement éteinte... La propagande, en d'autres termes, est un des instruments du totalitarisme, peut-être le plus important dans ses rapports avec le monde extérieur ; la terreur, au contraire, est l'essence profonde de cette forme de gouvernement." Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, p. 344.

la durée, qu'on n'avait pas affaire à une péripétie du processus de paix.

De fait, le processus de paix ne mit pas fin au terrorisme. Selon le porte parole de l'armée israélienne, entre septembre 2000 et la fin du mois de juin 2003, il y a eu 18 000 actions terroristes (y compris les actions qui ont échoué)<sup>52</sup>, soit en moyenne 18 opérations par jour. Si les cargaisons d'armes illégales capturées lors de l'arraisonnement du Santorini et du Karine A et d'autres envois d'armes étaient parvenus à leurs destinataires, les Palestiniens auraient été capables de neutraliser les tanks et certains types d'avions de combat, relayant ainsi la menace sous laquelle le Hezbollah a placé le nord d'Israël.<sup>53</sup> Ce scénario du pire donne une idée concrète de la guerre qui a été épargnée aux Israéliens. Alors que les forces de guérilla sont capables de remporter des victoires décisives, même avec des moyens de basse technologie, et elles en ont effectivement remporté<sup>54</sup>, il faut voir que les capacités technologiques de l'A.P. se sont régulièrement améliorées.

Dans cette stratégie, la construction d'une armée conventionnelle est l'étape qui suit la guerre de guérilla. La guerre populaire a commencé en Chine et au Vietnam par des opérations de guérilla, mais ce sont des armées conventionnelles qui ont accompli le travail. La stratégie des étapes de l'OLP de 1974 prévoyait qu'à l'étape finale, les États arabes se rassembleraient en une vaste coalition d'armées conventionnelles qui attaquerait

52. "Zochrim et Mitchell Techilah?" ["Remember Mitchell at the Start?"] *Mekor Rishon*, June 27, 2003 (Hebrew).

53. Dans les années d'Oslo, la direction palestinienne était en infraction avec les clauses militaires des accords intérimaires, en tentant d'importer des armes comme le lance roquettes SA-7, des missiles anti aériens et en construisant des roquettes Kassam. Le cargo rempli d'armes, le Karine A, contenait une tonne et demi d'explosif C4 de très grande puissance, des mortiers à longue portée (120 mm), et des roquette Katyuska de 20 km de portée (122 mm). Dore Gold, "Defensible Borders for Israel," *Jerusalem Viewpoints* 500 (June 15-July 1, 2003).

54. "Pour le reste de sa vie, Giap rira d'une plaisanterie qu'Ho Chi Minh avait faite sur les résultats de la bataille. 'A Dien Bien Phu, gloussait Ho, Giap n'a pas perdu un seul tank, ni un avion'" Currey, *Giap*, p. 204.

Israël et lui infligerait une défaite. Il y eut une répétition de ce scénario quelques années plus tard. En 1982, avant la guerre du Liban, l'OLP organisa ses unités en formations régulières dans le sud de ce pays. C'était le signe qu'elle était prête à passer de la guérilla à une organisation militaire conventionnelle.<sup>55</sup> Les formations palestiniennes étaient intégrées à une coalition du Front de l'Est, avec la Jordanie, la Syrie et l'Irak. Des années 90 à aujourd'hui, les actualités télévisées montrent que l'A.P. a formé une armée, cette fois sous le prétexte de construire une force pour combattre le terrorisme. Les Palestiniens admettent qu'ils ont 39 000 policiers, soit bien plus que la limite de 30 000 qui avait été fixée, et il est probable que leur nombre réel soit bien plus élevé. Le commandant de la police palestinienne en Cisjordanie est Hadj Ismail, celui-la même qui dirigeait les troupes de l'OLP dans le sud du Liban au début des années 80. Les Américains et les Européens ont financé l'armement de l'A.P., la CIA a fourni l'entraînement, et, en définitive, le tout a été utilisé contre Israël et le sera encore demain, pour le compte de la guerre populaire palestinienne. (De ce point de vue, on doit avoir à l'esprit que les américains ont eux-mêmes entraîné les combattants islamiques en Afghanistan).

### Propagande

La délégitimation d'Israël a été le thème central de la propagande palestinienne dans les instances internationales, comme les Nations Unies. Cela a commencé avec le premier discours de Yasser Arafat à l'assemblée générale de l'ONU en 1974, au moment de la campagne pour l'adoption de la résolution scélérate, « Le sionisme est un racisme ». Comme on l'a dit plus haut, le but du combat par la propagande est le transfert de la légitimité de l'Etat d'Israël à l'Etat palestinien,

55. "Dans les quatre années qui conduisirent à la guerre de 1982 [au Liban], l'OLP renforça ses troupes du sud en nombre et en armement et les transforma en quelque chose de proche d'une armée régulière." Rashid Khalidi, *Under Siege: PLO Decision-Making During the 1982 War* (New York: Columbia University Press, 1986).

sous le nom de processus de « substitution ». Effectivement, dans ce premier discours à l'ONU, Arafat attaqua systématiquement la légitimité d'Israël décrit comme une « entité » raciste, fondée sur « les concepts impérialiste et colonialiste ». Il s'étendit ensuite de façon interminable sur la légitimité de l'OLP.

Tout cela rappelle un combat beaucoup plus ancien auquel le peuple juif a été confronté. Les pères de l'Eglise développèrent le concept de « substitution », le « Nouvel Israël » remplaçant « le Vieux Israël ». Selon leurs enseignements le peuple juif et sa religion étaient à présent obsolètes et son Alliance abrogée. <sup>56</sup> L'« Alliance de la Palestine », dont le but est de remplacer l'Etat juif, est une formulation haineuse pour actualiser le principe de substitution. Paradoxalement, alors que les Eglises protestante et catholique ont désormais rejeté le principe de substitution et l'antisémitisme, les agitateurs palestiniens et leurs partisans se repaissent avidement de la culture de l'adversaire. La fabrication par les Palestiniens d'une version contrefaite de l'histoire, qu'il s'agisse de l'histoire ancienne ou plus récente, pour s'approprier la légitimité qui revient de droit au peuple juif, est une extension du concept de substitution. <sup>57</sup>

Il était déjà évident en 1993, que l'OLP allait continuer sa guerre politique pour délégitimer Israël, sans tenir compte des accords passés entre les deux parties. Dans les trois mois qui suivirent la signature de la Déclaration de Principes, en 1993, l'OLP relançait son offensive contre Israël à l'Assemblée générale des Nations Unies, avec près de vingt résolutions anti israéliennes. Pour ceux qui poursuivaient une stratégie de guerre du peuple, les négociations n'étaient qu'une autre façon de poursuivre la guerre et non une chance d'aboutir à un rapprochement des deux peuples. Cette tendance se matérialisa à la conférence des Nations Unies contre le racisme à Durban (septembre 2001).

56. Pour une définition de la substitution, voir James Carroll, *Constantine's Sword: the Church and the Jews* (Boston: Houghton Mifflin, 2000), p. 633, n. l.

57. Sur l'enseignement antisémite des chefs des chrétiens palestiniens, voir Yitzhak Sergio Minerbi, "Palestinian Christians Ignite Religious Controversy" (Hebrew), *Kivunim Hadashim* 8 (April, 2003):70-82.

Le principe de substitution joua un grand rôle dans la tentative des Palestiniens de délégitimer Israël en prenant sa place dans la référence à l'holocauste. Dans ce scénario, les Palestiniens souffriraient, sous la domination israélienne, d'une oppression de type nazi. <sup>58</sup>

### *Anti-militarisme*

Les mouvements pour la paix sont une expression légitime de l'opinion dans toutes les sociétés démocratiques. Le mouvement israélien pour la paix témoignait d'un intérêt béat pour l'OLP. Cependant, du côté palestinien, on voyait l'autre partie d'une façon bien différente. Tandis que les mouvements israéliens cherchaient à ouvrir un véritable dialogue pour explorer les voies d'un règlement du conflit, les leaders palestiniens admirent à de nombreuses reprises qu'ils attendaient de ces mouvements un renfort, pour répandre l'anti militarisme et diviser la société de leurs adversaires israéliens. Mahmoud Abbas tenait le discours suivant aux Arabes israéliens après le déclenchement de la violence palestinienne : « Si vous voulez nous aider, fournissez-nous [l'A.P.] des ressources et [faites] des manifestations pacifistes avec les mouvements pour la paix israéliens. <sup>59</sup>

### *Obtenir des renseignements et priver l'ennemi de sources d'information*

Dans la conduite de la guerre populaire, un groupe rebelle doit se doter de très bons moyens de renseignement si il veut agir efficacement. L'OLP a fait preuve d'une grande ingéniosité pour réunir des renseignements et comprendre de façon approfondie les subtilités de la société israélienne. <sup>60</sup> Elle a utilisé les services des politiciens arabes israéliens,

58. Anne Bayefsky, "Terrorism and Racism: The Aftermath of Durban," *Jerusalem Viewpoints* 468 (December 16, 2001).

59. "Abu Mazen in Gaza: Stop the Armed Operations," *MEMRI, Special Dispatch* 449, December 2002.

60. A titre d'exemple des activités de la Paix Maintenant dans l'observation et l'information sur les implantations juives, voir Aviv Lavie, "No Mountain Too High," *Haaretz Magazine*, June 20, 2003, pp. 8-11.

comme Ahmad Tibi, qui devint conseiller de Yasser Arafat. Les dirigeants de l'OLP nouèrent des liens étroits avec les ONG israéliennes et d'anciens responsables israéliens des secteurs civil et militaire. A de nombreuses reprises, les dirigeants de l'OLP reçurent des conseils de ces israéliens sur la meilleure façon de traiter avec les gouvernements d'Israël. En même temps, ils agissaient de façon impitoyable les Palestiniens suspects de « collaboration » qui étaient fréquemment exécutés, lynchés en public, par des factions comme les Tanzim, pour faire des exemples.

### *Zones de contestation de l'Autorité publique*

L'A.P. tenta de saper la souveraineté israélienne par la mise en place d'instances concurrentes de l'Autorité publique, surtout dans zones urbaines et les villes de Galilée, territoires sous pleine souveraineté israélienne.<sup>61</sup> De nombreuses cités de ces zones sont désormais dangereuses pour les Juifs et pour des raisons de sécurité, les services d'Etat ne peuvent souvent pas fonctionner.<sup>62</sup> La vague de constructions illégales à Jérusalem, organisée en partie par l'A.P. avec le secours des Saoudiens pour couvrir les frais de justice des contrevenants, est une tentative du même ordre.<sup>63</sup> Jusqu'à sa fermeture par le gouvernement israélien, la Maison de l'Orient servait quasiment de mairie de l'A.P. dans l'Est de Jérusalem, avec une sorte d'immunité et un service de sécurité propre. Elle donnait à l'A.P. une présence semi officielle où des personnalités étrangères étaient reçues, et servait de base pour l'entretien de relations avec les sympathisants israéliens.

61. Voir, par exemple, Etkar Lefkovits, "Five Held for Trying to Reestablish Jerusalem PA Security Force," *Jerusalem Post*, August 19, 2003.

62. Moshe Katz, "It is Also Dangerous Here," *Mekor Rishon, Yoman Shevi'i*, July 4, 2003 (Hebrew).

63. Justus Reid Weiner, "The Global Epidemic of Illegal Building and Demolitions: Implications for Jerusalem," *Jerusalem Viewpoints* 498 (May 15, 2003).

### *Construction de sanctuaires et gains de mobilité*

Les Forces de Défense d'Israël ont fait des efforts considérables pour empêcher l'ennemi de bâtir des sanctuaires et de gagner en mobilité opérationnelle. Ainsi la fermeture de l'aéroport Dahaniya et du port de Gaza, l'édification d'une barrière de sécurité, la réduction du nombre de sauf-conduits pour les dignitaires palestiniens, comme l'utilisation sur une grande échelle de barrages routiers, ont été et demeurent déterminants pour la sécurité d'Israël. Ces mesures défensives qui ne sont pas sans dommages pour la population civile, devenaient indispensables à partir du moment où les dirigeants palestiniens ne remplissaient pas leurs obligations.

### *La réponse d'Israël à la « guerre populaire »*

Si Israël a remarquablement fait face au défi militaire, ses résultats en matière politique ont été médiocres. Israël n'a pas de tradition politique d'excellence dans la conduite des affaires de l'Etat, ni dans le domaine des affaires étrangères, et il s'est souvent conformé à l'aphorisme de Moshe Dayan : « Israël n'a pas de politique étrangère. Il a seulement une politique de défense ». <sup>64</sup> Malheureusement, ses ennemis ont tiré parti de cette carence. La faiblesse la plus grave est l'absence de buts politiques bien définis et de talents politique à la hauteur des capacités militaires. Cette situation provient en partie de l'idée révolue qui veut que la sécurité soit d'abord une question militaire. Alors que l'OLP engageait la lutte selon le modèle de la guerre populaire, en donnant la priorité à la lutte politique contre Israël à travers ses campagnes terroristes, la riposte israélienne demeura exclusivement militaire jusqu'à la signature des accords d'Oslo en 1993. Après 1993, le gouvernement israélien s'enticha de l'OLP parce qu'elle déclara qu'elle renonçait au terrorisme, alors qu'elle ne faisait que mettre en pratique son programme politique de guerre contre l'Etat d'Israël.

Pendant les deux décennies qui précédèrent Oslo, l'OLP, avec l'assistance de politiciens socialistes comme le président autrichien Bruno Kreisky, s'efforça avec persévérance

64. Conor Cruise O'Brien, *The Siege* (New York: Simon & Schuster, 1986), p. 508.

d'acquérir tous les attributs de la respectabilité politique. Le 13 novembre 1974, Yasser Arafat fit son discours à l'ONU, et en juillet 1979, Kreisky le reçut à Vienne comme un chef d'Etat. En décembre 1988, Kreisky organisa pour Arafat, avec le soutien tacite du département d'Etat américain, une réunion avec les dirigeants Juifs américains à Stockholm.<sup>65</sup> Après 1993, Arafat devint un hôte régulier du Bureau Oval et en décembre 1994, il reçut le prix Nobel de la Paix avec Yitzhak Rabin et Shimon Peres. En même temps, le prestige d'Israël paraissait s'améliorer dans le monde entier, ce qui s'avéra être seulement temporaire. Au moment où l'OLP choisit d'enfermer le processus de négociation dans une impasse, la position diplomatique d'Israël s'effondra, et les Palestiniens multiplièrent les succès.

Dans le même temps, la position politique d'Israël fut affaiblie par deux handicaps qu'il s'infligea lui-même : la décision de cesser de défendre la cause d'Israël à l'étranger et la réduction de ses relations traditionnelles avec la diaspora. Une décennie auparavant, le ministre des affaires étrangères Shimon Peres avait officiellement décidé de mettre un terme à la politique d'information qu'Israël aurait du avoir.<sup>66</sup> Israël réduisit alors ses maigres dépenses d'information tandis que les Palestiniens faisaient un usage efficace des savoir-faire remarquables qu'ils avaient acquis depuis des années. Saisissant cette opportunité, ils intensifièrent leurs efforts avec agressivité pour anéantir la légitimité d'Israël par la propagande, entendue comme « un instrument politique de la guerre »

En outre, le processus d'Oslo conduisit à refuser le soutien de la diaspora juive. L'idée que la diaspora n'était plus importante pour Israël s'imposa, comme l'auteur israélien A.B. Yehoshua le dit vertement à des Juifs américains : « Nous n'avons pas besoin de vous ». <sup>67</sup> De la même façon, le Dr Yossi Beilin du ministère

65. Sten Anderson révéla le rôle de Kreisky qui détourna la politique suédoise en faveur de l'OLP dès la fin de 1974 et entraîna les Juifs américains dans des conversations avec Arafat. Moshe Yegar, *Neutral Policy Theory versus Practice; Swedish-Israeli Relations* (Jerusalem: W.J.C., 1993), pp. 153-54.

66. Yoram Hazony, *The Jewish State; The Struggle for Israel's Soul* (New York: Basic Books, 2000), p. 66.

67. *Jerusalem Post*, April 5, 1996, cité par Steven T. Rosenthal, *Irreconcilable Differences?* (Hanover: Brandeis, 2001), p. 175.

des affaires étrangères déclara à un public américain : « Vous désirez que je vienne en tendant la main et que je vous dise que nous avons besoin d'argent pour les pauvres gens. Israël est un pays riche. Je suis désolé de vous le dire » <sup>68</sup> Ce changement d'attitude, empreint de mépris, sapait un des piliers traditionnels du soutien à l'Etat juif. Presque dix ans plus tard, le professeur Steven Windmueller décrivait les effets de ce programme de liquidation.

« A la suite des accords d'Oslo, une réalité nouvelle prit de l'importance. Des organisations communautaires et civiques juives entreprirent le démantèlement des structures institutionnelles qui s'adonnaient traditionnellement à la défense de la cause d'Israël. Les effets de ces changements structurels du milieu des années 90 peuvent être mieux compris, si on les replace dans le contexte où une génération entière de jeunes juifs américains se trouve incapable de défendre efficacement la cause d'Israël auprès de leurs pairs. Il y a pire, si c'est possible : la réduction du niveau d'engagement de cette génération de Juifs américains, de moins en moins désireuse de considérer Israël comme une composante de son identité juive et comme l'objet d'une commune responsabilité.<sup>69</sup>

Une explication supplémentaire de la faiblesse politique d'Israël réside dans la sur représentation des anciens généraux dans l'appareil de décision politique. Parmi eux, beaucoup n'ont jamais eu l'expérience d'une administration civile, des affaires, de l'université et n'ont jamais acquis les compétences, les connaissances, l'expérience, le niveau d'exercice des responsabilités requis pour des dirigeants politiques. Ayant passé leur vie adulte à faire la guerre, ces généraux retraités tentent désespérément de terminer leur carrière en hommes de la paix. Certains d'entre eux ont pris des initiatives personnelles, sans recueillir l'avis de

68. *Washington Post*, February 20, 1994, cité par Rosenthal, *ibid.*

69. Steven Windmueller, "September 11: Its Implications for American Jewry," *Jerusalem Viewpoints* 492 (February 16, 2003). Un des résultats du processus décrit plus haut, fut que de nombreux jeunes juifs, doués un sens aigu de la justice sociale, idéalistes, mais privés de références d'identification ont été des proies faciles pour les groupes pro palestiniens qui en avaient fait les cibles de leur recrutement.

personnalités politiques chevronnées. Il leur est aussi arrivé de faire preuve de mépris pour les procédures démocratiques.

Quand ils négociaient avec les Palestiniens, les dirigeants politiques israéliens focalisaient strictement leur attention, sur les aspects militaires de la menace à laquelle ils avaient à faire face, comme le démantèlement des infrastructures terroristes ou la collecte des armes à feu illégales. Ce faisant, les dirigeants israéliens ne répondaient pas au défi que l'A.P. continuait de poser avec sa stratégie des étapes. Les renseignements militaires israéliens lançaient périodiquement des avertissements sur le refus d'Arafat de démanteler le Hamas et le Jihad islamique. Mais, jusqu'au début de 2001, toute interrogation sur l'intention de l'OLP de conclure une véritable paix était tenue pour une opinion marginale. (Au contraire de 1974 où on attaquait l'OLP pour sa théorie des étapes accusée de rechercher l'élimination d'Israël).<sup>70</sup>

Tout au long de la décennie écoulée, le grand espoir des responsables politiques israéliens a été de parvenir à un règlement avec les Palestiniens, à tout prix, de préférer une « mauvaise paix » à une « bonne guerre », même au prix de « pénibles sacrifices ». <sup>71</sup> Il semblait qu'ils avaient attribué à tout règlement, quel qu'il soit, les vertus d'une panacée. Par la suite, la politique israélienne, faite d'improvisations de court terme, ne prit pas en compte l'éventualité d'une « guerre prolongée » au moment où la théorie de la guerre populaire faisait un usage calculé et habile du facteur temps. En conséquence, dix ans plus tard, le capital économique et humain d'Israël s'est trouvé réduit alors que l'ennemi

70. Lt. Col. Jonathan D. Halevi, "Understanding the Breakdown of Israeli Palestinian Negotiations," *Jerusalem Viewpoints* 486, September 15-October 1, 2002. Dans la version originale en hébreu de cet article, qui parut dans le journal des questions militaires de l'armée *Maarahhot* 383 de mai 2002, il est indiqué que cette analyse a été faite sur la base d'un document de l'armée intitulé « L'autre point de vue » que l'auteur avait écrit en août 2001.

71. A l'opposé, Harold Nicolson, écrivain et diplomate, membre de la délégation britannique à Paris après la première guerre mondiale, écrivait : « une mauvaise paix est une paix qui ne résout rien. Nous devons bien voir cela, et donc, à l'issue de cette guerre, nous ne devons pas signer une mauvaise paix. Nous devons apprendre de l'expérience passée. « *Pourquoi l'Angleterre est en guerre* » (Harmondsworth: Penguin, 1940), p. 113.

augmentait sa puissance politique et militaire. En suivant cette politique, Israël perdit des positions favorables, renonça à de nombreuses initiatives pour d'autres, moins favorables, tandis qu'Arafat et son organisation suivaient un plan précis et démontraient la cohérence de leur entreprise.<sup>72</sup> Dans ce contexte, Hanna Arendt apporte un éclairage de grande valeur : « Dans ses rapports avec les systèmes totalitaires, un des principaux handicaps du reste du monde, c'est d'ignorer la nature du système, donc de penser, d'une part, que l'énormité de ses mensonges le conduit à sa perte, et de l'autre, qu'il est possible de prendre le Guide au mot et de le forcer à aller dans le bon sens, quelles qu'aient été ses intentions initiales. Malheureusement, le système totalitaire est immunisé contre un tel scénario et l'ingéniosité de son organisation lui permet de s'affranchir de la réalité quand ses mensonges sont mis à jour ou quand il est acculé à ne plus pouvoir démentir ses faux-semblants.<sup>73</sup> »

Le rôle des États-unis, dans la situation difficile où se trouve Israël, mérite d'être évoqué. Tout au début de la présidence de Bush, juste après la fin de l'administration Clinton, Barry Rubin, présentait la politique américaine comme neutre dans le court terme mais, incapable à plus longue échéance de faire avancer la cause de la paix et de la stabilité dans la région : « Pour ce qui est de sa stratégie à long terme dans la région, on peut dire que les États-unis se sont tenus à un rôle de médiateurs pour des accords de paix, en dépit des preuves innombrables que de tels accords ne pouvaient pas aboutir dans un avenir prévisible (et, si jamais ils sont conclus, on ne peut pas imaginer qu'ils soient respectés par les dirigeants avec lesquels Israël négocie actuellement).<sup>74</sup> »

72. "Dans un tourbillon de voyages diplomatiques, après camp David, Arafat s'arrêta à Djakarta le 16 août 2000, où le président Abdurrahman Wahid le pressa de mettre un terme au conflit avec Israël. Sa réponse ? 'Arafat me confia que dans cent ans, Israël aurait disparu. Pourquoi devrais-je me presser de le reconnaître ?'". *Yediot Ahronot*, May 10, 2002, as cited by David Makovsky, "Taba Mythchief," *The National Interest* (Spring 2003):128.

73. Hannah Arendt, *Origins of Totalitarianism*, p. 384.

74. Barry Rubin, "From One U.S. Administration to the Next; Similarities and Differences in the Push for Arab-Israeli Peace," *AJC Israel/Mideast Briefing* (July 3, 2001).

La politique américaine de condamnation du « cycle de violence », de proclamations d'« impartialité » et de « pression sur les deux parties » est une compromission morale. Elle consiste à répandre des confusions, seulement nécessaires pour conserver le processus en marche. Bien qu'on ne le reconnaisse jamais en public, le prix de cette approche, c'est la tolérance d'un « niveau acceptable » de victimes civiles israéliennes du terrorisme. Le principal bénéficiaire de cette politique est l'A.P., et non Israël, pour la raison simple qu'elle engrange les bénéfices d'une présentation truquée. Cela rappelle l'époque où les États-unis pressaient Israël d'accepter les violations égyptiennes de l'accord d'armistice, quand l'Égypte mettait en batterie des rampes de lancement de missiles à proximité du canal de Suez, après la guerre d'usure, en 1970. L'administration américaine a suivi le même chemin avec les Palestiniens à l'époque d'Oslo.<sup>75</sup>

### Oslo a donné aux Palestiniens une base territoriale

*Nous adaptons les expériences des autres peuples aux particularités de notre propre situation. La topographie n'est pas la même, ici, qu'en Algérie ou au Vietnam. Nous ne pourrions pas ignorer les limites qui nous sont imposées par les conditions naturelles, militaires et matérielles mais nous pouvons les surmonter et nous le ferons si nous adaptons notre stratégie.*

Yasser Arafat, fin des années 60 <sup>76</sup>

Depuis sa naissance et pendant la phase de « Libération Totale » (1969-1974), l'OLP n'avait pas la faculté de lancer une guerre de guérilla soutenue contre Israël. Le principal résultat des accords d'Oslo fut de donner à l'OLP une base territoriale permettant d'entamer une telle guerre, faite pour servir ses objectifs stratégiques. « La victoire, dans cette lutte », il faut le répéter, « signifie que l'un ou l'autre des deux pouvoirs s'impose. La défaite, c'est que l'un ou l'autre des deux pouvoirs disparaît » <sup>77</sup>

75. Dr. Steven Plaut, "The Third Worst Middle East War," (November 27, 2002); <http://chronwatch.com/features/contentDisplay.asp?aid=961>.

76. Danziger, "Algeria and the Palestinian Organizations," p. 348.

77. P.W., pp. 87-88.

L'analyse de la situation actuelle rend indispensable le réexamen des hypothèses de base de la politique israélienne. Le fait qu'Israël soit confronté à une guerre populaire signifie qu'il n'y a pas de « processus de paix » dans le sens que l'on donne habituellement à cette formule, ni un véritable règlement en perspective. Il n'y a pas d'accord à conclure. A la place, toutes les conditions d'une guerre prolongée sur des décennies ont été réunies dans le but d'affaiblir l'Etat juif avant de le détruire. Les négociations et les temporisations sont avant tout des tactiques subordonnées aux objectifs fondamentaux, et des moyens de prendre le contrôle de territoires sans livrer combat.<sup>78</sup> Comme l'a écrit David Makovsky, les conséquences de ce genre de rencontres diplomatiques, comme les négociations de Taba, ont été d'accroître pour Israël, le coût d'un règlement dans une négociation ultérieure. Cela s'appelle « accroître la base de concessions » <sup>79</sup> Les négociations fournissent aussi à l'autre coté l'opportunité de consolider ses gains et un surcroît de légitimité pour avoir obtenu la compagnie de partenaires respectables.

En vertu de cette analyse, les responsables politiques israéliens ont gravement sous estimé la détermination et les capacités de l'ennemi et ils ont donné trop d'importance au facteur matériel dans l'analyse du rapport des forces. Si on prend en compte la stratégie de l'adversaire et son intégration des doctrines politiques et militaires dans un tout, l'avantage d'Israël se réduit singulièrement. Si Israël veut assurer sa survie, il doit infliger une défaite à la stratégie de l'ennemi et à sa guerre du peuple. En particulier, il est urgent de réévaluer la menace à laquelle fait face Israël et d'empêcher l'ennemi d'accroître sa puissance et de déployer sa stratégie. Israël doit relever le défi en énonçant sa propre doctrine, avec des objectifs politiques et militaires définis et échelonnés. Certains d'entre eux devront être : 1) assurer la survie de l'Etat d'Israël comme Etat juif et protéger ses citoyens ;

78. « Ce type de négociations ne sont pas déclenchées par les révolutionnaires, pour parvenir à des arrangements amicaux avec leurs rivaux. Les révolutions font rarement des compromis, et quand elles en font, c'est pour servir leurs desseins stratégiques. Les négociations sont donc engagées dans le double but de gagner du temps pour consolider des positions (militaires, politiques, sociales, économiques) ou pour user, frustrer et accabler les adversaires » Griffith, *Mao Tse-tung on Guerilla Warfare*, Introduction, p. 16.

79. David Makovsky, "Taba Mythchief," pp. 119-29.

2) défendre activement la légitimité de cet Etat, et 3) achever la processus d'intégration de l'Etat juif dans le monde démocratique

### La pensée stratégique de Stefan T. Possony

Cette analyse s'est largement appuyée sur les écrits de Stefan T. Possony (1913-1995), auteur peu connu, mais stratège américain extrêmement important. Né à Vienne en 1913, il obtint son doctorat d'histoire et d'économie en 1930. Il s'installa à Paris en 1938, l'année de la publication de son premier ouvrage d'importance, « La guerre de demain ». Il travailla comme conseiller en guerre psychologique au ministère français des Affaires Étrangères et comme conseiller auprès de l'armée française. Des unités de la Gestapo le capturèrent au moment de la chute de Paris, mais il s'évada rapidement, traversa les Pyrénées et arriva aux États-Unis en 1940. Il travailla d'abord à l'université de Princeton, aux côtés d'Einstein, à l'Institut des Études Avancées. Possony étudia de nombreux problèmes significatifs du XX<sup>ème</sup> siècle, le communisme, la guerre psychologique, la détermination des cibles stratégiques.<sup>80</sup> Lors du second conflit mondial, il était convaincu que le nazisme serait écrasé et que le communisme serait le problème suivant. Il joua un rôle clé dans l'entreprise de manipulation de l'empereur Hiro Hito pour qu'il accepte la capitulation du Japon, contre l'avis de la caste militaire de l'impérialisme japonais. Alors qu'il était directeur des études internationales et professeur associé à l'Institut Hoover de l'université de Stanford depuis 1961, il imagina les systèmes spatiaux de défense anti missiles et l'utilisation des armes à énergie activée depuis l'espace. Il retint ainsi l'attention de celui qui était alors le Gouverneur de Californie, Ronald Reagan. Ce dernier adopta ses concepts stratégiques quand il fut élu président, en 1980. (Possony et Jerry Pournelle, un auteur de science fiction, sont co auteurs de *La stratégie de la technologie* qui inspira directement l'Initiative de Défense Stratégique.<sup>81</sup>) Un des élèves de Possony,

80. « Son travail sur la question des cibles stratégiques était d'avant garde. Avant lui, presque tout ce qui concerne la définition des cibles dans la guerre aérienne était considéré comme relevant de la tactique. ». "Stefan Possony; Pioneered Air War Strategy in WWII," *Los Angeles Times*, May 3, 1995.

Richard Allen, devint le Conseiller National à la Sécurité de Reagan en 1981. Il servit de lien entre Possony et la Maison Blanche.<sup>82</sup> (Le chef d'Etat Major de la Maison Blanche et ancien Secrétaire d'Etat Alexander M. Haig Jr était un autre ancien élève de Possony.) Le président Reagan adopta les théories de Possony basées sur l'utilisation de la supériorité technologique occidentale pour remporter la victoire dans la guerre froide.<sup>83</sup> Les autres idées de Possony sont facilement reconnaissables dans la stratégie de déconstruction de l'Union Soviétique de l'administration Reagan.<sup>84</sup> Son analyse de la guerre insurrectionnelle et de la doctrine militaire communiste a été d'une grande utilité pour ce texte.

Ce texte est paru pour la première fois en langue anglaise sous le titre : "Ten Years Since Oslo: The PLO's 'People's War' Strategy and Israel's Inadequate Response," in *Jerusalem Viewpoints* No. 503, 1 September 2003, © Jerusalem Center for Public Affairs.

81. « La politique de défense américaine de l'époque se réduisait à la dissuasion par la mise en œuvre de moyens offensifs écrasants qui devaient faire réfléchir deux fois plutôt qu'une les deux côtés avant leur engagement. Elle était appelée justement, 'destruction mutuelle assurée' (MAD). Possony avança que cette stratégie n'était pas assez souple. Il écrivait : 'Pour se tenir aux avant postes de la guerre technologique, les États-Unis doivent arrêter de véritables option propres à leur assurer la survie.' Bien que la technologie ait déjà été employée à un certain niveau, Possony introduisit la perspective d'une stratégie anti missiles, avec des laser de haute énergie tirés à partir de satellites militaires, des systèmes radar en orbite pour la détection précoce de la menace, et une batterie de leurres pour lesquels on avait pris du retard » "Stefan Possony" (obit.), *The Times*, May 2, 1995.

82. Communication personnelle, Jerry Pournelle, May 18, 2003.

83. Martin Walker, "Dark Dreamer of Star Wars; Stefan Possony" (obit.), *Guardian*, May 5, 1995.

84. See, for example: Peter Schweizer, *Victory; The Reagan Administration's Secret Strategy that Hastened the Collapse of the Soviet Union* (New York: Atlantic Monthly Press, 1994).

## Chapitre 4

### La persistance de la terminologie soviétique et des thèmes antisémites après Oslo

Dans une lettre ouverte qu'il adressa le 12 décembre 1968 au Premier ministre polonais Wladyslaw Gomulka, Bertrand Russell écrivait : « En vertu d'une logique perverse, tous les Juifs sont aujourd'hui des sionistes, les sionistes sont des fascistes, les fascistes sont des nazis et les Juifs, par conséquent, doivent être identifiés à ces mêmes criminels qui, dernièrement, cherchaient à éliminer les Juifs polonais<sup>1</sup>. » Russell protestait ainsi contre la vague d'agitation antisémite et la propagande lancée contre Israël par l'Union soviétique après que son protégé au Moyen-Orient, Gamal Abdul Nasser, eut essuyé une humiliante défaite pendant la guerre des Six Jours. Un tel faisceau d'accusations donne un exemple « d'amalgame », une technique de propagande consistant à extrapoler « l'agression à partir de l'autodéfense juive, le racisme à partir d'un désir d'autodétermination et l'impérialisme à partir d'un vœu d'indépendance<sup>2</sup>. » D'après le regretté Stefan T. Possony, remarquable stratège américain, la teneur véritable du message de cette propagande fut publiée le 4 octobre 1967 dans *Komsomolskaya Pravda* : « Le sionisme se consacre au "génocide, au racisme, à la trahison, à l'agression et à l'annexion... attributs caractéristiques des fascistes"<sup>3</sup>. » Bernard Lewis fit état de l'emploi d'un langage presque identique lors de la Conférence mondiale de l'année de la femme organisée à Mexico de fin juin à début juillet 1975. Il observa que « la Déclaration sur l'égalité des femmes publiée à cette occasion

- 
1. Bertrand Russell, « Open Letter to Wladyslaw Gomulka » (Lettre ouverte à Wladyslaw Gomulka) *World Jewry*, Londres, Vol. XI, N° 6 (nov.-déc. 1968), p. 8, cité par Stefan T. Possony in *Waking up the Giant*, New Rochelle, Arlington House, 1974, p. 473.
  2. *Waking up the Giant*, op. cité, p. 473.
  3. *Ibid.*, cité par Possony.

soulignait à plusieurs reprises le rôle des femmes dans la lutte contre le néocolonialisme, l'occupation étrangère, le sionisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid<sup>4</sup>. »

Les historiens Michael Heller et Aleksandr M. Nekrich, éminents spécialistes de l'Union soviétique, établirent que la Guerre des Six Jours représentait un moment décisif dans le développement de l'antisémitisme en URSS : « La guerre des Six Jours de 1967 ouvre une nouvelle époque dans l'histoire de l'antisémitisme soviétique. On cesse d'en avoir honte, il acquiert droit de cité. Le « sionisme » devient un nouvel objet de haine, comme l'avaient été les « ci-devant », les « nepmen », les « koulaks », etc. On le présente comme un danger très grave pour l'État, dans des livres et des revues tirées à des millions d'exemplaires, à la télévision, au cinéma. Il se crée une « Commission permanente auprès de la section des sciences sociales du praesidium de l'Académie des sciences d'URSS, de coordination des recherches consacrées à la mise à nu et à la critique de l'histoire, de l'idéologie et la pratique du sionisme<sup>5</sup>. »

Pour comprendre la fonction d'une telle terminologie dans la tradition soviétique, il s'avère nécessaire de présenter quelques éléments d'information sur son contexte. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Arkady Kremer, un membre du Bund qui avait été exilé à Vilna, présenta une nouvelle approche de la politisation des travailleurs dans une brochure intitulée *De l'agitation*. Son idée était de subordonner la propagande à l'agitation, utilisant la propagande politique pour politiser les masses et les manipuler par l'emploi de slogans. Il s'agissait d'attirer les membres d'un public incapable de suivre des arguments idéologiques. En 1895, Lénine reçut cette brochure et, ultérieurement, développa la doctrine de Kremer sur les slogans dans son célèbre essai *Que faire ?* (mars 1902<sup>6</sup>). Faciles à capter, les nouveaux slogans étaient destinés à remporter l'adhésion la plus large possible,

4. Bernard Lewis, « The anti-Zionist Resolution », *Foreign Affairs*, octobre 1976, p. 54.

5. L'Utopie au pouvoir ; Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 556.

6. Eugene H. Methvin, *The Riot Makers; The Technology of Social Demolition*, New Rochelle, N. Y., Arlington House, 1970, pp. 279-281.

comme par exemple ceux du début de l'époque révolutionnaire (juillet 1917) : « La terre aux paysans ! » « Les usines aux travailleurs ! » « Du pain pour les affamés ! » « La paix avec l'Allemagne ! » « Tout le pouvoir aux Soviets<sup>7</sup> ! »

Les slogans utilisés comme un outil d'agitation politique avaient pour objectif, entre autres, de stimuler la haine et l'indignation, en prélude à la violence physique. Ils étaient employés en vue de « désigner des cibles exécrées visibles et accessibles au sein de la communauté », c'est-à-dire les ennemis de la lutte des classes<sup>8</sup>. Dans une déclaration de 1907, Lénine, avec une franchise sidérante, expliquait comment il utilisait le langage comme une arme : « La formulation [de notre campagne de presse contre nos ennemis] est destinée à susciter chez le lecteur haine, dégoût, mépris. Le choix des mots doit être destiné non à convaincre, mais à détruire, non à corriger l'erreur de l'adversaire, mais à anéantir son organisation et à l'effacer de la surface de la terre [souligné par l'auteur]. Cette formulation doit véritablement faire en sorte de provoquer les pires idées, les pires soupçons à l'égard de l'adversaire ; elle doit semer la discorde et la confusion dans les rangs et être à l'opposé d'une phraséologie qui voudrait convaincre et amender<sup>9</sup>. »

« En pratique, si l'on est déjà déterminé à anéantir l'organisation de l'adversaire, on éprouve probablement moins d'inhibitions à aborder l'étape suivante, littéralement la destruction physique des ennemis à grande échelle<sup>10</sup>. »

7. *Ibid.*, p. 293.

8. *Ibid.*, pp. 283-284.

9. *Ibid.*, p. 130.

10. Bertrand Russell interviewa Lénine, probablement en 1920, pour son livre sur le bolchevisme (*Bolshevism: Practice and Theory*, New York, Harcourt Brace, 1920) et en profita pour l'interroger sur le sort des koulaks, les paysans aisés. Des années plus tard, il donna ses impressions sur cette rencontre : « Je pense qu'il [Lénine] était l'homme le plus néfaste... que j'ai rencontré. Il avait des yeux noirs fixes qui ne cillaient jamais. À un moment donné, j'espérais les faire ciller en lui demandant pourquoi il avait été jugé nécessaire d'assassiner plusieurs centaines de milliers de koulaks. Il ignora tranquillement le mot « assassiner ». Il sourit et répondit qu'ils constituaient une nuisance entravant ses plans agricoles. » Alistair Cooke, *Six Men*, New York, Knopf, 1977, p. 166. L'auteur souhaite remercier David Aikman pour cette référence.

Les Soviétiques ont également fait du langage un instrument du contrôle totalitaire. Vers la fin des années quarante et au début des années cinquante, la population d'Union soviétique commença à montrer des signes patents de résistance passive. Plutôt que d'améliorer ses conditions de vie, Staline eut recours au réflexe pavlovien, imaginant de nouveaux moyens de contrôler le comportement humain<sup>11</sup>. « Le nouveau modèle pavlovien de la personnalité partait de l'hypothèse de base qu'il n'est rien en l'homme qui ne domine en principe les réactions salivaires conditionnées du chien de Pavlov<sup>12</sup>. » Sur instructions de Staline, la science soviétique consacra une grande attention au conditionnement du langage utilisé comme un instrument de contrôle social. « À cet effet, il était impératif que les mots soient toujours des signaux qui déclenchent des réactions appropriées à leurs significations. Là résidait le lien nécessaire entre sémantique et politique... Pour prendre un exemple familier du contexte soviétique, en entendant le signal "belliciste", un Russe correctement pavlovisé devait réagir par un accès de colère... De tous les monopoles que l'État soviétique s'était arrogés, aucun ne devait être plus déterminant que le monopole de la définition des mots. L'arme ultime du contrôle politique allait être le dictionnaire<sup>13</sup>. » C'est dans le contexte ci-dessus que l'objet et la fonction de la terminologie soviétique antisioniste doivent être appréhendés, ainsi que le danger qu'elle représente pour la société civilisée.

### Sionisme = racisme

Le 10 novembre 1975, l'Union soviétique et ses partisans arabes réussirent à faire adopter par l'Assemblée générale de l'ONU la résolution n° 3379 assimilant le sionisme au racisme, transformant ainsi un slogan antisémite en une « vérité » internationalement reconnue<sup>14</sup>. Bernard Lewis décrivit comme suit les

11. Robert C. Tucker, *The Soviet Political Mind; Stalinism and Post Stalin Change*, Londres, Allen & Unwin, édition révisée, 1972, p. 153.

12. *Ibid.*, p. 160.

13. *Ibid.*, p. 165.

14. Pour l'histoire diplomatique de cette affaire, voir en particulier Yohanan Manor, *To Right a Wrong; The Revocation of the UN General Assembly Resolution 3379 Defaming Zionism*, New York, Shengold, 1996.

motivations arabes et soviétiques ayant inspiré cette résolution : « Pour les Arabes, l'objectif est de délégitimer l'État d'Israël. La condamnation de son fondement idéologique, quelle qu'en soit la raison, est une étape importante vers cette fin et, en même temps, l'exclusion d'Israël de l'UNESCO, de l'OIT (Organisation internationale du travail) et d'autres instances de l'ONU, constitue une sorte de préfiguration incantatoire de l'expulsion d'Israël des Nations unies et, en fin de compte, le démantèlement de l'« État sioniste ». Pour les Russes, l'objectif est de délégitimer non seulement l'État d'Israël, mais le peuple juif, ou du moins la nation juive et d'obtenir pour leurs actes une approbation internationale<sup>15</sup>. »

En novembre 1984, Daniel Patrick Moynihan, l'ambassadeur américain aux Nations unies, évalua le dommage politique causé par cette résolution : « N'ayant pas réussi à détruire Israël dans les combats, parce qu'Israël pouvait compter sur l'aide d'autres pays démocratiques, plus particulièrement celle des États-Unis, l'Union soviétique entreprit de miner la légitimité même de l'État israélien... Ses dirigeants escomptèrent probablement que les gouvernements occidentaux jugeraient difficile de mobiliser à l'avenir un soutien populaire à un pays communément perçu comme illégitime. Et en cela, ils n'avaient pas tort... (À d'autres occasions), j'avais suggéré qu'Israël était devenu une métaphore de la démocratie luttant avec quelque chose de plus que des avions et des tanks<sup>16</sup>. »

Heller et Nekrich se livrèrent à une analyse de la signification de la résolution de l'ONU dans le contexte de la tradition communiste soviétique : « À l'intérieur de l'Union soviétique, l'antisionisme est utilisé pour mobiliser les peuples de l'URSS contre un « ennemi commun », les Juifs. L'une des plus grandes victoires de l'idéologie soviétique des années 1970 a été la résolution de l'ONU sur le sionisme, qualifié de forme de racisme. Dans le répertoire de la propagande soviétique, le racisme était l'un des rares termes à avoir une signification univoque. Depuis la résolution, il est devenu polysémique, au

15. B. Lewis, *op. cit.*, p. 64.

16. *To Right a Wrong, op. cit.*, p. 132.

même titre que les séries de notions comme « libertés formelles », « liberté réelle », « démocratie bourgeoise », « social-démocratique », « pseudo-humanisme » et « humanisme prolétarien. » Ainsi, les idéologues soviétiques ont-ils réussi à parachever l'œuvre d'Hitler : l'antisionisme (c'est-à-dire l'antisémitisme) a cessé d'être l'affaire des forces de droite, des réactionnaires et des fascistes. Il est devenu une forme de la lutte pour la libération nationale fondée sur le marxisme, c'est-à-dire sur la science. « L'antisionisme » est l'internationalisme prolétarien de l'époque du « socialisme réel<sup>17</sup>. »

Bien que la résolution de l'ONU assimilant le sionisme au racisme ait finalement été abrogée le 16 décembre 1991<sup>18</sup>, et que, peu après (26 décembre 1991), l'Union soviétique ait cessé d'exister, le dommage qu'elle causa à Israël fut considérable. Dans une perspective plus large, l'innovation idéologique qu'elle représenta a brouillé les faits et créé un état de confusion empêchant une discussion rationnelle des vrais problèmes du Moyen-Orient. À l'époque des mass médias où l'étude du passé n'est plus en vogue, des slogans comme « sionisme égale racisme » ont trouvé leur place dans la culture populaire et ont produit une profonde impression sur de vastes publics en général sans instruction. Ils ont mené leur propre vie et les adversaires d'Israël y ont ajouté de nouvelles accusations.

### Un examen de quelques termes fondamentaux

Nous examinerons plusieurs termes spécifiques récurrents et illustrerons leur usage. Après avoir identifié les définitions d'origine de plusieurs termes de base comme « fascisme », « génocide », « occupation » et « camp de la paix », on pourra ajouter des exemples de leur actuelle utilisation. (Comme le terme « racisme » est devenu courant dans les années soixante-dix, il faudra consulter une littérature plus récente.) Ce langage contient en général des accusations et traduit une technique

17. *L'Utopie au pouvoir*, op. cit., pp. 557.

18. *To Right a Wrong*, op. cit., xii.

de propagande connue sous différents noms comme « l'inversion de culpabilité », « la permutation morale des termes », ou « les équivalents immoraux », technique de propagande qui plaque sur le présent une fausse analogie historique. Goliath devient ainsi David, et David devient Goliath. L'utilisation la plus répandue de cette technique s'applique à l'accusation de « génocide » qui véhicule l'assertion mensongère qu'« Israël fait subir aux Palestiniens ce que les nazis firent subir aux Juifs. » Au-delà du caractère calomnieux de cette assertion, il s'agit d'une forme de négation de la Shoah qui banalise l'ampleur de cet événement, sa mémoire et son caractère unique. Avec le temps, plusieurs termes d'origine ont développé des familles de synonymes. Dans la section suivante, nous présenterons un contexte historique pour chaque terme et la signification qu'il a acquise avec le temps.

**Le racisme** (variations : apartheid, discrimination, bantoustanisation) : ce mot a généralement été utilisé dans le contexte des relations entre Blancs et Noirs aux États-Unis, mais il a fait l'objet d'un nouvel engouement au cours des années soixante. Bernard Lewis a expliqué comment ce phénomène a induit une nouvelle dynamique dans le monde arabe : « Dans l'article 19 de la charte nationale palestinienne de 1964, le mot « raciste » est ajouté à la liste des adjectifs péjoratifs appliqués au sionisme, tandis qu'en 1965, une publication de l'OLP rédigé – et c'est fort significatif – en anglais, présente le sionisme comme une forme de racisme. Peu après, on rechercha les origines du racisme juif jusque dans l'Antiquité et on en trouva des sources dans la Bible et le Talmud. Les raisons d'un tel changement sont évidentes. D'une part, le racisme peut être identifié à l'impérialisme, à la domination étrangère. De l'autre, l'ennemi en vogue en Occident à notre époque est le raciste ; tout comme, il y a quelques années, c'était le communiste<sup>19</sup>. »

Lewis attribue une autre signification au terme « racisme », celui qui était utilisé en Union soviétique : « Le terme raciste

19. Lewis, op. cit., p. 59.

est appliqué à des mouvements nationalistes établissant un lien entre les peuples non slaves et leurs parents résidant ailleurs<sup>20</sup>. » La victoire israélienne produisit d'importantes conséquences intérieures. « Pour la première fois, le sionisme fut considéré comme un problème sérieux, comparable à d'autres mouvements nationalistes qui avaient tourmenté les administrateurs colonialistes de la Russie tsariste et leurs successeurs soviétiques<sup>21</sup>. » Les significations divergentes attachées au terme « racisme » reflétaient les motifs différents qui animaient les Arabes et les Soviétiques.

Nous pouvons en donner plusieurs exemples :

1) Voici un extrait du discours prononcé par Yasser Arafat à Durban (2002) : « La condamnation de l'occupation israélienne, de ses pratiques et de ses lois racistes, fondées sur le racisme et l'arrogance, est aujourd'hui instamment réclamée par notre peuple... Cette conférence historique [Durban] représente un moment historique décisif dans la position de l'ensemble de l'humanité vis-à-vis des pratiques discriminatoires et racistes qui font toute partie intégrante de l'occupation israélienne et des implantations dans notre patrie, la Palestine. Les décisions prises à cette conférence historique ne peuvent que marquer le début d'un mouvement universel international ainsi que populaire visant à se débarrasser des derniers vestiges du colonialisme dans notre monde contemporain, à savoir l'occupation coloniale israélienne de notre patrie la Palestine et à permettre à notre peuple de bénéficier de ses droits à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté, à l'instar des autres peuples du monde. » [Troisième conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale, Durban, Afrique du Sud, 31 août – 7 septembre 2001<sup>22</sup>].

2) La déclaration des ONG émanant également de Durban : « Nous déclarons Israël État raciste, d'apartheid, dans lequel la flétrissure de l'apartheid pratiqué en tant que crime contre l'humanité s'est caractérisée par la séparation et la

20. *Ibid.*, p. 60.

21. *Ibid.*, p. 62.

22. [www.un.org/WCAR/statements/palestineE.htm](http://www.un.org/WCAR/statements/palestineE.htm).

ségrégation, la dépossession, la circulation limités, la dénationalisation, la bantoustinisation et les actes inhumains. » [article 162, WCAR Déclaration des ONG, 3 septembre 2001<sup>23</sup>].

3) S'exprimant dans *The Guardian* du 15 septembre 2003, l'ancien président de la Knesset, Avraham Burg, a utilisé un langage similaire :

« Le Premier ministre devrait exposer franchement les choix : le racisme juif ou la démocratie. Les implantations ou l'espoir pour les deux peuples<sup>24</sup>... »

**Le fascisme** (variation : nazisme) : « Georgi Dimitrov [secrétaire général du Komintern sous Staline et éminent dirigeant communiste bulgare<sup>25</sup>]... le présenta [le fascisme] dans toute sa nudité comme la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital. Le fascisme, déclara-t-il, est "l'attaque la plus acharnée menée par le capital contre les masses laborieuses ; le fascisme est un chauvinisme effréné et une guerre annexionniste ; le fascisme est une réaction et une contre-révolution farouche ; le fascisme est l'ennemi le plus implacable de la classe travailleuse et de tous les prolétaires".

Placés dans un contexte historique, les mots vertueux de Dimitrov prennent une nouvelle signification. D'après l'une des principales décisions du sixième congrès du Komintern qui se réunit durant l'été 1928, l'ennemi numéro un était les « sociaux-fascistes ». « Cette expression, mise pour la première fois en circulation par Zinoviev en 1922, se référait aux sociaux-démocrates [d'Allemagne] et impliquait

23. <http://www.racism.org.za/index.html>, cité par Anne Bayefsky, "The UN World Conference against Racism: A Racist anti-Racism Conference," *Proceedings of the American Society of International Law*, 2002, p.67.

24. Avraham Burg, "The end of Zionism; Israel must shed its illusions and choose between racist oppression and democracy," *The Guardian*, 15 septembre 2003.

25. On trouve une excellente description de Dimitrov dans l'ouvrage de Milovan Djilas, *Conversations with Stalin*, tr. Michael B. Petrovich, London, Rupert Hart-Davis, 1962.

non seulement qu'ils étaient les principaux ennemis de la classe ouvrière, mais également que les vrais fascistes ne constituaient pas un grand danger. Moscou considérait la puissance montante des nazis (qui remportèrent 6,5 millions de votes en Allemagne en 1930) comme un phénomène plutôt positif<sup>26</sup>. » De 1929 à 1933, Dimitrov fut le chef politique du secrétariat occidental du Komintern à Berlin, le Bureau de l'Occident, ne devant rendre de comptes qu'à Molotov. Là, il exécuta fidèlement l'ordre donné par Staline début 1931 de déstabiliser les sociaux-démocrates et de collaborer avec les nazis pour détruire la République de Weimar<sup>27</sup>.

Le terme, non seulement est utilisé pour décrire les véritables fascistes comme les nazis, mais est également accolé à ces anticommunistes favorables à un gouvernement constitutionnel limité<sup>28</sup>... »

Plusieurs exemples peuvent l'illustrer :

1) « au cours des années 1980, bien avant qu'il ne soit employé contre l'extrême droite à titre d'injure, le mot « nazi » était souvent utilisé par l'extrême gauche pour décrire les habitants de Judée-Samarie et de Gaza et le gouvernement Likoud qui les soutenait. Le cas le plus extrême fut celui du professeur Yeshayahu Leibowitz, célèbre théologien et polémiste politique aujourd'hui décédé, qui forgea le terme « judéo-nazi<sup>29</sup> »...

2) « Moshé Zimmerman, professeur d'histoire allemande à l'Université hébraïque s'est rendu célèbre en Israël pour ses commentaires sur les Juifs vivant au-delà de la Ligne verte, qu'il qualifia de nazis (et leurs enfants de Hitlerjugend<sup>30</sup>.) »

26. *Utopia in Power*, op. cit., 252-253.

27. Jan Valtin [pseud. R. J. H. Krebs], *Out of the Night*, Londres, Fortress, 1988 reprise de l'édition de 1941, pp. 179, 301-302.

28. *Dictionary of Communist English*, s.v. "Fascism."

29. Hillel Halkin, "The Rabin Assassination: A Reckoning," in *The Mideast Peace Process: An Autopsy*, ed. Neal Kozodoy, San Francisco: Encounter Books, 2002, p. 53.

30. *Jerusalem Post*, 31 janvier 1999, 7 juillet 2000, cité par Solomon Socrates, "Israel's Academic Extremists," *Middle East Quarterly* (automne 2001) [www.meforum.org/pf.php?id=87](http://www.meforum.org/pf.php?id=87).

3) À Davos, le 28 janvier 2001, Yasser Arafat déclara : « Depuis quatre mois, l'actuel gouvernement israélien mène une féroce guerre barbare et une agression militaire fasciste contre notre peuple palestinien<sup>31</sup>... »

4) Après une visite avec Arafat en janvier 2003, Gretta Duisenberg (l'épouse du directeur de la Banque centrale européenne) qualifia les actions d'Israël de « pire que celles des nazis<sup>32</sup>. »

**Le génocide** (et variations : purification ethnique, Shoah) : en 1948, l'ONU adopta la Convention internationale pour la prévention et le châtement du crime du génocide. C'était l'aboutissement d'efforts inlassables menés par Raphael Lemkin, un rescapé de la Shoah, citoyen américain, juriste qui avait été formé en Pologne. En faisant du génocide un crime, même s'il avait été perpétré dans les frontières d'un État souverain, cette loi représentait un progrès. Samantha Power, qui a étudié l'histoire de cette loi, souligna qu'elle « souffrait alors (comme elle souffre aujourd'hui) de plusieurs problèmes de définition<sup>33</sup>. » L'article II de la Convention de l'ONU sur la prévention et le châtement du crime de génocide du 9 décembre 1948, définit ainsi le terme : « Dans la présente convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : meurtre de membres du groupe ; atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; sou-

31. Charles Enderlin, *Shattered Dreams; The Failure of the Peace Process in the Middle East, 1995-2002*, traduction Susan Fairfield, New York: Other Press, 2002, p.358.

32. [www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2003/01/14/wduis14.xml](http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2003/01/14/wduis14.xml), cité par Gerald M. Steinberg, "Learning the Lessons of the European Union's Failed Middle East Policies," *Jerusalem Viewpoints*, n° 510, 1<sup>er</sup> janvier 2004, p. 4.

33. Samantha Power, "A Problem from Hell," *America and the Age of Genocide*, New York: Basic Books, 2002, p. 65. Voir en particulier les chapitres 4 et 5 pour l'histoire de cette loi. L'auteur remercie le professeur Johannes Houwink Ten Cate, spécialiste de l'étude du génocide à l'Université d'Amsterdam pour cette référence.

mission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe<sup>34</sup>. »

L'imprécision du langage de cette convention permit à William L. Patterson, un communiste américain connu (avec Paul Robeson) de soumettre une pétition aux Nations unies, en 1951, accusant le gouvernement des États-Unis de crime de génocide contre la population noire<sup>35</sup>.

Par souci d'exactitude, il faut préciser que l'Union soviétique s'était rendue coupable des crimes même qu'elle imputait injustement à Israël : génocide et assassinat en masse. Il faut donc étudier soigneusement l'histoire du pays qui profère des accusations aussi accablantes.

Dans sa liste des « méga-meurtriers » à l'échelle mondiale, R. J. Rummel place en tout premier lieu Staline avec 42 672 000 victimes, puis Mao Tse Toung avec 37 828 000 et Adolf Hitler avec 20 946 000<sup>36</sup>. Rummel forgea le nouveau terme « démocide » qui associe les crimes d'assassinat en masse et le génocide et fournit un exposé détaillé de l'expérience soviétique. Il estimait le chiffre total du démocide perpétré par les Soviétiques de 1917 à l'ère post-

34. Article II de la Convention sur la prévention et le châtiement du crime de génocide adoptée par la résolution 260 A (III) de l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1948 ; entrée en vigueur le 12 janvier 1951, conformément à l'article XII. [http://www.isg-iags.org/definitions/def\\_convention.html](http://www.isg-iags.org/definitions/def_convention.html)

35. Cette pétition était intitulée « We Charge Genocide » [Nous accusons de génocide], 1951, 1970, *Encyclopedia of Black America*. Deborah Lipstadt, « Denial of the Holocaust and Immoral Equivalence », in Manfred Gerstenfeld, *Europe's Crumbling Myths; The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*, Jérusalem, JCPA, 2003, p. 121.

36. R. J. Rummel, *Death by Government*, New Brunswick: Transaction Books, 1994, Tableau 1.4, p. 8. Les statistiques sur ce sujet se fondent naturellement sur une information qui ne peut être complète ou vérifiée. La compétence de Rummel dans ce domaine est cependant tenue en haute estime. L'auteur remercie le professeur Johannes Ten Cate pour cette référence.

stalinienne à environ 61 911 000<sup>37</sup>. En voici un compte rendu utile mais partiel : « Une partie de ce meurtre de masse fut un génocide, comme dans le cas de l'assassinat de plusieurs centaines de milliers de Cosaques du Don en 1919, la famine intentionnellement provoquée qui causa la mort d'environ 5 millions de paysans ukrainiens en 1932-33 ou les déportations vers la mort de 50 à 60 000 Estoniens en 1949. Une partie constitua un meurtre de masse comme l'extermination de peut-être 6,5 millions de « koulaks » (en fait, les paysans aisés et ceux qui résistaient à la collectivisation) de 1930 à 1937, l'exécution de peut-être un million de membres du Parti durant la grande purge de 1937-38 et le massacre de tous les trotskystes dans des camps de travaux forcés<sup>38</sup>. »

Exemples :

1) Lors de la dernière réunion préparatoire de l'ONU à Genève (avant la conférence de Durban) qui se déroula du 21 mai au 1<sup>er</sup> juin 2001, « les délégués d'Égypte, Iran, Irak, Pakistan, Syrie et l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine... œuvrèrent également à saper le langage constructif sur la Shoah et l'antisémitisme qui avait eu cours durant les réunions de Strasbourg et de Santiago en accolant un nouveau texte empoisonnant la signification de ces concepts. Ainsi, chaque fois que le mot « Holocauste » était lu au cours de l'ultime révision du texte remanié, l'un des délégués islamiques – en général celui d'Égypte – intervenait pour changer « Holocauste » en « holocaustes ». Dépassant les bornes, les mêmes délégués réclamèrent que la phrase « et la purification ethnique de la population arabe dans la Palestine historique » soit insérée après le mot « holocaustes<sup>39</sup>. »

37. Ibid., p. 83. En matière d'assassinats en masse et de génocide, le massacre de 4 321 officiers de l'armée polonaise dans la forêt de Katyn, perpétré par les Soviétiques au début de la Seconde Guerre mondiale n'est qu'un épiphénomène dans l'histoire. Selon Norman Davies, « Le massacre de Katyn est le seul "crime de guerre nazi" en territoire soviétique que les Soviétiques n'ont jamais mentionné. *God's Playground; A History of Poland*, Vol. II: 1795 to the Present. Oxford, Clarendon Press, 1981. p. 452. L'auteur souhaite remercier Laurence Weinbaum pour cette référence.

38. *Death by Government*, op. cite, p. 80.

39. Tom Lantos, op. cité, p. 10.

2) Joël Kotek écrivit : « ...Il vaut la peine de citer les propos que Simon-Pierre Nothomb, un descendant d'une grande famille catholique de Belgique, a publié dans le quotidien de Bruxelles *Le Soir*, le 18 décembre 2001 : « Comment un peuple aussi doué, perspicace, qui a expérimenté dans sa chair et dans son esprit tant d'atrocités et de douleurs peut-il accepter que son gouvernement et son armée infligent aujourd'hui ce dont ils ont eux-mêmes souffert à d'autres qui n'y sont pour rien ? (...) Le paysage de la Cisjordanie est hallucinant. Comme la Pologne des années noires, il est aujourd'hui parsemé de camps de concentration, (...) La bande de Gaza, elle, est une prison en surpeuplement. Il faut la parcourir en relisant l'histoire du ghetto de Varsovie. (...) Comme à Varsovie, en 1941, on exige aujourd'hui des autorités locales de livrer sans discuter des administrés selon des listes établies par les autorités occupantes<sup>41</sup>. »

3) Dans une lettre adressée au Secrétaire aux Affaires étrangères Jack Straw, le 18 octobre 2002, Shimon Samuels, le directeur des relations internationales du Centre Simon Wiesenthal protesta contre la déclaration de l'ambassadeur britannique en Israël, Shepard Cowper-Coles qui disait : « Israël a réduit la Cisjordanie et la Bande de Gaza à un vaste camp de concentration. » M. Samuels déclara : « Si c'est confirmé, nous demandons instamment le rappel immédiat de M. Cowper-Coles pour révisionnisme de la Shoah, banalisation du souvenir de ses victimes, et adhésion aux voix les plus extrémistes de l'antisémitisme palestinien<sup>42</sup>. »

40. « L'ordre va-t-il régner à Gaza ? » *Le Soir*, 18 déc. 2001, cité par Joël Kotek, « Anti-Semitic motifs in Belgian anti-Israel propaganda, » in *Antisemitism Worldwide 2001/2*, <http://www.tau.ac.il/Anti-Semitism/asw2001-2/kotek.htm>.

41. [http://www.wiesenthal.com/social/press/pr\\_item.cfm?ItemId=6592](http://www.wiesenthal.com/social/press/pr_item.cfm?ItemId=6592). (Pendant la guerre de Boers, la Grande-Bretagne « inaugura » les premiers camps de concentration du monde).

42. Ancien ministre israélien : Le comportement de Yaalon est identique [à celui] du fasciste Mussolini ; Sharon et Mofaz sont des criminels de guerre », International Press Center-Palestine (Palestinian National Authority, State Information Service), 27 août 2003.

4) « Dans un récent article publié par le quotidien *Hararetz* [*sic*] vers août 2003, [Shulamit] Aloni qualifia les activités menées par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, qui maintenaient [*sic*] la vie de civils palestiniens innocents, de génocide contre le peuple palestinien. Elle déclara également qu'il était insensé d'affirmer qu'il n'y a pas de génocide en Israël<sup>43</sup>. »

5) Dans une version tenace procédant par permutation, la diffamation suppose la présomption de culpabilité d'Israël : même si Israël n'a jamais commis un crime contre l'humanité tel que le génocide, il en est capable parce qu'il est supposé être un « État criminel ». Alan Dershowitz écrivit : « On attend certainement davantage d'un auteur lauréat du prix Nobel comme José Saramago qui, dernièrement (mars 2002) qualifia les efforts déployés par Israël pour défendre ses citoyens contre le terrorisme de "crime comparable à Auschwitz". Pressé de préciser "où... étaient les chambres à gaz", Saramago répondit : "Pas ici pour l'instant<sup>44</sup>". »

6) Lorsque les États-Unis planifiaient l'invasion de l'Irak, le professeur Martin van Creveld, un Israélien spécialiste d'histoire militaire, déclara le 28 avril 2002 dans les pages du *Telegraph* (Royaume-Uni), qu'Israël saisisait l'occasion pour expulser deux millions de Palestiniens. (Il ne se rétracta pas devant les faits).

7) Anat Peri, répondant à cette accusation et à une critique littéraire de Guideon Lévy dans *Haaretz*, « Ailleurs peut-être », (fin de semaine), 9 mai 2003, qui établissait le même type de comparaison entre l'Allemagne nazie et l'Israël d'aujourd'hui fondée sur une présomption de culpabilité,

43. Alan Dershowitz, *The Case for Israel*, Hoboken, New Jersey, Wiley, 2003, p. 153.

44. Le plan de Sharon consiste à mener les Palestiniens de l'autre côté du Jourdain, ... l'éminent historien israélien Martin van Creveld prédit qu'une attaque des États-Unis contre l'Irak ou un attentat terroriste chez eux pourrait déclencher une mobilisation en masse pour débarrasser les territoires occupés de leurs deux millions d'Arabes. » <http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2002/04/28/wpa128.xml>.

avertissait des dangers que présentait leur impact à l'étranger : « Guidon Lévy a choisi d'affronter le livre de Sébastien Haffner à l'aide du cliché antisémite le plus communément répandu : Tout ce que les nazis ont fait aux Juifs, les Juifs le font maintenant aux Palestiniens, et s'ils ne le font pas encore, ils le feront à l'avenir [c'est l'auteur qui souligne]. Si les Allemands et autres antisémites sont si friands de ce cliché, ce n'est pas seulement parce que, selon eux, il neutralise la culpabilité de la Shoah, mais également parce qu'il supprime la spécificité du massacre des Juifs : le meurtre pour le meurtre, dont l'unique raison est une idéologie démentielle. Lorsqu'ils établissent une comparaison entre les Juifs en Israël et les nazis, les Juifs sont aussi comparés aux Allemands et les Palestiniens aux Juifs en Allemagne, et ils adoptent l'argument d'Hitler selon lequel ce furent les Juifs qui déclarèrent la guerre à l'Allemagne, et tout ce que leur firent les Allemands ne fut que de l'autodéfense<sup>45</sup>. » Azmi Beshara dans *Al-Ahram* (8-14 janvier 2004) : Ce n'est pas par hasard que la portion de territoire censée initialement constituer l'État juif fut auparavant « ethniquement purifié ». Le long de la côte autrefois florissante, ne demeurent aujourd'hui que deux villages arabes<sup>46</sup>.

### La libération

« Aujourd'hui [1959], tout mouvement dans n'importe quel pays d'orientation nationaliste et visant à saper les intérêts occidentaux peut être considéré comme un mouvement de libération ; s'il en est ainsi, il a qualité pour recevoir l'aide soviétique, directement ou indirectement. Par exemple, tout mouvement qui minera les accords que l'industrie pétrolière occidentale a conclus au Moyen-Orient est défini comme un mouvement de libération. »

45. Anat Peri, "Motivated by Venom," Lettre au rédacteur en chef de *Haaretz*, 30 mai 2003, et *Academia be-Sherut ha-Atila*, [L'Université au service de la calomnie ; grâce à la respectabilité que les membres de l'université confèrent à la comparaison entre Israéliens et nazis, une calomnie antisémite a réussi à s'insérer dans les pages de la presse séricuse] *Maariv*, 13 juillet 2003.

46. Azmi Beshara, "A Short History of Apartheid," (Brève histoire de l'apartheid). <http://weekly.ahram.org.eg/2004/672/op10.htm>.

« En Europe, pendant la Seconde Guerre mondiale, nous utilisons également ce terme dans le sens par exemple de la "libération de la France" de l'oppression nazie. Même alors, les communistes qualifièrent de mouvement de "libération", seulement ceux qui avaient une participation communiste ou se trouvaient sous contrôle communiste. Dans l'actuelle nomenclature, le mouvement de "libération" est généralement une force de guérilla communiste qui prépare le terrain pour l'occupation d'un pays par des armées communistes et l'imposition d'une "démocratie populaire" et, par la suite, de la dictature du prolétariat<sup>47</sup>. »

**L'occupation** : Occupation (ou en hébreu kiboush) : Yehoshafat Harkabi écrivait : « L'ambiguïté de la première demande [le retrait d'Israël de tous les territoires occupés] résulte du fait qu'on peut la comprendre dans un sens plus large que le retrait des secteurs occupés en 1967, puisque, traditionnellement dans le langage politique arabe, "le territoire occupé" désigne Israël dans ses frontières d'avant 1967. Ainsi la gamme des significations peut aller du vieil objectif politique camouflé en une élégante formulation au retrait des régions conquises en 1967, un sens plus restrictif. Pour ceux qui appellent à la disparition d'Israël, une telle formulation est adoptée comme un utile stratagème verbal dissimulant sa signification politique, tandis que pour les plus modérés, la signification plus large peut susciter un certain malaise dans les relations publiques<sup>48</sup>.

Dans son sens le plus large, ce terme peut effectivement signifier tous les territoires de la région – en gros, du mandat britannique – ne se trouvant pas sous la domination de l'AP. Exemple : Voici un exemple de l'importante percée opérée par la terminologie de l'autre partie dans l'idiome politique local. Lundi 26 mai 2003, le Premier ministre Sharon a déclaré : « Vous pouvez ne pas aimer le mot, mais ce qui se passe, c'est une occupation – maintenir 3,5 millions de

47. *Language as a Communist Weapon*, op. cit., p. 44.

48. *Arab Strategies and Israel's Response*, New York, Free Press, 1977, pp. 27 - 28.

Palestiniens sous occupation. Je crois que c'est une terrible chose pour Israël et pour les Palestiniens<sup>49</sup>. »

**Le parti de la paix** (le camp de la paix) « Ils [les communistes] soutiennent que leurs ennemis se diviseront progressivement en ce qu'ils appellent "un parti de la guerre et un parti de la paix". Les communistes doivent profiter du fait que les "représentants du camp bourgeois sont enclins au pacifisme, même de la pire espèce". Les contradictions [conflits sociaux] surgissant au sein de la classe capitaliste peuvent être utilisées pour promouvoir la cause de la paix<sup>50</sup> »

Exemples : 1) Dans son livre, *Broken Covenant*, Moshé Arens écrit : « durant les élections de 1984 et à nouveau en 1988, les Travailleurs sous la direction de Pérès insistèrent sur le fait qu'ils constituaient le "parti de la paix"<sup>51</sup>. »

2) Arafat, révélant son plan de prise de contrôle d'Israël par les Palestiniens, déclara : « Nous autres, de l'OLP, concentrerons désormais tous nos efforts pour diviser psychologiquement Israël en deux camps... Vous comprenez, a-t-il ajouté, que nous planifions l'élimination de l'État d'Israël et la création d'un État purement palestinien. Nous rendrons la vie impossible aux Juifs par la guerre psychologique et l'explosion démographique ; les Juifs ne voudront pas vivre parmi nous les Arabes<sup>52</sup>. »

49. Kelly Wallace, "Sharon: 'Occupation' terrible for Israel, Palestinians." 27 mai 2003, CNN.com/world.

50. *Dictionary of Communist English*, p. 73.

51. Moshe Arens, *Broken Covenant*, New York, Simon & Schuster, 1995, p. 31.

Après les élections de 1988, Shimon Pérès prôna le concept de « compromis territorial » qu'Arens considérait comme une idée fautive. Arens écrit que, bien que ce concept semble raisonnable, il était en fait trompeur parce que « ni la Syrie ni les Palestiniens n'étaient prêts à envisager une solution qui n'imposerait pas un retour d'Israël aux lignes d'armistice établies en 1949 après la défaite des armées arabes d'invasion pendant la guerre d'Indépendance d'Israël. » (Arens, pp. 30-31). Le concept de « concessions territoriales » fut ultérieurement transformé en slogan « des territoires contre la paix » qui avait pour objectif de manipuler l'opinion publique et de « vendre » l'idée. Voir en particulier, Douglas J. Feith, « Land for no Peace », in *The Mideast Peace Process*, op. cit., pp. 23-33.

52. Discours d'Arafat à Stockholm devant des diplomates arabes, 30 janvier 1996, [http://israel-arab\\_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm](http://israel-arab_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm).

3) Le 4 octobre 2000, Barak rencontra Jacques Chirac à l'Élysée et déclara : « ... La droite israélienne se réjouit parce que son argument traditionnel s'est avéré exact : ils nous ont toujours dit que nous ne devrions pas armer les Palestiniens, parce que si nous le faisons, ils retourneraient les armes contre nous. À cause d'Arafat, le camp de la paix en Israël a perdu sa position et se retrouve sur la défensive<sup>53</sup>. »

4) Jibril Rajoub, le conseiller d'Arafat à la sécurité nationale, dans le contexte du document de Genève, déclara le 7 décembre 2003 : « Il y a aussi des décisions du Comité exécutif de l'OLP, de la direction du Fatah et du Conseil national de poursuivre le dialogue avec le camp de la paix et d'œuvrer à le renforcer et conforter son rôle. La position du président Arafat envers le camp de la paix est positive ; elle n'a rien à voir avec le document de Genève<sup>54</sup>. »

5) Le responsable du Fatah Hatem Abdel Kater déclara au *Jerusalem Post* que « l'accord de Genève avait pour objectif principal de créer un schisme à l'intérieur d'Israël et de miner le gouvernement du premier ministre Ariel Sharon. "Notre objectif était de susciter des divisions à l'intérieur d'Israël et de bloquer l'essor de la droite en Israël<sup>55</sup>". »

6) La radio cita un discours prononcé par Arafat à l'occasion du 39<sup>e</sup> anniversaire de la création de son mouvement, le Fatah, dans lequel il disait que la situation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza était pire que le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Il lança également un appel au « camp de la paix » en Israël, l'exhortant à jouer un rôle plus actif dans les affaires intérieures israéliennes<sup>56</sup>.

### L'argument historico-déterministe ; haine dirigée contre Israël et racisme

L'origine soviétique du langage décrit ci-dessus constitue un témoignage historique et ne peut être remis en cause. Bien

53. Enderlin, op. cit., p. 304.

54. Al-Sharq al-Awsat, 7 December 2003.

55. Khalid Abu Toameh et Gil Hoffman, « Fatah scares off would-be Geneva signers » *Jerusalem Post*, 1er décembre 2003.

56. Site internet de *Haaretz*, 31 décembre 2003.

que l'URSS ait quitté la scène de l'histoire, son legs de haine demeure bien vivace. L'AP et ses partisans, aussi bien dans le monde arabe qu'à l'étranger, ont adopté la terminologie de l'antisémitisme politique et l'utilisent systématiquement pour délégitimer l'État d'Israël. Nombreux étaient ceux qui espérèrent qu'après Oslo, un antisémitisme aussi virulent perdrait de sa vigueur ; or, au contraire, le monde juif est aujourd'hui confronté à une rapide détérioration de sa situation, ces thèmes ayant refait surface avec une dangereuse intensité, notamment lors de la Conférence mondiale de l'ONU contre le racisme organisée à Durban en septembre 2001. Là, par exemple « les ONG appelèrent "au rétablissement de la résolution de l'ONU assimilant le sionisme au racisme" et "à l'isolement total d'Israël en tant qu'État d'apartheid" et condamnèrent les crimes israéliens contre l'humanité, la purification ethnique et le génocide<sup>57</sup>. » Confronté à ce défi idéologique, ce serait une erreur d'espérer que ce problème pourrait être traité au niveau des relations publiques ou résolu par des concessions non réciproques. De telles approches ont été tentées et ont échoué. Si ces concessions sont vouées à l'échec, c'est principalement parce que ces invectives se fondent sur l'idée que le comportement du peuple juif et de l'État juif est déterminé par leur nature intrinsèque. Ainsi, aucune modification du comportement humain ne pourra remédier à la souffrance alléguée si ce n'est la disparition d'Israël et des Juifs, le véritable objet de cette haine.<sup>58</sup> Pour appeler les choses par leur nom, l'intention de délégitimer Israël et de l'exclure de la communauté des nations est fondamentalement raciste.

57. <http://www.racism.org.za/index.html>, cité par Anne Bayefsky, « The UN World Conference against Racism: A Racist anti-Racism Conference » p. 67.

58. Par exemple, à propos des fausses prémisses sur lesquelles se fondait le processus de paix, Norman Podhoretz écrit : « Dans cet exemple, la réalité insoutenable éludée [par les dirigeants d'Israël] était que l'aspiration d'Israël à la paix n'était partagée ni par le monde arabe en général, ni par les Palestiniens en particulier – que leur opposition ne résultait pas de ce qu'Israël avait fait ou pas, mais de son existence même. » in « Intifada II: Death of an Illusion ? » *The Mideast Peace Process, op. cit.*, pp. 87-88.

Ce problème a été exprimé clairement avant la conférence de Durban, durant l'été 2001. Le membre du Congrès Tom Lantos a tenté en vain de faire entendre raison à Mary Robinson, Haut commissaire des droits de l'homme à l'ONU. Au cours de cet entretien, Lantos a mis en garde contre le danger de laisser croire que le débat pouvait être défini en termes idéologiques (et historiquement déterministes) : « J'ai instamment demandé à Mme Robinson de considérer les implications d'un apaisement des forces radicales et intégristes qui voulaient détourner complètement le but de la conférence. En fait, le discours de l'OIC [Organisation de la Conférence islamique] sur la politique israélienne d'implantation et d'autres formulations faussant le sens de l'antisémitisme ont été bien au-delà du concept d'équivalence entre le sionisme et le racisme – ils aspiraient à faire d'Israël même la cible de la haine. Les forces prônant l'introduction de ce langage comprenaient qu'établir une équivalence entre la politique de peuplement et la purification ethnique pourrait faire du conflit territorial régional au Moyen-Orient (susceptible d'être réglé par un compromis) un conflit idéologique et existentiel qui ne pourrait être résolu qu'en jetant Israël à la mer. J'ai également soutenu qu'en permettant à ces forces de s'approprier des termes comme « purification ethnique », « génocide » et « crimes contre l'humanité » pour décrire le comportement d'Israël, fausserait définitivement leur signification, entravant ainsi tout progrès de la lutte mondiale en faveur des droits de l'homme dont nous avons tous deux fait l'œuvre de notre vie<sup>59</sup>. »

À cette occasion, Mary Robinson semble avoir renoncé à défendre les principes d'universalité des droits. En refusant de maintenir le débat à un niveau universel et en imposant une discussion sur la cas particulier de la « souffrance palestinienne », le Haut commissaire a pris une décision qui vouait la conférence à l'échec en la laissant être détournée. Pour appeler les choses par leur nom, l'affirmation que le

59. Tom Lantos, *The Durban Debacle: An Insider's View of the UN World Conference Against Racism*, Jérusalem, Institute of the World Jewish Congress, 2002, p. 15.

sionisme est une forme de racisme et les accusations corollaires émises dans l'intention de délégitimer Israël et de l'exclure de la communauté des nations sont fondamentalement racistes.

Bien que les formulations diffèrent, cette discussion apparut pour la première fois au XIX<sup>e</sup> siècle dans la réfutation des premiers théoriciens du racisme. La lecture de certains débats, dans les tout premiers, montre comment d'estimables historiens rejetèrent les spécieuses affirmations des premiers racistes. En novembre 1853, Alexis de Tocqueville réfuta l'interprétation de l'histoire sur la base de la race dans sa correspondance avec le comte Joseph Arthur de Gobineau (1816-1882). L'hostilité de Tocqueville à ces théories s'apparentait étroitement à sa répulsion envers l'esclavage et, en tant que chrétien vivant à l'époque moderne, il rejeta sans ambages le racisme. Sa logique demeure aujourd'hui fort opportune : « Votre doctrine est plutôt en effet une sorte de fatalisme, de prédestination si vous voulez ; différente toutefois de celle de saint Augustin, des jansénistes et des calvinistes (ce sont ceux-ci qui vous ressemblent le plus par l'absolu de la doctrine) en ce que chez vous il y a un lien très étroit entre le fait de la prédestination et la matière. [...] Cette prédestination-là me paraît, je vous l'avouerai, cousin du pur matérialisme [...] Du reste, que la fatalité soit mise directement dans une certaine organisation de la matière ou dans la volonté de Dieu qui a voulu faire plusieurs espèces humaines dans le genre humain et imposer à certains hommes l'obligation, en vertu de la race à laquelle ils appartiennent, de n'avoir pas certains sentiments, certaines pensées, certaines conduites, certaines qualités qu'ils connaissent sans pouvoir les acquérir, cela importe peu au point de vue où je me place qui est celui de la conséquence pratique des différentes doctrines philosophiques. *Les deux théories aboutissent à un très grand resserrement sinon à une abolition complète de la liberté humaine* [souligné par l'auteur]. Or, je vous confesse qu'après vous avoir lu aussi bien qu'avant, je reste placé à l'extrémité opposée à ces doctrines. Je les crois vraisemblablement fausses et très certainement pernicieuses. [...] Ne voyez-vous pas que de

votre doctrine sortent naturellement tous les maux que l'inégalité permanente enfante, l'orgueil, la violence, le mépris du semblable, la tyrannie et l'abjection sous toutes ses formes<sup>60</sup> ? »

De même, Lord Acton<sup>61</sup> rejeta le racisme païen comme étant fondamentalement exclusif et expliqua que le christianisme et les innovations qu'il avait introduites en Europe apportaient les véritables fondements de la tolérance envers les minorités : « Le christianisme se réjouit du mélange des races<sup>62</sup>, alors que le paganisme s'identifie avec leurs différences, parce que la vérité est universelle et les erreurs diverses et particulières... Dans le paganisme et aux époques d'inculture, les nations se distinguaient les unes des autres par la plus grande diversité, non pas dans la religion, mais dans les coutumes, la langue et le caractère. En vertu de la nouvelle loi, elles eurent beaucoup de choses en commun ; les anciennes barrières qui les séparaient furent ôtées et le nouveau principe d'autonomie imposé par le christianisme, leur permit de vivre ensemble sous la même autorité, sans pour autant perdre les habitudes, coutumes ou lois qu'ils chérissaient. La nouvelle idée de la liberté laissa la place à différentes races dans un seul État. [C'est l'auteur qui souligne] Une nation ne fut plus ce qu'elle avait été dans l'ancien monde<sup>63</sup>... »

Ce qu'il faut souligner, c'est qu'en tant que chrétiens vivant à l'époque moderne, Tocqueville comme Acton utilisèrent des arguments d'ordre religieux pour réfuter les bases païennes du racisme aussi bien moderne qu'ancien. On remarquera qu'ils considéraient la véritable question comme étant celle de la Liberté et de l'Égalité, et que, même un siècle plus tard, leurs arguments logiques conservent leur pertinence. Il va de soi que les slogans examinés dans la première partie du présent article sont aux antipodes de la diversité, de la réconciliation ou du plu-

60. Tocqueville, Textes essentiels ; *anthologie critique*, Jean-Louis Benoît, Paris, Agora Pocket, 2000, pp. 288-289.

61. John Emerich, Edward Dalberg, Acton, Baron Acton, professeur d'histoire moderne à Cambridge, 1895-1902, né à Naples le 10 janvier 1834, mort à Tegernsee, en Bavière, le 19 juin 1902.

62. Dans ce contexte, le mot « races » signifie probablement « peuples ».

63. *The History of Freedom*, John Neville Figgis and Reginald Vere Laurence, Londres, Macmillan, 1919, p. 291.

ralisme culturel. Par la même logique, les slogans examinés dans la première partie de cet essai ont, selon le théologien protestant américain Reinhold Niebuhr « distillé l'injustice et la cruauté loin de la promesse originelle de justice supérieure qu'ils portaient à l'origine. » Au contraire, Lénine affirmait : « Le choix des mots doit être destiné non à convaincre, mais à détruire, non à corriger l'erreur de l'adversaire, mais à anéantir son organisation et à l'effacer de la surface de la terre<sup>64</sup>. »

### Deux systèmes de valeur en conflit : liberté et égalité contre racisme et déterminisme historique

Bien que de tels slogans soient le rebut toxique d'un régime totalitaire qui a échoué, ils ont perduré parce qu'ils remplissent une certaine fonction. L'antisémitisme politique offre un terrain d'entente à des groupes aussi disparates que les nationalistes arabes, les gauchistes européens, les membres de la droite européenne au passé compromis, sans parler de ceux qui n'ont jamais rencontré un Juif dans des endroits lointains. On pourrait se demander si ceux qui utilisent un tel langage appartiennent à l'extrême gauche. La réponse n'est pas simple, mais William Patterson, un sociologue de Berkeley, a proposé une définition adéquate. Décrivant les extrémistes américains des années 1960, il suggéra une remarque qui peut s'appliquer au présent : « Ils se définissent non pas par le fait qu'ils paient ou non leur cotisation à un parti, mais par leurs actions, leur vocabulaire, leur façon de penser<sup>65</sup>. » Les implications méritent d'être soulignées, parce que le présent article a

64. Riot makers, 130. Cf.: Barry Rubin, *Revolution until Victory? The Politics and History of the PLO*, Cambridge, Mass., H.U.P., 1994, p. 24: « L'OLP n'a pas pour objectif d'imposer notre volonté à l'ennemi » expliquait la revue de l'OLP Filastin al-Thawra en 1968, « mais de le détruire afin de prendre sa place... non pas de soumettre l'ennemi mais de le détruire ». [c'est l'auteur qui souligne].

65. *Riot Makers*, op. cit., p. 223. Methvin cite le professeur de sociologie de Berkeley, William Paterson. Peut-être le terme « révolutionnaires post-communistes » emprunté au contexte américain des années soixante pourrait s'avérer utile.

commencé par une définition de mots et d'expressions, mais il se pourrait bien que ceux-ci définissent ceux qui les utilisent. Dans le premier exemple, les mots et expressions sont mensongers en eux-mêmes et constituent une agression verbale et une incitation à la violence. Si le langage définit l'utilisateur, on peut dire pour le moins que l'utilisateur ne tient pas en haute estime la vérité factuelle. En outre, on ne peut pas, sans se souiller, employer une arme verbale dont l'objectif est d'effacer l'adversaire ou le produit d'un régime totalitaire qui a en fait agi ainsi sur une échelle si écrasante. À cet égard, Deborah Lipstadt a fait preuve d'une précieuse perspicacité : « Qualifier les soldats israéliens de nazis, c'est nier ce que sont les soldats israéliens et ce que furent les nazis. On peut ne pas aimer Israël, mais c'est tout autre chose de mentir à propos de l'histoire... Une grande partie de la critique d'Israël actuellement se fonde sur l'antisémitisme et le refus. Le discours exagéré sur la puissance israélienne, la force israélienne et l'appétit israélienne ressemble beaucoup à ce qu'on voit depuis des décennies dans les écrits des négationnistes de la Shoah et à ce qu'on voyait auparavant dans ceux des nazis et autres antisémites<sup>66</sup> »

L'ultime danger de cette agression verbale systématique et de ses thèmes antisémites réside dans le brouillage de la distinction entre le bien et le mal, ainsi que dans la déconstruction des fondements de la moralité judéo-chrétienne. Après environ trois décennies, l'un des résultats cumulés de la campagne soviétique de diffamation du sionisme et des récentes tentatives de retourner en arrière à Durban a été de créer un environnement de confusion morale rendant acceptables le terrorisme et la violence. Il en est résulté ce qu'on appelle une *anomie*, c'est-à-dire en grec, un non-respect de la loi et signifie de nos jours « une situation sociale dans laquelle la hiérarchie des valeurs se

66. Deborah Lipstadt, "Denial of the Holocaust and Immoral Equivalence," in Manfred Gerstenfeld, ed., *Europe's Crumbling Myths: The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism* (Jerusalem: JCPA, 2003), 121.

désagrège et où « toute norme fait défaut<sup>67</sup> » C'est dans cet environnement qu'Israël, une démocratie, doit être considéré comme menant une juste guerre de défense par des moyens justifiés contre un régime malfaisant<sup>68</sup>. Il doit relever le défi de cette forme de guerre politique et dissuader les autres, notamment ceux qui ne lui souhaitent pas du bien, de définir sa réalité en usant d'un langage idéologiquement marqué. Dans cette confrontation, le véritable choix est entre une régression vers le paganisme ou la sauvegarde d'idées fondamentales d'égalité, de liberté et le règne de la loi que le judaïsme fut le premier à donner au monde, et qui, par les innovations de la pensée politique chrétienne au début de l'ère moderne, sont devenues le fondement de la démocratie à notre époque.

Ce texte est paru pour la première fois en langue anglaise sous le titre: "The Cold-War Origins of Contemporary Anti-Semitic Terminology," in *Jerusalem Viewpoints* No. 517, 2-16 May 2004, © Jerusalem Center for Public Affairs.

---

67. Carl J. Friedrich, "The Rise of Totalitarian Dictatorship", in Jack J. Roth, *World War I: A Turning Point in Modern History*, New York: Knopf, 1967, p. 53n. Le terme fut introduit pour la première fois par le sociologue français Émile Durkheim dans une célèbre étude sur le suicide et défini comme une condition sociale dans laquelle la hiérarchie des valeurs se désagrège et où « toute norme fait défaut ».

68. Il s'agit d'une reformulation de l'objectif de la coalition durant la guerre du Golfe. Philip M. Taylor, *War and the Media; Propaganda and Persuasion in the Gulf War*, Manchester, Manchester U. Press, p. 29.

## Chapitre 5

### Le concept de « camp de la paix » israélien et ses origines dans la doctrine soviétique des deux camps

Au fil des informations, on lit ou on entend occasionnellement des mots et une terminologie qu'on croit comprendre, alors que ce n'est pas le cas. Les mots revêtent de l'importance et il est fondamental de saisir leur véritable signification, par exemple, l'expression « camp de la paix. » En Israël, un groupement politique bien défini qui prône un certain type de paix à l'exclusion de tout autre s'est autoproclamé « camp de la paix. » On chercherait en vain cette expression dans les sources hébraïques comme la Bible, les textes rabbiniques et la littérature juive ultérieure. On ne la trouvera pas plus dans les travaux des grands penseurs politiques de l'époque moderne comme Montesquieu ou Edmund Burke. Cette expression ne relève pas d'une tradition aussi noble ; c'est Lénine qui, dans ses derniers écrits, formula la « doctrine des deux camps » divisant le monde entre camp capitaliste et camp bolchevique. Il appela le premier camp « l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire » et l'autre « l'Est révolutionnaire et nationaliste<sup>1</sup>. » Dès 1919, Staline adopta cette doctrine et la fit sienne<sup>2</sup>.

Vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la réintroduction de la doctrine des deux camps constitua l'un des moments décisifs de la Guerre froide. Elle divisa le monde en deux camps idéologiquement opposés, supprimant tout terrain neutre. L'Union soviétique avait besoin de diffuser cette doctrine

---

1. Robert C. Tucker, *The Soviet Political Mind; Stalinism and Post Stalin Change*, New York, Norton, 1971, p. 267.

2. Staline formula pour la première fois cette théorie dans les *Izvestia* du 22 février 1919 ; James D. Atkinson, *The Edge of War*, Chicago, Regnery, 1960, p. 58. On trouve d'autres exemples dans Albert L. Weeks, *Brassey's Soviet and Communist Quotations*, Londres, Pergamon-Brassey's, 1987.

parce qu'elle fournissait la justification idéologique nécessaire pour consolider sa domination sur l'Europe orientale et priver de souveraineté et de liberté les pays de la région récemment conquis. Cette doctrine connut une nouvelle impulsion en septembre 1947 avec la proclamation du Kominform [Bureau d'information des partis communistes] dans la ville polonaise de Sklarska Poremba. Là, l'idéologue de Staline, Andreï A. Jdanov, déclara : « que le "camp de la paix" représentant la communauté des États socialistes, était menacé par "l'agressif capitalisme américain"<sup>3</sup>. »

Selon le soviétologue Robert C. Tucker, la « théorie des deux camps divisait le globe en deux "mondes" baptisés "le camp soviétique de la paix, du socialisme et de la démocratie" et le "camp américain du capitalisme, de l'impérialisme et de la guerre". » (On remarquera que Levrentii Pavlovich Beria, chef du NKVD, contribua personnellement à cette initiative en ajoutant le mot « démocratique<sup>4</sup>. ») Cette séparation catégorique des mondes présente également une certaine similitude avec le concept islamique de *Dar al-Islam* et *Dar al-Harb*. En outre, cette doctrine mit fin à l'indépendance économique de l'Europe orientale, privant les pays membres de la possibilité de bénéficier du Plan Marshall prévu pour la reconstruction de l'Europe.

Tucker expliqua comment l'idéologie staliniste des deux camps s'appliquait à des régions qui ne se trouvaient pas sous la domination directe de l'Union soviétique : « dans "tout pays capitaliste, il existe deux forces, deux camps". Le second camp dans le monde noir se composait de tous ceux qui appartenaient – en attitude, en pensée et en actes – au monde blanc, qui se considéraient comme ses citoyens vivant dans un pays étranger, et qui, par conséquent, se soumettaient de leur plein gré au contrôle soviétique<sup>5</sup>. »

3. <http://www.dhm.de/magazine/heft7/chronicle1.htm>. Pour le texte original, voir A. Zhdanov (Jdanov), « La situation internationale », déclaration faite en Pologne par le Kominform, fin septembre 1947, Pravda, 22 octobre 1947. La référence est empruntée à *Brassey's Soviet and Communist Quotations*, op. cité, p. 20.

4. Vladislav Zubok et Constantine Pleshov, *Inside the Kremlin's Cold War*, Cambridge, Harvard University, 1996, pp. 142-143.

5. Tucker, op. cité, p. 232.

En outre, un *Dictionnaire d'anglais communiste*, publié à compte d'auteur dans les années 1960, donne une idée précise de la signification exacte du concept de « parti de la paix » : PARTI DE LA PAIX : « Ils [les communistes] soutiennent que leurs ennemis se diviseront progressivement en ce qu'ils appellent "un parti de la guerre et un parti de la paix". Les communistes doivent exploiter "les représentants du camp bourgeois enclins au pacifisme, même de la manière la pire". Les contradictions [conflits sociaux] apparaissant au sein de la classe capitaliste peuvent être utilisées pour promouvoir la cause de la paix [qui est celle de l'Union soviétique<sup>6</sup>.] »

Bref, la doctrine des deux camps dans les pays ne se trouvant pas sous domination soviétique directe avait pour objet et pour fonction d'exploiter la liberté et la vulnérabilité de la société ouverte pour hâter sa destruction.

### La doctrine des deux camps en pratique : l'environnement politique israélien

Comment cette logique se manifeste-t-elle dans le contexte culturel israélien ? Dans sa perspicace analyse, *The Israeli Left: From Socialism to Nihilism (2000)*, l'écrivain israélien Amnon Lord, écrit que la révélation par Khrouchtchev des crimes de Staline lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti en 1956 choqua profondément de nombreux Israéliens qui avaient idolâtré Staline, lequel représentait pour eux « le Soleil des nations<sup>7</sup>. » Progressivement, ils transférèrent leur amour pour l'utopie stalinienne sur la cause palestinienne. La doctrine des deux camps persista, mais ces Israéliens choisirent un nouvel objet pour y investir leur flamme et leur loyauté. Ainsi, ces Israéliens, dont bon nombre étaient des intellec-

6. James D. Bales, *A Dictionary of Communist English*, Grand Rapids, Michigan, Baker Book House, 1964, p. 73. Bales citait le *World Marxist Review*, l'édition anglaise qui fait autorité de *Problems of Peace and Socialism*, juin 1963.

7. Amnon Lord, *The Israeli Left: From Socialism to Nihilism*, Tel-Aviv, édition Tammuz, 2000, (en hébreu).

tuels, qui estimaient appartenir au « monde blanc », purent donner la preuve par leur attitude, leur pensée et leurs actes, qu'ils considéraient l'État juif comme un pays étranger faisant partie du « monde noir. » Un récent exemple de cette façon de voir les choses est fourni par les écrits de Baruch Kimmerling, professeur de sociologie à l'université hébraïque. Son rejet radical du présent, qu'il trouve intolérable, et de la légitimité de l'État juif fut sa réaction à une condition à laquelle on ne pouvait remédier par une réforme progressive : « ... Le noyau dur du camp de la paix était constitué d'individus et de petits groupes qui pensaient que l'occupation et l'oppression d'un autre peuple et le vol de leur terre étaient un mal en termes humanistes universels, tandis que d'autres, dans le camp de la paix, estimaient que l'occupation avait transformé le pays en une démocratie de *Herrenvolk* [race des seigneurs dans le lexique nazi] qui avait corrompu la société israélienne elle-même<sup>8</sup>. »

Cette *Weltanschauung* (conception du monde) ne laisse aucune place au compromis. Ceux qui étaient loyaux envers la souveraineté de l'État d'Israël sous sa forme actuelle devinrent des membres du « camp du capitalisme, de l'impérialisme et de la guerre », l'« extrême droite » et la nouvelle « race des seigneurs. » Yigal Carmon, un humaniste laïque, fondateur du centre de recherche MEMRI, a rapporté un jour, qu'en vertu de la même logique, lorsque dans les années 1990 il publia des informations révélant la contradiction entre les déclarations d'intention des

8. Baruch Kimmerling, *Politicide; Ariel Sharon's War against the Palestinians*, Londres, Verso, 2003, p. 168. Il est peut-être plus proche de la vérité de dire qu'Oslo a corrompu Israël plus que la prétendue « occupation ». De récentes révélations sur la corruption israélienne porte sur des transactions entre d'anciens responsables de la sécurité en Israël et des membres de l'entourage d'Arafat. Le cas le plus spectaculaire révéla par la presse israélienne concerne Yossi Ginosar, aujourd'hui décédé, et ses affaires avec l'Autorité palestinienne ; ce n'est qu'un cas parmi d'autres. Voir MEMRI, "The Ginnosar File - Investigative Report in Israeli Media on Corruption Affair Involving High Ranking Israeli (and Palestinian) Officials," 27 décembre 2002. <http://www.memri.org/bin/opener.cgi?Page=archives&ID=SP45302>. Voir également, Aaron Lerner, "Oslo Corrupts," 18 septembre 2003, <http://www.inra.org.il/story.php?id=18318>.

Palestiniens selon qu'elles étaient rédigées en anglais ou en arabe, il fut accusé d'être « un perturbateur de droite opposé à la paix. » L'introduction de la doctrine des deux camps eut des conséquences d'une grande portée dont la plus importante fut la préparation du terrain en vue d'imposer les accords d'Oslo. Fort tôt, l'OLP utilisa cette doctrine comme un moyen de fomenter des dissensions et de créer la confusion dans la société israélienne. À la fin de 1989, sa direction associa le programme par étapes adopté en 1974 à une initiative diplomatique. En conséquence, ils formulèrent une politique mentionnant la création « d'un État palestinien sur une partie de la terre de Palestine », en tant qu'étape « vers l'objectif ultime – la création d'un État sur l'ensemble de la Palestine<sup>9</sup>. » Ils avaient pour objectif de réaliser des gains de moyen terme en se montrant en apparence conciliants, tout en dissimulant leur principal objectif stratégique : la destruction de l'État d'Israël et son remplacement par un État palestinien. (Il faut également souligner qu'à la fin des années 1980, l'Union soviétique, principal soutien de l'OLP, était sur le déclin, en sorte que les dirigeants palestiniens prirent une initiative politique complexe consistant à cultiver le soutien de l'Europe occidentale à un moment où les Européens, qui n'avaient plus besoin du parapluie nucléaire américain, étaient impatients de prendre une initiative indépendante.) Leur plan consistait en partie à se doter de partisans au sein même de la société israélienne afin de briser le consensus national pour finalement saper la volonté du pays de se défendre. À cette fin, l'OLP avait besoin d'une antenne israélienne qui devint le « parti de la paix » ou le « camp de la paix. » Son programme pouvait être interprété à plusieurs niveaux. Pour les non initiés, il s'agissait seulement d'un groupe militant aspirant à la paix, comme il le prétendait. Pour la gauche radicale véritablement engagée, c'était, en fait, un groupe de choc qui se faisait le champion de la cause de l'OLP associée à une transformation révolutionnaire au sein de la société israélienne.

9. Mordechai Nisan, "The PLO and Vietnam: National Liberation Models For Palestinian Struggle," in *Small Wars and Insurgencies*, Vol. 4, n° 2, automne 1993, p. 203.

Le 24 décembre 1989, Hassan Al-Battal, rédacteur en chef de *Falastin A-Thawra*, l'organe officiel de l'OLP, écrivit un article décrivant la nouvelle stratégie destinée à « briser le consensus israélien » en s'adressant à divers groupes de Juifs et d'Israéliens. Al-Battal identifiait trois groupes à prendre séparément pour cible : 1) les Juifs dans le monde ; 2) les partis politiques israéliens ; 3) les mouvements sionistes kibboutziques.

Il décrit le débat idéologique en cours dans les kibboutzim qui reflétait une prise de conscience croissante du fait que deux mouvements nationaux luttent pour la même terre et montrait, après le premier soulèvement armé (décembre 1987), une certaine reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer de leur propre État. Un exemple concret du succès de cette politique apparut rapidement lorsque les kibboutzim et les dirigeants du Mapam enfreignirent la loi israélienne de 1986 prohibant les contacts entre Israéliens et responsables de l'OLP<sup>10</sup>.

L'OLP poursuivit activement l'offensive diplomatique qui conduisit à Oslo en appliquant la doctrine des deux camps pour briser le consensus du soutien à Israël, tant dans le pays même qu'à l'étranger. L'organisation reçut un soutien considérable de la part des dirigeants socialistes européens, notamment des Scandinaves, mais également des dirigeants travaillistes d'Israël. La nouvelle politique porta bientôt ses fruits. Du 4 au 6 décembre 1988, Arafat rencontra une délégation de cinq Juifs américains à Stockholm sous les auspices du ministre suédois des Affaires étrangères, Sten Andersson. Cette rencontre mit en marche un processus diplomatique, parce qu'il aboutit à la déclaration suivante à la presse : « L'OLP accepte le fait Israël en tant qu'État au Moyen-Orient et condamne toute forme de terrorisme perpétré par un État<sup>11</sup>. » Peu

10. Cet article fut ultérieurement traduit et repris dans *Haaretz*, décembre 1992.

11. Le 5 février 1989, Sten Anderson révéla comment les préparatifs de la réunion de Stockholm avaient débuté en avril 1988 et décrit la contribution du chancelier autrichien Bruno Kreisky et du secrétaire d'État George Schulz. « Nous n'étions pas seulement des postiers », déclara Andersson. « Nous rédigeons certaines parties des lettres. » Moshé Yegar, *Neutral Policy-Theory versus Practice: Swedish-Israeli Relations*, Jérusalem, Israel Council on Foreign Relations, 1993, 2<sup>ème</sup> édition 1998, pp. 151, 153.

après, le 14 décembre 1988, les États-Unis ouvrirent un dialogue avec l'OLP. Lors d'une conférence de presse à Genève, Arafat renonça expressément au terrorisme et accepta aussi bien le droit à l'existence d'Israël que les résolutions 242 et 338 de l'ONU. Quelques heures plus tard, les États-Unis annoncèrent qu'Arafat avait enfin rempli les conditions requises pour l'ouverture d'un dialogue OLP/États Unis<sup>12</sup>.

Durant les élections de 1984 et de 1988, le parti travailliste israélien annonça qu'il était le « parti de la paix. » Il était généralement connu que ses dirigeants nouaient des contacts directs avec le dirigeant de l'OLP à Tunis, leur conseillant de ne pas faire de concessions dans les négociations de Madrid alors en cours, promettant mieux que le gouvernement Shamir n'était disposé à offrir et leur demandant d'user de leur influence auprès des Arabes israéliens pour qu'ils votent pour eux lors des élections de 1992<sup>13</sup>. Après avoir eu recours aux méthodes de la doctrine des deux camps, le parti travailliste israélien collabora avec l'OLP pour saper la politique diplomatique du gouvernement légalement élu de l'État d'Israël, miner son processus démocratique et sa souveraineté étatique. À partir de la fin des années 1980, le parti travailliste israélien et le prétendu « camp de la paix », en collaboration avec l'OLP, ouvrirent la voie au processus d'Oslo tout en continuant à utiliser les méthodes efficaces de la doctrine des deux camps, un élément fondamental du legs de la Guerre froide menée par Staline.

### Quelques exemples

1) Dans son livre *Broken Covenant*, Moshé Arens écrit : « au cours des élections de 1984, et à nouveau durant celles de 1988,

12. *Congressional Quarterly, The Middle East*, Washington, D. C., CQ Press, 2000, p. 468.

13. En Israël, les services recueillant les informations appelées « renseignements noirs » transmettent des données de cette nature à une seule personne, le Premier ministre, en l'occurrence Yitzhak Shamir. (Il était connu par exemple que le ministre des Sciences, Ezer Weizmann, avait téléphoné directement à Genève de son bureau). M. Ben Aharon déclara que le Premier ministre Shamir lui avait communiqué directement l'information. Interview de M. Ben Aharon, directeur général du bureau du Premier ministre Yitzhak Shamir, Jérusalem, 21 janvier 2004.

le parti travailliste, sous la direction de Pérès insista pour se présenter comme le « parti de la paix. » Il explique ensuite que Pérès se fit le champion de l'option jordanienne, mais, afin de surmonter la réticence du roi Hussein à entreprendre des négociations directes avec Israël, Pérès se prépara à négocier dans le cadre d'une conférence internationale, sous les auspices des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et avec la participation des autres pays arabes, comme le demandait le roi Hussein. Arens explique que « la seule explication à l'acceptation de Pérès de négocier dans le cadre d'une telle conférence internationale semble être qu'il était disposé à accepter toutes ou la plupart des exigences arabes escomptées<sup>14</sup>. »

2) S'adressant, le 30 janvier 1996, à des diplomates arabes en poste à Stockholm, Arafat révéla son plan visant à la prise de contrôle d'Israël par les Palestiniens, disant : « Nous autres, de l'OLP, ferons désormais porter tous nos efforts sur la division psychologique d'Israël en deux camps... Vous comprenez, ajouta-t-il, que nous prévoyons de supprimer l'État d'Israël et de créer un État purement palestinien. Nous rendrons la vie impossible aux Juifs par la guerre psychologique et une explosion démographique ; les Juifs ne voudront pas vivre parmi nous, les Arabes<sup>15</sup>. »

3) Un rapport de MEMRI daté de décembre 2002 montre que Mahmoud Abbas (Abou Mazen), le secrétaire du comité exécutif de l'OLP, déclara aux Arabes israéliens après le déclenchement des violences palestiniennes : « Vous avez une qualité unique, vous avez un rôle différent du nôtre, un rôle important dans le renversement des gouvernements [d'Israël] et leur succès. Restez sur cette voie. Si vous voulez nous aider, faites-le en

14. Moshé Arens, *Broken Covenant*, New York, Simon & Schuster, 1995, pp. 31-32, et Yitzhak Shamir écrivit que Pérès fondait sa demande d'une telle conférence sur une idée lancée à l'origine par Léonid Brejnev en 1975. Yitzhak Shamir, *Summing Up ; An Autobiography*, Boston, Little Brown, 1994, p. 167.

15. Discours d'Arafat à Stockholm à des diplomates arabes, 30 janvier 1996, [http://israel-arab\\_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm](http://israel-arab_conflict.tripod.com/Articles/arafatstockholm.htm)

fournissant des vivres [à l'AP] et en [organisant] des manifestations pacifistes avec les mouvements pacifistes israéliens... Les Arabes israéliens devraient nous aider à renverser ou à constituer les gouvernements israéliens<sup>16</sup>. »

4) Hatem Abdel Kater, un responsable du Fatah, déclara au *Jerusalem Post* que « l'accord de Genève avait pour principal objectif de créer un schisme à l'intérieur d'Israël et de miner le gouvernement du Premier ministre Ariel Sharon. « Notre objectif était de susciter des divisions à l'intérieur d'Israël et de bloquer la croissance de la droite en Israël<sup>17</sup>. »

16. "Abu Mazen in Gaza: Stop the Armed Operations," Dépêche spéciale de MEMRI, n° 449, décembre 2002. <http://www.memri.org/bin/articles.cgi?Page=subjects&Area=relations&ID=SP44902>

17. Khalid Abu Toameh et Gil Hoffman, "Fatah scares off would-be Geneva signers," *Jerusalem Post*, 1er décembre 2003.

## chapitre 6

### **Ytzhak Rabin et sa place dans l'histoire : Histoire et mémoire**

L'anniversaire de la mort d'Ytzhak Rabin est commémoré en Israël par des cérémonies à la Knesset, sur le mont Herzl à Jérusalem, place Rabin à Tel Aviv, dans les écoles et sur les chaînes publiques de la radio et de la télévision. Il est nécessaire, sur un plan national, de rappeler le souvenir du premier ministre décédé d'une mort violente, et nous devons nous rappeler le passé dans l'espoir que l'assassinat politique ne se reproduira jamais. Au fil des années, cependant, une autre strate de compréhension et de prise de conscience doit attirer notre attention : la nécessité de situer Ytzhak Rabin dans notre histoire nationale. Une campagne officielle d'allumage de bougies, de chants, d'entretien de la nostalgie, d'anecdotes, de discours et de documentaires télévisés dûment corrigés, a réinventé le passé dans la mémoire collective, mais ne pourra jamais prendre la place d'une écriture critique de l'histoire.

La tradition juive se caractérise, entre autres par le fait que même les rois comme David, Salomon ou les dirigeants hasmonéens sont soumis aux lois et jugés en conséquence. En tant que nation, nous estimons de façon réaliste les forces et les faiblesses de nos dirigeants et de nos rois dans l'Histoire. Nous sommes dotés d'une riche tradition historique, et ce serait une régression à un niveau de culture inférieur que de cesser de conserver de bons témoignages historiques et de commencer à placer nos dirigeants au-delà de toute critique, leur conférant une sorte de sainteté laïque.

Une société saine a besoin de l'écriture d'une Histoire critique, parce qu'une compréhension précise du passé s'impose pour la compréhension du présent. On remarquera également que quelques pays européens ont relevé le défi d'assumer leur histoire nationale pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que chacun soit confronté à une réalité différente, de tels efforts

peuvent servir d'exemple pour d'autres. Effectivement, les Allemands ont recours au concept de *Vergangenheitsbewältigung*, qui signifie « surmonter ou faire face au passé », notamment le passé nazi de l'Allemagne. De même, les Pays-Bas, à l'époque de la Libération (1944-1945), ont constitué l'Institut national néerlandais pour la documentation de guerre qui recueille des informations sous diverses formes : documents officiels, mémoires de particuliers et témoignages oraux sur cette époque. Ancien directeur de cet institut, le professeur L. de Jong, mon mentor et mon ami, a rédigé l'histoire officielle du royaume des Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale, œuvre majeure qui révèle des vérités douloureuses. Il apporte un examen approfondi et choquant de la collaboration néerlandaise avec les forces d'occupation allemandes à tous les niveaux du gouvernement et de la société<sup>1</sup>. À la parution de chaque volume, la presse fut scandalisée, mais le premier choc passé, la plupart des Néerlandais reconnurent que de Jong avait été honnête. Si douloureux que ce soit, l'énoncé de la vérité correspond à un impératif national. Il est de la plus haute importance que les historiens israéliens commencent eux aussi à affronter le passé, notamment en ce qui concerne Yitzhak Rabin, l'homme et son héritage.

Il est nécessaire d'élever le niveau du débat sur Yitzhak Rabin. En effet, un examen consciencieux des faits historiques devrait rendre plus difficile de diffuser des déclarations comme : « Oslo n'est pas mort, il a été assassiné » (Amnon Lipkin-Shahak<sup>2</sup>), ou « Cet assassinat a emporté le dirigeant qui aurait pu mener bonne fin le processus au milieu des années 1990 » (Itamar Rabinovitch<sup>3</sup>), ou « Sans Goldstein et Amir, il eût été possible de parvenir à un accord permanent entre nous et les Palestiniens au moment voulu, le 4 mai 1999 » (Yossi Beilin<sup>4</sup>). De telles affirmations ne reflètent guère une réflexion en

1. Dr. L. de Jong, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, La Haye, Nijhof, 1969-1988.

2. Daniel Ben-Simon, "Lipkin-Shahak: Oslo did not die, it was murdered," *Haaretz*, 7 novembre 2003.

3. Aluf Benn, "Arafat is Guilty – but only he can do it," *Haaretz*, 30 mars 2004.

4. Vered Kelner, "Mashiach lo Ba," [Le Messie ne vient pas] *Maariv*, 9 avril 2004.

profondeur, pas plus qu'elles ne font avancer notre connaissance. Un type de déclaration, une accusation généralisée contre la droite, semblable à l'accusation du meurtre de Jésus imputée aux Juifs, n'est tout simplement pas de mise. L'autre, une affirmation hypothétique, ne peut aucunement être prouvée et ne laisse aucune place à une quelconque responsabilité palestinienne dans l'échec du processus de paix.

De telles déclarations, qui ont jalonné la campagne officielle destinée à recréer le passé dans la mémoire collective, ont opacifié le principal problème historique : Oslo fut un grave échec politique qui a coûté la vie à plus d'un millier de civils israéliens innocents. Sans minimiser ou nier le fait que les opposants à Oslo ont engagé une violente campagne contre le premier ministre, il n'en demeure pas moins que, même un assassinat politique ne fournit pas une explication crédible au fiasco de la politique du gouvernement. En conséquence, les historiens honnêtes doivent réfléchir sur les véritables questions, comme celle-ci : quelles furent les conséquences de la décision de Yitzhak Rabin de ramener l'OLP de Tunis et de leur fournir des armes ? Le présent article se donne pour objet d'identifier plusieurs questions historiques fondamentales auxquelles il importe de répondre.

La première démarche d'une interprétation historique critique du sujet doit consister en un réexamen de la terminologie utilisée dans la description des courants de pensée en Israël aujourd'hui. On reprendra avec profit l'observation de Golan Lahat, doctorant en sciences politiques à l'université de Tel Aviv selon la quelle la société israélienne ne doit pas être considérée en fonction des traditionnelles lignes de séparation européenne entre « gauche » et « droite », mais plutôt en fonction des conceptions sécuritaires. D'après ce critère, on peut ainsi « situer » les Israéliens qui furent, dans un premier temps favorables au processus d'Oslo, puis s'y opposèrent. (Il s'appliquerait également au cas théorique d'Israéliens qui s'y seraient d'abord opposés pour ensuite s'y rallier – dont les exemples ne sont guère nombreux).

Après le meurtre d'Ofra Feliks en janvier 1995, le défunt premier ministre Rabin introduisit l'expression *korbanot haShalom*, littéralement, les « martyrs de la paix », qui nie le fait qu'il s'agissait de victimes du terrorisme. Parodiant la déclaration

faite par Ben Gourion en septembre 1939 « nous mènerons la guerre comme s'il n'y avait pas de Livre blanc et nous lutterons contre le Livre blanc comme s'il n'y avait pas de guerre », Rabin annonça à plusieurs reprises qu'Israël lutterait contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de négociations et négocierait comme s'il n'y avait pas de terrorisme. Il déclara en outre qu'une interruption des négociations équivaldrait à « accorder une prime au terrorisme ». Un tel langage fut utilisé pour rationaliser le sacrifice de la vie des civils israéliens. Aujourd'hui, on doit s'interroger sur la question de savoir si c'était faire preuve de responsabilité morale que d'accepter ces victimes comme « prix de la paix » et détourner toute discussion rationnelle de ces questions en ayant recours à des slogans et des jingles brouillant la réalité derrière les mots<sup>5</sup>.

De même, les historiens devront traiter de l'hypothèse de base d'Oslo, selon laquelle l'OLP aurait à la fois la volonté et la capacité de lutter contre les extrémistes du Hamas et du Djihad islamique, protégeant ainsi Israël du terrorisme. David Makovsky a qualifié cette croyance de « l'une des plus grosses erreurs de calcul d'Oslo<sup>6</sup>. » Elle a abouti à une série de décisions politiques problématiques, notamment la mise en place d'une dictature dans l'Autorité palestinienne. Natan Sharansky a, en outre, évoqué la conviction de Rabin que la nature non démocratique du régime d'Arafat servirait les intérêts d'Israël. Il a rapporté qu'une semaine après la signature des accords d'Oslo en 1993, « le premier ministre Rabin a forgé la phrase qui résumait de façon inquiétante l'approche tout entière du gouvernement : "Arafat allait s'occuper des terroristes, a-t-il dit, 'sans Cour suprême, sans Betsalem [un groupe de militants des droits de l'homme] et sans toutes sortes de belles âmes au cœur saignant'" ». »

5. Golan Lahat, *HaPitui HaMeshichi [La tentation messianique]*, Tel-Aviv, Am Oved, 2004, pp. 96-106.

6. David Makovsky, cité par Dore Gold, "Where is the Peace Going?" in *The Mideast Peace Process; An Autopsy*, ed. Neal Kozodoy, San Francisco, Encounter Books, 2002, p. 39.

7. Natan Sharansky, "From Helsinki to Oslo," *Journal of International Security Affairs* 1, no. 1, été 2001, 29.

Aussi bien David Makovsky que Dore Gold soulevèrent également la question des méthodes arbitraires du gouvernement Rabin en matière de prise de décision, souvent sans consulter des spécialistes<sup>8</sup>. Dore Gold déclara que « telles que les choses se présentent, cependant, toute grande organisation israélienne chargée de la sécurité – le Mossad, les services de la Sûreté, les renseignements militaires israéliens et Tsahal – fut court-circuitée<sup>9</sup>... » Comment fut-il possible que Rabin puisse entamer des négociations avec l'OLP, en ayant recours à des négociateurs non qualifiés et en renonçant aux conseils juridiques et militaires professionnels ? On peut se demander si, dans un contexte plus large, il n'y eut pas une trop grande concentration de pouvoirs au niveau exécutif et si le processus de prise de décision, tel qu'il s'appliqua à la sécurité nationale fonctionna comme il le devait<sup>10</sup>.

De même, la décision de Rabin d'armer les Palestiniens doit être analysée. De nombreux Israéliens se souviennent de la déclaration confiante de Rabin à la radio, en décembre 1993 : « Cessez d'avoir peur. Il n'y a aucun danger que ces fusils soient utilisés contre nous. Ces armes sont destinées à être utilisées par les policiers palestiniens dans leur combat contre le Hamas. Ils n'imagineraient pas de les utiliser contre nous, car ils savent pertinemment que si, une seule fois, ils tournent ces fusils contre nous, l'accord d'Oslo sera *ipso facto* annulé et Tsahal retournera dans tous les endroits qui leur ont été donnés. L'accord d'Oslo, en dépit de ce qu'affirme l'opposition, n'est pas irrévocable. »

Au-delà du message de cette déclaration (dont le texte précis n'est pas encore retranscrit), il y a la manière dont Rabin présenta sa nouvelle politique à la population israélienne et le degré de responsabilité qu'il ressentait à l'égard de son peuple. Pendant l'hiver 1993-94, Rabin (et d'autres apologistes d'Oslo) proclamèrent que si Oslo ne fonctionnait pas, il ferait marche arrière et reprendrait tout, idée à laquelle Shimon Pérès avait, à

8. David Makovsky, *Making Peace with the PLO*, Boulder, Colorado, Westview, 1996, p. 38.

9. Gold, "Where is the Peace Going?" *The Mideast Peace Process*, op. cité, p. 38.

10. Makovsky, op. cité, p. 78.

l'origine contribué<sup>11</sup>. Cependant, lorsqu'il s'avéra que le pari sur la paix n'avait pas abouti, Rabin n'en continua pas moins sur sa lancée. Pour Neal Kozodoy, le rédacteur en chef de *Commentary*, qui a publié une série d'articles sur le processus de paix, la question centrale est la suivante : « Pourquoi, même après que les illusions et les leurre d'Oslo eurent été dévoilés et que la réalité ne pouvait plus être niée, des voix ont-elles continué à insister... que "précisément parce qu'il avait échoué, le processus de paix au Moyen-Orient ne devait pas être abandonné<sup>12</sup>" ? »

Qui plus est, on doit poser la question de savoir comment, dans une démocratie, un dirigeant doit traiter l'opposition. Il n'a jamais été un secret que le gouvernement avait pour politique d'attaquer systématiquement ses opposants, s'efforçant de les discréditer en utilisant un langage incendiaire et violent. Hillel Halkin a rappelé que la manchette de *Haaretz* du 26 mars 1995 était : « Rabin : le Likoud, un collaborateur du Hamas. » Selon Halkin, l'article rapportait que Rabin avait attaqué le Likoud en proclamant : « Les organisations terroristes réussissent parce que le Likoud est devenu un collaborateur du Djihad et du Hamas<sup>13</sup>. » Cet article mentionnait la décision prise au parti [travailleuse] d'intensifier les attaques contre la droite, parce que Netanyahu était en tête dans les sondages. En conséquence, les historiens devront se demander si, dans une démocratie, il est normal pour un gouvernement de délégitimer son opposition composée pour la plupart de citoyens respectueux de la loi. Dans ce contexte, il faut souligner l'atmosphère de tyrannie morale imposée par le gouvernement Rabin et le fait que le moindre doute, la moindre question était tourné en dérision ou réduit au silence<sup>14</sup>.

Lorsqu'on pense à l'époque de Rabin, Oslo et les Palestiniens viennent généralement à l'esprit, mais il ne faut pas oublier sa

11. Makovsky, op. cité, pp. 37, 38.

12. Neal Kozodoy, "Preface," *The Mideast Peace Process*, viii.

13. Hillel Halkin, "The Rabin Assassination: A Reckoning?" *The Mideast Peace Process*, pp. 52-53.

14. E.g. Etgar Lefkowitz, "Teacher suspended over Rabin studies wins suit," *Jerusalem Post*, 6 janvier 2004.

façon de mener les négociations avec la Syrie. Par exemple, la veille des élections de 1992, Rabin déclara sans ambages que quiconque abandonnerait le plateau du Golan serait coupable de mettre en péril la sécurité d'Israël<sup>15</sup>. Puis, après être arrivé au pouvoir, il critiqua dédaigneusement ceux qui lui rappelaient ses promesses. Selon le journaliste Uri Dan, Rabin déclara le 8 juin 1993 : « Dès lors qu'il y a des propositions concrètes, les habitants du Golan peuvent tourner en rond comme des hélices dans les manifestations. Cela ne leur fera aucun bien<sup>16</sup>. » Ultérieurement, Rabin compara dédaigneusement certains d'entre eux au Hamas et les qualifiant, dit-on, d'« ennemis de la paix. » Au-delà du débat public, en menant seul des négociations indirectes avec la Syrie, Yitzhak Rabin compromit à long terme la position d'Israël. Il demanda d'abord que les Américains posent aux Syriens la question hypothétique sur le type de paix qu'ils proposeraient à Israël en échange d'un retrait total du plateau du Golan. En quatre mois, et avec l'intervention des Américains, la position de force d'Israël dans les négociations se transforma en une entreprise de retrait total du plateau du Golan. Bref, Rabin avait modifié la position de départ d'Israël pour n'importe quelle négociation, sans rien recevoir en échange. (Ce résultat présente une certaine similitude avec l'échange de prisonniers de mai 1985 avec le groupe terroriste d'Ahmed Jibril, à l'époque où Rabin était ministre de la Défense. En vertu de cet échange, Israël libéra 1100 prisonniers membres de l'OLP reconnus coupables de terrorisme, dont certains purgeaient des peines pour meurtre, notamment le terroriste japonais Kozo Okamoto, en échange de six soldats israéliens. Par cette transaction, Rabin compromit aussi la position d'Israël dans un échange de prisonniers ultérieur.)

Rabin ne bénéficiait pas d'une large majorité à la Knesset, mais il avait l'habitude de dire à ses visiteurs qu'il irait de l'avant, même avec une majorité d'une voix. Ainsi, afin de ratifier les accords d'Oslo II, fin septembre 1995, il acquit le soutien décisif de Gonen Segev et Alex Goldfarb. (Segev, alors

15. David Bar Illan, "Israel's New Pollyannas," *The Mideast Peace Process*, p.5.

16. Uri Dan, "He Could Still be Alive," *Jerusalem Post*, 18 août 2004.

ministre de l'Infrastructure, a depuis été reconnu coupable de fraude dans l'utilisation d'une carte de crédit et a été condamné avec sursis. Il doit prochainement être jugé pour trafic de drogue). Amotz Asa-el, du *Jerusalem Post*, a écrit que le procès Segev « est historique parce qu'il concerne l'homme qui a fourni la voix décisive pour le geste politique le plus délicat et le plus controversé, à une époque où la société israélienne était déjà déchirée par le débat sur les accords d'Oslo et le terrorisme qui suivit<sup>17</sup>. » Que signifie ce fait, au regard de Rabin, de l'homme et de son legs ?

Cet épisode nous ramène à plusieurs problèmes fondamentaux. La politique de Rabin était-elle judicieuse ? Dans quelle mesure Rabin lui-même se considérait-il engagé par sa parole, le cas échéant ? On ne peut s'attendre à ce que des promesses formulées durant une campagne représentent un contrat juridique à respecter à la lettre, parce qu'en pratique, elles sont souvent ignorées. Elles représentent cependant une forme d'obligation morale. Bien qu'il puisse se creuser un fossé entre l'idéal et le réel, on ne s'attend pas à ce qu'un dirigeant prenne de tels engagements sans avoir la moindre intention de les respecter, ou fasse exactement le contraire de ce qui figure dans le programme de son parti<sup>18</sup>. Les promesses électorales constituent un type d'engagement et, si elles sont enfreintes sans vergogne dans une démocratie, la confiance de l'opinion publique dans l'ensemble du processus démocratique risque d'être gravement ébranlée, voire entamée. Quel type de dirigeant était Yitzhak Rabin au regard de ses relations avec l'opinion publique en temps de crise, de sa façon de prendre des décisions sans le conseil d'experts dans des domaines majeurs, de sa politique agressive à l'égard de l'opposition, de son indifférence quasi-totale envers les promesses électorales et du type de transaction par lequel il acquit une majorité à la Knesset ?

17. Amos Asa-el, "What after Gonen Segev?" *Jerusalem Post*, 8 octobre 2004, *Upfront Magazine*, p. 16.

18. Le programme du parti travailliste israélien de novembre 1991 (The "Israeli Labor Party Platform, November 1991") se trouve dans Makovsky, *Making Peace with the PLO*, Appendix IX, pp. 193-194.

Un autre sujet concernant l'étude des dirigeants d'un pays a été en général ignoré en Israël, mais est considéré ailleurs comme un sujet légitime. Il s'agit des préférences personnelles du dirigeant, ses habitudes, ses faiblesses, sa santé, notamment si elles influencent son comportement politique. Par exemple, Doris Kearns Godwin a abondamment développé ces thèmes à propos de Franklin D. Roosevelt, sa maîtresse et ses problèmes de santé (qui furent souvent négligés)<sup>19</sup>. Dans le contexte israélien, on connaît par exemple l'impact de la démoralisation et de la dépression sur Menahem Begin.

Au vu de certains modèles de comportements décrits ci-dessus, qui ne peuvent être aisément expliqués, des historiens ne peuvent, en toute honnêteté, exclure ce type de questions concernant Yitzhak Rabin. Au cours de la campagne électorale de 1992, le Likoud accusa ouvertement Rabin d'être porté sur l'alcool et de ne pas être capable de résister aux pressions<sup>20</sup>. Ce fut une campagne électorale particulièrement laide, mais, pour le meilleur ou pour le pire, il y eut un débat public. Qu'en était-il de la véracité de l'accusation d'alcoolisme, et s'il en était ainsi, Rabin avait-il mis fin à sa dépendance au moment de son entrée en fonction en 1992 ? Par ailleurs, souffrait-il d'une maladie susceptible d'avoir influé sur son état d'esprit et son comportement, recevait-il un traitement et prenait-il des médicaments ? (On sait que c'était le cas pour Winston Churchill). En outre, Rabin était-il capable de résister aux pressions ? La question doit être posée dans le cadre de l'échange de prisonniers avec Jibril ou de la décision de faire revenir les hommes du Hamas exilés au Liban en décembre 1992. Certains observateurs comme Yigal Carmon ont déclaré avec indulgence que les dernières années de Rabin ne furent pas ses meilleures. D'autres, comme Itamar Rabinovitch, ont écrit que, ces

19. Voir par exemple, Doris Kearns Goodwin, *No Ordinary Time; Franklin & Eleanor Roosevelt: The Home Front in World War II*, New York, Simon & Schuster, 1995, pp. 516-521.

20. Ethan Bonner, *Globe Staff*, "In Israel, the character issue; Labor touts Rabin as beloved war hero; Likud assails an unstable alcoholic," *Boston Globe*, 24 mai 1992.

années-là, Rabin avait atteint le sommet de sa maturité d'homme politique<sup>21</sup>. Qui a raison ? Quel que soit le cas, les historiens devront rechercher la vérité.

Il faut, un jour par an, d'honorer la mémoire d'un dirigeant tombé. Le reste de l'année, nous devons écrire l'histoire « telle qu'elle fut réellement. » Nous devons poser des questions ardues, parce que les cérémonies commémoratives ne peuvent répondre au besoin de la nation de disposer d'une histoire honnête et critique du défunt Yitzhak Rabin, l'homme et son héritage.

21. Itamar Rabinovitch, *Waging Peace*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 21.

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE .....	7
Shmuel Trigano	
ANATOMIE D'UNE ILLUSION .....	13
Ephraïm Karsh	
Chapitre 1. Un cheval de Troie .....	19
Chapitre 2. Terrorisme jusqu'à la victoire .....	41
Chapitre 3. Dans le sillage de Camp David .....	59
Chapitre 4. Pourquoi la guerre ? .....	71
Chapitre 5. Ils ont des yeux pour ne pas voir .....	81
L'ÉTRANGE MÉSAVENTURE D'OSLO .....	101
Joël Fishman	
Chapitre 1. Défaut de perception et aveuglement : la quête de paix d'Israël dans le contexte d'exemples historiques similaires .....	129
Chapitre 2. La paix démocratique : une promesse rompue. Israël et l'Autorité palestinienne .....	155
Chapitre 3. Dix ans après Oslo : La stratégie de « guerre populaire » de l'OLP et la riposte inadéquate d'Israël .....	175
Chapitre 4. La persistance de la terminologie soviétique et des thèmes antisémites après Oslo .....	209
Chapitre 5. Le concept de « camp de la paix » israélien et ses origines dans la doctrine soviétique des deux camps .....	239
Chapitre 6. Ytzhak Rabin et sa place dans l'histoire : Histoire et mémoire .....	249

Achévé d'imprimer sur rotative numérique par Book It !  
dans les ateliers de l'Imprimerie Nouvelle Firmin Didot  
Le Mesnil-sur-l'Estrée

N° d'impression : 75893  
Dépôt légal : Octobre 2005

*Imprimé en France*

## LA GUERRE D'OSLO

Et si ce que nous savons du "processus d'Oslo" n'était pas ce qui s'est réellement passé ? Et si le discours pléthorique des médias sur le Moyen Orient n'avait fait que tisser un écran opaque occultant les faits ?

La vision des choses en serait bouleversée, les responsabilités renversées.

Des milliers de morts, un terrorisme sanglant, une flambée d'antisémitisme mondiale... un processus de paix ?

C'est ce voile politiquement correct que soulève ce livre à deux voix, enregistrant méthodiquement le déroulement des faits et analysant le plan de guerre palestinien, pourtant énoncé dès la signature des accords sur la pelouse de la Maison Blanche. Arafat a fait ce qu'il a dit. Personne n'a voulu l'entendre, tout à l'affairement du spectacle de la paix.

Car la ruse palestinienne n'a eu d'égal que l'auto-mystification d'une partie des Israéliens qui ont pris leurs désirs pour des réalités.

C'est cette analyse qu'ouvre ce livre, examen de conscience des années Oslo, mais aussi clarification pour l'avenir.

### Joël Fishman

Historien, chercheur au Jerusalem Center for Public Affairs, a été le pionnier de l'histoire de la reconstruction de la communauté juive hollandaise après guerre. Vivant à Jérusalem à l'automne 2000, à un moment où la société israélienne entrerait dans la confusion et la détresse, il a tenté d'appliquer la méthode historique aux événements dont il était le témoin pour tenter de comprendre ce qui se tramait.

### Ephraïm Karsh

Historien, professeur au King's College de Londres, est l'un des spécialistes des affaires du Moyen Orient les plus connus. Il a publié de très nombreux livres en langue anglaise : Fabriquer l'histoire israélienne : les "Nouveaux Historiens" (1999), La guerre de Palestine, 1948 (2002), La guerre d'Arafat, l'homme et son combat pour la conquête d'Israël (2003), Repenser le Moyen Orient (2003)...

